



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

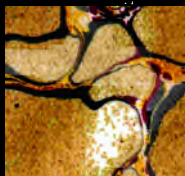
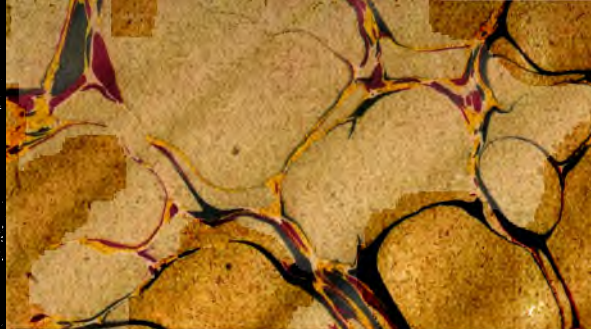
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 481078





*Library of the University of Michigan
The Coyle Collection.*

*Miss Jean L. Coyle
of Detroit*

*in memory of her brother
Col. William Henry Coyle
1894.*



ESTABER



DC
701
1542
A2
V.14



BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE PARIS

ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

IMPRIMERIE G. DAUPELEY-GOUVERNEUR

A NOGENT-LE-ROTRON.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE
L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE
L'ILE-DE-FRANCE

14^e ANNÉE — 1887



A PARIS
Chez H. CHAMPION
Libraire de la Société de l'Histoire de Paris
Quai Voltaire, 9
1887



BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRET.

Le Président de la République française ;

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la demande formée par la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique,

Vu les Statuts de cette Société, l'état de sa situation financière et les autres pièces produites à l'appui de sa demande,

Vu l'avis favorable du Comité des travaux historiques et scientifiques (Section d'histoire et de philologie),

Vu les avis favorables du Préfet de la Seine et du Vice-Recteur de l'Académie de Paris ;

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes du Conseil d'État entendue ;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}.

La Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Art. 2.

Les Statuts sont approuvés tels qu'ils sont ci-annexés. Aucune modification ne pourra y être apportée sans l'autorisation du Gouvernement.

Art. 3.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait à Paris, le 14 janvier 1887.

Jules GRÉVY.

Par le Président de la République ;

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

BERTHELOT.

STATUTS
DE
LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

Article 1^{er}.

La Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France a pour but la publication de mémoires et de documents sur l'histoire, les monuments et la topographie de la Ville de Paris et de l'Ile-de-France.

Elle s'interdit la publication des travaux qui auraient pour objet la politique ou l'histoire contemporaine.

Article 2.

La Société a son siège à Paris.

Article 3.

La Société se compose des personnes dont l'admission est prononcée par le Conseil d'administration à la suite d'une demande du candidat, appuyée par deux membres de la Société.

Article 4.

Le Bureau de la Société se compose de :

- 1° Un président;
- 2° Un vice-président;
- 3° Un trésorier;
- 4° Un secrétaire-archiviste.

Ce Bureau est élu par le Conseil d'administration dans la première séance qui suit l'Assemblée générale annuelle. Son Président exerce également la présidence des Assemblées générales et du Conseil.

Les Comités de publication et des fonds sont nommés à la même date et par le Conseil.

Article 5.

La Société se réunit une fois par an en Assemblée générale ordinaire. Le Conseil peut la convoquer extraordinairement toutes les fois que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Dans les Assemblées générales, le Président de la Société est assisté des membres du Bureau.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

Article 6.

L'Assemblée générale annuelle nomme les membres du Conseil d'administration.

Elle entend les rapports présentés au nom du Conseil et relatifs à l'état des travaux et de la situation financière.

D'après les indications qui lui sont soumises par le Conseil, elle arrête l'état des prévisions en recettes et en dépenses.

Elle approuve les comptes dont le détail lui est présenté.

Elle délibère sur les acceptations de dons et legs, sur les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, emprunts, constitutions d'hypothèques et baux à long terme.

Article 7.

Le Conseil d'administration se compose de quarante-huit membres.

Il est renouvelé tous les ans par quart.

Il est assisté dans sa gestion par les Comités de publication et des fonds.

Les procès-verbaux de ses séances sont signés du Président et du Secrétaire.

Article 8.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations de ses membres fixées à quinze francs au minimum et rachetables par le versement d'un capital de cent cinquante francs ; — 2° du produit de la vente de ses publications ; — 3° des dons et legs dont l'acceptation aura été autorisée par le Gouvernement ; — 4° des subventions qui pourraient lui être accordées ; — 5° du produit des ressources créées à titre exceptionnel avec l'autorisation du Gouvernement ; — 6° du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

Article 9.

Les fonds disponibles seront placés en rentes nominatives 3 o/o sur l'État ou en obligations nominatives des Compagnies de chemin de fer dont le minimum d'intérêt est garanti par l'État.

Article 10.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Article 11.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions et échanges d'immeubles sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

Article 12.

En cas de dissolution, l'actif de l'Association est attribué, par délibération de l'Assemblée générale, à un ou plusieurs établissements

analogues et reconnus d'utilité publique. Cette délibération est soumise à l'approbation du Gouvernement.

Article 13.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et soumis à l'approbation de l'Autorité préfectorale, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents Statuts. Il peut toujours être modifié dans la même forme.

Article transitoire.

L'ancien règlement intérieur de la Société est maintenu à titre provisoire dans toutes celles de ses dispositions qui ne sont pas contraires aux présents Statuts.

RÈGLEMENT

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

ARTICLE PREMIER. — La *Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France* est créée pour publier des mémoires et des documents sur l'histoire, le langage, les monuments, la topographie de la ville de Paris et de l'Ile-de-France.

Elle s'interdit la publication des travaux qui auraient pour objet la politique ou l'histoire contemporaine.

ART. 2. — La Société se compose de toutes les personnes dont l'admission est prononcée par le Conseil à la suite d'une demande écrite par le candidat et appuyée par deux membres de la Société.

ART. 3. — Le taux de la cotisation est fixé à 15 francs par an.

ART. 4. — Tout membre peut convertir la cotisation annuelle en un versement unique de 150 francs.

ART. 5. — Si la Société venait à se dissoudre avant une période de dix années, ces 150 francs seraient rendus aux souscripteurs, déduction faite des années écoulées. Passé le délai de dix ans, le versement unique est acquis à la Société.

ART. 6. — La Société se réunit tous les ans en assemblée générale.

ART. 7. — Le Bureau de la Société se compose de :

- 1^o Un président,
- 2^o Un vice-président,
- 3^o Un trésorier-bibliothécaire,
- 4^o Un secrétaire-archiviste,
- 5^o Un secrétaire-adjoint.

ART. 8. — Le Comité des fonds, composé de quatre membres, rend compte, tous les mois, de l'état des finances de la Société au Conseil d'administration dont il sera parlé ci-après.

ART. 9. — Le Comité de publication est composé de sept membres, auxquels s'adjoignent de droit le président, le secrétaire et le trésorier. Il se prononce, d'après le rapport d'un de ses membres, sur l'admission des travaux présentés.

ART. 10. — Le Conseil d'administration, présidé par le président de la Société, est composé de quarante-huit membres. Il se réunit le

second mardi de chaque mois pour enregistrer les adhésions et régler, de concert avec le Comité des fonds et le Comité de publication, toutes les questions d'administration.

Tous les membres de la Société pourront assister aux réunions du Conseil et y faire les communications qui seraient de nature à intéresser la Société.

ART. 11. — Toutes les décisions des Comités et du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents : la voix du président est prépondérante en cas de partage.

ART. 12. — Le Conseil d'administration est nommé en Assemblée générale de la Société, et à la majorité des membres présents.

Il se renouvelle tous les ans par quarts.

ART. 13. — Le Conseil d'administration, dans la première réunion qui suit l'Assemblée générale, constitue le Bureau et les Comités de la Société.

Le président sortant ne peut être réélu qu'au bout de trois ans.

ART. 14. — Toutes les ressources de la Société sont affectées à la publication de volumes auxquels ont droit tous les membres de la Société.

ART. 15. — La Société accorde aux auteurs une rémunération dont le taux est fixé chaque année par le Conseil d'administration.

ART. 16. — Les auteurs peuvent faire exécuter, à leurs frais, des tirages à part des travaux insérés dans le recueil.

Tout tirage à part porte la mention du volume d'où il est extrait. La couverture de tous les exemplaires des tirages à part doit porter à l'extérieur cette mention : « Les tirages à part de la *Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France* ne peuvent être mis en vente. »

ART. 17. — Les volumes publiés par la Société peuvent être vendus au prix que fixe chaque année le Conseil d'administration.

ART. 18. — Il est tiré chaque année sur grand papier un certain nombre d'exemplaires des volumes publiés par la Société. Les souscripteurs à ces exemplaires devront doubler le chiffre de leur cotisation annuelle ou le chiffre du versement unique.

LISTE DES MEMBRES

Au 1^{er} janvier 1887.

La † précède les noms des membres décédés qui, aux termes de l'art. 4 du Règlement, avaient converti leur cotisation annuelle en un versement unique de 150 francs.

L'astérisque indique les souscripteurs aux exemplaires sur grand papier.

ALPHAND, [148], directeur des Travaux de la ville de Paris; boulevard Beauséjour, 1.

AMIEL (Paul), [278]; à la Banque de France.

ANDRÉ (Alfred), [1], banquier, ancien député; rue de la Boétie, 49.

ANSART (Sélim), [225]; ancien chef de la police municipale; quai Voltaire, 17.

ARCHDEACON (Edmond), [264], ancien agent de change; avenue des Champs-Élysées, 15.

Archives départementales de l'Oise, [751]; à Beauvais (Oise).

ASHER et C^{ie}, [360], libraires; à Berlin.

AUBERT (Édouard), [576], membre de la Société des Antiquaires de France; rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9.

AUBERT (Félix), [723], avocat, archiviste-paléographe; rue de L'Épinette, 5, à Saint-Mandé (Seine).

AUBRY-VITET (Eugène), [313], ancien conseiller général de Seine-et-Oise; rue Barbet-de-Jouy, 9.

AUDIFFRET-PASQUET (duc d'), [584], de l'Académie française, sénateur; boulevard de la Tour-Maubourg, 11.

AUGIER (Adrien), [733], juge au tribunal; à Coulommiers (Seine-et-Marne).

AUMALE (duc d'), [199], de l'Académie française; rue de Varenne, 59.

AUNAY (Alfred d'), [334]; rue des Dames, 68.

AVAIZE (Amédée d'), [327]; au château des Paras, par Perreux (Loire).

BABEAU (Albert), [552], correspondant de l'Institut; à Troyes (Aube).

BABINET (Charles), [543], conseiller à la Cour de cassation; passage Laferrière, 3.

BAILLEUX DE MARISY, [302], ancien auditeur au Conseil d'État; boulevard Malesherbes, 62.

BAILLIÈRE (H.), [436], libraire; rue Hautefeuille, 19.

BAILLY (A.-N.-L.), [548], architecte, membre de l'Institut; boulevard Bonne-Nouvelle, 19.

- BAPST** (Germain), [619]; avenue Hoche, 18.
- BARBIER D'AUCOURT** (comte), [434]; aux Mesnuls, par Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise).
- BARROUX** (Marius), [784], archiviste adjoint de la Seine; boulevard Saint-Marcel, 76.
- BARTHÉLEMY** (Anatole DE), [3], membre de la Société des Antiquaires de France; rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9.
- BARTHÉLEMY** (comte Édouard DE), [4], membre honoraire du Comité des travaux historiques; rue de Las Cases, 22.
- BARTHÈS et LOWELL**, [359], libraires; à Londres.
- BAUCHAL** (Charles), [694], ancien chef de bureau au Ministère des finances; rue Brey, 11.
- BAUDOUIN** (Henri), [379]; rue Royale, 8.
- BAUMGART** (Émile), [142], chef du bureau des Musées, à la direction des Beaux-Arts; boulevard Saint-Germain, 211.
- BÉGIS** (Alfred), [319], avocat; boulevard de Sébastopol, 16.
- BEHREND** [610], de la maison Asher et C^{ie}; à Berlin.
- BÉMONT** (Charles), [5], archiviste-paléographe, maître de conférences à l'École des Hautes-Études; rue de Condé, 9.
- BENOIST** (Léon), [782], notaire honoraire, conseiller général de Seine-et-Marne; à Lizy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne).
- BERNARD** (l'abbé Eugène), [614]; rue Gay-Lussac, 5.
- BERTIN** (Eugène), [546]; rue de Dunkerque, 22.
- BERTIN** (Georges), [766]; rue de Boulogne, 11 bis.
- BERTIN** (Paul), [6], agent de change honoraire; rue de Monceau, 51.
- Bibliothèque des Archives nationales, [428]; rue des Francs-Bourgeois, 60.
- Bibliothèque de l'Arsenal, [597]; rue de Sully, 1.
- Bibliothèque de la Chambre des Députés, [403]; au Palais de la Chambre des Députés.
- Bibliothèque du Conseil Municipal de Paris, [636]; à l'Hôtel de Ville.
- Bibliothèque Royale de Copenhague, [542].
- Bibliothèque de la ville de Corbeil, [781]; à Corbeil (Seine-et-Oise).
- Bibliothèque de l'École des Beaux-Arts, [693]; rue Bonaparte, 14.
- Bibliothèque de l'École des Chartes, [356]; rue des Francs-Bourgeois, 58.
- Bibliothèque de S. M. l'Empereur d'Autriche, [474], représentée par M. Gerold, libraire; à Vienne (Autriche).
- Bibliothèque de l'Institut, [581]; au Palais de l'Institut.
- Bibliothèque de l'Ordre des Avocats de Paris, [538]; au Palais de Justice.
- Bibliothèque administrative de la Préfecture de la Seine, [777]; au Pavillon de Flore, palais des Tuileries.
- Bibliothèque de feu M. le baron James-Édouard de Rothschild, [681]; avenue de Friedland, 38.
- Bibliothèque du Sénat, [764]; au Palais du Luxembourg.
- Bibliothèque de l'Université de France, [798]; à la Sorbonne.
- Bibliothèque de la Ville de Paris, [332] (double souscription).
- Bibliothèque de la Ville de Ver-

- sailles, [292]; à Versailles (Seine-et-Oise).
- BIENAYMÉ** (Gustave), [554], chef de bureau au ministère des Finances; rue des Saints-Pères, 13.
- BILLAUEL** (Hippolyte), [540], ingénieur en chef des Ponts et Chaussées; rue de Surène, 5.
- BINDER** (Maurice), [800], conseiller municipal de Paris; avenue des Champs-Élysées, 102.
- BIOLLAY** (Léon), [394]; boulevard Pereire, 90.
- BIOLLAY** (Paul), [393], avocat général près la cour des Comptes; boulevard Malesherbes, 74.
- BIZEMONT** (marquis DE), [708]; rue de Grenelle-Saint-Germain, 109.
- BLANCHE** (Alfred), [709], ancien président de la Commission de publication de l'histoire de Paris à la Préfecture de la Seine; rue Fortuny, 8.
- BOESWILLWALD** (Emile), [287], architecte, inspecteur général des Monuments historiques; rue Hautefeuille, 19.
- BOISLISLE** (Arthur DE), [7], membre de l'Institut; rue de l'Université, 18.
- BONNARDOT** (François), [314], sous-inspecteur du service historique de la Ville de Paris; rue de la Santé, 46.
- BONNASSIEUX** (Pierre), [288], archiviste aux Archives nationales; rue de Rennes, 62.
- BORDIER** (Henri), [8], bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale; rue de Rivoli, 182.
- BOSSUET** (l'abbé), [376], curé de St-Louis-en-l'Île; rue Poulletier, 3.
- BOUIS** (Édouard), [582]; rue de la Glacière, 5, à Rouen (Seine-Inférieure).
- BOULAY DE LA MEURTHE** (comte Alfred), [9]; rue de l'Université, 23.
- BOULÉ** (Alphonse), [500], juge de paix; à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- BOULENGER** (Hippolyte), [522]; avenue de l'Alma, 6.
- BOULENGER** (M^{me} V^e J.-Romain), [673]; rue Cambacérès, 26.
- † **BOURGE** (Gaston DE), [200].
- BOURNON** (Fernand), [476], archivist-paléographe; rue du Cardinal-Lemoine, 18.
- BOUTMY** (Emile), [11], membre de l'Institut, directeur de l'Ecole des sciences politiques; rue Saint-Guillaume, 27.
- BOUVRAIN** (Victor), [362], architecte; boulevard St-Michel, 26.
- BRACHET** (Auguste), [625]; rue d'Angivillier, 39, à Versailles (Seine-et-Oise).
- BRAULT** (Robert), [760], notaire; à Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise).
- BRAY** (Gabriel DE), [565], ancien trésorier-payeur général; au château de La Barde, par Epernon (Eure-et-Loir).
- BRÉARD**, [621]; à Louvres-en-Parisis (Seine-et-Oise).
- BRISSET** (l'abbé), [731], curé de Saint-Jacques-Saint-Christophe de la Villette; rue de Crimée, 169.
- BRÈLEMANN** (Georges), [656]; boulevard Haussmann, 166.
- BROGLIE** (duc DE), [124], de l'Académie française; rue de Solferino, 10.
- BROSSARD** (Gabriel DE), [316]; rue de Grenelle, 82.

- BRUCHET (M^{me}), [445]; place Vendôme, 22.
- BRUEL (Alexandre), [146], sous-chef de section aux Archives nationales; rue Stanislas, 6.
- BRUYERRE (Louis), [366], architecte des Monuments historiques; place Saint-Michel, 2.
- BUCHE (Henri), [712], avocat; rue de Miroménil, 70.
- BUCQUET (Paul), [453], inspecteur général des établissements de bienfaisance; avenue d'Antin, 69.
- BUDÉ (Eugène DE), [772]; au Petit-Sacconay, par Genève (Suisse).
- BUSSON-LEBLANC, [742], sous-chef de division à la C^{ie} de Paris à Lyon et à la Méditerranée; boulevard Arago, 2.
- CAIX DE SAINT-AYMOUR (vicomte Amédée DE), [406]; rue Gounod, 4.
- CAMUS (Fernand), [382]; boulevard Saint-Michel, 123.
- CARIÉ (Paul), [229]; rue Murillo, 4.
- CÉARD (Henri), [728], sous-bibliothécaire de la ville de Paris; avenue Daumesnil, 174.
- Cercle Artistique, [634]; place Vendôme, 18.
- CERF (Hippolyte), [285], négociant; rue Française, 8.
- CERISE (baron), [499], inspecteur des finances; boulevard Haussmann, 105.
- CHABRILLAN (Paul GUIGUES DE MORETON, comte DE), [137]; rue Jean-Goujon, 29.
- CHALON (Renier), [363], de l'Académie des sciences de Belgique; rue du Trône, 113, à Bruxelles.
- CHAMPEAUX (DE), [598], inspecteur des Beaux-Arts à la préfecture de la Seine; rue de Verneuil, 31.
- CHAMPIER (Victor), [763], rédacteur au *Moniteur Universel*; rue de Seine, 31.
- CHAMPION (Honoré), [523], libraire; quai Malaquais, 15.
- CHANDENIER (Félix), [746], notable commerçant; rue Morand, 8.
- CHAPOTIN (le R. P.), [418], des Frères Prêcheurs; rue de Grenelle, 38.
- CHAPUSOT (Paul-Louis), [231], docteur en médecine; rue Castiglione, 10.
- CHARAVAY (Étienne), [250], archiviste-paléographe; rue de Furstenberg, 4.
- CHARAVAY (Eugène), [745]; quai du Louvre, 8.
- CHARDIN (Paul), [183]; rue des Pyramides, 2.
- CHATEL (Eugène), [304], archiviste honoraire du Calvados; rue Vavin, 5.
- CHAZAL (Léon), [550], caissier-payeur central du Trésor; boulevard Saint-Michel, 37.
- CHÉRON (Jacques-Paul), [674]; cité Condorcet, 5.
- CHÉRON (Jules), [730]; à Lardy (Seine-et-Oise).
- CHEVALIER (Aristide), [541], directeur de la succursale de la Banque de France, à Toulon (Var).
- CHEVALIER (Léon-Charles), [369], conseiller référendaire à la Cour des comptes; rue de Rivoli, 216.
- CHEVALLIER (Henri), [136], agrégé de l'Université, chef d'institution honoraire, maire d'Antony; à la Croix-de-Berny, par Antony (Seine).
- CHÉVRIER, [657], attaché au ministère des Affaires Étrangères; rue Jacob, 35.

- CHOPPIN (Albert), [135], ancien directeur de l'administration pénitentiaire; quai Voltaire, 3.
- CLARETIE (Jules), [754], administrateur de la Comédie-Française; rue de Douai, 10.
- COCHIN (Henry), [790]; rue de Vienne, 3.
- COLLARDEAU DE HEAUME (Marie-Philéas), [514]; rue Halévy, 6.
- CORLIEU (docteur Auguste), [323], bibliothécaire-adjoint à la Faculté de médecine; avenue de l'Opéra, 4.
- CORMENIN (vicomte DE), [123]; rue de l'Arcade, 25.
- CORROYER (Édouard), [150], architecte, inspecteur général des édifices diocésains; rue de Courcelles, 14.
- COURAJON (Louis), [18], conservateur-adjoint au Musée du Louvre; rue Raynouard, 39.
- COURBET (Ernest), [170], receveur municipal-trésorier de la ville de Paris; rue de Lille, 1.
- COURCEL (Georges DE), [617]; boulevard Haussmann, 178.
- COURCEL (Valentin DE), [397]; boulevard Saint-Germain, 132.
- COUSIN (Jules), [19], conservateur de la Bibliothèque et des collections historiques de la Ville de Paris; rue des Francs-Bourgeois, 29.
- COYECQUE (Ernest), [770], archiviste-paléographe; rue Michel-Bizot, 104.
- CRAMAIL (Alfred), [628]; rue de Berry, 50.
- CRETTE, [566], libraire; galerie Véro-Dodat, 1 et 3.
- CURZON (Henri DE), [684], archiviste aux Archives nationales; boulevard Suchet, 15.
- DACIER (Edme), [275], archiviste paléographe; rue Le Chapelais, 12.
- DAGUIN, [419], ancien président du Tribunal de commerce; rue de Castellane, 4.
- DARCEL (Alfred), [456], directeur du Musée de Cluny; au Musée de Cluny.
- DAUDET (Ernest), [797]; avenue Marceau, 48.
- DAVANNE (Maurice), [618], attaché à la bibliothèque S^{te}-Geneviève; rue des Petits-Champs, 82.
- DELABORDE (Henri-François), [20], archiviste aux Archives nationales; rue du Faubourg-Saint-Honoré, 103.
- DELAGARDE (Émile), [697]; rue de Courcelles, 10, et au château d'Écuiry, par Septmonts (Aisne).
- DELALAIN (Henri), [620], imprimeur-libraire, président du Cercle de la Librairie; rue des Écoles, 56.
- DELIASSUSOIS (Zacharie), [21], commis d'ordre aux Archives nationales; au palais des Archives.
- DELAUNAY, [326], avoué; à Corbeil (Seine-et-Oise).
- DELESSERT (M^{me} Gabriel), [438]; rue Raynouard, 19.
- DELISLE (Léopold), [22], membre de l'Institut, administrateur général de la Bibliothèque nationale; rue des Petits-Champs, 8.
- DELPIT (Jules), [236]; à Izon, par Vayres (Gironde).
- DELTEIL (Émile), [593], sous-chef de bureau honoraire au ministère des Postes et Télégraphes; rue Fessart, 31.
- DELZANT (Victor), [259], ancien membre du Conseil municipal de Paris; avenue Duquesne, 40.

- DEMOLE-ADER (Isaac), [801]; rue François 1^{er}, 6.
- DENIS DE HANSY, [590], conseiller référendaire à la Cour des comptes; rue Beautreillis, 6.
- DEPOIN (Joseph), [477], sténographe à la Chambre des Députés; rue Basse, 50, à Pontoise (Seine-et-Oise).
- DEROY (Léon), [759], avocat à la Cour d'appel; rue de Lille, 1.
- DESCORS (François), [383], propriétaire; à Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise).
- DES DIGUIÈRES, [799]; château de Sévigné, par Argentan (Orne).
- DESJARDINS (Gustave), [24], chef du bureau des Archives au ministère de l'Instruction publique, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; rue de Fleurus, 26.
- DESNOYERS (Jules), [25], membre de l'Institut, bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle; rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 36.
- *DESTAILLEUR (Hippolyte), [104], architecte; passage de la Visitation, 11 bis.
- DEVILLE, [462], ancien juge au tribunal de commerce; rue Gaillon, 12.
- DEVILLE (Albert), [747], chef de division à la préfecture de la Seine; rue de Pontoise, 7.
- DION (A. DE), [469]; à Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise).
- DOBY (l'abbé Auguste), [666], vicaire à Saint-Thomas-d'Aquin; rue du Bac, 37.
- DOLBET (François), [234], archiviste du département de la Manche; à Saint-Lô.
- DOQUIN DE SAINT-PREUX (Charles), [716]; avenue de Neuilly, 58 bis, à Neuilly (Seine).
- DOUCET, [725]; rue Joubert, 37.
- DROUARD, [615], professeur à l'École des arts décoratifs, architecte; à Issy (Seine).
- DRUMONT (Édouard), [640], publiciste; rue de l'Université, 157 bis.
- DUBOST (Raymond), [325]; boulevard de Courcelles, 1.
- DU CAMP (Maxime), [132], de l'Académie Française; boulevard Haussmann, 82.
- DUCLOS (l'abbé), [29], curé de St-Eugène; rue du Faubourg-Poissonnière, 52.
- DUFOUR (A.), [349], conservateur de la bibliothèque et des archives de la ville de Corbeil; rue du 14 Juillet, 21, à Corbeil (Seine-et-Oise).
- DUFOUR (Théophile), [115], directeur des archives et de la bibliothèque de Genève; Grande-Rue, 25, à Genève (Suisse).
- DUFOUR (l'abbé Valentin), [30]; rue du Perche, 13.
- DUFOURMANTELLE (Charles), [524]; ancien archiviste du département de la Corse; à Ajaccio.
- DU MESNIL (Armand), [31], conseiller d'État, ancien directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'Instruction publique; rue Gay-Lussac, 36.
- DUPLESSIS (Georges), [32], conservateur du département des estampes de la Bibliothèque nationale; rue de Madame, 31.
- DUPLOMB (Charles), [571], secrétaire de la direction du matériel au ministère de la Marine et des colonies; rue de Chaillot, 59.
- DUPONT (Adrien), [603]; rue Vandamme, 63.
- DUPUIS, [486], vice-président du Comité archéologique de Sen-

- lis ; à Pontarmé, par Senlis (Oise).
- DUPUY (Ch.), [567], architecte de la Banque de France ; rue du Ranelagh, 82.
- DURUFLÉ (Gustave), [586] ; rue de la Victoire, 47.
- DURUY (Victor), [34], de l'Académie Française ; rue de Médicis, 5.
- DUTILLEUL (Charles), [714], agent de change ; rue de Milan, 11.
- DUVAL (Edmond), [785], directeur du Mont-de-Piété ; rue Malebranche, 8.
- DUVAL (Ferdinand), [291], ancien préfet de la Seine ; rue de Beaune, 1.
- †EGGER (Émile), [35].
- †ENGEL-DOLLFUS (Frédéric), [344].
- ENGEL-DOLLFUS (M^{me} V^{ve}), [741] ; rue de Marignan, 29.
- ESPÉRONNIER (R.), [502], contrôleur central des finances de la ville de Paris ; avenue de Marigny, 29.
- ESPINE (comte de L'), [665] ; chaussée d'Ixelles, 127, à Bruxelles.
- FABRE (Marc), [575], notaire honoraire ; rue Thévenot, 14.
- FAGNIEZ (Ernest), [268], conseiller référendaire à la Cour des comptes ; rue d'Alger, 14.
- FAGNIEZ (Gustave), [37] ; rue de Paris, 69, à Meudon (Seine-et-Oise).
- FAUCOU (Lucien), [727], attaché à la bibliothèque de la ville de Paris, directeur de l'*Intermédiaire* ; rue Saint-Jacques, 223.
- FAUVAGE (Eugène), [214], négociant ; avenue du Maine, 19.
- FERDINAND (l'abbé), [732], vicaire à Saint-Merry ; rue de la Verrière, 76.
- FÉRET (l'abbé), [672], curé de St-Maurice ; à Charenton (Seine).
- FEULARD (D^r Henri), [795], ancien interne des hôpitaux, chef de clinique adjoint de la Faculté à l'hôpital Saint-Louis ; rue Lafayette, 112.
- FICHOT (Charles), [635], dessinateur ; rue de Sèvres, 39.
- FLACH (Jacques), [631] ; professeur au Collège de France ; rue de Berlin, 37.
- FLAMARE (Henri de), [131], archiviste de la Nièvre ; à Nevers (Nièvre).
- FLAMMERMONT (Jules), [145], chargé de cours à la faculté des lettres de Douai ; à Chantilly (Oise).
- FLEURY (Prosper-Paul, marquis de), [757], ancien préfet et ancien maire de Crépy ; à Crépy-en-Valois (Oise).
- FOURNEL (Victor), [740] ; rue Bonaparte, 29.
- FOVARD (Frédéric), [224], notaire honoraire, boulevard Haussmann, 94.
- FRANKLIN (Alfred), [107], administrateur de la Bibliothèque Mazarine ; palais de l'Institut, quai Conti.
- FRÉMY (Louis), [422] ; villa Frémy, à Cannes (Alpes-Maritimes).
- FRÉVILLE (Marcel de), [306], auditeur à la Cour des comptes ; rue Cassette, 12.
- FUCHS (Adalbert de), [533], conseiller au ministère des affaires étrangères Austro-Hongrois ; avenue de l'Alma, 7.
- FUSTIER (Gustave), [623], secrétaire du cabinet du Préfet de police ; rue Bonaparte, 72 bis.

- GALAI (Alphonse-G.), [775]; boulevard de Courcelles, 13.
- GALARD (marquis DE), [435]; avenue de la Tour-Maubourg, 64.
- GANNAL (docteur), [750]; rue de Seine, 61.
- GARDISSAL (Félix), [512], avocat; rue Taitbout, 80.
- GARNIER (Édouard), [164]; rue Saint-Denis, 19 bis, à Boulogne (Seine).
- GAUTHIER (l'abbé), [531], curé de Saint-Cyr; à Saint-Cyr (Seine-et-Oise).
- GAUTIER (Joseph), [277]; rue Ducis, 13, à Versailles (Seine-et-Oise).
- GAZIER (Augustin), [611], maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris, professeur au collège Rollin; avenue Trudaine, 12.
- GEFFROY (Auguste), [203], membre de l'Institut, professeur à la Faculté des lettres, directeur honoraire de l'École française d'archéologie; rue du Bac, 32.
- GENESTE (Eugène), [544]; rue du Chemin-Vert, 42.
- GÉRARD (Albert), [404]; rue Drouot, 8.
- GERMAIN (Henri), [263], ancien député, membre de l'Institut; rue du Faubourg-S.-Honoré, 89.
- GEROLD, [358], libraire; à Vienne (Autriche).
- GIRAudeau, [467], docteur en médecine; rue Richer, 12.
- GIRY (Arthur), [42], professeur à l'École des chartes, maître de conférences à l'École pratique des Hautes-Études; rue des Chartreux, 4.
- GOEPP (Edouard), [198], chef de bureau au ministère de l'Instruction publique.
- GOETZ (Léon), [786]; rue de Lisbonne, 53.
- GOUDCHAUX (Edouard), [463]; rue de Berlin, 20.
- GOUGET (Alexandre), [269], archiviste du département de la Gironde; à Bordeaux (Gironde).
- GOUGET (Eugène), [378], secrétaire de l'Association des artistes dramatiques; rue de Lancry, 17.
- GRANJUX (l'abbé Léon), [282], curé de Saint-Paul-Saint-Louis; passage Saint-Paul, 7.
- GRASSOREILLE (Georges), [638], archiviste-adjoint aux Archives de la Seine; quai Henri IV, 30.
- GRAVIER (Léopold), [573], sous-préfet de Riom; à Riom (Puy-de-Dôme).
- GROUCHY (vicomte DE), [534], ministre plénipotentiaire; avenue Montaigne, 43.
- GROUX (l'abbé), [357], chanoine et vicaire général du diocèse de Versailles; rue Saint-Antoine, 9, à Versailles.
- GUÉRIN (Paul), [44], archiviste aux Archives nationales; avenue de Clichy, 11.
- GUEROULT (Albert), [412]; rue de Lyon, 9.
- GUIFFREY (Georges), [446], sénateur; rue des Mathurins, 34.
- GUIFFREY (J.-J.), [45]; rue d'Hauteville, 1.
- GUILHERMOZ (Paul), [689], archiviste-paléographe, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale; quai Voltaire, 5.
- GUILLARD (Léon), [267], libraire; rue Saint-André-des-Arts, 47.
- GUILLAUME (Eugène), [46], mem-

- bre de l'Institut, ancien directeur de l'École des Beaux-Arts ; boulevard Saint-Germain, 238.
- HAHN** (Alexandre), [308] ; à Luzarches (Seine-et-Oise).
- HALPHEN** (Eugène), [151] ; avenue du Trocadéro, 111.
- HANOTAUX** (Gabriel), [690], député de l'Aisne, conseiller d'ambassade ; rue de la Planche, 3.
- HARTMANN** (Alfred), [352] ; avenue Percier, 11.
- HAURÉAU** (Barthélemy), [130], membre de l'Institut, ancien directeur de l'Imprimerie nationale ; rue du Buis, 1 (Auteuil-Paris).
- HAYARD** (Henri), [722] ; rue Fénelon, 13.
- HAVET** (Julien), [226], archiviste-paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale ; rue de Sèze, 6.
- HEINE** (Michel), [509], banquier ; avenue Hoche, 21.
- HEISS** (M.-A.), [167], lauréat de l'Institut ; à Aulnay, par Châtenay (Seine).
- HELLOT** (Marie-Alexandre), [152], ancien officier d'artillerie, ancien conseiller municipal de Paris ; boulevard Malesherbes, 62.
- HÉLUTS** (Émile), [607] ; rue François I^{er}, 41.
- HENNECART** (Jules), [521], ancien député ; rue des Mathurins, 7.
- HENROTTE** (François), [388] ; rue de Clichy, 12.
- HÉRARD**, [455], architecte ; rue d'Assas, 6.
- HEREDIA** (Severiano DE), [516], député de la Seine ; rue de Courcelles, 177.
- HÉRICAULT** (Charles D'), [450] ; place de Rennes, 5.
- HERVIEUX** (Léopold), [743], membre du Conseil municipal de Paris ; rue du Faubourg-Poissonnière, 62.
- HIMLY** (Auguste), [189], membre de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres de Paris ; avenue de l'Observatoire, 23.
- HOCHE**, [737] ; boulevard Haussmann, 151.
- HOCHEREAU**, [695], conservateur du plan de Paris ; rue Ampère, 54.
- HOFFBAUER** (Frédéric), [348], architecte ; rue de Rennes, 150.
- HUET** (Paul), [545], sous-ingénieur à l'imprimerie de la Banque de France ; rue de Vaugirard, 23.
- HUGO** (comte Léopold), [421], chef de bureau au ministère des Travaux publics ; rue des Saints-Pères, 14.
- HUMBERT** (Jules), [333] ; bureau du secrétariat général au ministère des Finances, rue de Rivoli.
- HUSSON** (Émile), [655] ; rue de Rome, 62.
- IBELS** (Alphonse), [718] ; boulevard Gambetta, 28, à Nogent-sur-Marne (Seine).
- IMARD**, [556], inspecteur-général de l'Assistance publique ; avenue Victoria, 3.
- IMBAULT**, [295], ancien adjoint au maire du IV^e arrondissement ; quai du Marché-Neuf, 4.
- IMÉCOURT** (Ferdinand DE VASSIGNAC, marquis D'), [585] ; rue Bayard, 11.
- IMÉCOURT** (Stanislas DE VASSIGNAC,

- comte d'), [454]; rue François 1^{er}, 1.
- JACOB, [299], archiviste de la Meuse; place Saint-Pierre, 20, à Bar-le-Duc (Meuse).
- JACOB (Auguste), [180], avocat; boulevard Voltaire, 48.
- JACOB (Emile), [49], architecte; boulevard Voltaire, 48.
- JACQMIN, [448], ingénieur des Ponts et Chaussées, directeur des chemins de fer de l'Est; avenue Montaigne, 83.
- JACQUEMIN (Eugène), [402], négociant; place Voltaire, 8.
- JAMAIN (Joseph), [166], conseiller référendaire à la Cour des Comptes; rue du Faubourg-St-Honoré, 52.
- JOBÉ - DUVAL (Émile), [802], agrégé à la Faculté de droit de Paris; rue Gay-Lussac, 1.
- *JOLIBOIS (Paul), [228]; château de Saint-Crespin, par Lyons-la-Forêt (Eure).
- JORAND (Edmond), [475], professeur de belles-lettres; rue du Cherche-Midi, 97.
- KAULEK (Jean), [671], chef du bureau historique au ministère des Affaires étrangères; rue Herschell, 4.
- KERMAINGANT (DE), [592]; avenue des Champs-Élysées, 102.
- KERSAINT (comte DE), [755]; avenue de la Tour-Maubourg, 1.
- KÖNIG (l'abbé), [679], 2^e vicaire à Saint-Nicolas-des-Champs; rue de Palestro, 5.
- †LABITTE (Adolphe), [129].
- LABORDE (marquis DE), [52], membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; rue d'Anjou-Saint-Honoré, 8.
- LA BORDERIE (Arthur DE), [441], ancien député; à Vitré (Ille-et-Vilaine).
- LA CAILLE, [738], ancien magistrat; boulevard Malesherbes, 50.
- LACAN (Gustave), [498], chef du secrétariat général du chemin de fer du Nord; rue de Provence, 43.
- LA CHESNAIS (Maurice), [680], chef de bureau au ministère de la Guerre; rue de Vaugirard, 51.
- LACOMBE (Paul), [553]; rue de Moscou, 5.
- LAFENESTRE (Georges), [165], inspecteur des Beaux-Arts; rue Jacob, 23.
- LAFOLLYE (Auguste), [577], architecte du château de Compiègne; rue Richempanse, 7.
- LA GUÈRE (comte Alphonse DE), [616]; rue de la Grosse-Armée, 1, à Bourges (Cher).
- LAGUERRE (Léon), [266], docteur en droit; rue de Copenhague, 10.
- LAIR (Jules), [53], archiviste-paléographe, directeur des entrepôts et magasins généraux de la ville de Paris; boulevard de la Villette, 204.
- LAISNÉ [408], architecte du gouvernement; rue de Rennes, 61.
- LAISNÉ (Amédée), [215], notaire; à la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne).
- LALAIN-CHOMEL (Maurice DE), [452], juge au tribunal de la Seine; rue de l'Université, 5.
- LALANNE (Ludovic), [187], sous-bibliothécaire de l'Institut; rue de Condé, 14.
- LALLEMAND (Léon), [596], membre de la Société d'économie politique; rue des Beaux-Arts, 5.
- LALLEMENT (l'abbé), [699], agrégé

- de l'Université; à l'école Massillon, quai des Célestins, 2.
- LA MORINERIE (baron Léon DE), [210]; à Châtenay (Aulnay), par Sceaux (Seine).
- LAMOUREUX (Alfred), [558], conseiller municipal de Paris; rue de Rivoli, 150.
- LA PERCHE (Paul), [696]; rue de Berri, 24.
- LAROCHE (J.), [350], architecte de l'arrondissement de Corbeil; à Corbeil (Seine-et-Oise).
- LASTEYRIE (Robert DE), [57], professeur à l'École des chartes; rue du Pré-aux-Clercs, 10 *bis*.
- LAUBESPIN (comte Lionel DE), [294]; rue de l'Université, 78.
- LAUNAY (F. DE), [589]; rue Jean-Bart, 4.
- LAVERNE (Albert), [58], notaire à Paris; rue Taitbout, 13.
- LAVISSE (Louis), [59], professeur adjoint à la Faculté des lettres de Paris; rue de Médicis, 5.
- LE BASTIER DE THÉMÉRICOURT, [387]; au château de Théméricourt, par Vigny (Seine-et-Oise).
- LEBEL (Alfred), [609]; rue Joffroy, 86.
- LEBEL (Gustave), [608]; rue de Moncey, 14.
- LE BRETON, [464]; boulevard Beaumarchais, 93.
- LECARON (Frédéric), [257], archiviste-paléographe, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale; boulevard Pereire, 127.
- LE CLERC (Félix), [602]; rue du Château, 3, à Asnières (Seine).
- LECLERC (Gustave), [583]; Grande-Rue, 58, à Issy (Seine).
- LECOCQ (Georges), [233], avocat à la Cour d'Amiens; à Amiens (Somme).
- LECOUR (Charles-Jérôme), [368], ancien chef de division à la préfecture de police; rue Cham-bourdin, 24, à Blois (Loir-et-Cher).
- LEDUC (Édouard), [212], négociant; rue Jacob, 28.
- LEFEBVRE, [648], professeur à la Faculté de droit de Paris; boulevard Saint-Michel, 89.
- LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène-Amédée), [735], archiviste-paléographe, attaché à la bibliothèque Mazarine; rue des Mathurins, 3.
- LEFÈVRE-PONTALIS (Germain), [675], archiviste-paléographe, attaché au ministère des Affaires étrangères; rue des Mathurins, 3.
- LEGOUX (baron Jules), [793]; rue de Lisbonne, 58.
- LEGRAND (Léon), [752], archiviste-paléographe; rue Martignac, 1.
- LELONG (Eugène), [247], archiviste aux Archives nationales; rue Monge, 59.
- LEMAIRE (Arthur), [520]; rue de Rome, 35.
- LEMERCIER, [494], associé de la maison Dollfus, rue Rougemont, 15.
- LEMERCIER (Abel), [284], docteur en droit; rue d'Assas, 90.
- LENOIR (Albert-Alexandre), [128], membre de l'Institut; à l'École des Beaux-Arts, rue Bonaparte, 14.
- LEROSEY (l'abbé), [749]; place Saint-Sulpice, 9.
- LE ROUX (H.), [442], chef de division à la préfecture de la Seine; rue Cambacérès, 14.
- LESAGE (Léon), [539], avocat à la Cour d'appel; rue de Rivoli, 116.

- LE SOUËF (Auguste), [405]; boulevard Beaumarchais, 109.
- LESOUFACHER, [700], architecte; rue du Faubourg-St-Honoré, 47.
- LETELLIER-DELAFOSSÉ (M^{lle} Hélène), [774]; boulevard Pereire, 112.
- LE TELLIER-DELAFOSSÉ (Ludovic), [300]; avenue de Villiers, 88.
- LEVÉ (Ferdinand), [204], directeur du journal *le Monde*; rue Cassette, 17.
- LOCHE [443], ingénieur des Ponts et Chaussées; rue d'Offémont, 24.
- LONGNON (Auguste), [63], membre de l'Institut, sous-chef de section aux Archives nationales, directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; boulevard des Invalides, 34.
- LORAIN (Paul-Jean-Baptiste), [612], architecte, rue d'Enghien, 24.
- † LOT (Henri), [65].
- LOUTCHITZKY (Jean), [473], professeur d'histoire à l'Université de Kiew; à Kiew (Russie).
- LOUZIER (Sainte-Anne), [644], architecte; rue Pouchet, 16.
- LUCAS (Achille), [340], architecte honoraire de la ville de Paris; rue de Bellefonds, 35.
- LUCAS (Charles), [144], architecte attaché aux travaux de la ville de Paris; boulevard Denain, 8.
- LUCE (Siméon), [66], membre de l'Institut, chef de la section historique aux Archives nationales, professeur à l'École des chartes; boulevard Saint-Michel, 95.
- LYON-CAEN (Charles), [67], professeur à la Faculté de droit de Paris; rue Soufflot, 13.
- LYON-CAEN (Léon), [470], avocat à la Cour d'appel; rue Saint-Marc, 22.
- MAGIMEL (René), [594]; rue de Berlin, 40.
- MAGNIENVILLE (Roger DE), [624], secrétaire-adjoint de la Société historique de Compiègne (Oise).
- MALLET (baron), [707]; rue d'Anjou-Saint-Honoré, 35.
- MALLEVOUE (Fernand DE), [647]; rue de Sèvres, 51, à Clamart (Seine).
- MALTE-BRUN (V.-A.), [511], secrétaire général de la Société de géographie; rue Jacob, 16.
- MAQUET (Adrien), [705]; rue du Sud, 5, à Versailles (Seine-et-Oise).
- MARCEL, [415], bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.
- MAREUSE (Edgar), [384], secrétaire du Comité des inscriptions parisiennes; boulevard Haussmann, 81.
- MARGRY (A.), [605]; à Senlis (Oise).
- MARLET (Léon), [719], archiviste-paléographe; avenue de Villiers, 108.
- MARSY (comte DE), [351], archiviste-paléographe, secrétaire de la Société historique de Compiègne, directeur du *Bulletin Monumental*; à Compiègne (Oise).
- MARTIN (Francis), [643], adjoint au maire; à Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise).
- MARTIN (François), [70], agent-comptable aux Archives nationales.
- MARTIN (Georges), [489]; rue de Lacépède, 8.

- MARTINET (Émile), [771]; rue de Vigny, 4.
- MARTY (Gabriel), [386], vice-président de l'Association des artistes dramatiques; rue Lemercier, 77.
- MARTY-LAVEAUX (Charles), [71], membre du Comité des travaux historiques et scientifiques, ancien sous-chef du Catalogue des imprimés de la Bibliothèque nationale, ancien secrétaire de l'École des chartes; rue du Ranelagh, 49.
- MAS (Armand DE), [739]; rue Saint-Florentin, 11.
- MAS LATRIE (comte DE), [72], membre de l'Institut, chef de section honoraire aux Archives nationales; boulevard Saint-Germain, 229.
- MASSON (l'abbé), [249], curé de Bagnolet (Seine).
- MASSON (Frédéric), [127]; rue de la Boétie, 122.
- MAUBAN (Georges), [243]; rue de Solferino, 5 bis.
- MAURY (Alfred), [73], membre de l'Institut, professeur au Collège de France, directeur général des Archives nationales; au palais des Archives.
- MAXE-WERLY (Léon), [216]; rue de Rennes, 61.
- MÉLY (F. DE), [776]; boulevard Haussmann, 155.
- MÉNAGE, [765]; rue Washington, 32.
- MÉNARD (J.), [639]; rue de Vaugirard, 64.
- MÉNORVAL (E. DE), [440], ancien adjoint au maire du IV^e arrondissement, conseiller municipal; boulevard Henri IV, 35.
- MENTIENNE (Adrien), [677], ancien maire; à Bry-sur-Marne (Seine).
- MEYER (Paul), [305], membre de l'Institut, directeur de l'École des chartes, professeur au Collège de France; rue de Boulainvilliers, 26.
- MICHAUX (Lucien), [202], ancien chef de la division des Beaux-Arts et des Travaux historiques à la préfecture de la Seine, secrétaire général de la *Rente Foncière*; rue Raynouard, 69.
- MICHEL (Henry), [713], agrégé à la Faculté de droit; rue Monge, 53.
- MILLET (Léon), [330]; rue des Abbesses, 13.
- MINORET (E.), [420], avocat; rue Murillo, 6.
- MIOTAT (Eugène), [663], architecte-expert, professeur à l'Association Polytechnique; avenue Daumesnil, 278.
- MIRABAUD (Albert), [283]; rue Taitbout, 29.
- MIRABAUD (Paul), [279], secrétaire de la Société de géographie; rue Taitbout, 29.
- MOLINIER (Auguste), [75], conservateur à la bibliothèque Sainte-Geneviève; quai Bourbon, 53.
- MONNIER, [490]; boulevard Pereire, 48.
- MONOD (Gabriel), [76], directeur-adjoint à l'École pratique des Hautes-Études, maître de conférences à l'École normale; rue du Parc de Clagny, 18 bis, à Versailles (Seine-et-Oise).
- MONTAIGLON (Anatole DE), [77], professeur à l'École des chartes; place des Vosges, 9.
- MONTABELLO (Adrien LANNES, comte DE), [188]; avenue de l'Alma, 1.
- Monuments historiques (la Com-

- mission des), [398]; au Palais-Royal; rue de Valois, 3.
- MORANVILLÉ (André), [173], ancien directeur des entrepôts et magasins généraux de la ville de Paris; boulevard Pereire, 112.
- MOREAU-NÉLATON, [702]; rue du Faubourg-Saint-Honoré, 73.
- MOREL (Charles), [433]; rue Séguier, 2.
- MOREL-FATIO (Alfred), [78], secrétaire de l'École des chartes, maître de conférences à l'École des Hautes-Études; rue du Cardinal-Lemoine, 20.
- MOREL-FATIO (Louis), [194], auditeur à la Cour des comptes; rue du Général Foy, 3.
- MORILLON (Louis), [395]; cité Condorcet, 4.
- MOUNIER (Édouard-Philippe), [650], ingénieur; rue de la Bienfaisance, 34.
- MOURA (docteur), [570]; rue d'Amsterdam, 72 bis.
- MOYNIER, [444], docteur en médecine; rue Caumartin, 19.
- MÜNTZ (Eugène), [338], conservateur en chef à l'École des Beaux-Arts; rue de Condé, 14.
- NADAILLAC (marquise DE), [457]; rue Duphot, 18.
- NARBEY (l'abbé C.), [780], vicaire de Saint-Vincent-de-Paul de Clichy; rue de l'Union, 32, à Clichy (Seine).
- NÉRON, [778]; avenue Hoche, 15.
- NEUFLIZE (baronne DE), [178]; rue de Phalsbourg, 15.
- NEUVILLE (Didier), [168], archviste-paléographe; rue de Mantès, 34, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- NEYMARK (Alfred), [580], banquier; rue Saint-Augustin, 31.
- NICARD (Pol), [191], membre de la Société des Antiquaires de France; rue de Sèvres, 38.
- NICOLAS (l'abbé Louis), [664]; carrefour de la Croix-Rouge, 1.
- NICOLAY (marquis DE), [460], rue Saint-Dominique, 35.
- NOËL, [726]; rue de l'Université, 70 bis.
- NORMAND (Jacques), [158], archviste-paléographe; rue Rembrandt, 2.
- NUITTER (Charles), [79], archviste-bibliothécaire de l'Opéra; rue du Faubourg-Saint-Honoré, 83.
- ODIOT (Ernest), [206]; rue Duphot, 25.
- ŒLRICHS (Georges), [791]; rue Pigalle, 2.
- OMONT (Henry), [633], archviste-paléographe, sous-bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale; quai de Béthune, 28.
- OUDIN (Alfred), [562]; rue de la Victoire, 47.
- PALLIÈRE (Léon), [432]; à Lorris (Loiret).
- PANGE (comte Maurice DE), [381]; rue de l'Université, 98.
- † PANNIER (Léopold), [81].
- PARDIEU (comte DE), [779]; château d'Écrainville, par Goderville (Seine-Inférieure).
- PARENT DE ROZAN (Charles-Félix), [211]; route de Versailles, 122, villa de la Réunion, 3.
- PARIS (Amédée), [493], imprimeur, directeur-gérant de l'*Écho pontoisien*; à Pontoise (Seine-et-Oise).
- PARIS (Gaston), [82], membre de

- l'Institut, professeur au Collège de France, président de la section d'histoire et de philologie à l'École pratique des Hautes-Études; rue du Bac, 110.
- PASCAL (R. P. Georges DE), [789], des Frères Prêcheurs; rue de Varenne, 28.
- PASSY (Louis), [117], député de l'Eure; rue de Clichy, 45.
- PATINOT, [424], ancien préfet; rue de Rivoli, 184.
- PATON (J.), [669], rédacteur au *Journal des Débats*; rue Notre-Dame-des-Victoires, 40.
- PATY DE CLAM (général marquis DU), [472]; rue d'Anjou, 5 bis, à Versailles (Seine-et-Oise).
- PAULY (Alphonse), [414], conservateur-adjoint au département des imprimés de la Bibliothèque nationale; rue de l'Arrivée, 10.
- PEISE (Lucien), [248], licencié en droit; rue de Rivoli, 24.
- PEREIRE (Henri), [103], ingénieur civil; boulevard de Courcelles, 33.
- PÉRIN (Jules), [525], archiviste-paléographe, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel; rue des Écoles, 8.
- PERRET (Michel), [678], archiviste-paléographe; rue Sainte-Cécile, 9.
- PERRIN DU LAC (Jules), [564], ancien président de la Société historique de Compiègne; rue des Minimes, 10, à Compiègne (Oise).
- PESRON (Édouard), [773]; rue des Dames, 6.
- PETIT (Charles), [177]; boulevard Pereire (nord), 110.
- PEYRONNET (Henri), [685], chef de bataillon au 117^e de ligne; caserne des Tourelles, rue des Tourelles.
- PIAT (Albert), [207], fondateur et mécanicien; rue St-Maur, 85.
- PICARD (Alphonse), [253], libraire; rue Bonaparte, 82.
- PICHON (baron Jérôme), [84], président de la Société des Bibliophiles français; quai d'Anjou, 17.
- PICOT (Georges), [159], membre de l'Institut; rue Pigalle, 54.
- PILLE (Louis), [769]; rue de Maubeuge, 65.
- PILLET (Charles), [703], commissaire-priseur honoraire; rue Grange-Batelière, 10.
- PILON (Louis), [192], chef de bureau à la préfecture de la Seine; rue de Rennes, 112.
- PINAUT (l'abbé), [720], vicaire à St-Jacques-St-Christophe de la Villette; rue de Crimée, 169.
- PINET (l'abbé Paul), [595], vicaire à Saint-Merry; rue Saint-Martin, 78.
- PINGARD (Julia), [687], chef du secrétariat de l'Institut; rue Mazarine, 3.
- PINSON (Paul), [632], commissaire de police; à Douai (Nord).
- PLANTADIS (Léon DU), [645]; rue de La Bruyère, 36.
- POIRET (Hector), [217]; rue Bleue, 19.
- PONSELLE (Georges), [787]; rue de Madrid, 22.
- POPELIN (Claudius), [606]; rue de Téhéran, 7.
- PORTALIS (baron Roger), [449]; rue de Phalsbourg, 18.
- POUGIN (Paul), [528], archiviste-paléographe; rue de Miromesnil, 14.
- POZZO DI BORGO (comte), [613]; rue de l'Université, 51.

- PRALON (Auguste), [651], banquier; rue de Berlin, 43.
- PRAROND (Ernest), [213]; rue de Tournon, 14.
- PROST (Auguste), [102], membre de la Société des Antiquaires de France; rue de la Banque, 21.
- PUAUX (Frank), [711]; avenue de l'Observatoire, 11.
- QUANTIN (Albert), [559], imprimeur; rue Saint-Benoît, 9.
- QUIÉDEVILLE (Edmond), [788]; rue Saint-Lazare, 79.
- RATH (François), [417], employé au Muséum d'histoire naturelle; rue Cuvier, 57.
- RAYNAUD (Gaston), [181], archivist-paléographe, sous-bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale; rue Caumartin, 32.
- REBOULEAU (Eugène), [668]; rue de Madrid, 27.
- REILHAC (comte de), [691]; rue de Marignan, 16.
- REISET (F.), [547]; Fifth Avenue, 860, à New-York City (U. S.).
- RÉMILLY (docteur), [646]; place Hoche, 10, à Versailles (Seine-et-Oise).
- RÉMUSAT (Paul de), [90], sénateur; rue du Faubourg-Saint-Honoré, 118.
- RENAUD (Armand), [792], inspecteur en chef des Beaux-Arts et Travaux historiques; à l'hôtel de ville.
- REUBELL (Jean-Jacques), [572]; rue de Marignan, 23.
- REY (Auguste), [256]; boulevard Poissonnière, 21.
- RHONÉ (Arthur), [197]; rue du Pré-aux-Clercs, 10.
- RIANT (Ferdinand), [121], membre du Conseil municipal de Paris; rue de Berlin, 36.
- RIANT (comte Paul), [120], membre de l'Institut; boulevard de Courcelles, 51.
- RIBOT (Paul), [658]; rue de Vaugirard, 97.
- RICHARD (Jules-Marie), [360], archiviste-paléographe; rue St-Mathurin, à Laval (Mayenne).
- RIVIÈRE (Émile), [599]; rue de Lille, 50.
- RIVIÈRE (Jules), [649], architecte; rue de Chazelles, 26.
- ROBERT (P.-Charles), [105], membre de l'Institut; avenue de la Tour-Maubourg, 25.
- ROCHE (Paul), [758], avoué; rue Sainte-Anne, 10.
- ROUGET DE L'ISLE, [496]; Grande-Rue, 84, à Saint-Mandé (Seine).
- ROUQUETTE (P.), [744], libraire; passage Choiseul, 55 et 57.
- ROUYER (Jules), [734]; à Thiaucourt (Meurthe-et-Moselle).
- ROY (Jules), [235], professeur à l'École des chartes, maître de conférences à l'École pratique des Hautes-Études; rue des Saints-Pères, 12.
- ROY (Maurice), [729]; rue des Saints-Pères, 15.
- ROYER (Charles), [483]; boulevard de la Madeleine, 17 (cité Vindé).
- ROZIÈRE (Eug. de), [94], sénateur, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire des Archives départementales; rue Lincoln, 8.
- RUAU (Louis), [220], directeur de l'administration générale des monnaies et médailles; quai Conti, 11.
- RUBLE (baron Alphonse de), [95]; rue Cambon, 43.

- RUBLE (baronne Alphonse DE), [753]; rue Cambon, 43.
- RUPRICH - ROBERT (V. - M. - C.), [549], architecte du Gouvernement; rue d'Assas, 10.
- SABINE D'ANDEVILLE (H.-C.), [186], architecte, directeur du journal *l'Architecte*; avenue des Ternes, 30.
- SAINT-JOANNY (Gustave), [683], archiviste de la Seine; quai Henri IV, 30.
- SAINT-JOHN DE CRÈVECŒUR (Robert), [783]; rue de Longchamp, 120.
- SAJOU (Charles), [289], administrateur de la Caisse commerciale de Paris; boulevard Poissonnière, 23.
- SAJOU (Ernest), [290]; boulevard Poissonnière, 23.
- SALIN (Patrice), [507], secrétaire de section au Conseil d'État; boulevard Saint-Germain, 175.
- SALLE (Julien-Hippolyte), [411]; rue Compoise, 63, à Saint-Denis (Seine).
- SANDOZ (Gustave), [641], joaillier; Palais-Royal, 147.
- SARDOU (Victorien), [407], de l'Académie française; à Marly-le-Roy (Seine-et-Oise).
- SCHEFER (Charles), [242], membre de l'Institut, directeur de l'École des langues orientales; rue des Saints-Pères, 4.
- SEGOND (Louis-Ernest), [756], notaire; rue Laffitte, 7.
- SÉGUR (comte Louis DE), [311], ancien député, conseiller général de Seine-et-Marne; rue Lincoln, 14.
- SEIGNEUR (Maurice DU), [796], architecte; quai de Béthune, 26.
- SELLIER (Charles), [762], architecte-ingénieur; rue de la Vieuville, 11.
- SÉNART (Émile), [96], membre de l'Institut; rue Bayard, 16.
- SÉNEMAUD (Edmond), [271], archiviste des Ardennes; à Mézières.
- SÉRÉ-DEPOIN (Ernest), [252], ancien maire de Pontoise; rue Charles Laffite, 56, à Neuilly (Seine).
- SERVOIS (Gustave), [309], inspecteur général des Archives et Bibliothèques; avenue Gabriel, 48.
- SIEBER (Louis), [293], bibliothécaire de l'Université de Bâle; à Bâle (Suisse).
- SOREL (Albert), [337], secrétaire de la présidence du Sénat, professeur à l'École des sciences politiques; au palais du Luxembourg, rue de Vaugirard, 17.
- SOREL (Alexandre), [706], président du Tribunal; à Compiègne (Oise).
- SOULTRAIT (comte DE), [686], à Toury-sur-Abrons, par Dornes (Nièvre).
- STEIN (Henri), [698], archiviste aux Archives nationales; rue Saint-Placide, 54.
- SUQUET (l'abbé), [701], curé de Sainte-Élisabeth-du-Temple; rue Béranger, 6.
- TAMIZEY DE LARROQUE (Philippe), [241], correspondant de l'Institut; à Gontaud (Lot-et-Garonne).
- TANDEAU DE MARSAC, [222], notaire; place Dauphine, 23.
- TARBÉ DES SABLONS (Edmond), [768]; rue de Boulogne, 11.
- TARDIF (Joseph), [704], archiviste-paléographe, avocat à la Cour

- d'appel de Paris; rue de Bou-lainvilliers, 16.
- TECHENER (Léon), [239], libraire; rue de l'Arbre-Sec, 52.
- TEMPIER (Dauphin), [321], archi-viste des Côtes-du-Nord; à St-Brieuc.
- TEULET (Raymond), [630], archi-viste aux Archives nationales; rue du Regard, 11.
- THIBAudeau (A.), [426]; Green-Street, 18, S. Martin's Place; à Londres (Angleterre).
- THIBAUT (Alexandre), [555]; rue Claude-Bernard, 77.
- THIERRY (Édouard), [126], admi-nistrateur de la bibliothèque de l'Arsenal; rue de Sully, 1.
- THRION-MONTAUBAN, [410], an-cien député; rue Christophe-Colomb, 9.
- THOISON (Eugène), [794]; place Clichy, 14.
- TISSERAND (L.-M.), [99], chef ho-noraire du service historique de la ville de Paris; à Fontenay-sous-Bois (Seine).
- TOLLOT (l'abbé), [748], vicaire à Saint-Roch; rue Saint-Roch, 22.
- TOURNEUX (Maurice), [670]; rue du Cardinal-Lemoine, 14.
- TRANCHANT (Charles), [118], an-cien conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine, membre du Comité des travaux historiques et scienti-fiques; rue Barbet de Jouy, 28.
- TRÉMOILLE (duc de LA), [391]; avenue Gabriel, 4.
- TUETÉY (Alexandre), [459], sous-chef de section aux Archives nationales; rue Laugier, 94.
- TURGOT (marquis), [721]; rue Tronchet, 27.
- VACQUER (Th.), [237], architecte chargé du service archéologique de la ville de Paris; rue Bou-tarel, 2.
- VALLOT (Henry-Marie), [767], secrétaire de la Société Bota-nique; avenue d'Antin, 61.
- VALOIS (Noël), [736], archiviste aux Archives nationales; rue de l'Abbaye, 13.
- VANÉY (Auguste - Emmanuel), [196], ancien conseiller à la Cour d'appel; rue Duphot, 14.
- VAUGELAS (Francisque DE), [761]; rue François 1^{er}, 44.
- VERCKEN (Ernest), [437]; bou-levard des Batignolles, 58.
- VERMEIL (Henri), [529]; rue de Lyon, 10, à Lyon (Rhône).
- VIDAL (Antoine), [482]; boulevard Malesherbes, 94.
- VILLEFOSSE (Antoine HÉRON DE), [389], membre de l'Institut, conservateur des antiquités grecques et romaines du Musée du Louvre, maître de confé-rences à l'École pratique des Hautes-Études, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques; rue de Gre-nelle, 80.
- VILLEPELET (Ferdinand), [274], archiviste du département de la Dordogne, secrétaire-général de la Société historique et archéologique du Périgord; bou-levard Lakanal, 2, à Périgueux.
- VILMORIN (Henri), [141]; boule-vard Saint-Germain, 149.
- VIOLLET (Paul), [100]; membre de l'Institut, bibliothécaire de la Faculté de droit; rue des Lions, 7.
- VITU (Auguste), [232], homme de lettres; avenue de Wagram, 36.

- †WAILLY (Natalis DE), [119].
 WALLON (Henri), [101], sénateur, membre de l'Institut; quai Conti, 25.
 WARMONT (Auguste), [724], docteur en médecine; rue du Four-Saint-Germain, 50.
 WASKIEWICZ, [661]; avenue Trudaine, 17.
 WATTEVILLE (Paul-Oscar, baron DE), [184], ancien directeur des sciences et lettres au ministère de l'Instruction publique; boulevard Malesherbes, 63.

SOUSCRIPTION DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
 (34 exemplaires).

Cette souscription est consacrée au service des bibliothèques suivantes :

BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL.

- DU CHATEAU DE COMPIÈGNE.
- — DE FONTAINEBLEAU.
- — DE PAU.
- DE L'ÉCOLE NORMALE PRIMAIRE.
- DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE.
- DE LA FACULTÉ DE DROIT.
- MAZARINE.
- DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
 (2 exemplaires).
- DE SAINTE-GENEVIÈVE.
- DE LA SORBONNE.
- DE L'UNIVERSITÉ DE LEYDE.
- DE LA VILLE D'AMIENS.
- — D'ANGERS.
- — DE BERNE.
- — DE BORDEAUX.
- — DE BRUXELLES.
- — DE CAEN.
- — DE CLERMONT-FERRAND.
- — DE DOUAI.
- — DE GENÈVE.
- — DE GRENOBLE.
- — DE LILLE.
- — DE LYON.
- — DE MARSEILLE.
- — DE MONTPELLIER.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE NANCY.

—	—	DE NANTES.
—	—	DE POITIERS.
—	—	DE RENNES.
—	—	DE ROUEN.
—	—	DE TOULOUSE.
—	—	DE VERSAILLES.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

COMMISSION DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS DE SEINE-ET-OISE.

COMITÉ ARCHÉOLOGIQUE DE SENLIS.

COMITÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE NOYON.

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE D'ARCHÉOLOGIE, SCIENCES ET ARTS DU DÉPARTEMENT DE L'OISE.

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE LAON.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE RAMBOUILLET.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE, HISTORIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS.

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE, DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE.

SOCIÉTÉ DES SCIENCES MORALES, DES LETTRES ET DES ARTS DE SEINE-ET-OISE.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU GATINAIS.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE PONTOISE ET DU VEXIN.

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE CHAUNY.

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AVEC L'INDICATION DE L'ANNÉE OU CESSENT LEURS FONCTIONS.

1887.

BAPST (Germain).	MONTAIGLON (Anatole de).
BONNASSIEUX (Pierre).	TISSERAND (L.-M.).
DELISLE (Léopold).	TRANCHANT (Charles).
FAGNIEZ (Gustave).	VACQUER (Th.).
GIRY (Arthur).	VALOIS (Noël).
LUCE (Siméon).	VITU (Auguste).

1888.

BIENAYMÉ (Gustave).	LACOMBE (Paul).
BOISLISLE (Arthur de).	MAREUSE (Edgar).
BONNARDOT (François).	OMONT (Henry).
DUFOUR (A.).	PICHON (baron Jérôme).
FRANKLIN (Alfred).	PICOT (Georges).
LABORDE (marquis de).	VIOLLET (Paul).

1889.

BARTHÉLEMY (Anatole de).	GUIFFREY (Jules).
COURAJOD (Louis).	GUILLAUME (Eugène).
DESJARDINS (Gustave).	LAIR (Jules).
DESNOYERS (Jules).	LONGNON (Auguste).
DUFOUR (l'abbé Valentin).	TUETÉY (Alexandre).
DURUY (Victor).	WATTEVILLE (baron de).

1890.

BOULAY DE LA MEURTHE (c ^{te} A.).	MAURY (Alfred).
COUSIN (Jules).	MAXE-WERLY (Léon).
GUÉRIN (Paul).	ROZIÈRE (Eugène de).
HOFFBAUER (Frédéric).	RUBLE (baron A. de).
LASTEYRIE (Robert de).	
MARSY (comte de).	

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ.

<i>Président</i>	TRANCHANT (Charles).
<i>Vice-Président</i>	LONGNON (Auguste).
<i>Trésorier-Bibliothécaire</i>	LABORDE (marquis de).
<i>Secrétaire-Archiviste</i>	VIOLLET (Paul).
<i>Secrétaire-Adjoint</i>	MAREUSE (Edgar).

COMITÉ DES FONDS.

BOULAY DE LA MEURTHE (c ^{te} A.).	VITU (Auguste).
PICHON (baron Jérôme).	WATTEVILLE (baron DE).

COMITÉ DE PUBLICATION.

BARTHÉLEMY (Anatole DE).	LONGNON (Auguste).
COUSIN (Jules).	OMONT (Henry).
DELISLE (Léopold).	
LASTEYRIE (Robert DE).	

JOURS DES SÉANCES

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE PARIS ET DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Pendant l'année 1887.

L'Assemblée Générale aura lieu à la Bibliothèque nationale le mardi 10 mai, à quatre heures précises.

Le Conseil d'administration de la Société se réunira aux Archives nationales aux dates ci-dessous indiquées :

11 Janvier.	12 Juillet.
8 Février.	11 Octobre.
8 Mars.	15 Novembre.
12 Avril.	13 Décembre.
14 Juin.	

Les séances commenceront à quatre heures précises. Tous les membres de la Société ont le droit d'y assister et d'y faire les communications qui seraient de nature à intéresser la Société.

Les membres de la Société qui auraient des communications à faire insérer dans le Bulletin, ou des mémoires à transmettre au Comité de publication, sont priés de les adresser à M. Henry OMONT, secrétaire du Comité de publication, quai de Béthune, 28.

I.

COMPTE-RENDU DES SÉANCES.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue aux Archives nationales le 11 janvier 1887.

Présidence de M. Ch. TRANCHANT, président.

La séance est ouverte à quatre heures. .

— Étaient présents : MM. Germain Bapst, A. de Barthélemy, A. Dufour, abbé V. Dufour, Paul Guérin, J.-J. Guiffrey, marquis J. de Laborde, Paul Lacombe, R. de Lasteyrie, A. Longnon, E. Mareuse, H. Omont, Ch. Tranchant, P. Viollet, baron de Watteville.

— M. Longnon déclare qu'il s'était excusé de ne pouvoir assister à la séance de décembre : sa lettre n'était pas parvenue au Président de la Société.

— Le procès-verbal de la séance du 14 décembre 1886 est lu et adopté.

— Le Conseil prononce l'admission de :

803. M. A. HUSSON, présenté par MM. Maxime du Camp et H. Champion.

804. M. E. PICOT, présenté par MM. A. Longnon et J. de Laborde.

805. M. ISAAC DEMOLE, présenté par MM. P. et A. Mirabeau.

— M. le Président annonce que l'examen de la demande de reconnaissance de la Société est terminé au Conseil d'État et que le dossier a été renvoyé au Ministre de l'instruction publique.

— M. le Président fait connaître qu'il a reçu de M. le Directeur des travaux de Paris réponse à la lettre par laquelle il appelait, au nom de la Société, l'intérêt de l'administration municipale sur l'hôtel de Sens. M. le Directeur des travaux de Paris déclare, dans cette réponse, que la ville de Paris ne peut songer à acheter, quant à présent, l'hôtel

de Sens, mais il ajoute que l'administration municipale attache le plus grand prix à la conservation de ce monument et que sa sympathie est acquise à toute combinaison qui pourrait être trouvée pour l'assurer, sans qu'il en résultât une aggravation sensible des charges de la ville. La lettre rappelle que l'hôtel de Sens a, du reste, été classé au nombre des monuments historiques.

— M. Robert de Lasteyrie fait connaître que la lettre adressée par M. le Président au Ministre des beaux-arts au sujet de l'hôtel de Sens a été renvoyée à la Commission des monuments historiques et qu'il est chargé du rapport. Quelques observations sont échangées à ce sujet entre M. le Président et M. de Lasteyrie.

— M. le Président donne lecture d'une circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique en date du 26 octobre 1886, mais qui vient seulement de lui être remise. Cette circulaire modifie les indications contenues dans une circulaire adressée précédemment aux Sociétés savantes, sur la demande de la section économique et sociale du Comité des travaux historiques, au sujet des assemblées générales de communautés d'habitants en France sous l'ancien régime. La circulaire du 26 octobre recommande de faire entrer dans les études à rédiger les détails d'ordre religieux, détails qui avaient été primitivement réservés pour une étude spéciale.

M. le Président ajoute que la question des assemblées générales de communautés d'habitants, qui est pour l'histoire de France du plus haut intérêt, pourrait donner lieu, dans l'Ile-de-France, à des recherches utiles comme celles qui ont déjà été faites en Lorraine, en Anjou, en Bretagne, en Poitou, en Saintonge à la suite de la première circulaire du Ministre de l'instruction publique.

— M. Mareuse fait connaître que le syndicat de capitalistes, qui a cherché à grouper un certain nombre de Sociétés parisiennes pour l'utilisation d'un local commun, a acheté l'ancien hôtel de Thou occupé, en dernier lieu, par la famille Panckouke et situé rue des Poitevins, dans le quartier Saint-André-des-Arts. Il demande si le Conseil ne voudrait pas entrer en pourparlers préliminaires avec le syndicat, non afin d'avoir un lieu de séances, puisque la Société est pourvue à cet égard, mais afin d'avoir un lieu de dépôt pour les volumes et documents lui appartenant, un service d'envoi, etc.

M. le Président fait observer que la question est très complexe et que l'examen n'en pourrait pas être très utilement abordé à l'état d'improvisation par le Conseil. Le Conseil décide, sur sa proposition, que, sans rien préjuger quant à la solution à intervenir, la question est renvoyée au Bureau réuni à la Commission de publication et à la Commission des fonds.

— M. Paul Lacombe donne communication d'une description de Paris en vers latins, publiée en 1639 par Antoine de Rombise, à la suite d'un séjour qu'il fit en 1635 dans notre capitale. Antoine de Rombise est né à Mons et a été professeur au collège de Reulx. Sa description de Paris se compose de 200 vers qui, sous une forme littéraire assez agréable, offrent un certain intérêt. M. Lacombe termine sa communication en disant que sa découverte est due à quelques indications à lui fournies par M. de Montaignon, qui, lui-même, n'avait jamais pu se procurer ce volume. Le Conseil décide que le fragment du poème de Rombise sera inséré dans les *Mémoires*, accompagné d'une notice et d'une traduction que veut bien promettre M. Lacombe, d'après l'exemplaire qu'il a trouvé à la Bibliothèque royale de Bruxelles.

— La séance est levée à cinq heures et demie.

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue aux Archives nationales le 8 février 1887.

Présidence de M. Charles TRANCHANT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— Étaient présents : MM. A. de Barthélemy, G. Bienaymé, F. Bonnardot, J. Cousin, L. Delisle, A. Dufour, abbé V. Dufour, J.-J. Guiffrey, M^{rs} J. de Laborde, P. Lacombe, R. de Lasteyrie, A. Longnon, Edgar Mareuse, A. de Montaignon, H. Omont, baron J. Pichon, baron A. de Ruble, Ch. Tranchant, Th. Vacquer, N. Valois, P. Viollet.

— M. P. Bonnassieux s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

— Le procès-verbal de la séance du 11 janvier 1887 est lu et adopté.

— M. le Président annonce la mort de notre confrère M. le baron de la Gotellerie, décédé au mois de mai dernier, et se fait l'interprète des regrets unanimes du Conseil.

— Le Conseil prononce l'admission de :

806. M. LESENNE, présenté par MM. le baron Cerise et A. Longnon.

— M. le Président, se faisant l'interprète de la Société, adresse ses félicitations à M. Paul Viollet, qui vient d'être nommé membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

— M. le Président rappelle que la *Bibliothèque de l'École des chartes*, dans une livraison récemment publiée (5^e livraison de 1886), renferme une notice étendue de M. Siméon Luce, sur M. Germain Demay, ancien vice-président de la Société, et une allocution dans laquelle, le 10 décembre, M. Gaston Paris, président de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a, devant cette Académie, retracé la carrière de M. Natalis de Wailly, que la Société s'honore aussi d'avoir compté parmi ses membres.

— M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique transmettant ampliation d'un décret, en date du 14 janvier 1887, qui reconnaît la Société comme établissement d'utilité publique. Il donne ensuite lecture du décret et des statuts annexés. Il fait remarquer que ces statuts diffèrent, en quelques détails, du projet que l'assemblée générale de la Société avait approuvé. Les modifications portent surtout sur deux points : le nombre des membres du Conseil, tel du reste que l'avait fixé le règlement de la Société, est mentionné expressément ; les attributions de l'Assemblée générale ont été précisées d'après les données ordinaires.

M. P. Viollet, sans présenter d'objections personnelles aux modifications introduites, fait remarquer que le Gouvernement n'a pas demandé l'assentiment préalable des commissaires délégués par la Société.

M. le Président répond que le Conseil d'État et le Gouvernement procèdent d'office, pour simplifier, quand il s'agit de changements ne paraissant pas pouvoir donner lieu à difficulté. C'est ce qui a été fait en l'espèce après les explications demandées au Président. La Société, si elle le jugeait nécessaire, pourrait présenter des observations et demander telles rectifications qu'elle croirait convenables, mais il ne semble pas qu'il y ait lieu.

M. Jules Cousin demande que le Conseil vote des remerciements à M. le Président et aux commissaires délégués.

M. le Président déclare que la Société doit à elle-même, à son passé méritant, à sa bonne renommée le succès de la demande qu'elle avait adressée au Gouvernement. Il a rencontré, à tous les degrés de l'instruction, les meilleures dispositions. En tous cas, les remerciements proposés par M. Cousin devraient s'adresser aussi aux membres de la Commission des statuts et à M. le Trésorier, qui ont préparé les premiers éléments de l'instruction.

M. le Président rappelle que, dans la lettre d'envoi du décret, M. le Ministre de l'instruction publique demande que les statuts modifiés soient imprimés et que quelques exemplaires lui soient adressés. Des mesures seront prises en conséquence.

— M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Ministre de l'instruction publique transmet une note bibliographique relative aux publications de la Société et destinée à être insérée dans un recueil officiel en cours de préparation. La note sera examinée par la Commission de publication et réponse sera faite par M. le Président.

— M. le Président rend compte de la délibération qu'ont eue, en commun, le Bureau, le Comité de publication et le Comité des fonds au sujet de la proposition faite par M. Mareuse à la dernière séance. Il rappelle que cette proposition tendait à utiliser, dans certaines limites, pour la Société, une organisation formée récemment à usage de Sociétés diverses de Paris. Le Bureau et les Comités, après avoir entendu M. Mareuse, ne pensent pas qu'il y ait lieu de donner suite à la proposition. M. le Président entre à cet égard dans quelques détails et déclare qu'en tout état de cause, le Conseil doit des remerciements à M. Mareuse pour l'avoir mis à même d'examiner la question. Les conclusions du rapport sont adoptées.

— M. le Président annonce au Conseil que le prix de vente du tome I^{er} du *Polyptyque d'Irminon*, publié par M. Longnon, a été fixé à dix francs.

— M. Bruel communique un manuscrit du XVIII^e siècle appartenant à M. Destailleurs, dans lequel sont conservés les plans et dessins d'une ancienne tour de l'hôtel Sainte-Mesme, qui paraît remonter au XIII^e siècle. M. Bruel veut bien promettre de remettre à ce sujet une note au Comité de publication.

— M. A. de Marsy signale, dans le *Cabinet ou la Bibliothèque des Grands*, par Gédéon Pontier (Paris, 1681, in-12), une description de Paris, qui se trouve aux pages 106-126 du tome I^{er}, et veut bien promettre une note à ce sujet.

— M. A. Dufour communique, au nom de M. J. Depoin, le texte du partage des biens de Pierre d'Orgemont, seigneur de Chantilly et de Méry-sur-Oise, fait par lui, de son vivant, en 1387.

— La séance est levée à cinq heures et demie.

II.
VARIÉTÉS.

NOTE SUR LA DATE DES ACTES

DE

MAURICE DE SULLY,

ÉVÊQUE DE PARIS.

(1160-1196.)

Les actes émanés de Maurice de Sully, évêque de Paris, pendant la seconde moitié du XII^e siècle, sont assez nombreux et souvent assez importants pour que les indications précises que l'on peut recueillir sur la manière de les dater offrent un véritable intérêt. Voici quels sont, sur ce point, les résultats que nous a donnés l'examen d'un certain nombre de ces actes, publiés ou inédits¹.

Quelques-unes des chartes de Maurice mentionnent à la fois la date de l'année de l'Incarnation et celle du mois et du jour². La plupart des actes n'énoncent que l'année où ils ont été rédigés³, mais, dans ce cas, cette date est exprimée de deux manières différentes : par l'année de l'Incarnation et par l'année de l'épiscopat de Maurice⁴, qui commença en 1160⁵. Cette circonstance permet de suppléer en partie à l'absence de la date du mois et du jour, et de limiter à la première ou à la seconde partie de l'année l'intervalle de temps pendant lequel l'acte a pu être fait. Car l'année de l'Incarnation et l'année de l'épiscopat ne sont pas comptées de la même manière et partent chacune d'un jour différent ; de sorte que la même année de l'Incarnation

1. Voy. Guérard, *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, *Gallia Christiana*, Bréquigny, etc. — Parmi les sources manuscrites, divers fonds des Archives nationales et diverses collections de la Bibliothèque nationale, notamment le fonds de l'abbaye de Saint-Victor.

2. Entre autres exemples, voy. Guérard, I, 46.

3. Une charte solennelle, celle par laquelle Maurice confirme les biens de l'abbaye de Saint-Victor, n'est pas datée ; elle se termine selon la forme des diplômes royaux par ces mots : *Data per manum magistri Hilduini cancellarii* (Acte inédit, Arch. nat., L. 888^a, n° 8). Cette charte a été rédigée entre l'année 1160 et l'année 1163.

4. Ainsi : Guérard, I, 47, 48, 49, 50, 51, 53, 72 ; Bréquigny, t. IV, p. 50.

5. Voy. le mémoire que nous avons publié sous le titre suivant : *Une élection épiscopale au XII^e siècle, Maurice de Sully, évêque de Paris, 1160* (Ernest Leroux, 1885, br. in-8° ; extrait des *Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux*, 1885, n° 1).

peut être jointe à deux années différentes de l'épiscopat et réciproquement. On a donc là un double élément de date, à la condition de pouvoir déterminer exactement le point de départ de chacune des deux années.

Or on sait que l'année de l'Incarnation commençait à *Pâques*, selon l'usage général suivi dans l'église de Paris à cette époque. Quant à l'année de l'épiscopat, nous croyons possible de fixer avec certitude, sinon le jour, du moins, à peu de chose près, le mois où elle commençait.

Maurice fut élu évêque par le chapitre de Notre-Dame le 12 octobre 1160¹. Mais, suivant le droit canonique, ce n'est pas l'élection qui conférait à l'évêque son pouvoir épiscopal. L'élection ne faisait que désigner l'évêque sans l'investir de l'autorité. Il ne recevait le pouvoir de juridiction que par la confirmation de son métropolitain, et le pouvoir d'ordination par la consécration. *A priori*, l'élection ne pouvait donc marquer le point de départ de l'épiscopat. Ce raisonnement est confirmé par un acte de Maurice, daté de l'année 1164 et de la 4^e année de son épiscopat, et qui est aussi daté de l'octave de la Saint-Denis², c'est-à-dire du 16 octobre. Si la première année de l'épiscopat avait commencé le 12 octobre 1160, jour de l'élection, la quatrième année eût été terminée le 12 octobre 1164 et le 16 du même mois appartiendrait à la 5^e année. L'année de l'épiscopat ne pouvait donc commencer que le jour de la confirmation ou de la consécration. La date de ce jour, qui était généralement peu éloignée de celle de l'élection et jusqu'à laquelle l'évêque n'était que le titulaire *désigné* (*DESIGNATUS*) ou *élu* (*ELECTUS*) du siège épiscopal, cette date ne nous est connue d'une manière directe par aucun document. Mais nous apprenons par un acte de l'année 1180³, daté de la 21^e année de l'épiscopat et de la fête de sainte Agathe, que la 1^{re} année de l'épiscopat avait commencé *avant le 5 février*, date de cette fête. Bien plus, un acte émané de la chancellerie de Maurice, *au mois de novembre*, c'est-à-dire peu de jours après l'anniversaire de son élection au siège épiscopal, nous donne une indication encore plus importante : à savoir qu'en novembre 1171, Maurice de Sully était déjà entré dans la 11^e année de son épiscopat⁴.

1. Voy. *suprà*. Une élection épiscopale....., p. 12.

2. « Actum... in octabis Sancti Dyonisii, anno ab incarnatione Domini M C LXIII, episcopatus vero nostri anno III^o. » (Guérard, *Cartulaire de Notre-Dame*, I, 72.) — La preuve que le mot *octabæ* ou *octavæ* désigne le jour même de l'octave et non l'un des jours de la semaine qui précède résulte d'exemples donnés par Du Cange, au mot *octava*.

3. Guérard, I, 46.

4. « Actum Parisius, anno incarnati Verbi M^o C^o LXXI^o, mense novembri, episcopatus nostri anno XI^o. » (Arch. nat., S. 5125, n^o 22.)

Nous sommes autorisé à conclure de ces deux actes, rapprochés de celui qui est daté de l'octave de la Saint-Denis, que Maurice de Sully avait été *confirmé* et *consacré* évêque dans un intervalle de temps compris entre le 17 octobre, au plus tôt, et le 30 novembre 1160, au plus tard, et que c'est à partir d'un jour de cette période qu'a commencé l'année de son épiscopat.

Cette année coupait donc en deux parties à peu près égales l'année de l'Incarnation qui allait de Pâques d'une année à Pâques de l'année suivante, et l'on s'explique ainsi comment les actes datés de la même année de l'épiscopat de Maurice de Sully correspondent, en nombre presque égal, tantôt à la fin d'une année de l'Incarnation, tantôt au commencement de l'année suivante. La première année de l'épiscopat correspondait à la fin de 1160 (vieux style) et au commencement de 1161; la deuxième année correspondait à la fin de 1161 et au commencement de 1162, et ainsi de suite; de telle sorte que l'on voit le chiffre de l'année de l'épiscopat tantôt dépasser d'une unité le dernier chiffre de l'année de l'Incarnation (de 1162, 3^e année de l'épiscopat, à 1163, 4^e année de l'épiscopat)¹, tantôt coïncider avec ce chiffre (de 1163, 3^e année de l'épiscopat, à 1164, 4^e année de l'épiscopat)².

V. MORTET.

1. Voici des exemples que nous pourrions multiplier :

Ann. Incarn.	1178, —	Episc.	19 (<i>Gallia Christiana</i> , VII, 72 et suiv.).
—	1180, —	—	21 (Guérard, I, 46).
—	1182, —	—	23 (<i>Ibid.</i>).
—	1184, —	—	25 (Du Boulay, II, 755).
—	1188, —	—	29 (<i>Gallia Christiana</i> , <i>ibid.</i>).
—	1188, —	—	29 (<i>Cartulaire d'Hierre</i> , p. 22).
—	1189, —	—	30 (<i>Ibid.</i> , p. 44).
—	1190, —	—	31 (Guérard, I, 50).
—	1192, —	—	33 (<i>Gallia Christiana</i> , <i>ibid.</i>).
—	1194, —	—	35 (<i>Ibid.</i>).

2. On peut citer les exemples suivants :

Ann. Incarn.	1164, —	Episc.	4 (Guérard, I, 72).
—	1169, —	—	9 (Guérard, I, 49).
—	1170, —	—	10 (<i>Ibid.</i> , I, 49).
—	1177, —	—	17 (<i>Ibid.</i> , I, 51).
—	1182, —	—	22 (Arch. nat., L. 896, n° 40).
—	1183, —	—	23 (Bréquigny, IV, 50).
—	1184, —	—	24 (Arch. nat., L. 892, n° 9).
—	1187, —	—	27 (Guérard, I, 47).
—	1187, —	—	27 (<i>Ibid.</i> , 53).
—	1189, —	—	29 (<i>Ibid.</i> , 48).
—	1195, —	—	35 (<i>Ibid.</i> , 53).

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

I.

COMPTE-RENDU DES SÉANCES.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue aux Archives nationales le 8 mars 1887.

Présidence de M. Charles TRANCHANT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— Étaient présents : MM. G. Bienaymé, F. Bonnardot, P. Bonnassieux, C^{te} A. Boulay de la Meurthe, A. Dufour, abbé V. Dufour, A. Giry, M^{is} J. de Laborde, Edgar Mareuse, A. de Montaiglon, H. Omont, baron J. Pichon, baron A. de Ruble, Ch. Tranchant, N. Valois, A. Vitu, baron O. de Watteville.

— MM. J. Cousin, A. Longnon et P. Viollet s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

— Le procès-verbal de la séance du 8 février 1887 est lu et adopté.

— M. le Président donne lecture d'une circulaire en date du 28 février 1887, par laquelle M. le Ministre de l'instruction publique fait connaître qu'après enquête auprès des Sociétés savantes, il a reporté à l'époque de la Pentecôte la date du Congrès annuel des Sociétés savantes, réunies précédemment pendant les vacances de Pâques.

La circulaire donne l'indication des questions adoptées, sur la proposition du Comité des travaux historiques, pour le Congrès de 1887; elle provoque de la part des Sociétés savantes la production de questions pour le Congrès de 1888. Le Conseil décide que l'on insérera dans le prochain *Bulletin* celles des questions du Congrès de 1887

qui rentrent dans le cercle des études de la Société. Le Conseil désigne pour représenter la Société au Congrès de 1887 : M. le Président, MM. Auguste Vitu, Edgar Mareuse, Pierre Bonnassieux, Paul Lacombe. M. le Président notifiera cette désignation au Ministère de l'instruction publique.

— M. le Président donne lecture du projet de Règlement intérieur à soumettre à l'assemblée générale en exécution de l'art. 13 des statuts. Il fait remarquer que ce projet, sauf la substitution du mot *publication* au mot *volume* dans l'art. 7, ne fait que reproduire des dispositions existant dans l'ancien Règlement et maintenues à l'état transitoire. Le projet est adopté.

— M. P. Bonnassieux communique un état détaillé du trousseau qui avait été préparé, par les soins du Directoire, pour Marie-Thérèse-Charlotte, fille de Louis XVI, lors de sa sortie de France, le 19 décembre 1795. M. Bonnassieux veut bien remettre à ce sujet une note au Comité de publication.

— M. Edgar Mareuse communique un mémoire de M. Bordier¹ en réponse à un travail de M. le baron de Ruble qui a paru dans le tome XIII des *Mémoires* de la Société. M. Bordier signale une erreur qui se serait glissée dans le travail de M. de Ruble au sujet de la maison où est mort Coligny.

M. Mareuse ajoute qu'ayant eu l'occasion de faire des recherches au sujet de cette maison, où doit être prochainement posée une plaque commémorative, il a acquis la certitude que c'est bien dans la maison qui portait le n° 14 de la rue de Béthisy, devenue plus tard rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, qu'est mort Coligny. M. Troche a publié un travail qui ne laisse plus subsister le moindre doute à ce sujet². Il a publié des titres de propriété qui remontent à cette date et qui fournissent la preuve que la famille du Bourg s'était rendue acquéreur de la propriété en 1536 et que, plus tard, en 1617, cette maison avait été vendue à la famille de Montbazon. M. Mareuse ajoute que l'hôtel de Montbazon se trouve indiqué à cette même place dans le plan de Boisseau, publié à l'époque de la Fronde. Or, Jaillot, d'accord avec la légende, déclare que c'est dans la maison qui est devenue plus tard hôtel de Montbazon que fut massacré l'amiral. Cette tradition n'est du reste nullement contestée par M. de Ruble.

M. le baron de Ruble répond qu'il n'a jamais mis en doute l'exactitude des renseignements fournis par M. Bordier et qu'il est absolument d'accord avec lui au sujet de l'emplacement de la maison.

1. *Bulletin de la Société du Protestantisme français*, 3^e série, 6^e année, p. 105.

2. *Revue archéologique*, t. VIII (1851), p. 591.

— M. H. Omont communique, au nom de M. Pichard, secrétaire de la Faculté de droit de Paris, une note sur ce qui reste de l'église Saint-Étienne-des-Grès.

« Cette église était située à l'angle de la rue Saint-Jacques et de la partie orientale de la rue Cujas, qui s'est appelée jusqu'en 1865 rue Saint-Étienne-des-Grès.

« Elle fut vendue en 1792, démolie peu après, et son emplacement occupé par les maisons qui portent le n° 143 de la rue Saint-Jacques et le n° 5 de la rue Cujas. On voit encore sur cette dernière rue, en face des nouvelles constructions du lycée Louis-le-Grand, quelques restes des murs extérieurs de l'église, avec leurs contre-forts et leurs fenêtres en ogive. La porte existe encore ; elle a été appliquée à une maison construite à la fin du siècle dernier rue Saint-Jacques, n° 145 ; elle a conservé, sur ses battants, deux monogrammes, SE à gauche, DG à droite, qu'on ne peut traduire que par *Saint-Étienne-des-Grès*. »

— M. A. Giry communique au Conseil une série de quittances et des comptes relatifs à des achats et reliures de livres du collège d'Autun au x^v siècle. Ces pièces complètent la série de celles que M. Franklin avait déjà publiées dans les *Anciennes bibliothèques de Paris* et ne sont pas sans importance pour l'histoire de la librairie parisienne. M. Giry veut bien promettre de remettre à ce sujet une note au Comité de publication.

— La séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue aux Archives nationales le 12 avril 1887 :

Présidence de M. Ch. TRANCHANT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— Étaient présents : MM. Bienaimé, C^{te} Boulay de la Meurthe, A. Dufour, abbé V. Dufour, marquis de Laborde, P. Lacombe, Mareuse, Tranchant, Viollet, baron de Watteville.

MM. de Marsy et H. Omont s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

— Le procès-verbal de la séance du 8 mars 1887 est lu et adopté.

— Le Conseil prononce l'admission de :

807. M. l'abbé BERNOIS, curé d'Autruy, par Outarville (Loiret), présenté par MM. de Dion et H. Stein.

— M. le Président communique une demande d'un exemplaire du tirage à part des *Mémoires* de l'article de M. Colliard-Luys sur le

Collège de Clermont en Beauvaisis, en vue d'un compte-rendu. Cette demande sera transmise à M. Cotiard-Luys.

A ce propos, M. Mareuse dit qu'il est regrettable que les tirages à part soient remis aux auteurs avant la publication du volume : n'y aurait-il pas, à cet égard, une mesure à prendre ? M. Mareuse demande le renvoi de la question au Comité de publication.

MM. Viollet et de Laborde font observer que l'on s'exposerait à perdre des collaborations précieuses, en faisant attendre pendant fort longtemps la remise des tirages à part : il faut se rappeler, en effet, que les volumes de *Mémoires* sont annuels. Le Conseil passe à l'ordre du jour.

— M. le Président donne lecture d'une circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique, en date du 3 avril, relative à la réunion du Congrès des Sociétés savantes. Cette réunion aura lieu le 31 mai et les jours suivants à la Sorbonne.

— M. le Président appelle l'attention du Conseil sur la loi du 30 mars 1887, promulguée au *Journal officiel* du 31, et concernant « la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique. » Cette loi a une importance capitale au point de vue archéologique, et M. le Président pense qu'il serait utile de la publier dans le *Bulletin*, afin que son texte soit toujours à la disposition des membres de la Société. M. de Watteville appuie cette proposition.

M. Mareuse demande qu'on insère dans le *Bulletin* à la suite de la loi, d'après la liste qui y est annexée, l'indication des monuments classés à Paris et dans les départements correspondant à l'ancien gouvernement de l'Île-de-France.

Après une discussion à laquelle prennent part M. le Président, M. Viollet, M. A. Dufour, M. le marquis de Laborde et M. de Watteville, le Conseil décide que l'on insérera dans le *Bulletin* :

1° Le texte de la loi ; 2° un extrait de la liste dans les conditions proposées.

— Le Conseil désigne M. Tisserand, qui accepte, pour faire une lecture à l'Assemblée générale du 10 mai. M. Tisserand lira un extrait d'un volume en préparation de la *Topographie parisienne*.

— M. le Président rappelle que la Commission des fonds aura à examiner les comptes et les prévisions du budget avant qu'ils soient soumis à l'Assemblée générale. — M. le trésorier déclare qu'il s'entendra à ce sujet avec M. le baron Pichon, président de la Commission des fonds.

— M. Paul Lacombe met sous les yeux du Conseil un fascicule contenant la liste officielle récemment arrêtée des chemins ruraux de la commune de Saint-Prix (Seine-et-Oise). M. Lacombe fait remar-

quer que ce fascicule est un fragment d'un travail d'ensemble, dans lequel on trouve de très utiles indications au sujet des *lieux dits* de Seine-et-Oise. Il demande si la Société ne pourrait réunir la collection qui, à défaut de bibliothèque spéciale à elle appartenant, serait remise à la bibliothèque de l'hôtel Carnavalet. A la suite d'observations présentées par divers membres, le Président déclare qu'il cherchera à réaliser le vœu exprimé par M. Lacombe.

— La séance est levée à cinq heures et demie.

II.

VARIÉTÉS.

LES NAUTES [P OU R?] A L'AMPHITHÉÂTRE DE NÎMES.

Parmi les inscriptions de l'amphithéâtre de Nîmes relatant les places concédées par les décurions de la colonie nîmoise, il en est une qui vient d'appeler l'attention des savants : elle se compose de deux lettres séparées par un point :

$\bar{V} \cdot P$

$\bar{V}$ est incontestablement *Nautis*. Quant à P, on a hésité : P n'est que le reste d'un mot enlevé par une cassure ; la cassure touche la panse du P et fait supposer un R. Toutefois M. Germer-Durand, après avoir comparé ce P douteux aux R des inscriptions similaires des autres monuments, s'est tout d'abord prononcé pour P ; avec P, nous ne pourrions nous dispenser de constater que les nautes parisiens avaient une place à l'amphithéâtre de Nîmes¹. Mais M. Germer-Durand est revenu sur cette première décision : un examen plus attentif lui a fait reconnaître dans ce P les restes d'un R ; dès lors, nous avons affaire aux nautes du Rhône [et de la Saône] et non aux nautes parisiens². Nous ne signalons donc à nos lecteurs l'inscription $\bar{V} \cdot P$ de Nîmes que pour les mettre en garde et pour leur rappeler qu'il n'y a rien là de parisien.

P. V.

1. *Bulletin épigr. de la Gaule*, t. III, 1883, pp. 161, 162.

2. *Ibid.*, p. 307.

TESTAMENT D'UNE BOURGEOISE DE PARIS.

(1316.)

Les archives des Quinze-Vingts possèdent, sous le n° 5848, un cartulaire, composé entre les années 1330 et 1340, intéressant pour l'histoire de Paris. Les actes qu'il renferme concernent en effet, presque tous, cette ville et forment un ensemble considérable embrassant le dernier tiers du XIII^e siècle et le premier tiers du XIV^e.

Nous en extrayons un vidimus du 25 avril 1327, qui s'y lit au fol. 286 v° et reproduit le testament de Sédile de Laon, bourgeoise de Paris, passé le 2 juillet 1316.

C'est le vidisse du Testament de feu Sédile de Laon...

Universis presentes litteras inspecturis officialis Parisiensis salu-tem in Domino. Notum facimus nos anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo, die sabbati post dominicam qua cantatur *Quasimodo*, litteras infrascriptas vidisse et diligenter de verbo ad verbum inspexisse, formam, que sequitur, continentes :

1. Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Parisiensis salutem in Domino. Noveritis quod coram Radulpho dicto Piquelin et Garnerio de Vico-novo, clericis nostris dicte curie, juratis nostris, ad hoc specialiter destinatis¹, quibus in hiis tenore presentium committimus vices nostras, constituta² Sedilia dicta de Lauduno, civis Parisiensis, vidua, infirma corpore, compos tamen sue mentis, ut prima facie apparebat, attendens quod nichil est morte cercius et nichil incercius hora mortis, ob hoc de bonis et rebus suis, causa sue ultime voluntatis, disponendo, testamentum suum seu ipsam ultimam voluntatem condidit in hunc modum :

2. In primis voluit et precepit debita sua, specialiter Robino Anglico, valetio suo, quadraginta quatuor solidos parisiensium, Johannete pedissece sue, quinque solidos parisiensium, et Anthonio, valetio filii sui, tres solidos et dimidium, persolvi ; suaque forefacta, si que fuerint et que probari poterint, emendari.

3. Deinde legavit fabrice ecclesie Sancti Jacobi in Carnificeria Parisiensi quatuor solidos parisiensium.

4. Item curato ejusdem ecclesie quatuor solidos parisiensium.

5. Item capellanis ipsius ecclesie utrique duos solidos.

6. Item domino Galerano, celebranti seu presbitero ibidem, duodecim denarios.

1. Le texte porte : *destinans*.

2. *Constituti* dans le ms.

7. Item duobus clericis ejusdem ecclesie, cuilibet duodecim denarios.
8. Item pro pulsatione campanarum ipsius ecclesie, duodecim denarios.
9. Item fabrice ecclesie Beate Marie Parisiensi quatuor solidos parisiensium.
10. Item fabrice ecclesie Sancte Oportune Parisiensi quatuor solidos parisiensium.
11. Item processioni ejusdem ecclesie sex solidos parisiensium.
12. Item pro pulsatione campanarum ipsius ecclesie duodecim denarios.
13. Item Domui Dei Parisiensi, ad lintheamina pro sepeliendis mortuis, quatuor solidos parisiensium.
14. Item fratribus Sancti Augustini Parisiensibus quatuor solidos parisiensium.
15. Item fratribus Sancte Crucis Parisiensibus quatuor solidos parisiensium.
16. Item fratribus de domo Alborum Mantellorum quatuor solidos parisiensium.
17. Item fratribus de vico Jardinorum Parisiensibus quatuor solidos parisiensium; et veniant isti religiosi facturi sibi vigiliis, aliis non habeant legatum sibi factum, sed ad ipsius testatricis revertatur heredes.
18. Item Domui Dei Sancte Katerine Parisiensi decem solidos parisiensium.
19. Item Domui Dei Sancti Gervasii Parisiensi duos solidos parisiensium.
20. Item leprosariis querentibus supra Magnum Pontem Parisius, die lune, cuilibet duodecim denarios.
21. Item mulieribus Domne Constancie Parisiensibus duos solidos.
22. Item Filiabus Dei Parisius quatuor solidos parisiensium.
23. Item congregationi Cecorum Parisiensium ad eorum pictancias sex solidos parisiensium.
24. Item Johanni de Malorespectu, textori, quinque solidos parisiensium.
25. Item Laurentio de Mitriaco decem solidos parisiensium.
26. Item Petro dicto Bante decem solidos parisiensium.
27. Item Johannete, filie Dyoniseti Bante, unam parvam culcitram, duo parva lintheamina, et unam floceyam.
28. Item Robino Anglico, valetto suo, quadraginta solidos parisiensium.
29. Item Marie, uxori Galteri Barberii, consanguinee sue, viginti solidos parisiensium.
30. Item Gilete, filie Emeline Ace, quinque solidos parisiensium.

31. Item uxori Anthonii, filii sui valeti, tunicam suam de marbreto.
32. Item Johannete, pedissece sue, suum supertunicale longum cottidianum.

33. Item Johanne, pedissece Bartholomei Lombardi seu Apothecarii, quatuor solidos parisiensium.

34. Item Aveline, pedissece Johannis Preudomme, quatuor solidos parisiensium.

35. Item legavit Dyonysete, nepti sue, zonam sue matris, penes ipsam testatricem obligatam pignori pro septuaginta solidis parisiensium.

36. Item Dyonisete, filie Guillelmi Le Petit, et Johanne sue uxori, suum meliud pellicium de cuniculis et quadraginta solidos parisiensium annui redditus, habendos scilicet : viginti solidos super domo Johannis Preudomme Parisius in vico Lotricum, et viginti solidos parisiensium in vico Sancti Salvatoris, ita tamen quod, si sine sui corporis ipsa Dyoniseta moriatur herede (quod) ipsorum quadraginta solidorum censualis usufructus ad matrem ipsius Dyonisete, quamdiu mater ipsa vixerit, proprietatis autem ad ipsius testatricis heredes pertineant et redeant omnino.

37. Item legavit Guillelmo Du Pin suum supertunicale de escarlata rosata.

38. Item eidem Guillelmo, ad vitam ejus dumtaxat, quadraginta solidos parisiensium redditus super domo Johannis Preudomme, ita quod post ejus obitum ipsi quadraginta solidi redditus ad ipsius testatricis revertantur heredes.

39. Item legavit Johanne, uxori Johannis de Lauduno, unum supertunicale de escarlata rubea cum suo capucio et unum ciphum cum pede argenteo deauratum intus et extra.

40. Item legavit Dyonisete, filie Hugonis Lothoringi, centum solidos parisiensium pro animabus illorum (ali) quibus aliqua forsitan extorsit, de quibus attamen ad presens non recolit.

41. Item legavit domino Nicolao, filio suo, monacho Sancti Laudomari Blesensis, ad ipsius monachi vitam, pro suis necessitatibus, sexaginta solidos parisiensium annui redditus de sex libris parisiensium census annui competentibus eidem testatrici, post ejus obitum dumtaxat, super domo qua nunc moratur, quam pro rata sua, diu est, pro ipsis sex libris ad censum perpetuo tradiderat Johanni de Lauduno, filio suo et Johanne, sue uxori, ac heredibus eorundem, ita tamen quod immediate post obitum dicti monachi iidem sexaginta solidi redditus, nullo prorsus jure monasterio Sancti Laudomari in eis acquisito, redeant ad ipsius testatricis heredes.

42. Item legavit Guillemete, filie Johannis dicti Preudomme, ad opus ejus maritaglii, decem libras parisiensium, suam tunicam et suum

mantellum forratum de minuto vario et capucium ejusdem, omnia de escarlata rosea; quatuor mapas, quatuor manutergia operata et quatuor lintheamina pro lecto, que omnia penes Johannem de Lauduno, filium, aut Ascelinam, filiam ipsius testatricis, remaneant donec ipsa Guillemeta debuerit maritari; quod si, priusquam maritetur, vel si maritata, sine sui corporis herede relicto, decesserit, predicta sibi legata veniant ad alios dicti Johannis Preudomme liberos; et si nulli fuerint liberi, de dictis decem libris emanatur redditus, quos Aalipdis eorum mater quamdiu vixerit habeat et retineat ad usumfructum; et post ipsius Aalipdis obitum ipsi redditus ad ipsius testatricis heredes integre revertantur.

43. Item Johanne, uxori Johannis de Lauduno, quadraginta solidos annui redditus super domo magistri Ranulphi dicti Diz-Livres; quod si ipsa sine sui corporis ex dicto suo marito moriatur herede, redeant ipsi quadraginta solidi, post ipsorum Johannis et Johanne obitum, ad heredes ipsius testatricis.

44. Item jussit et voluit annis singulis in perpetuum per suos heredes, quicumque fuerint, die simili qua decedet ipsa testatrix, facere celebrari in capella domus Cecorum Parisiensium, ob ejus, parentum et amicorum suorum animas, unam missam de defunctis, ordinatam cum dyacono et subdiacono, et post ejus celebrationem, distribui presbitero scilicet celebranti duodecim denarios, dyacono octo denarios, subdyacono sex denarios, pro pane, vino, candela et denario offertorii duodecim denarios, juvantibus ad missam decantandam viginti duos denarios, quibus voluerint sui heredes, et unicuique pauperum cecorum unum denarium in manu sua, pro qua distributione taliter facienda, deputavit et statuit triginta solidos parisiensium annui redditus, ad hoc et propter hoc a dictis ejus heredibus habendos et percipiendos annis singulis super et de dictis sex libris redditus eidem testatrici competentibus, ut dictum est, supra dicta domo qua moratur; ad presens et ad hoc ipsos triginta solidos et dictos ejus heredes ad eorum hujusmodi distributionem perpetuo specialiter oneravit, ita quod dicta congregatio, vel domus ipsius congregationis, ad hoc, vel aliam aliquam saizinam, vel possessionem dicti redditus, vel jus aliquid in eis aut in dicta domo qua deputantur, sibi nunquam vendicent nec habeant nisi distributionem ex eis sibi, modo quo dictum est, faciendam per manus semper heredum ejusdem testatricis; si secus attemptare presumpserint vel fieri oporteat, ex nunc et ex tunc quicquam de missa, distributione ac redditu superius est statutum revocans et annullans.

45. Ceterum ascenssationem ex¹ se dictis suo filio et uxori ejus

1. *et dans le ms.*

de dicta domo factam, necnon litteras divisionis et separationis bonorum suorum et quittationes inter eos hactenus initas voluit et in omnibus confirmavit, precipiens eas et presens testamentum suum ab omnibus et singulis suis heredibus inviolabiliter observari; quod si ad contrarium aliquo modo nisi fuerint, ex nunc ut ex tunc, ipsos contrariantes, quotquot sint et quicumque, privat omnibus a bonis in quibus essent successuri ab intestato vel alias et ab omni quinto tocus hereditatis sue, et hoc per suos executores vendi et pecuniam hinc habitam pauperibus parisiensibus erogari.

46. Item legavit decem libras parisiensium pro burellis emendis pauperibus parisiensibus erogandis. Constituens executores suos ad hec omnia exequenda Johannem de Lauduno, filium, et Ascelinam, filiam ipsius testatricis; in quorum manibus posuit omnium bonorum suorum saizinam pro premissis, nolens ipsos executores ad triennium post obitum ejus ad reddendum computum posse compelli, nec etiam ad solvendum, sed nichilominus eos rogat ut quancitius poterunt impleant premissa, et hoc valere voluit jure testamenti vel saltem codicillorum, aut cujuslibet alterius ultime voluntatis.

47. Acta sunt hec coram dictis juratis nostris, presentibus et non contradicentibus Johanne, Ascelina et Alipdi, liberis dicte testatricis, Guillermo Du Pin et Johanne Preudomme, prout dicti jurati nostri, quibus fidem adhibemus, nobis viva voce retulerunt, ad quorum relationem et in testimonium premissorum sigillum parisiensis curie presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo CCC^o sexto decimo, die Veneris post festum beatorum apostolorum Petri et Pauli.

Transcriptum autem litterarum hujusmodi fieri fecimus sub sigillo curie parisiensis predicte, cujuslibet jure salvo. Datum anno et die sabbati predictis.

INDEX ALPHABÉTIQUE.

- | | |
|--|---|
| Aalis Preudomme, fille de Sédile, 42, | Cloches (legs à différentes églises pour faire sonner les), 8, 12. |
| 47. | Constance (Femmes de dame). Nous ne savons quelle est cette communauté, 21. |
| Antoine, valet de Jean de Laon, 2, | Coupe dorée, à pied d'argent, 39. |
| 31. | Deniset Bante, 27. |
| Asceline, fille de Sédile, 42, 46, 47. | Denisette, nièce de Sédile, 35. |
| Aveline, suivante de Jean Preudomme, 34. | Denisette le Lorrain, 40. |
| Barthélemy Lombard ou l'Apothicaire, 33. | Denisette le Petit, 36. |
| Billettes (rue des). Voy. Jardins (rue des). | Drap pour ensevelir les morts à l'Hôtel-Dieu, 13. |
| Blancs-Manteaux, 16. | Emeline Ace, 30. |
| Blois. Voy. Saint-Laumer. | |

- Filles-Dieu, 22.
Galeran, prêtre de Saint-Jacques-la-Boucherie, 6.
Garnier de Vico-Nowo, notaire de l'officialité de Paris, 1.
Gautier Barbier, 29.
Gilete Ace, 30.
Grand-Pont. Voy. Lépreux.
Guillaume Le Petit, 36.
Guillaume du Pin, 37, 38, 47.
Guillemette Preudomme, 42.
Hôtel-Dieu de Paris, 13.
Hugues le Lorrain, 40.
Jardins (Frères de la charité N.-D. des Billettes, dans la rue des), 17.
Jean de Laon, fils de Sédile, 39, 41, 43, 45, 46, 47.
Jean de Maurespect, tisserand, 24.
Jean Preudomme, 34, 36, 38, 42, 47.
Jeanne, suivante de Barthélemy Lombard, 33.
Jeanne de Laon, 39, 43, 45, 46.
Jeanne Le Petit, 36.
Jeannette, suivante de Sédile, 32.
Jeannette Bante, 27.
Laurent de Mitry, 25.
Lavandières (rue des), 36.
Lépreux quêteant le lundi sur le Grand-Pont. Cf. pour cet usage le testament de Richard Le Normand. — Arch. des Q.-V., n° 1918 (1281).
Lotricum (*Vicus*). Voy. Lavandières.
Marbretum, « marbre, » étoffe bigarrée, 31.
Marie Barbier, 29.
Nicolas de Laon, moine de Saint-Laumer, à Blois, 41.
Notre-Dame de Paris, 9.
Pauvres de Paris (legs de 10 l. p. destinées à acheter des vêtements pour les), 46.
Pierre Bante, 26.
Procession de l'église Sainte-Opportune (legs pour la), 11.
Quinze-Vingts (hôpital des), 23, 44.
Quotité disponible : le cinquième des biens, 45.
Raoul Diz-Livres, 43.
Raoul Piquelin, notaire de l'officialité de Paris, 1.
Robin l'Anglais, valet de Sédile, 2, 28.
Saint-Augustin (religieux de), 14.
Saint-Denis « de lez Sainte-Catherine » (maison de Sédile, rue), 44.
Cf. Arch. des Q.-V., 5848, fol. 290.
Saint-Gervais (Hôtel-Dieu), à Paris, 19.
Saint-Jacques-la-Boucherie (église), 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Saint-Laumer, monastère à Blois, 41.
Saint-Sauveur (rue), 36.
Sainte-Catherine (hôpital), à Paris, 18.
Sainte-Croix (frères de), à Paris, 15.
Sainte-Opportune (église), à Paris, 10, 11, 12.
Sédile de Laon, bourgeoise de Paris, 1.
Veillée du corps faite par les frères de la charité de N.-D. des Billettes, 17.
Vêtements d'une bourgeoise : ceinture, 35; cotte d'écarlate rose, 42; manteau d'écarlate rose avec chaperon, fourré de menu vair, 42; « peliçon » fourré de lapin, 36; surcot de tous les jours, 32; surcot d'écarlate rose, 37; d'écarlate rouge avec chaperon, 39.

L. LE GRAND.

EXTRAITS

DES

MÉMORIAUX DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE PARIS.

NOTICE DU MS. 5870 DE LA COLLECTION LEBER
A LA BIBLIOTHÈQUE DE ROUEN.

Les *Extraits des mémoires de la Chambre des Comptes de Paris*, faits dans la seconde moitié du xvii^e siècle par Jacques Ménant, auditeur, puis doyen en la Chambre des Comptes († 1699), n'ont encore été qu'incomplètement décrits¹ et peu utilisés.

Ces extraits, après avoir appartenu aux Célestins de Paris², font aujourd'hui partie de la collection Leber, conservée à la Bibliothèque municipale de Rouen. Ils se composent de quinze volumes in-8° (185 × 125 millim.), reliés en veau brun. Un seizième volume contient des extraits des registres du Parlement de Paris (1364-1465)³.

Leber, 5870. Collection d'extraits des Mémoires, journaux et autres pièces des archives de la Chambre des Comptes, par Jacques Ménant, auditeur, puis doyen en la Chambre des Comptes.

La note suivante se trouve en tête de chaque volume : « Ces extraits ont été faits et écrits de la main de M. Ménant, auditeur et doyen en la Chambre des Comptes, décédé le 8 avril 1699. Il les a laissés par son testament à M. de Henaut, conseiller au Grand Conseil, son beau-frère. »

Des tables sommaires, souvent incomplètes, précèdent le texte des extraits dans les différents volumes de cette collection, dont voici le détail :

Tome I.

« Extraits des Mémoires de la Chambre des Comptes depuis le Mémoire A, en 1309, jusqu'au Mémoire AA, en 1516. »

A (fol. 1); — B (fol. 7); — C (fol. 31); — D (fol. 94); — E (fol. 122); — F (fol. 138); — G (fol. 144); — H (fol. 154); — K (fol. 155, 164 et 207); — I (fol. 160); — L (fol. 178); — M (fol. 179); — N (fol. 181); — T (fol. 183); — PPP (fol. 187); — Z (fol. 188); — F (fol. 191). —

1. *Catalogue de la bibliothèque de M. C. Leber*, 1839, in-8°, t. III.

2. Voy. Bibl. nat., collection Fontanieu, portefeuilles 795-799, 804 et 805. Cf. A. de Boislisle, *Histoire de la maison de Nicolay* (Nogent-le-Rotrou, 1873, in-4°). Notice préliminaire sur la Chambre des Comptes, p. x.

3. La notice qui suit est extraite du tome II du *Catalogue général des manuscrits des Départements*, sous presse (Plon, in-8°).

Divers extraits de pièces du Trésor des chartes (fol. 207). — États de service et requêtes des gens des Comptes (fol. 211). — 217 feuillets.

Tome II.

B (fol. 6); — D (fol. 9); — E (fol. 21); — F (fol. 31); — G (fol. 43); — H (fol. 57); — I (fol. 74); — K (fol. 78); — L (fol. 83); — M (fol. 86); — N (fol. 90); — O (fol. 91); — P (fol. 95); — Q (fol. 101); — R (fol. 102); — S (fol. 106); — T (fol. 111); — V (fol. 115); — X (fol. 119); — Y (fol. 123); — Z (fol. 126). — 130 feuillets.

Tome III.

« Jornalia Thesauri de annis 1309, 1314, 1322, 1345, 1352, 1355, 1374, 1377, 1392, 1396, 1414 et 1422. »

1307 (fol. 1); — 1314 (fol. 26); — 1322-1326 (fol. 35); — 1345-1349 (fol. 91); — 1355 et 1362 (fol. 119); — 1352-1354 (fol. 124); — 1377-1378 (fol. 161); — 1392-1400 (fol. 179); — 1414-1419 (fol. 211); — 1422-1424 (fol. 227). — 243 feuillets.

Tome IV.

« Recueil de comptes du domaine, maisons des rois, reines, etc.; comptes des connestables, argenterie, etc.; voyages et autres affaires de l'Estat. »

Fol. 1. « Compotus prepositurarum et bailliviarum Francie, de termino O[mnium] S[anctorum], anno Domini M. CC. LV. » — Suivent différents extraits d'autres comptes de 1227, 1255, 1275 et 1298.

Fol. 21. « Ordinatio hospitii regis, anno M CC LXI. »

Fol. 27. « L'ordenance de l'hostel le roy et la reyne, fait à Vicennes, au mois de janvier en l'an 1285. »

Fol. 40. « L'estat des offices de l'ostel du roy selon le temps passé que l'on a accoustumé de user et que les ordonnances royaux le portent. »

Fol. 53. « Roolle du subside imposé en 1313 pour la chevalerie du roy Louis; en fin est un autre compte de la chevalerie du roy de Navarre, » etc.

Fol. 58. « Compte de la maison du roy, » 1313-1314.

Fol. 67 v°. « Ordenance de l'hostel le roy Challe de France, faicte à Paris ou mois de janvier 1321. »

Fol. 70. « Ordinatio de hospitio reginae, 1322. »

Fol. 78. « Ayde accordé au roy pour la guerre de Gascogne, 1324. »

Fol. 86. « Ce sont les personnes qui sont du mesnage monseigneur de Poitiers. »

Fol. 88. « Ce sont les livraisons faictes chascun jour en la cuisine monsieur le duc [de Normandie] de chair et de poulle, 1362. »

Fol. 89. « *Compotus expense hospitii regis Ludovici, a prima die julii 1315 usque ad primam diem januarii 1315, per Petrum Rernigii redditum.* »

Fol. 101. « *Imposition du tiers cinquantiesme en la baillie de Vitry, 1300.* »

Fol. 101 v°. « *Roule des despens de l'ostel monsieur Challes, 1297.* »

Fol. 102. *Comptes de la maison du roi et de la reine, 1341, etc.*

Fol. 104. « *Compte de monseigneur Raoul, comte d'Eu, connestable de France des receptes et mises... ès parties de Flandres... 1338-1339.* »

Fol. 108. « *Compte du domaine, 1361.* »

Fol. 109. *Compte du Trésor, 1312.*

Fol. 114. « *Absolutiones Adami Fourre (1272) et Petri Borbonesii (1357), etc.*

Fol. 117. *Comptes de l'argenterie, 1335-1342 et 1319-1321.*

Fol. 125. *Pièces relatives à l'hôtel de Sens, à Paris, 1365.*

Fol. 133. *Don par Bertrand du Guesclin, connétable de France, à Louis, duc d'Anjou, de son hôtel sis à Cachamp, près Paris, 1377.*

Fol. 134. « *Hec sunt que in Martino debentur in Camera compotorum de anno CCC XII.* » — Fol. 135. « *Ce sont les compagnies des Italiens.* »

Fol. 137. « *Inventarium bonorum domus templi de Mota de Pruthiaco... anno 1307.* »

Fol. 141. « *Compte particulier de Mgr l'évesque de Beauvais, d'un voyage par luy nagueres fait... de Paris à Chaalons et Troyes en Champagne..., 1424, » etc.*

Fol. 160. « *L'estat des frères Prescheurs touchant les processions de la Sainte-Chapelle du Palais en la feste de saint Loys et de la Couronne, et l'anniversaire de feu Charles de Valoys, 1485-1501.* »

Fol. 161. « *Lettres du roy de l'hommage que le comte de la Marce fait au duc de Bourbon de toute sa comté de la Marce, 1371.* »

Fol. 166. « *Le compte feu François de L'Hospital, jadis clerc des arbalestriers, des recepte et despence par luy faite à cause de l'assemblée d'Arras, 1352-1355.* »

Fol. 170. *Compte des dépenses de 1377.*

Fol. 172. « *Compte de l'hostel monseigneur le comte du Mans, 1322-1323.* » — Fol. 173 v°. « *Comptes des depens de l'ostel monsieur de Poitiers, 1313-1314.* »

Fol. 174 v°. « *Compotus praepositurarum et bailliviarum Francie, de termino Candelose, anno 1253.* »

Fol. 178. *Extraits de l'« Ordinarium Parisiense pro anno finito ad S. Joannem Baptistam, 1510; — du compte du domaine, 1541; —*

Ordinarium thesauri domini regis Parisiensis, de termino Candelose, 1435; — ordinaire de Paris, 1555. » — 190 feuillets.

Tome V.

« Excerpta ex regestis Camerae nuncupatis : Registrum B; ex alio dicto Bel; ex libro principum; de temporalitatibus; sur la couverture : Juifs; ex libro Rubeo; et ex registro donorum Caroli Pulchri et Philippi de Valesio. »

Fol. 1. « Registre du regne Philippe de Vallois, cotté B deuxiesme, sur la couverture, » 1331-1347.

Fol. 22. « Inventaire par abrégé du livre intitulé : Liber Principum. » — Suivi d'extraits du Liber Principum, 1118-1269.

Fol. 73. « De temporalitatibus. »

Fol. 78. « Extractum a registro curie Parlamenti, Olim, » 1300-1400.

Fol. 85. « Sur la couverture : Juifs. » — Enquêtes contre Pierre Dalart, vicomte d'Orbec, au sujet d'un juif de Bernay (1311); — contre Robert le Flament du Bourgachard.

Fol. 89. « Tabula libri Rubei. » — Suivent différents extraits, 1294-1336.

Fol. 151. « Registrum donorum Caroli Pulchri et Philippi de Valesio. » Table, suivie d'extraits, 1321-1343. — 192 feuillets.

Tome VI.

« Recueil de divers Mémoires de la Chambre des Comptes. »

Fol. 1. « Livre Croix, » 1223-1337. — Fol. 16. « Du petit registre Croix. »

Fol. 18. « Du registre Qui es in celis. »

Fol. 28. « Copie de la lettre de la voirie de Paris que le roy Philippe, filz St Loys, donna à Estienne Barbette, 1275. — « Copie du registre que Jehan Sarrazin, jadis voyer de Paris, fit escrire en l'an de grace N. S. J. C., 1270. » — « Copie de la paix du roy et de l'evesque de Paris, 1270. »

Fol. 36. « Du premier livre des Ordonnances sur les mestiers, marchandises et police de la ville de Paris. » — Fol. 40. « Du II^e livre. » — « Table du livre des tonlieux, » etc. — « Coustume du sel. » — « Instruction de la geole du Chastellet de Paris. » — « Ordonnance de le roy Philippe le Bel... des superfluités oster de toutes personnes en l'an 1294, » etc.

Fol. 58. « Testament du roy Charles le Bel, du 5 décembre 1324. »

Fol. 72. « Compte de l'exécution du testament de feu... madame Jehanne d'Evreux..., 1372. » Inventaire de ses meubles, dépenses des obsèques, legs, etc. — Fol. 122. « La teneur du testament de madite dame la reyne, » 1366-1370.

Fol. 144. « Actes des assemblées des chanoines comtes de Lyon, 1337-1349. »

Fol. 160. Mandement de payer « à Jehan de Molisson [Montluçon], peintre, demeurant à Bourges, la somme de xx s. t. pour ses peines et salaires d'avoir fait et peint en 4 feuilles de papier en la grant forme la figure de messire Jehan de Chalon, chevalier, prince d'Orange, comme pendu par les pieds à un gibet et ses armes renversées ainsi que ung traistre... pour chacune d'icelles feuilles de papier et figure estre attachées es 4 carrefours de la ville de Bourges. » 12 oct. 1477.

Fol. 161. « Estat antien des parroisses et feux des baillages du Royaume. »

Fol. 162. « Parroisses et feux de la vicomté de Paris. »

Fol. 166. Extraits de différents registres de la Chambre des Comptes et du Trésor des chartes, 1364-1511. — 204 feuillets.

Tome VII.

« Inventaire des Mémoires de la Chambre; extrait du Registre doré et du Registre des chartes et des Mémoires B, C, D, E, F, G, O, T. »

« Inventaire des Registres et Mémoires estans au greffe de la Chambre des Comptes » (fol. 1). — « Extrait du Registre doré estant au greffe » (fol. 8). — « Extrait de l'inventaire du Trésor des chartes » (fol. 16). — Mémoires : B (fol. 32); — C (fol. 40); — D (fol. 44); — E (fol. 75); — F (fol. 103); — G (fol. 139); — O (fol. 146); — T (fol. 152). — 164 feuillets.

Tome VIII.

« Extraits des revenus du royaume des années 1288, etc. Maisons des rois, Bulles, Inventaires et autres tiltres tirez des anciens rouleaux de la Chambre. »

Fol. 1. « D'un rouleau de la Chambre. Compotus Candelose [M CC] LXXXVIII, » etc., jusqu'en 1318.

Fol. 18. Compte de Gieffroy de Floury, argentier de Louis le Hutin, 1316-1317.

Fol. 23 et 56. Ordonnances et pièces diverses, 1294-1341.

Fol. 30. « Compotus Petri Gentiani de jocalibus et vasselamentis argenti, de termino O[mnium] S[anctorum], 1293. »

Fol. 31. « Compotus domni Hugonis de Bovilla de jocalibus regis, 1304. »

Fol. 34 v^o. « Compte de Michiel de Bourdene des choses appartenant à la chambre le Roy, de monseigneur Loys, son aîné fils, de madame de Navarre, 1306-1307, » et 1309.

Fol. 42 et 54. « Abrégé de l'estat des finances de Philippe de Valois, 1344. »

Fol. 48 v°. « Littere tradite domno Stephano de Mornayo, cancellario domini Regis, ex parte domni Petri de Stampis, apud Sanctum Mandatum, 1315. »

Fol. 50. « Rooles et suplicque au Pape pour les bénéfices demandez par la Chambre. »

Fol. 58. « Compte xxv° de Guillaume Colombel pour les gages du Parlement, 1467-1468. »

Fol. 59. « Compte de la régale de l'évesché de Paris, 1421. »

Fol. 60. « Partes minute expensarum factarum per defunctum comitem Vindocinensem in viagio fronteriarum Flandrie, 1353. »

Fol. 62. Comptes divers; comptes du domaine, 1235-1417.

Fol. 97. « Commission des exécuteurs testamentaires de Pierre, comte d'Alençon, 1292. »

Fol. 103. « Recepte faicte pour M. de Valoys, 1319-1320. »

Fol. 104. Compte des dépenses faites pour le roi, la reine, M. Jean de France et M. Charles de Bohême, 1327-1328. (Dépenses du sacre.)

Fol. 111. « D'un vieux plumitif de la Chambre, 1393. »

Fol. 118. « Compotus domini cancellarii Francie Arnauldi de Corbeia, 1395. »

Fol. 120. « Expensa hospitii domni comitis Pictaviensis, antequam esset rex, 1314. »

Fol. 121. « Recepte faicte par la main Regnault de Loysines pour les garnisons monsieur Challes, 1308. »

Fol. 123. « Despences d'un compte de la Chambre aux deniers, 1354. »

Fol. 124. « Compte des gens du séjour pour le mois de septembre, 1333. »

Fol. 126. « Exécution du testament du roy Charles VI, » 1392-1393.

Fol. 134. « Compotus de exsequiis et funeralibus defuncti domini regis Karoli VI, 1422. »

Fol. 173 v°. « Inventaire des biens meubles de Charles VI. »

Fol. 178. Inventaire de la bibliothèque de Charles VI, 1423.

Fol. 192. « Des prevostés en garde, 1408. »

Fol. 195. « Inventarium capellarum et adornamentorum ecclesie regi Karolo sexto spectantium, » 1323. — 202 feuillets.

Tome IX.

Fol. 1. Extraits « du registre cotté J, contenant les années 1319, 1321-1351. Parlement. »

Fol. 11. « Jornale (en rouleau) thesauri de termino S. Johannis, 1330, » etc.

Fol. 12. Comptes et extraits divers (1298-1484).

Fol. 36. « Accord faict entre le Roy et les nobles de Normandie l'an 1221. »

Fol. 49. Inventaire des biens meubles de Louis X le Hutin, 1317. — Frais des obsèques du roi; paiement de legs et dettes.

Fol. 89. « Extraict de l'inventaire des livres de Jehan, comte d'Angoulême, 1467. »

Fol. 90. « Inventaire des joyaux trouvez à Quatremares par Pierre de Hangest, bailliy de Roen, » 1320, etc.

Fol. 100. « Extraict de la vente des hostels des Tournelles et d'Angoulesme, et des démolitions d'iceux, 1565. »

Fol. 109. « Grans aumosniers de France, » 1351-1653, et répertoire « des ordonnances et autres concernant l'estat et charge des grands aumosniers de France. »

Fol. 120. « Roolle des églises collégiales et saintes chappelles dont les dignitez et prébendes... sont à la collation du Roy. »

Fol. 137. « Cures au patronnage du Roy, » etc.

Fol. 151. État de la Chambre des Comptes en 1551.

Fol. 152. « Evaluation du marc d'argent, 1295-1344. »

Fol. 155. Listes chronologiques des présidents, clerks et auditeurs de la Chambre des Comptes, 1361-1690. — 173 feuillets.

Tome X.

« Affaires d'estat du règne de Louis XI. Estat des maisons des Rois, etc. »

Fol. 1. « Diverses pièces trouvées en la Chambre, du règne du roy Louis XI. » Lettres de Louis XI, etc.

Fol. 83 v°. Lettres de Louis XII, François I^{er}, Louise de Savoye, Marie d'Anjou, etc., aux gens des Comptes.

Fol. 92. Procès du comte d'Armagnac, 1445.

Fol. 101. « Lettres de restitution par Louis, duc de Savoye, aux nobles de son pays de tous les biens et honneurs sur la réquisition du roy, 1456. »

Fol. 113. Récit des obsèques de Jean, comte de Dunois, d'après le registre des visites de Milon d'Illiers, évêque de Chartres, 1463. —

Fol. 119. Charte de Louis IX en faveur de l'église de Chartres (1259). Vidimus de 1474.

Fol. 127. Extraits des comptes relatifs aux Enquêteurs sous saint Louis, etc.

Fol. 130. « Charte du don de la comté de Clermont, » 1269.

Fol. 135. « Inventaire des estats et ordinaires des roys, reynes, dauphins, enfans et autres princes de France, » 1261-1610.

Fol. 143. Mémoire de Du Cange sur les reines de France (xiv^e-xvi^e siècles).

Fol. 145. Note sur « le mary de conscience de la reine Jeanne de Navarre » (le sr de Beauvais). — 145 feuillets.

Tome XI.

« Inventaire général, comptes, testamens, obseques, etc.; chevalerie, adveux, etc. »

Fol. 1. « Liber de inventario compotorum ordinariorum et aliorum per me Rob. Mignon ordinatus. » Jusqu'en 1328.

Fol. 60. « Extraictz de plusieurs comptes et tiltres trouvez en la Chambre, sans ordre, et tombez sous mes mains. » (1311-1444.)

Fol. 66. « Compoti baillivorum et praepositorum Francie, de termino O[mnium] S[anctorum], anno Domini 1202, » 1203, 1212, 1273, 1274, 1285 et 1332.

Fol. 82. Lettres de François I^{er} relatives aux aides que le roi a le droit de lever en certaines occasions sur les nobles de Normandie (23 sept. 1540).

Fol. 83. Extraits du Mémorial QQ.

Fol. 84. « Mortemains du pays de Soulogne, » 1508.

Fol. 88. « Testament du roy Charles VI, et trois comptes de l'exécution d'iceluy, 1392. »

Fol. 100. « Obsèques et funérailles du feu roi Louis XII, 1514. »

Fol. 108. Extrait « d'un compte de M^e Estienne La Fontaine, argentier du Roy, 1350-1353. »

Fol. 122. « Compotus magistri Stephani Petit, commissi per defunctum regem Ludovicum [XI] ad solutionem duarum oblationum, etc., 1482. »

Fol. 124. « Compotus Michaelis Dauron, commissi per regem ad faciendum fieri in villa de Diepe cortum servitium pro defuncta regina Maria Andegavensi, ejus matre, 9 et 10 decemb. 1463. »

Fol. 125. « Compte de Anthoine des Essarts, garde des deniers de l'espargne des receptes et mises depuis le 26 octobre 1409 jusqu'au dernier septembre 1410, » etc.

Fol. 129. « Compte particulier de Mgr l'évêque de Beauvais d'un voyage par luy nagaires faict pour le Roy de Paris à Chaalons et Troyes en Champagne, 1424, » etc.

Fol. 132. « Liber campsorum a 1^a die julii 1335 citra usque ad ultimam decembris 1343. »

Fol. 140. Acte relatif aux reliques des onze mille vierges conservées à Cologne (1328).

Fol. 144. Extraits de divers aveux (1275-1681).

Fol. 148. Lettres et extraits de comptes divers (1344-1515).

Fol. 155 v^o. Lettres diverses, à la suite desquelles se trouve un mandement de Charles VI (12 août 1410) et une lettre du chancelier Pierre Doriole au doge de Venise. — 162 feuillets.

Tome XII.

« Extraictz des chartres de la Chambre et des Mémoires depuis AA et Journaux. »

Fol. 1. « Copie du livre Croix commençant en 1223. »

Fol. 7. « Liber signatus Pater » (1254-1330).

Fol. 10. « Liber Rubeus » (1290-1336).

Fol. 15. Extraits « du 1^{er} livre des chartres. » — Fol. 18. « Du II^e livre. » — Fol. 29. « Du III^e livre. » — Fol. 41. « III^e livre. » — Fol. 59. « V^e livre. » — Fol. 61. « Ex VI cartarum. » — Fol. 65. « VII des chartres. » — Fol. 68. « VIII cartarum. » — Fol. 70. « Chartres, IX. » — Fol. 71. « XVII^e livre des chartres. »

Fol. 72. « Chartres de Bourges. »

Fol. 76. « Registre des affaires d'Angleterre, » 1273, 1371 et 1423-1432.

Fol. 84. « Registre des dons faits par le Roi, 1436; » cf. fol. 78 (1332-1334).

Fol. 86. Revision du procès de Jeanne d'Arc (1473).

Fol. 90. « Inventaire de pièces estans en la vieille chancellerie de France, par M^e Jacques Le Picart, 1495. »

Fol. 97. Extraits du Mémorial A; — AA (fol. 103); — CC (fol. 115); — RR (fol. 117); — DDD (fol. 122); — EEE (fol. 124); — OOO (fol. 125); — NNN (fol. 126); — DDDD (fol. 130); — QQQQ (fol. 132).

Fol. 133. « I^{er} livre journal. A 2 » (1317-1322).

Fol. 145. « Registre de dons † » (1327).

Fol. 147. « Liber arrestorum Camere compotorum Paris. 1380. »

Fol. 151. « Du 1^{er} journal de la Chambre, cotté J » (1384-1386). —

Fol. 157. Autre journal (1426-1432). — Fol. 167. Autre journal (1432-1444). — Fol. 176. Autre journal (1446-1453).

Fol. 179 et 220. « Jornale Thesauri... per magistrum Radulphum de Parisius » (1326-1331).

Fol. 211. Diverses lettres de cachet relatives aux affaires de la Chambre des Comptes (1470-1482). — 224 feuillets.

Tomes XIII-XIV.

« Inventaire par abrégé des Chartres et Mémoires de la Chambre des Comptes de Paris. »

Le tome XIII contient l'inventaire des Registres et Mémoires jusqu'au mémorial H; le tome XIV, depuis le mémorial H *bis* jusqu'au mémorial ZZZZ et les autres registres de la Chambre des Comptes. — Une table détaillée est en tête de chaque volume. — 142 et 166 feuillets.

Tome XV.

« Extraits de plusieurs Mémoires, hommages et autres pièces. »

Fol. 1. Extraits du Mémorial B; — D (fol. 25); — G (fol. 33); — H (fol. 40); — K (fol. 44); — M (fol. 46); — AA (fol. 50); — CC (fol. 51); — DD (fol. 57); — EE (fol. 59); — GG (fol. 63); — HH (fol. 69); — JJ (fol. 78); — KK (fol. 79); — LL (fol. 81); — MM (fol. 82); — NN (fol. 83); — OO (fol. 83 v°); — PP (fol. 85); — ZZZZ (fol. 87); — AAAAA (fol. 97); — I^{er} et II^e livres Saint-Just (101).

Fol. 103. Lettre du roi Jean au roi de Navarre (*s. d.*).

Fol. 111. Lettres de François, duc de Bretagne, au roi (1373).

Fol. 115. « Lettre du sire de Joinville au roy Louis Hutin » (1315).

Fol. 115 v°. « Lettres originales touchant l'affaire du mareschal de Gié et autres. »

Fol. 139. Liste des cités, duchés et comtés du royaume de France.

Fol. 141. Hommage du prince d'Orange (1475). — Serments prêtés sur la croix de Saint-Lô (1477-1478). — « Trêve pour cent ans avec le roi d'Angleterre » (1479), etc.

Fol. 163. Harangue prononcée par le chancelier Louis Boucherat, le 24 mai 1686.

On a ajouté (fol. 34) : « Dépense de la reine Charlotte, tiré d'un rouleau imparfait, 1483. » — Fol. 37. « Extrait d'un rouleau imparfait du xv^e siècle. » C'est peut-être un compte de dépense de Charles de France, duc de Berry († 1472). — 167 feuillets.

Tome XVI.

« Extraits des registres du Parlement de Paris depuis novembre 1364 » jusqu'en 1465.

Fol. 115. Extraits « du registre des délibérations de la Cour, du 2 octobre; — 8 mars et 16 mars 1595. »

Fol. 118. « Harangue de M^r Talon, avocat général, au lict de justice du Roy tenu au Parlement le 15 janvier 1648. » — 119 feuillets.

Des extraits de cette collection ont été publiés par M. C. Leber dans la première partie du tome XIX de sa *Collection des meilleures dissertations, notices et traités particuliers relatifs à l'histoire de France* (Paris, 1842, in-8°).

Un autre volume d'« Extraits tirés des Mémoires, comptes et registres de la Chambre des Comptes, » dû aussi au conseiller Ménant, est conservé à Paris, à la bibliothèque de l'Arsenal, n° 6362. (Petit in-4°, 82 feuillets.)

H. O.

UN TROUSSEAU SOUS LE DIRECTOIRE.

On sait dans quelles conditions Marie-Thérèse-Charlotte, fille de Louis XVI, fut échangée, au commencement de l'an IV, contre les représentants du peuple Camus et Drouet, les ambassadeurs Maret et Semonville et le général Beurnonville, détenus prisonniers en Autriche.

Sortie de Paris le 28 frimaire an IV (19 déc. 1795), à minuit¹, après trois ans et quatre mois de séjour au Temple, la jeune princesse arriva à Huningue le 3 nivôse (24 décembre) et fut remise le 5, dans la maison de M. Reber, près de Bâle, au représentant de l'empereur d'Autriche, le prince de Gavre.

M. Hue s'acquitta à ce moment d'une commission dont le ministre de l'Intérieur, Benezech, l'avait chargé auprès de la princesse, quand elle se trouverait sur le territoire neutre de Bâle. Il lui remit deux malles contenant un trousseau préparé par les soins du gouvernement français.

C'est l'état de ce trousseau que nous publions ici, d'après la facture acquittée que nous avons sous les yeux². M. de Beauchesne a fait connaître déjà, d'après une autre source, l'*État des objets contenus dans les deux malles qui devaient servir de trousseau à la fille du dernier roi des Français*³; mais ce document est sensiblement différent du nôtre, moins complet et n'indiquant aucuns prix. Il nous a semblé dès lors que notre pièce méritait d'être publiée, les évaluations qu'elle contient étant fort intéressantes. Benezech avait commandé ce trousseau, notre facture en témoigne, à la citoyenne Souel, marchande lingère, rue du Faubourg-Honoré, dès que la mise en liberté de la fille de Louis XVI avait été décidée. Désireux de « faire confectionner pour Marie-Thérèse un trousseau digne d'elle » et se passant du consentement de la prisonnière, il fit demander aux commissaires du Temple le nom et l'adresse des couturières en robe et en linge de la personne confiée à leur garde. Ils se les procurèrent non sans peine : la citoyenne Clouet, couturière en linge, demeurait rue de Lille,

1. Le 28, d'après F. Hue, *Dernières années du règne et de la vie de Louis XVI*, 3^e éd., p. 72, et le dossier conservé dans la liasse F⁴ 2315, aux Archives nationales; le 27, d'après M. de Beauchesne (*Histoire de Louis XVII*, 3^e édition, p. 405 et suiv.) et le propre journal de la princesse. Nous empruntons au beau livre de M. de Beauchesne la plupart des renseignements qui suivent, en en corrigeant çà et là quelques détails.

2. Arch. nat., liasse cotée F⁴ 2315. Cette liasse indique les dépenses occasionnées par le voyage à Bâle de la fille de Louis XVI.

3. M. de Beauchesne, *Hist. de Louis XVII*, p. 422-423, note 1.

n° 670; la citoyenne Garnier, couturière en robes, boulevard de Babylone, n° 730¹.

« Benezech fit venir chez lui ces ouvrières, leur donna lui-même ses instructions, leur recommandant le zèle le plus soigneux et la plus prompte exactitude. Elles n'avaient pas besoin de cette exhortation; il avait suffi de leur apprendre pour qui elles avaient à travailler.

« Cinq jours et cinq nuits furent employés par leurs magasins à confectionner le trousseau destiné par la République à la fille du dernier Roi². »

Mais revenons à M. Hue. « J'ai été chargé, » dit-il à Marie-Thérèse, « par le ministre de l'Intérieur de remettre à Madame deux malles contenant un trousseau destiné à Son Altesse Royale. Madame veut-elle que je les ouvre? — Non, répondit la princesse, remettez-les à mes conducteurs (MM. Méchain et Gomin), en les priant de remercier de ma part M. Benezech : je suis touchée de son attention, mais je ne puis accepter ses offres. — M. Hue exécuta cet ordre à l'instant même³. »

Déposées à Bâle le 5 nivôse an IV, entre les mains du bourgmestre, les malles n'en sortirent un peu plus tard que pour revenir à Paris, par la diligence de Bâle à Paris⁴.

Que devint le trousseau? Nous l'ignorons; il ne fut pas repris en tout cas par la veuve Souel, lui ayant été définitivement soldé le 29 nivôse an IV.

Le *Mémoire de fournitures faites par la citoyenne veuve Souel, marchande, rue du Faubourg-Honoré*, le 24 frimaire an IV, montait en assignats à la somme de 8,917,937 l.; et le dernier acompte versé pour solde le 29 nivôse complète en effet cette somme⁵.

1. M. de Beauchesne, *op. cit.*, p. 400-401. L'auteur ne parle pas de la citoyenne Souel, c'est pourtant la principale intéressée dans l'affaire, celle en faveur de qui fut acquittée la facture du trousseau.

2. M. de Beauchesne, *Ibid.*, p. 401.

3. M. de Beauchesne, *Ibid.*, p. 421-422.

4. Elles avaient été apportées par M. Hue, accompagnant, dans une seconde voiture, la fille de Louis XVI, dans son voyage de Paris à Bâle.

5. La veuve Souel avait reçu :

Le 17 frimaire an IV.	1,000,000 l.
Le 20 — —	3,000,000 l.
Le 24 — —	4,000,000 l.
Le 12 nivôse —	400,000 l.
Le 25 frimaire —	40,000 l.
Et le 29 nivôse, pour solde	477,937 l.
Total égal au montant du mémoire.	8,917,937 l.

Ces 8,917,937 l. en assignats représentaient, au jour de la fourniture du trousseau et au dernier cours de la Bourse (cours moyen du 22 frimaire an IV¹), une somme de 2,316 louis d'or (et une fraction) ou de 55,592 l. (plus une fraction) en numéraire². Le trousseau donné à M^{lle} de la Briffe en 1785, et dont notre confrère M. J.-J. Guiffrey a publié l'état dans le *Bulletin* de 1885, p. 81-89, montait à 21,800 l. On voit que, tout en étant d'une grande valeur, le trousseau préparé pour la fille de Louis XVI n'atteignait pas cependant, vu la qualité de la destinataire, un prix exagéré.

Comme celui de 1785, le trousseau de l'an IV ne comprend ni fourrures ni bijoux, mais simplement du linge de corps et des dentelles. Il débute comme lui par une parure ou ajustement de point d'Argentan. D'autres ressemblances s'y rencontrent encore, mais on s'étonnerait qu'il en fût autrement et nous laissons au lecteur le soin de comparer entre eux, s'il le juge utile pour l'histoire des modes en France, le document publié en 1885 et le nôtre. A côté de ces points de rapprochement, une particularité singulière distingue le trousseau de l'an IV : le contraste existant entre ceux qui offrent ces fines batistes, ces précieuses dentelles et celle à qui on les destine, entre la fille de Louis XVI et le gouvernement issu de la Convention.

P. BONNASSIEUX.

*Mémoire de fournitures faites par la citoyenne veuve Soûel, marchande,
rue du Faubourg-Honoré³.*

Du 24 frimaire an IV^e de la République.

1 ajustement de point d'Argentan ⁴	»	l.	790,000 l.	» s. » d.
1 ajustement d'Angleterre	»		780,000	» »

1. La Bourse fut fermée provisoirement à dater du 23 frimaire (an IV) et ne fut rouverte que le 22 nivôse (an IV). Le cours le plus haut du louis d'or, à la Bourse du 22 frimaire, fut de 3,950 l.; le plus bas, de 3,750. Cours moyen : 3,850 l.

2. Au cours de 3,850 l. le louis d'or. Pour avoir un louis d'or, il fallait à ce moment remettre en assignats 3,850 l. La dépréciation des assignats fut dans la suite beaucoup plus grande encore.

3. Mémoire existant aux Arch. nat., sous la cote F⁴ 2315.

4. On fabriquait à Argentan, au XVIII^e s., une dentelle ressemblant au point d'Alençon, mais plus fine et plus chère, dit la *Statistique du département de l'Orne*, imprimée en l'an IX. Les divers dictionnaires de géographie ou de commerce que nous avons consultés ne parlent, ni au mot *Argentan*, ni aux mots *point* ou *dentelle*, de cette fabrication. La manufacture de *point royal* d'Argentan avait été établie en 1708 dans cette ville par les s^{rs} Guyard et Monthulay. (Arch. nat., série F¹².)

11 aulnes 2/3 d'Angleterre, pour garnir un mantelet, à	62,500 l.	729,166 l.	13 s. 4 d.
11 aulnes 1/2 point d'Argentan pour idem, à	62,500	718,750	» »
24 aulnes Malines brodée, à	3,125	75,000	» »
29 aulnes dudit, à	2,500	72,500	» »
23 aulnes 1/2 dentelle Flandre, à	2,500	58,750	» »
2 aulnes 5/12 dudit, à	3,125	7,551	13 4
16 aulnes 1/4 Malines brodée, à	2,500	40,625	» »
3 aulnes dudit, à	3,125	9,375	» »
8 aulnes dudit, à	15,000	120,000	» »
8 aulnes 1/2 dudit, à	8,750	74,375	» »
8 aulnes dudit, à	7,500	60,000	» »
11 aulnes dudit, à	8,125	89,375	» »
8 aulnes dudit, à	1,875	15,000	» »
9 aulnes dudit, à	2,500	22,500	» »
9 aulnes dudit, à	3,125	28,125	» »
10 aulnes dudit, à	7,500	75,000	» »
9 aulnes dudit, à	6,875	61,875	» »
12 aulnes dudit, à	7,500	90,000	» »
9 aulnes dudit, à	8,125	73,125	» »
8 aulnes dudit, à	5,625	45,000	» »
4 aulnes dudit, à	3,125	12,500	» »
8 aulnes mousseline brodée, à	7,500	60,000	» »
36 aulnes dudit, à	8,750	315,000	» »
41 aulnes dudit, à	8,125	333,125	» »
8 aulnes dudit, à	9,375	75,000	» »
16 aulnes dudit, à	6,250	100,000	» »
8 aulnes dudit, à	7,000	56,000	» »
8 aulnes dudit, à	6,000	48,000	» »
9 aulnes 1/4 dudit, à	5,000	46,250	» »
2 pièces percale ¹ , à	27,500	55,000	» »
16 aulnes mousseline double, à	3,750	60,000	» »
1 aulne dudit unie claire	»	6,000	» »
12 aulnes dudit d° à	5,625	67,500	» »
3 aulnes dudit double, à	3,750	11,250	» »
8 aulnes 1/4 dudit double, à	2,500	20,625	» »
1 robe organdi, brodée en or,	»	120,000	» »
1 robe linon, brodée en blanc,	»	90,000	» »
2 corps de mantelets brodés,	»	35,000	» »
12 fonds brodés, à	1,250	15,000	» »
6 aulnes organdi broché, à	7,500	45,000	» »
16 aulnes 2/3 linon batiste, à	6,000	100,000	» »
7 aulnes dudit, à	5,000	35,000	» »

1. Pièces de percale « pour quatre robes du matin, » dit l'état publié par M. de Beauchesne.

45 aulnes linon batiste 3/4, à (3 pièces)	4,375 l.	196,875 l.	» a. » d.
30 aulnes dudit 4/4, à (2 pièces)	5,625	168,750	» »
15 aulnes dudit 5/4, à (1 pièce)	6,250	93,750	» »
25 aulnes batiste, à	4,375	109,375	» »
48 aulnes dudit, à	3,750	180,000	» »
1 pièce dudit de 12 aulnes, à	4,375	52,500	» »
36 aulnes dudit, à	5,000	180,000	» »
15 aulnes bazin anglois, à	4,000	60,000	» »
21 aulnes dudit, à	2,500	52,500	» »
21 aulnes dudit, à	3,125	65,625	» »
20 aulnes dudit, à	3,750	75,000	» »
1 aulne dudit, à	»	2,500	» »
70 aulnes dudit, à	3,750	262,500	» »
20 aulnes dudit, à	2,500	50,000	» »
58 aulnes 1/2 toile Courtray, à	1,875	109,687	10 »
36 aulnes toile de Frize, à	2,500	90,000	» »
37 aulnes dudit, à	3,000	111,000	» »
31 aulnes dudit, à	2,291	71,021	» »
18 aulnes dudit, à	2,083	37,494	» »
24 aulnes dudit, à	1,875	45,000	» »
90 aulnes dudit, à	2,916	262,440	» »
18 aulnes dudit, à	2,604	46,872	» »
71 aulnes toile pour serviettes, à	1,000	71,000	» »
38 aulnes futaine, à	1,250	47,500	» »
19 aulnes 5/12 velours rose, à	6,250	121,354	3 4
19 aulnes 1/3 moërré ¹ satinée, à	6,000	116,000	» »
16 aulnes satin blanc ² , à	3,125	50,000	» »
14 aulnes taffetas d'Italie blanc ³ , à	2,500	35,000	» »
10 aulnes dudit rose ⁴ , à	2,900	29,000	» »
20 aulnes 1/2 taffetas blanc, à	1,250	25,625	» »
1 houpelande de taffetas piqué ⁵ ,	»	15,000	» »
6 garnitures de ruban satin uni, à	4,375	26,250	» »
Plus pour le rose, à	»	1,000	» »
3 garnitures de ruban broché, à	5,000	15,000	» »
3 garnitures dudit uni, à	1,875	5,625	» »
1 manchon,	»	10,000	» »
1 chat, ou palatine ⁶ ,	»	6,000	» »
1 sac de nuit,	»	1,000	» »
12 paires de bas de soye ⁷ ,	»	25,000	» »

1. Sic, pour moire.

2. L'état publié indique : « 1 robe de satin blanc et la doublure de taffetas. »

3. On en fit deux jupons. (V. l'état publié.)

4. On en fit un jupon. (Id.)

5. L'état publié dit : « 1 redingote de taffetas ouaté. »

6. L'état publié porte seulement : « un chat. »

7. Blancs, ajoute l'état publié.

24 paires bas de fil,	» l.	35,000 l.	» s. » d.
24 paires chaussons ¹ ,	»	12,500	» »

Façons.

48 chemises fines,	»	40,000	» »
6 jupons garnis,	»	11,250	» »
6 jupons de futaine,	»	5,000	» »
6 peignoirs garnis, à	»	15,000	» »
2 mantelets de mousseline,	»	5,000	» »
2 mantelets de linon garnis de dentelle,	»	6,250	» »
24 bonnets de nuit,	»	30,000	» »
6 fichus de linon batiste, garnis de dentelle,	»	7,500	» »
12 fichus de batiste, garnis de mousseline,	»	15,000	» »
24 mouchoirs toile de Frize,	»	2,500	» »
24 dudit de batiste,	»	2,500	» »
24 serviettes de toilette,	»	2,500	» »
24 frottoirs ² de futaine,	»	2,500	» »
24 frottoirs de mousseline,	»	1,500	» »
12 fichus de linon batiste 5/4,	»	5,000	» »
12 serre-tête de batiste,	»	1,875	» »
12 paires de poches ³ garnies de mousseline,	»	10,000	» »
6 pelottes de toilette ⁴ garnies,	»	1,875	» »
12 pelottes de côté ⁵ ,	»	1,500	» »
6 douzaines serviettes de garde-robe,	»	3,750	» »
4 aulnes comète	»	200	» »
12 aulnes faveur,	»	250	» »
5 pièces ruban de fil,	»	3,125	» »
7 pièces dudit,	»	3,500	» »
9 pièces dudit,	»	2,250	» »
15 aulnes toile pour garnir les malles, à	625	9,375	» »

1. *Tricotés*, ajoute l'état publié.

2. Le nom indique l'usage de ces linges de corps.

3. Les poches étaient, dit Dulaure (*Histoire de Paris*, 3^e édit., t. VIII, p. 591), de petits paniers destinés à renforcer les hanches. Elles avaient remplacé les grands paniers d'autrefois.

4. La pelote de toilette, dit le *Dictionnaire de Trévoux*, est « un petit coffret dans lequel les dames serrent leurs bagues et autres menues choses dont elles ont besoin à leur toilette et qui est rembourré sur le couvercle pour y ficher leurs épingles. »

5. Les pelotes de côté étaient, sans doute, de petits coussins destinés à servir d'auxiliaires à la couturière, en renforçant telle ou telle partie du corps.

2 malles fermantes à serrure et cadénats,	»	l.	10,000	l.	»	s.	»	d.
- Pour le port des dites malles,	»		250		»		»	
Pour emballage, papier haché ¹ , etc.,	»		400		»		»	
Pour les aiguilles des ouvrières,	»		5,000		»		»	

Total : 8,917,937 l.

Certifié véritable le mémoire ci-dessus et des autres parts montant à la somme de huit millions neuf cents dix-sept mille neuf cents trente-sept livres.
A Paris, le 15^e nivôse an IV^e de la République.

(Signé :) Veuve SOUËL.

Vu bon à payer le montant du présent mémoire pour fournitures et façons du trousseau remis à la fille de Louis Capet², à son départ pour Bâle, par ordre du Gouvernement.

Le Ministre de l'Intérieur,

(Signé :) BENEZECH.

(Au bas :) Soldé le 29 nivôse³.

PROGRAMME

DU

CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES A LA SORBONNE

EN 1887⁴.

Section d'histoire et de philologie.

4^o Origine et organisation des anciennes corporations d'arts et métiers.

5^o Origine, importance et durée des anciennes foires.

6^o Anciens livres de raison et de comptes et journaux de famille.

7^o Liturgies locales antérieures au XVII^e siècle.

1. Rognures de papier.

2. Le scribe avait écrit, par inadvertance ou à dessein, *Louis Seize*. C'est peut-être le ministre qui, en signant le bon à payer, a écrit *Capet* sur le mot *Seize*.

3. L'état publié par M. de Beauchesne mentionne encore certains vêtements confectionnés avec les étoffes fournies par la citoyenne Souel : une robe de velours rose, une robe de moire satinée, six camisoles de mousseline, six corsets de basin anglais, etc.

4. Nous reproduisons ici les questions du programme officiel qui rentrent dans le cadre des études de la Société.

8° Étude des anciens calendriers.

9° Origine et règlements des confréries et charités antérieures au xvii^e siècle.

12° Les exercices publics dans les collèges (distributions de prix, académies, représentations théâtrales, etc.) avant la Révolution.

14° Objet, division et plan d'une bibliographie départementale.

15° Du rôle des milices et des gardes bourgeoises avant la Révolution.

16° Des conditions d'électorat et d'éligibilité dans les communautés et paroisses avant 1789.

Section d'archéologie.

5° Signaler les actes notariés du xiv^e au xvi^e siècle contenant des renseignements sur la biographie des artistes et particulièrement les marchés relatifs aux peintures, sculptures et autres œuvres d'art commandées soit par des particuliers, soit par des municipalités ou des communautés.

Section des sciences économiques et sociales.

4° Ouvrages anciens et tentatives diverses pour la réforme et l'amélioration des prisons avant 1789.

5° Messagers, messageries, courriers, poste dans une région donnée, du moyen âge à la Révolution.

6° Établir, d'après des documents certains, dans une localité déterminée, pendant une période aussi longue que possible, l'échelle comparée des principaux salaires et du prix des denrées de consommation les plus usuelles.

7° Rechercher les mesures prises depuis le xvi^e siècle pour réprimer la mendicité et le vagabondage ; état actuel de la question.

III.

BIBLIOGRAPHIE.

1. BARRON (Louis). — Les Environs de Paris, par Louis Barron. Ouvrage illustré de cinq cents dessins d'après nature, par G. Fraipont, et accompagné d'une carte en couleur. Grand in-8°, 604 pages. Paris, Quantin.

Paris, plus que toute autre ville, possède des environs d'un charme déli-

cieux et d'une célébrité universelle. Les touristes étrangers en conviennent depuis longtemps et ne ménagent pas leurs expressions enthousiastes dans les récits qu'ils nous donnent de leurs excursions dans la banlieue de la capitale.

Les Parisiens vont bien loin chercher des sites pittoresques, de curieux vestiges historiques, sans se douter souvent qu'ils ont à leur porte les plus beaux spécimens du genre. Puisse le livre de M. Barron développer chez nous le goût des promenades intéressantes; il nous semble posséder toutes les qualités nécessaires pour cela.

L'auteur a visité en détail dans trente excursions successives, répondant à autant de sections géographiques, les départements de la Seine et de Seine-et-Oise. Il s'arrête devant les monuments du passé restés debout; il les explique; il raconte et vivifie l'histoire locale, dans le lieu même où elle s'est écoulée, d'après les documents les plus précis; il décrit longuement l'œuvre d'art, il note et peint les exquis paysages.

Voici un extrait de la table des matières : Le bois de Boulogne. — Mont-Valérien. — Saint-Denis. — Vallée de Montmorency. — Bondy. — Vincennes. — Vallées de la Marne, de l'Yères (forêt de Sénart), de l'Essonne, de la Bièvre, de l'Orge, de l'Yvette, de Chevreuse. — Versailles. — Rambouillet. — Dourdan. — Étampes. — Saint-Germain. — Poissy. — Mantes. — La vallée de l'Oise.

Le volume est terminé par une table alphabétique de toutes les localités décrites. P. L.

2. BAUCHAL (Ch.). — Nouveau dictionnaire biographique et critique des architectes français. Paris, André Daly fils et C^{ie}, 1887, gr. in-8°, xvi-842 p.

Notre confrère M. Bauchal s'était déjà fait connaître par ses recherches sur les premiers architectes de Notre-Dame, ainsi que sur ceux du Louvre et des Tuileries¹. Ces deux monographies, dans lesquelles se rencontrent parmi d'ingénieuses déductions, des assertions quelquefois un peu hasardées, avaient été rédigées par M. Bauchal pendant qu'il préparait l'énorme travail qu'il nous présente aujourd'hui.

S'il y a quelques restrictions à apporter dans l'appréciation du résultat auquel est arrivé l'auteur de cette importante biographie, il faut le louer de la patience avec laquelle il a compulsé de nombreux documents, ce qui lui a permis de dresser une liste d'architectes beaucoup plus nombreuse qu'on n'en trouverait ailleurs. P. L.

3. DUFOUR (A.). — Commission des antiquités et des arts du département de Seine-et-Oise. — Notes sur la ville de Corbeil, rédigées pour le Dictionnaire topographique de Seine-et-Oise. In-8°, 12 pages. Versailles, impr. Cerf.

Courte, substantielle et intéressante notice : topographie, histoire, statistique, anciens fiefs de Corbeil.

4. FOURNEL (Victor). — Le vieux Paris. Fêtes, jeux et spectacles.

1. *Notre-Dame et ses premiers architectes*. Notice historique et critique (Paris, Charavay, 1882, in-8°, 16 p.). — *Le Louvre et les Tuileries*. Précis historique de la construction de ces palais (Paris, veuve A. Morel et C^{ie}, 1882, in-8°, 79 p.).

Gr. in-8°, 526 pages et 1 f. de table. Tours, Alfred Mame et fils, 1887.
Gravures et vignettes.

Le titre du nouvel ouvrage de notre confrère M. Victor Fournel pourra, au premier abord, faire croire que celui-ci ne constitue qu'une nouvelle édition du livre qu'il a publié en 1863 sur les *Spectacles populaires et les artistes des rues*. Il n'en est rien cependant. C'est là un nouveau livre, fruit de patientes recherches que l'auteur a fort habilement et très consciencieusement coordonnées, ainsi qu'il nous a habitués à le constater par les nombreux et excellents travaux qu'il a déjà consacrés à notre capitale.

Les sujets les plus divers sont traités dans ce volume; les tableaux les plus variés y sont fidèlement retracés; et, malgré l'abondance des matières, l'auteur a su diviser son travail de telle façon que tout s'enchaîne et s'accorde de la plus heureuse façon. Voici un extrait de la table des matières : Les Mystères. — Fêtes et jeux de l'Université. — Foires. — Les Boulevards. — Longchamp. — Les charlatans, les escamoteurs, les acrobates et autres curiosités de la rue. — Les courses de chevaux. — Combats d'animaux, dompteurs. — Les aérostats.

Conteur érudit et aimable, M. Fournel fait défiler tout ce spectacle sous nos yeux, et son livre, — un livre luxueux et de la plus belle apparence, — tient à l'intérieur tout ce qu'il promet à l'extérieur. C'est là un ensemble qui ne mérite que des éloges.

Non pas pour le vain plaisir d'adresser à notre confrère une critique inutile, ni pour prouver qu'il n'est si bon livre où l'on ne puisse relever des omissions plus ou moins importantes, je lui signalerai un fait dont la mention aurait dû trouver place à la page 429 de son volume. Les courses de chevaux sont en honneur en France depuis plus longtemps qu'il ne le dit : un passage du *Journal de Dubuisson-Aubenay* (t. II, p. 66) nous trace le tableau d'une course qui eut lieu le 15 mai 1651 entre le prince de Harcourt et le duc de Joyeuse, au bois de Boulogne. Les détails sont curieux, et le fait n'a été signalé nulle part ailleurs.
P. L.

5. GUILLOT (Adolphe). — Paris qui souffre. La basse Geôle du Grand-Châtelet et les Morgues modernes, par Adolphe Guillot, juge d'instruction à Paris, avec une préface par Ernest Daudet. In-8°, vi-290 pages. Paris, P. Rouquette (1887).

Sous une forme luxueuse et dans un livre dont la lecture est fort intéressante, un magistrat de Paris, un érudit aussi consciencieux que compétent, vient de publier un travail qu'il nous est agréable de signaler à nos confrères.

Le sujet était quelque peu lugubre : il a fallu toute la science de l'historien et la philosophie consolante du moraliste pour le rendre, — j'oserai le dire, — attrayant, et si parfois l'auteur nous fait frissonner en nous traçant certains tableaux pleins d'horreurs, c'est qu'il a vu toutes ces choses : il était obligé de les décrire telles qu'il les a vues, ou telles qu'il les a trouvées dépeintes dans les innombrables documents qu'il a compulsés pour évoquer le passé du sombre monument dont il s'est fait l'historien.

Les origines de la Morgue, les fonctions dévolues aux sœurs de Sainte-Catherine ont leur chapitre particulier. Voici ensuite le Grand-Châtelet, sa basse geôle et le rôle de ses commissaires. M. Guillot nous fait

passer en revue les modifications apportées par le temps dans l'organisation et le fonctionnement de ce service jusqu'à l'établissement des morgues modernes dont la description est accompagnée de critiques ou d'observations sur l'opportunité desquelles nous n'avons pas à insister ici, mais qui seront précieuses un jour, quand tout ce qui se rapporte à notre siècle aura passé dans le domaine de l'histoire.

L'ouvrage de M. Guillot est accompagné de vignettes qui nous offrent la reproduction d'anciennes gravures, telles que la cour du Grand-Châtelet en 1702, d'après Manesson Mallet, ou la Morgue en 1804, d'après Nattes. Ce sont des documents dont les originaux sont rares et qu'il était bon de reproduire. Un artiste trop modeste et qui a gardé l'anonyme a prêté son gracieux concours à l'auteur en enrichissant son volume d'autres dessins inédits que j'ai voulu aussi mentionner, puisqu'ils viennent parfaire un ensemble qui ne mérite que des félicitations.

P. L.

6. TANON (L.). — L'ordre du procès civil au ^{xiv}^e siècle au Châtelet de Paris. In-8°, 169 pages. Paris, Larose et Forcel.

Après avoir publié plusieurs registres de justice criminelle du ^{xiv}^e siècle et en avoir tiré une importante *Histoire des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris*, M. Tanon a été tout naturellement amené à s'occuper d'un petit registre de justice civile de la même époque, celui de la seigneurie de Villeneuve-Saint-Georges, appartenant à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Ce registre, qui n'embrasse qu'une période extrêmement courte (1371-1373) et qui ne renferme que des affaires fort peu importantes, est surtout précieux en ce qu'il contient la mention des nombreux appointements qui jalonnaient alors la procédure, et qu'on retrouve condensés et exposés assez méthodiquement dans un chapitre (inédit sous sa forme primitive et complète) du *Grand Coutumier de Charles VI*; ce sont là les deux textes principaux qui ont permis à M. Tanon de retracer d'une façon très nette et très précise, dans le livre que nous annonçons, la marche et les traits principaux d'une procédure qui, organisée par saint Louis, est restée en pleine vigueur pendant tout le ^{xiv}^e siècle, tout le ^{xv}^e et une partie du ^{xvi}^e, mais qui n'avait guère attiré l'attention des érudits et où personne n'avait encore bien cherché à voir clair. — M. Tanon a publié à la suite de son étude le registre de Villeneuve-Saint-Georges.

P. G.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

I.

COMPTE-RENDU DES SÉANCES.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Tenue à la Bibliothèque nationale le 10 mai 1887.

Présidence de M. Charles TRANCHANT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— M. le Président s'exprime en ces termes :

« Messieurs et chers confrères,

« L'an dernier, à pareille époque, vous avez décidé, sur la proposition de votre Conseil d'administration, qu'une demande serait adressée, en votre nom, au Gouvernement pour obtenir que la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France fût reconnue comme établissement d'utilité publique.

« Après les minutieuses formalités d'usage, justifications détaillées, avis du Comité des travaux historiques et scientifiques, du préfet de la Seine, du vice-recteur de l'Académie de Paris, du Conseil d'État, le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts a soumis au Président de la République un décret qui, signé le 14 janvier 1887, a conféré à votre Société la personnalité civile.

« Les statuts annexés au décret ne diffèrent en rien d'essentiel de ceux que vous aviez adoptés dans votre réunion du 11 mai 1886. Laissant de côté quelques différences de forme sans intérêt, je me bornerai à appeler votre attention sur deux points : — le nombre des membres du Conseil, qui n'était pas spécifié dans votre projet, a été déterminé conformément d'ailleurs aux indications de votre précédent Règlement ; — les attributions de l'Assemblée générale de la Société ont été précisées dans les conditions ordinaires.

« A tous les degrés de l'information, la demande avait été l'objet de l'accueil le plus favorable, récompense naturelle, pour la Société,

d'un passé qui avait constitué une sérieuse et honorable épreuve. Nous avons à renouveler ici les remerciements, faits en votre nom, dès l'époque de la notification du décret, aux Autorités supérieures à qui nous devons la décision; nos remerciements doivent s'adresser aussi à toutes les Autorités qui l'avaient préparée par leur bienveillant témoignage.

« Votre Conseil a recueilli les dispositions de l'ancien Règlement qui, se rapportant à des questions d'ordre relativement secondaire, n'avaient pu prendre place dans les Statuts, et il vous demande, conformément à l'article 13 des Statuts, d'en faire un Règlement intérieur.

« C'est chez nous, Messieurs et chers confrères, un pieux usage que votre président paie, dans cette réunion générale annuelle, un tribut de souvenirs et de regrets aux membres que la mort a enlevés dans le courant de l'année. Depuis la réunion de 1886, nous avons vu disparaître plusieurs d'entre nous parmi lesquels quatre hommes qui avaient particulièrement marqué dans la science contemporaine et dont je vous entretiendrai d'abord, MM. Charles Jourdain, Germain Demay, Natalis de Wailly, membres de la Société depuis l'origine, M. Victor Ruprich-Robert, membre depuis le 13 mars 1877.

« M. Charles JOURDAIN¹ était né à Paris le 24 août 1817; il est mort à Taverny (Seine-et-Oise) le 20 juillet dernier. Dès cette époque, et sur la tombe qui s'ouvrait pour lui, nos confrères MM. Gaston Paris, Léopold Delisle, Louis de Mas Latrie ont rendu à sa mémoire un hommage mérité². Fils d'un orientaliste distingué, il s'était fait remarquer tout jeune par ses rares aptitudes. Il les porta partout dans sa brillante carrière qui nous le montre successivement professeur de philosophie dans des établissements importants d'instruction secondaire³, chef de cabinet d'un Ministre en renom, chef de service, puis secrétaire général au Ministère de l'instruction publique, inspecteur général pour l'enseignement supérieur, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Vous connaissez les travaux qui avaient assis sa réputation, notamment sa *Philosophie de saint Thomas d'Aquin*⁴. Je n'ai besoin de vous rappeler ni ses recherches sur l'Université de Toulouse, ni sa dévouée collaboration aux publications de l'Institut⁵; mais, si je n'ai pas à faire une énumération d'ensemble, j'ai le devoir de mentionner expressément les travaux

1. Charles-Marie-Gabriel BRÉCHILLET-JOURDAIN.

2. Voy. *Biblioth. de l'Éc. des chartes*, t. XLVII (année 1886), p. 456 et ss.

3. Le collège de Reims et le collège Stanislas de Paris.

4. 2 vol. in-8°, 1858; ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.

5. Collaboration au Recueil des *Historiens de France*, etc.

que la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France peut revendiquer comme étant de son domaine, et, tout d'abord, les deux importantes publications sur l'Université de Paris : l'*Index chronologicus chartarum pertinentium ad historiam Universitatis parisiensis ab ejus originibus ad finem XVI^m sæculi*¹; l'*Histoire de l'Université de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*², continuation de l'œuvre d'Egasse Du Boulay, puis diverses publications d'ordre plus ou moins restreint se rattachant aussi à cette Reine des Universités d'autrefois, le *petit Châtelet* et l'*Université* dans l'ouvrage intitulé : « Paris à travers les âges »³, un travail inséré dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de France* et relatif à l'Université de Paris au temps de l'occupation anglaise⁴, enfin, dans nos propres collections, un *Compte de la nation d'Allemagne de l'Université de Paris au XV^e siècle*⁵; le *Collège du cardinal Lemoine*⁶; la *Taxe des logements dans l'Université de Paris*⁷.

« M. Charles Jourdain était membre de votre Conseil d'administration, et nous avons eu l'honneur de l'avoir à notre tête comme président, de 1883 à 1884.

« M. Germain DEMAY⁸ était né à Aiguillon (Lot-et-Garonne) le 15 janvier 1819, et est mort à Paris le 4 octobre 1886. Il était entré dans le domaine de l'érudition par une voie très spéciale. Après un commencement d'études médicales, il s'était, à l'origine de sa carrière, voué aux arts et était devenu un sculpteur distingué quand les événements de 1848 vinrent décourager ses efforts. Il cherchait de nouveau sa voie avec une grande incertitude; en 1853, son compatriote M. de Chabrier, directeur général des Archives de l'Empire, lui offrit de prendre la continuation d'un très important travail de moulage des sceaux conservés dans ce grand établissement. C'était une application bien inférieure, et, en apparence, bien stérile de ses études; mais vous savez avec quels succès il conduisit l'œuvre et quels résultats capitaux elle produisit; vous savez aussi comment, par missions spéciales, il l'étendit à la Collection de Clairambault de la Bibliothèque nationale, aux collections d'une partie notable des Départements; vous connaissez les publications qui furent la suite et

1. In-fol. Paris, L. Hachette et C^e, 1862.

2. In-fol. Paris, L. Hachette et C^e, 1862-1866.

3. Par M. F. Hoffbauer, texte de MM. Édouard Fournier, Paul Lacroix, A. de Montaiglon, etc. In-fol. Paris, Firmin-Didot et C^e, 1875, t. II.

4. *Bulletin de la Société de l'histoire de France*, année 1870-1871, p. 143, 157.

5. *Mémoires*, t. I, p. 167.

6. *Mémoires*, t. III, p. 43.

7. *Mémoires*, t. IV, p. 140.

8. Jean-Germain.

le complément de ces travaux ¹, et dont l'une ² valut, en 1880, à notre confrère l'un des prix Gobert. Il eut, d'ailleurs, la récompense directe de ses efforts dans le service même où il était entré si modestement, et il était, au moment de sa mort, chef de section aux Archives nationales. Au milieu de ses grands travaux, M. Demay n'oublia pas notre Société; elle lui doit différents articles ou communications insérés dans nos Bulletins : Observations relatives à des devis et comptes concernant la réparation du vieux Louvre (1527-1531) ³; Épisode de la vie d'un Étudiant au xviii^e siècle ⁴; Communication relative à des matrices de sceaux trouvées par M. Vacquer dans la Seine, au bas de l'ancien Hôtel-Dieu de Paris ⁵; Communication relative à un marché pour la confection d'un aigle de lutrin destiné à Saint-Martin-des-Champs ⁶; Communication de pièces relatives aux cloches de Saint-Germain-des-Prés, en 1771 ⁷; Communication d'un acte, en date de 1396, relatif à un écrin pour le grand sceau du duc Louis d'Orléans, frère du roi Charles VI ⁸.

« Il faut encore noter, comme se rattachant, sinon à vos publications, au moins au cycle de vos études, un travail inséré dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France* : « De la peinture à l'huile en France au xiv^e siècle. » (Décoration du château que la comtesse Mahaut d'Artois avait fait élever à Conflans près Paris ⁹.)

« M. Demay faisait partie, de longue date, de votre Conseil d'administration et de votre Comité de publication. En 1882, il fut élu vice-président de la Société; l'année suivante, obéissant aux sentiments de réserve qui lui étaient habituels, il se déroba aux honneurs de la présidence que lui assuraient vos usages et l'estime de ses collègues du Conseil.

« Je ne veux pas clore ces souvenirs sans rappeler la touchante et

1. *Inventaire des sceaux de la Collection Clairambault* (Documents inédits sur l'hist. de France). 2 vol. in-4°. Paris, Impr. nat., 1885-86. — *Inventaire des sceaux de la Flandre*. 2 vol. in-4°. Paris, Impr. nat., 1873. — *Inventaire des sceaux de l'Artois et de la Picardie*. 1 vol. in-4°. Paris, Impr. nat., 1877. — *Inventaire des sceaux de Normandie*. 1 vol. in-4°. Paris, Impr. nat., 1881. — *Le Costume au moyen âge d'après les sceaux*. Gr. in-8°. Paris, Dumoulin, 1880.

2. *Le Costume au moyen âge*.

3. *Bulletin*, t. VII, p. 36.

4. *Bulletin*, t. VIII, p. 55.

5. *Bulletin*, t. IX, p. 101, 109.

6. *Bulletin*, t. X, p. 36, 39.

7. *Bulletin*, t. X, p. 97, 145.

8. *Bulletin*, p. 97, 154.

9. *Mém. de la Soc. des Antig. de France*, t. XXXVI, p. 236. Château connu, on le sait, sous le nom de « Séjour d'Artois ».

intéressante notice que notre confrère M. Siméon Luce a consacrée à Germain Demay dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*¹.

« M. NATALIS DE WAILLY² était né à Mézières, le 10 mai 1805; il s'est éteint dans sa retraite de Passy, le 4 décembre 1886, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Son existence, ses travaux vous sont bien connus. Comme beaucoup d'hommes marquants de sa génération, il avait commencé par la vie militante de la presse, et il avait été le collaborateur de journaux alors célèbres, *le Globe* et *le National*. Il arriva avec Michelet aux Archives du Royaume, à la suite de la Révolution de 1830; mais, une fois entré dans ce sanctuaire d'érudition, il se voua complètement à la science. Je n'ai pas besoin de vous rappeler les services qu'il lui a rendus par ses *Éléments de paléographie*, par sa précieuse collaboration à la publication des *Historiens de France*³, par son édition des *Mémoires de Joinville* et les études dont il l'accompagna. Membre de l'Institut, chef de section aux Archives nationales, conservateur à la Bibliothèque nationale, président de la Commission des archives départementales, communales et hospitalières, président du Conseil de perfectionnement de l'École des chartes, M. de Wailly a eu tous les honneurs de sa carrière. Ses occupations si nombreuses et si variées ne lui ont pas permis de donner un concours direct à nos travaux, mais sa présence dans nos rangs était pour nous un honneur et un encouragement, et nous avons le devoir de renouveler ici, dans des conditions plus modestes, l'hommage que lui rendait, il y a quelques mois, au sein de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, notre confrère M. Gaston Paris⁴.

« Nous venons seulement d'apprendre la mort de M. Victor RUPRICH-ROBERT⁵. Il était né à Paris le 18 février 1820; il est décédé à Cannes le 7 mai, présent mois, d'une maladie dont il souffrait déjà depuis longtemps.

« M. Ruprich-Robert laisse un souvenir considérable chez les archéologues. Comme architecte et comme écrivain d'art, il avait marqué sa place parmi les plus éminents de ceux qui se sont voués, de notre temps, à l'étude de nos monuments nationaux. Je n'ai pas besoin de rappeler l'architecte qui a fait tant de précieux relevés de monuments du moyen âge, qui a restauré la cathédrale de Séz et qui avait si heureusement commencé la restauration du château d'Amboise, l'au-

1. T. XLVII (année 1886), p. 473.

2. Joseph-Noël (Natalis).

3. T. XXI, XXII et XXIII.

4. Séance du 10 décembre 1886. (V. *Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. XLVII, année 1886, p. 604.)

5. Victor-Marie-Charles.

teur de l'*Architecture normande aux XI^e et XII^e siècles en Normandie et en Angleterre*.

« Pas plus que M. Jourdain, M. Ruprich-Robert n'avait oublié qu'il était enfant de Paris, et comme lui, dans ses travaux, il a fait à sa ville natale une part sur laquelle nous devons particulièrement insister. A dater du moment où le Gouvernement était intervenu dans l'œuvre de conservation de nos vieilles Arènes, si généreusement arrachées à la destruction par le Conseil municipal, M. Ruprich-Robert avait été, vous le savez, chargé de la direction des travaux et s'était attaché avec amour aux études qu'elle comportait. Son attention s'était portée sur toutes les époques de la grande cité. C'est lui qui a restauré la tour de l'ancienne abbaye de Sainte-Geneviève : en 1885, il présentait à la Société centrale des architectes une étude sur la chapelle de l'ancien collège des Lombards¹. Vous connaissez son ouvrage sur l'église et le monastère du Val-de-Grâce². Vous savez aussi qu'à un moment où l'on pouvait encore espérer le salut pour les ruines du palais des Tuileries, il était de ceux qui avaient cherché à relever de son désastre l'œuvre de Philibert Delorme.

« M. Ruprich-Robert avait commencé très jeune à frayer la voie qu'il a parcourue si brillamment. Architecte du Gouvernement, et pour le service diocésain, et pour le service des monuments historiques, il aborda, dès ses débuts, avec autant d'ardeur que de succès, le champ d'étude qu'il devait continuer à explorer sans relâche jusqu'à la fin de sa vie. Il était, vous le savez depuis longtemps, inspecteur général des monuments historiques. Il avait été attaché à la Commission dès 1845 et en était devenu membre en 1874. Il était depuis 1843 professeur d'ornementation à l'École nationale des arts décoratifs³, et c'est des études spéciales poursuivies dans le sens de son enseignement qu'était sortie sa *Flore monumentale*.

« Trois autres membres ont disparu depuis notre dernière assemblée générale : M. Alexandre Destouches, M. Jacques Letourneur, directeur du *Crédit lyonnais* à Lyon, tous deux sociétaires dès l'origine, M. le baron de la Gotellerie, de Versailles, sociétaire depuis le 12 juin 1883. A ces noms il faut ajouter celui de M. Édouard Flaxland, négociant à Paris, sociétaire depuis le 26 novembre 1875, décédé en octobre 1885, mais dont la mort nous a été connue seulement depuis l'assemblée générale de 1886; celui de M. Louis Laurent, professeur libre, à plusieurs reprises conseiller municipal de

1. *Bulletin de la Soc. centrale des architectes*, VI^e série, t. II, p. 209.

2. In-4^e, 1874.

3. Alors « École royale de dessin, de mathématique et de sculpture d'ornement en faveur des arts mécaniques. » Il suppléa d'abord Viollet-le-Duc et devint, en 1850, professeur titulaire.

Montmorency, décédé à une époque encore plus ancienne¹. Nous devons, faute de détails, nous borner, pour ces confrères, à un simple souvenir en rappelant toutefois que M. Destouches avait fourni à nos *Mémoires*, sous la signature A. D., deux publications intéressantes : le *Carnet de dépenses d'un Parisien en 1758*²; une *Visite aux Camaldules de Grosbois en 1760*³.

« Il faut, après ce tribut payé au passé, revenir au présent. Dans la revue de notre personnel, nous avons, en application des lois ordinaires de l'humanité, nos joies à côté de nos deuils. Je dois rappeler, non sans orgueil pour la Société, que, depuis notre dernière réunion, nous avons eu la vive satisfaction de voir arriver aux honneurs suprêmes de l'Institut notre cher secrétaire M. Paul Viollet qu'avaient déjà précédé, ces dernières années, nos confrères MM. Auguste Longnon, Antoine Héron de Villefosse, Louis de Mas Latrie, Arthur de Boislisle.

« M. le Secrétaire va vous entretenir des travaux de la Société; je n'entrerai donc dans aucun détail à cet égard. Je dirai seulement qu'en dehors de ses publications, la Société n'est pas restée inactive. Les séances mensuelles du Conseil auxquelles, vous le savez, aux termes de nos règlements, tous les membres peuvent assister, ont été, comme par le passé, remplies par d'intéressantes discussions. D'un autre côté, toujours en éveil pour la défense des intérêts qui sont chers aux amis de l'art et de l'histoire, votre Conseil a continué à intervenir toutes les fois que, par ses vœux, il a pu aider à la sauvegarde des monuments de la région à laquelle la Société a consacré ses études. C'est ainsi qu'il a joint récemment ses efforts à ceux de la Société des amis des monuments parisiens pour solliciter du Gouvernement et de l'administration municipale des mesures de nature à assurer la conservation du vieil hôtel des archevêques de Sens à Paris⁴. C'est ainsi qu'après avoir précédemment plaidé pour la conservation de l'antique église de Saint-Julien-le-Pauvre⁵, il a appelé l'attention de l'Autorité sur l'intérêt qu'il y aurait à sauver, lors de la prolongation prochaine de la rue Monge, l'amphithéâtre voisin dont notre confrère M. le docteur Corlieu a raconté l'histoire⁶, dernier

1. M. Louis Laurent était membre de la Société depuis l'origine.

2. *Mémoires*, t. VIII, p. 125.

3. *Mémoires*, t. IX, p. 310.

4. Voy. aux *Bulletins* de 1886, p. 98, et de 1887, p. 29, les procès-verbaux des séances du 13 juillet 1886 et du 11 janvier 1887.

5. Voy. au *Bulletin* de 1885, p. 80, le procès-verbal de la séance du 9 juin 1885.

6. *L'ancienne Faculté de médecine de Paris*, par le Dr A. Corlieu, bibliothécaire adjoint de la Faculté de médecine de Paris. Paris, Adrien Delahaye, 1877 (p. 2 et suiv.).

vestige d'un séjour plusieurs fois séculaire de la Faculté de médecine de la vieille Université de Paris sur la frontière septentrionale du territoire universitaire¹.

« Nous devons redoubler d'efforts désormais, en pareille tâche, pour aider aux bons résultats qu'on doit attendre d'une loi que vous aviez appelée de vos vœux², et qui vient, après une longue élaboration, d'être votée tout récemment, la loi du 30 mars 1887 sur « la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique³. »

« Si Paris est, pour ainsi dire, notre domaine particulier, nous ne devons pas oublier que, par une heureuse inspiration, les fondateurs de la Société ont assigné à ses études le territoire entier de l'Ile-de-France. Nous n'avons pas, dans le passé, méconnu cette partie de notre tâche. Il me suffit de vous rappeler et le travail par lequel M. Longnon a inauguré vos publications, *l'Ile-de-France, son origine, ses limites, ses gouverneurs*⁴, et plusieurs intéressantes monographies ou études locales : *Méry-sur-Oise et ses seigneurs au moyen âge*, par M. Léopold PANNIER⁵; *Histoire de la seigneurie de Bures* par M. Jules LAIR⁶; *Recherches sur la commune de Vémars en France*, par M. Gustave FAGNIEZ⁷; *l'École et la population de Saint-Prix depuis 1668*, par M. Auguste REY⁸; *Histoire de Senlis pendant la seconde partie de la guerre de Cent ans*, par M. Jules FLAMMERMONT⁹; *les Établissements de saint Louis dans le Beauvoisis*, par M. Paul VIOLLET¹⁰; *les Seigneurs de Breteuil en Beauvoisis*, par M. A. de DION¹¹; *Histoire de l'Étang-la-Ville*, par M. Adrien MAQUET¹²; *le Château de Fontainebleau au XVII^e siècle*, par MM. Eugène MUNTZ et Émile MOLINIER¹³, etc.

1. Voy. au procès-verbal de la séance du 14 décembre 1886 la mention relative à la communication de M. le docteur Feulard, qui a provoqué la démarche faite au nom du Conseil (*Bulletin* de 1886, p. 164).

2. Voy. au *Bulletin* de 1884, p. 62, le procès-verbal de la séance du 11 novembre 1884.

3. Voy. au *Bulletin* de 1887, p. 40, le procès-verbal de la séance du 12 avril 1887.

4. *Mémoires*, t. I, p. 1.

5. *Mémoires*, t. I, p. 230.

6. *Mémoires*, t. II, p. 187.

7. *Mémoires*, t. II, p. 267.

8. *Mémoires*, t. V, p. 158.

9. *Mémoires*, t. V, p. 180.

10. *Mémoires*, t. VIII, p. 95.

11. *Mémoires*, t. X, p. 191.

12. *Mémoires*, t. XI, p. 208.

13. *Mémoires*, t. XII, p. 255.

« Nous ne sommes pas seuls à défricher le sol auquel nous nous sommes attachés, et, puisque notre tâche est celle qui a le caractère le plus général, nous ne devons pas nous borner à suivre le cours de nos études directes. Il est de notre devoir de nous tenir étroitement au courant des travaux accomplis par les réunions qui ont pour but de leurs études des parties plus ou moins étendues de notre territoire. J'avais le dessein de profiter de votre séance générale pour jeter avec vous un coup d'œil d'ensemble sur l'œuvre de ces réunions, et j'avais rassemblé, avec le concours obligeant de plusieurs d'entre elles, des indications assez nombreuses. Quand j'ai pu mesurer l'étendue de l'exposé à présenter, j'ai dû renoncer à le faire entrer dans le cadre d'une allocution forcément assez brève et le réserver pour un travail spécial qui pourra être mis plus tard sous vos yeux. Je me bornerai à quelques détails généraux.

« Notre champ d'étude est, vous le savez, avec Paris, le territoire de l'ancien Gouvernement de l'Île-de-France. Le travail précité de M. Longnon l'a défini aussi nettement que peuvent le comporter les données souvent tant soit peu confuses de l'ancienne organisation française ; nous avons dans notre domaine, outre ce qu'on appelait, à proprement parler, « la France, » le Hurepoix, le Gâtinais français, la Brie française, le Vexin français, le Mantois, le Valois, le Beauvaisis, le Noyonnais, le Soissonnais, entamant ainsi fortement le Vermandois et les terres picardes.

« Parmi les réunions qui, sur cet ensemble de territoires, se sont vouées, comme votre Société, à l'étude de l'histoire et de l'archéologie locales, je dois tout d'abord citer celle qui a le caractère relativement le plus étendu ; je veux parler d'une réunion de forme un peu administrative établie en 1881, et qui, après avoir activement débuté, paraît traverser maintenant une période d'arrêt, le *Comité d'histoire et d'archéologie du diocèse de Paris*. Fondé par le cardinal Guibert, archevêque de Paris, et composé de cinquante membres titulaires nommés par l'Archevêché, ce Comité avait plus le caractère d'une Commission que celui d'une Société. Il embrassait dans ses études la circonscription de l'ancien diocèse de Paris, si heureusement explorée, autrefois, par l'abbé Lebeuf.

« Venons ensuite aux réunions qui ont un caractère plus local, et commençons par Paris.

« En premier plan, il faut citer les Commissions historiques municipales, j'allais dire, et avec raison, la ville de Paris elle-même, la ville de Paris qui a voulu écrire directement son histoire. Elle a, vous le savez, commencé à un moment où une brillante rénovation faisait disparaître bien des vestiges du passé, peu d'années avant la désastreuse insurrection qui allait, à son tour, anéantir tant de documents précieux pour les annales de la ville. — Je n'ai pas besoin de

vous rappeler l'organisation de ce service historique si connu, la Commission des travaux historiques, la Commission des inscriptions parisiennes, les importantes publications dont vous allez tout à l'heure entendre un fragment, enfin le Musée de l'hôtel Carnavalet.

« Je mentionnais tout à l'heure la *Société des Amis des monuments parisiens*, vaillante pléiade qu'on trouve toujours sur la brèche quand il s'agit de défendre les débris du Paris d'autrefois. Ainsi que vous le savez, cette Société, créée il y a peu d'années, est devenue comme le point de départ d'une œuvre plus ample étendant son action à toute la France.

« Dans Paris même, les études historiques locales ont commencé à se scinder, et, en 1886, des habitants de l'ancienne commune de Montmartre ont formé une Société comptant déjà 130 membres pour poursuivre les études spéciales à cette fraction de la capitale.

« Le département de la Seine ne paraît pas offrir d'autres centres d'études historiques ou archéologiques locales; mais, si nous en franchissons les étroites limites, nous allons trouver des légions multiples de travailleurs.

« Entrons dans le département de Seine-et-Oise, qui est comme la grande ceinture de Paris.

« Versailles compte quatre réunions savantes parmi lesquelles deux ont, dans leur programme, l'histoire et l'archéologie locales.

« La *Société des sciences morales, lettres et arts de Seine-et-Oise*, fondée en 1834, et qui est divisée en quatre sections, en a une qui porte le titre de « Section d'histoire et d'archéologie; » elle donne son utile et intéressant contingent aux Mémoires de la Société.

« La *Commission des Antiquités de Seine-et-Oise* est une Commission administrative qui a été substituée, à titre permanent, à la Commission temporaire chargée, dans le département, de l'inventaire des richesses d'art. Les membres, dont le nombre dépasse la centaine, sont nommés par le préfet et disséminés dans tous les arrondissements qui ont chacun leur sous-commission présidée par le préfet ou le sous-préfet. Les travaux sont effectués à l'aide d'une subvention du Conseil général.

« A Pontoise, la *Société historique et archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin*, fondée en 1877, a pris rapidement une très grande extension; elle ne se borne pas à des publications; chaque année, sur divers points de sa circonscription, elle tient de véritables assises locales auxquelles elle convie les habitants, leur enseignant le passé plus ou moins oublié du pays, leur apprenant à aimer ses souvenirs, à apprécier et à protéger, par suite, les vieux monuments qui, malheureusement, ont trop souvent leurs pires ennemis dans les descendants de leurs constructeurs.

« Rambouillet a sa *Société archéologique*, fondée le 8 décembre 1836

et qui a pour théâtre de ses études une partie du Hurepoix et du Mantois. A ses travaux se rattache le souvenir de deux hommes qui ont contribué d'une façon capitale à leur importance, M. le duc de Luynes, ce Mécène moderne, et M. Auguste Moutié, l'un des fondateurs, pendant cinquante ans membre de la Société, récemment encore son président, mort à la fin de 1886.

« Dans le département de l'Oise, nous trouvons diverses Sociétés dont les études s'étendent aux anciennes circonscriptions du Beauvaisis, du Noyonnais et pour partie du Valois.

« A Beauvais siège la *Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise*, fondée en janvier 1841, d'abord simple section de la Société des Antiquaires de Picardie, puis société distincte et reconnue comme établissement d'utilité publique le 31 août 1867. Cette Société, qui a une section spéciale d'archéologie et histoire, compte plus de deux cents membres et en est à son XIII^e volume de mémoires.

« Noyon a un *Comité historique et archéologique*, fondé ou plutôt constitué définitivement, après une période d'essai, le 27 octobre 1856. C'était, à l'origine, comme la Société académique de Beauvais, une simple section de la Société des Antiquaires de Picardie. Il a fait d'intéressantes publications sur le Noyonnais.

« A Senlis, le *Comité archéologique*, fondé le 29 novembre 1862 et reconnu comme établissement d'utilité publique le 21 avril 1877, s'est donné pour mission principale la recherche, la description et la conservation des monuments historiques et des œuvres qui intéressent la ville, l'arrondissement et l'ancien diocèse de Senlis. Il se compose de plus de cent soixante membres. Avec de médiocres ressources, il a su, à la fois, faire face à d'importantes publications et consacrer une somme relativement considérable (environ 50,000 fr.) à la conservation des Arènes de Senlis.

« A Compiègne, la *Société historique*, fondée le 8 février 1868 et qui compte cent membres titulaires et autant de correspondants, a pour but les recherches historiques et archéologiques sur la ville, l'arrondissement et les pays environnants.

« Dans la partie du département de l'Aisne qui renferme des fractions de l'ancien Gouvernement de l'Ile-de-France, Laonnais, Soissonnais, etc., il faut citer la *Société académique de Laon*, fondée le 30 décembre 1850; la *Société académique de Chauny*, fondée au mois de juillet 1884; la *Société archéologique, historique et scientifique de Soissons*, organisée en 1850 par la fusion du « Comité archéologique de Soissons, » fondé en 1845, et de la « Société historique et archéologique de Soissons, » fondée en 1847.

« Placée sur l'extrême frontière du Gouvernement de l'Ile-de-France, la petite Société de Chauny, qui comprend dans ses études les

cantons de Chauny, de Coucy et de la Fère, étend ainsi son modeste domaine sur une parcelle de l'ancien Gouvernement de Picardie.

« Saint-Quentin reste tout à fait en dehors de notre ressort, mais l'importante Société qui y siège, la *Société académique de Saint-Quentin*, fondée en 1825, reconnue comme établissement d'utilité publique le 15 août 1831, embrasse dans ses études l'ancien Vermandois et par conséquent des parties de l'ancien Gouvernement de l'Île-de-France¹.

« Dans la portion du département de Seine-et-Marne à laquelle se rattachent les territoires de la Brie française et du Gâtinais français, il y a lieu de mentionner à Melun la *Société d'archéologie, sciences et arts de Seine-et-Marne*, fondée le 16 mai 1864, et à Fontainebleau la *Société historique et archéologique du Gâtinais*, fondée le 1^{er} janvier 1883. La Société de Melun avait été, lors de sa création, divisée en cinq sections d'arrondissement, reliées entre elles par une section centrale. La section de Melun et celle de Meaux, dont le territoire est en dehors de la Brie française, ont seules conservé une vie réelle.

« La *Société d'agriculture, sciences et arts de Meaux*, dont l'origine première remonte à 1767 et qui a dans sa circonscription tout le département, par conséquent le territoire de Brie française, a tendu depuis longtemps à prendre un caractère exclusivement agricole ; cependant, dans ses mémoires figurent quelques notices relatives à l'histoire et à l'archéologie locales.

« Treize des réunions que nous venons de passer en revue sont correspondantes de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France, la Société et la Commission de Versailles, la Société de Pontoise, celle de Rambouillet, les Sociétés de Beauvais et de Compiègne, les Comités de Noyon et de Senlis, les Sociétés de Laon, de Chauny et de Soissons, les Sociétés de Melun et de Fontainebleau. Beaucoup de confrères sont entre nous comme un trait d'union. Le Comité diocésain de Paris a emprunté à notre Société plusieurs de ses membres et ses trois présidents successifs, MM. Natalis de Wailly, Ch. Jourdain et le baron Jérôme Pichon. Nous avons parmi nous un ancien secrétaire général de la préfecture de la Seine², qui a été président de la Commission des publications municipales de Paris, et à l'heure qu'il est nous sommes encore largement représentés dans les services

1. Au moins pour partie, la Thiérache s'est, on le sait, rattachée, à certaine époque, au Gouvernement de l'Île-de-France ; à ce point de vue, il y aurait peut-être lieu de mentionner encore dans l'Aisne la *Société archéologique de Vervins*, fondée en 1872, et dont les travaux « embrassent tous les pays anciennement désignés sous le nom de Thiérache » (*Statuts de la Société*, art. 1^{er}).

2. M. Alfred Blanche.

historiques de la ville. La Commission des travaux historiques, la Commission des inscriptions parisiennes sont composées, en grande partie, de membres de notre Société, et la seconde est présidée par un de nos anciens présidents, M. Léopold Delisle; un autre de nos anciens présidents, M. Jules Cousin, est le conservateur des collections historiques de la ville.

« Plusieurs d'entre nous font partie de la Société des amis des monuments parisiens. La petite Société de Montmartre a pour fondateur l'un de nos confrères, M. Charles Seillier.

« Nous sommes aussi représentés dans les Sociétés extérieures : la Société de Pontoise et du Vexin a pour président et pour secrétaire deux d'entre nous, MM. Seré-Depoin et Joseph Depoin; notre confrère M. le comte de Marsy est secrétaire de la Société de Compiègne; notre confrère M. A. de Dion est vice-président de la Société de Rambouillet; un autre de nos confrères, M. Henri Stein, est secrétaire de la Société du Gâtinais. Je m'arrête à ces indications.

« La communauté de travaux doit porter les Sociétés de l'Ile-de-France à s'unir de plus en plus pour l'accomplissement de leur tâche. Sans doute, chacune travaille avec une utilité particulière à étudier le terrain qui est à sa portée, à étudier les documents qu'elle a sous la main et, entre celles qui se sont tracé une tâche purement partielle, l'échange des résultats obtenus est évidemment chose secondaire, mais la Société qui a mis dans son titre le nom de la province a assumé par là même des devoirs plus amples. Tout en étudiant plus particulièrement ce qui concerne Paris, nous devons chercher à être le lien commun de toutes les Sociétés qui étudient l'histoire de l'Ile-de-France; nous devons chercher à faire pour ainsi dire la synthèse de leurs travaux. Dès l'origine même de nos études, M. Longnon prenait le soin de rendre compte, dans nos Bulletins, des publications faites par les autres Sociétés de l'Ile-de-France¹; c'est une revue qu'il importe de suivre avec soin et sans lacune.

« Dans le discours par lequel il ouvrait les séances de votre Société, M. Léopold Delisle² disait qu'une histoire d'ensemble de Paris déjà plusieurs fois tentée restait encore à accomplir; longtemps encore sans doute on pourra répéter cette parole; l'histoire de l'Ile-de-France est moins avancée encore. La province qui a eu l'honneur de porter par excellence le nom de la patrie et qui avait l'honneur aussi de posséder sa capitale a été un peu écrasée par la gloire de la grande ville. Elle n'a pas eu la bonne fortune qu'ont eue, à des degrés différents, d'autres provinces, et, si divers travaux ont utilement préparé la tâche en ce qui la concerne, aucun n'en a tracé les grandes lignes d'en-

1. *Bulletin*, t. I, p. 86.

2. Séance d'ouverture du 7 mai 1874. *Bulletin* de 1874, p. 17.

semble. Quel travail cependant serait plus intéressant que celui dans lequel, en se bornant à un aperçu rapide et aussi local que possible pour ce qui concerne les Autorités d'ordre plus ou moins général dont la province a été le siège, on aborderait à fond l'histoire de ses institutions particulières, administratives, judiciaires, militaires, religieuses, pour terminer, — en reprenant d'une façon plus large et plus complète l'œuvre que l'abbé Lebeuf avait entreprise autrefois au point de vue du diocèse de Paris, — par une série de monographies donnant, depuis les époques les plus reculées, en chaque centre de population (Paris en tête, mais à l'état succinct et substantiel), les détails locaux concernant les événements, l'administration, les institutions diverses publiques et privées, les données économiques et l'archéologie? Cet édifice, nous ne l'élèverons pas directement et de toutes pièces; ce serait pensée téméraire et d'exécution peu aisée, mais bien des ouvriers ont déjà donné leur contingent, les Sociétés de l'Ile-de-France ont apporté déjà plus d'une pierre sculptée. Qu'elles continuent patiemment, courageusement. Peu à peu le travail s'accomplira de lui-même, n'exigeant plus, quand l'heure sera venue, qu'une facile mise en œuvre. »

— M. Paul Viollet, secrétaire, donne lecture du rapport suivant sur les travaux de la Société :

« Messieurs,

« Nos travaux de l'année ont suivi leur cours habituel et le volume qui vous sera incessamment distribué occupe certainement une très bonne place dans notre collection. Il contient sept mémoires, que je résumerai rapidement :

— « Sous ce titre : *Paris en 1572*, M. de Ruble nous a donné une étude pleine de faits et de constatations intéressantes; c'est une sorte de statistique de la population dressée à l'aide des rôles d'un emprunt forcé que le roi imposa, à cette époque, à notre ville.

« Le mode employé pour répartir cet emprunt mérite d'être décrit. La ville fut divisée, à cet effet, en quinze quartiers, et la répartition confiée à quinze notables. Les quinze notables divisèrent leur quartier entre les cinquanteniers, et les cinquanteniers entre les dizéniers. Chaque répartiteur était responsable sur ses propres biens de la réalisation de ses recouvrements.

« Voilà pour l'emprunt lui-même; quant aux renseignements abondants sur la population parisienne et sur son groupement, que le registre de perception conservé à la Bibliothèque nationale fournit à M. de Ruble, je ne puis que vous engager à vous reporter à l'article lui-même; je lui ferais du tort en voulant le résumer. M. de Ruble s'est demandé, après avoir étudié ces documents, quel pouvait être à

cette époque le chiffre de la population de Paris ; il estime que Paris comptait alors environ 250,000 habitants, chiffre bien inférieur aux évaluations des ambassadeurs vénitiens.

— « *La maison des champs du collège Louis-le-Grand. L'abbaye royale de Sainte-Anne d'Issy. Les prêtres de Saint-François-de-Sales.* — Sous ce titre, M. Le Clerc nous a dit les vicissitudes d'un beau domaine d'Issy (sis en face de l'entrée du château, devenu le collège actuel de Vanves), qui fut, à la fin du xvi^e siècle, la maison des champs du collège de Clermont, devint, au xvii^e siècle, l'asile de religieuses bénédictines (abbaye royale de Sainte-Anne d'Issy) et servit plus tard de refuge aux prêtres vieux et infirmes du diocèse de Paris (prêtres de Saint-François-de-Sales). M. Le Clerc nous a fait connaître, à cette occasion, le fondateur de cette œuvre de charité, l'excellent M. Witasse, docteur en Sorbonne, dont le nom méritait d'être tiré de l'oubli.

« Cette maison hospitalière est restée debout au milieu de son vaste enclos ; elle est revenue aux mains d'une communauté religieuse et les élèves des « Sœurs Blanches » prennent aujourd'hui leurs ébats dans le parc qui vit, en 1580, les jeux des écoliers du collège de Clermont.

— « J'arrive à un autre collège de Clermont : *Le Collège de Clermont en Beauvaisis*, par M. Colliard-Luys. C'est une page détachée de cette histoire de l'instruction publique qui préoccupe aujourd'hui si vivement tant d'esprits distingués, soucieux de dégager des faits certains et des notions précises du fatras des préjugés et des idées préconçues.

« Les écoles de Clermont, dont M. Colliard-Luys peut suivre régulièrement les annales depuis la fin du xv^e siècle, relevaient du Chapitre de l'église collégiale de Notre-Dame de Clermont. La nomination des maîtres ou régents appartenait au Chapitre sur la présentation du Corps de ville. L'enseignement était entièrement gratuit en principe ; toutefois, à la fin de l'ancien régime, les élèves, au nombre de trente environ, payaient une rétribution volontaire de trois livres par an au principal du collège. L'enseignement se poursuivait jusqu'à la rhétorique. M. Colliard-Luys nous donne de précieux détails sur les régents du collège de Clermont : les documents lui ont permis d'en suivre l'histoire de très près.

— « M. Legrand avait consacré, il y a quelques années, sa thèse de sortie de l'École des chartes à l'établissement des *Quinze-Vingts* ; il nous a donné pour les *Mémoires* de 1886 la première partie de cet important travail, dont la suite paraîtra dans les *Mémoires* de 1887. M. Legrand, après avoir fait bonne justice de quelques récits depuis longtemps en circulation sur l'origine des *Quinze-Vingts* et avoir rejeté notamment la légende des trois cents chevaliers aveuglés par les Sarrasins et pour lesquels saint Louis aurait créé ce célèbre établissement, décrit, pièces en main, l'organisation des *Quinze-Vingts* et nous

fait pénétrer dans leur intérieur; nous vivons un moment avec ces bonnes gens, pauvres Parisiens aveugles, auxquels les Sarrasins n'ont fait aucun mal et qui n'ont nulle prétention à la chevalerie. Les *Quinze-Vingts* forment une confrérie, une congrégation plutôt qu'un hôpital, et cette congrégation, ce sont les aveugles eux-mêmes qui la constituent; ils viennent habiter ensemble, s'appelant mutuellement *frères* et *sœurs*, et mettent en commun la nue propriété de leurs biens, en se donnant eux-mêmes à la confrérie. Chacun a son chez soi, chacun vit avec sa famille, à son propre ménage.

— « Sous ce titre : *Les infortunés amours d'Artuse Bailly*, M. de Curzon nous a fait connaître une poésie inédite de 1583, où vous remarquerez quelques passages vraiment émouvants, et ça et là un véritable et profond sentiment poétique. L'incident qui donna lieu à cette pièce de vers est fort bien conté par M. de Curzon : un certain Pierre Tonnard, secrétaire du président Bailly, fut condamné, en 1583, à être pendu pour avoir séduit la fille du président; cependant le président avait fermé les yeux et les deux coupables déclaraient s'être mariés par consentement mutuel. Permettez-moi de vous faire sentir toute la puissance juridique de ce moyen de défense : il est bien plus sérieux que vous ne seriez peut-être, au premier abord, tentés de le croire; en effet, le concile de Trente venait seulement (1563) d'imposer, à peine de nullité, le mariage par-devant le propre curé; une ordonnance toute récente (1579) avait introduit en France la législation du concile; c'est donc à peine si le droit ancien était aboli; or, le droit ancien, tout en imposant l'obligation de se présenter devant le prêtre, reconnaissait la validité du mariage contracté par simple consentement mutuel. Il y a plus : ce consentement mutuel, Pierre Tonnard et Artuse Bailly ne pouvaient-ils pas le faire remonter à une date antérieure à l'ordonnance? L'argument puisait enfin une grande force dans cette circonstance que les deux conjoints ne se donnaient aucun démenti et montraient dans leur dire un parfait accord. Malheureusement, la magistrature était très hostile à la vieille jurisprudence canonique en matière de mariage, à cette antique jurisprudence qui choque nos idées françaises modernes, mais qui subsiste en Amérique et que des juges écossais appliquèrent encore en notre siècle; le prévôt de Paris et le Parlement firent preuve d'une rigidité sanguinaire et condamnèrent à mort le pauvre Tonnard, malgré la force de sa défense au point de vue juridique. Et qui sait? Je ne connais pas les détails du procès, mais c'est peut-être cette défense elle-même qui perdit l'accusé; en effet, en cas de mariage de mineurs sans autorisation des parents, la loi civile, vraiment sauvage et barbare, prononçait la peine de mort contre le séducteur¹; en sorte que, si Tonnard se

1. Ordonnance dite de Blois, de 1579, art. 42.

défendait en invoquant le mariage, les juges, de leur côté, pouvaient peut-être à la rigueur se servir du consentement mutuel, c'est-à-dire du mariage prouvé au point de vue canonique, pour prononcer la peine de mort. Le peuple de Paris, ému de compassion, irrité, indigné, argumenta à sa manière; il arracha le condamné des mains de la justice et le sauva; les « hommes de discours et d'esprit, » raconte L'Estoile, lesquels ne font jamais d'émeute et n'approuvent pas d'ordinaire celles que font les autres, furent très heureux de ce dénouement et y applaudirent au fond du cœur. Vous y eussiez applaudi avec eux.

— « *Antoine de Rombise; voyage à Paris* (1634-1635). — Après les vers français attribués à Artuse Bailly, voici des vers latins d'un régent du collège de Rœulx, petit bourg entre Mons et Nivelles; ce régent, Antoine de Rombise, avait accompagné deux nobles habitants de Mons dans un voyage en Italie et en France; il publia, en 1639, une relation de voyage en vers latins élégiaques, d'un style aisé et agréable. M. Paul Lacombe a extrait de ce rarissime petit volume, qui n'existe pas, semble-t-il, dans une seule collection parisienne, 194 vers, consacrés à la description de Paris; il nous en a donné avec le texte une traduction élégante et fidèle; ce document devra être rapproché de la relation si intéressante de Thomas Coryate, publiée par M. de Lasteyrie dans le tome VI de nos *Mémoires*.

— « Un article de M. Guiffrey, intitulé *Les mays de Notre-Dame de Paris*, termine notre volume de *Mémoires*. Les maîtres de la corporation des orfèvres prirent, à dater de 1608, l'habitude de dédier un tableau à la Vierge, le 1^{er} mai de chaque année; c'était la transformation d'un très vieil usage, qui remonte au xvi^e siècle et qui avait débuté par l'offrande d'un arbre entier et feuillu, décoré de rubans, banderoles et devises; à partir de 1608, le mai des orfèvres, qui avait déjà subi plusieurs métamorphoses, se compose de tableaux représentant des sujets de la vie de la Vierge; on n'avait jusqu'à ce jour aucun détail sur cette série des mays des orfèvres (1608-1630); c'est cette série ancienne que M. Guiffrey est parvenu à reconstituer d'une manière à peu près certaine, grâce à un manuscrit des Archives nationales, qui contient le recueil de tous les sonnets joints aux tableaux offerts; ces sonnets font naturellement de transparentes allusions au sujet des tableaux et on a, en les lisant, jusqu'à un certain point la liste des tableaux. Le manuscrit se continue jusqu'en 1689; M. Guiffrey en a extrait pour cette seconde période beaucoup plus connue tout ce qu'il pouvait contenir de neuf et d'intéressant.

— « Comme d'habitude, nous avons réservé pour le *Bulletin* les communications de peu d'étendue. Le simple relevé bibliographique de ces communications vous permettra d'en apprécier l'intérêt et la variété :

« M. Moranvillé, *Note sur Raymon du Temple et sur le tombeau de du Guesclin, à Saint-Denis.*

« M. Henri Martin (de la bibliothèque de l'Arsenal), *Les inventaires des biens et des livres de l'abbaye de Vaux-de-Cernay au XII^e siècle.*

« M. Germain Bapst, *Trésor de Saint-Germain-des-Prés, en 1793; Contrat passé entre le prieur de l'abbaye de Sainte-Geneviève et trois orfèvres parisiens.*

« M. le baron de Ruble, *l'Arrestation de Jean de Hans et le tumulte de Saint-Médard* (déc. 1561).

« M. Edgar Mareuse, *Note sur quelques plans de Paris conservés au Musée britannique.*

« M. le vicomte de Grouchy, *la Famille d'un intendant du duc de Saint-Simon.*

« M. Omont, *un Incunable grec de l'imprimerie parisienne au XVI^e siècle; Nouveaux manuscrits grecs, copiés à Paris par Georges Hermonyme; Inventaire sommaire des archives de la chambre syndicale de la librairie et imprimerie de Paris.*

« M. Aug. Vitu, *l'Hôtel de Molière à la rue Saint-Thomas-du-Louvre.*

« M. Harold de Fontenay, *la Croix et les chandeliers du grand autel de la cathédrale d'Autun; Marché passé entre le chapitre de Saint-Lazare et Jacques Renard, orfèvre de Paris* (25 juin 1774).

« M. Coliard-Luys, *un Monument parisien conservé dans les jardins du château de Betz (Oise).*

« M. A. de Montaiglon, *Le plan de Paris de 1740 et l'Académie de peinture.*

« M. François Bonnardot, *Les fiefs de Paris au milieu du XVI^e s.*

« M. Joseph Depoin, *Privilège des Quinze-Vingts à Notre-Dame de Pontoise, 1406.*

« M. Léopold Delisle, *Le relieur Le Gascon et Peiresc, 1627.*

« M. P. Lacombe, *Note sur le plan de Paris de Balthasar Arnoullet.*

« M. P. Bonnassieux, *Rapport présenté au ministre de l'intérieur au sujet d'une pétition du citoyen Cardinaux, directeur du théâtre de l'Estrapade (fructidor an VI).*

« MM. de Marsy, Dufour, Paul Lacombe nous ont donné pour la bibliographie un concours actif et dévoué, dont nous leur sommes singulièrement reconnaissants.

— « *Le Polyptyque de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, rédigé au temps de l'abbé Irminon*, a été publié par les soins de M. Longnon et vous a été distribué dans le cours de cette année. M. Longnon nous donnera prochainement l'introduction et les tables. Ainsi, ce célèbre polyptyque, si connu grâce à la publication de l'illustre Guérard, est

dès aujourd'hui plus facilement abordable. Après en avoir établi le texte avec la critique et la rigueur que vous lui connaissez, M. Longnon l'enrichira de nouveaux commentaires, dont nous pouvons à l'avance entrevoir toute la valeur. Nous espérons mettre en distribution, avec le volume de 1886, une reproduction par l'héliogravure d'un pastel qui représente *Louis XV se rendant solennellement au palais escorté de sa cour et de ses officiers*. De longues hésitations sur le choix du monument à reproduire, puis des lenteurs tout à fait inattendues de la part de la maison qui s'est chargée de ce travail artistique, nous ont empêchés de réaliser nos projets. Vous savez, Messieurs, qu'un don gracieux de M. Mareuse nous aide à faire les frais de cette reproduction.

« Tel est le bilan de l'année écoulée, et ici le secrétaire de la Société doit vous rappeler que le secrétaire du Comité de publication, M. Omont, se cache discrètement derrière son propre travail ; il est, comme vous le savez, la cheville ouvrière de notre Société, et je ne puis énumérer nos publications sans vous rappeler tout ce que nous lui devons.

— « Nous nous proposons de faire paraître dans les *Mémoires* de 1887 les articles suivants :

« M. Léon Legrand, *les Quinze-Vingts* (suite).

« M. Prou, *Fragments d'un obituaire de Saint-Maur-des-Fossés*.

« M. l'abbé V. Dufour, *L'île Notre-Dame, aujourd'hui l'île Saint-Louis, depuis les origines jusqu'en 1610, et l'île Louviers*.

« M. A. Giry, *Documents sur la bibliothèque du collége d'Autun au XV^e siècle*.

« M. A. Bruel, *Note sur l'hôtel Sainte-Mesme*.

« M. le baron A. de Ruble, *Paris en 1559*.

« MM. Deville et Hochereau, *Notice sur un plan de Clichy-la-Garenne au XVIII^e siècle*.

« D'autres articles de moindre étendue, dus à MM. César Pascal, vicomte de Grouchy, A. de Montaiglon, Charles Sellier, etc., paraîtront dans les *Mémoires* et le *Bulletin*.

« Ces renseignements donnés sur nos travaux de l'année écoulée et sur nos projets pour l'année courante, je n'ai pas besoin, après le discours de M. le Président, de vous apprendre que la Société a été reconnue comme établissement d'utilité publique par décret en date du 14 janvier de cette année. Nous devons au dévouement et à l'in-fatigable activité de notre Président ce rapide et facile résultat. »

— M. de Laborde, trésorier, fait connaître la situation financière de la Société, par recettes et dépenses, au 30 avril 1887. Nous donnons ici le résumé de son rapport :

10^e EXERCICE (1883).

RECETTES.	13,224 85
DÉPENSES.	11,301 05
Le 10 ^e Exercice (1883) s'était clos par un excédent de .	1,923 80

11^e EXERCICE (1884).

RECETTES.

Les recettes se sont élevées à la somme de	11,676 15
Excédent du 10 ^e Exercice (1883).	1,923 80
Cotisations	7,939 70
Souscription ministérielle	1,110 »
Ventes par le libraire	410 15
Intérêts des sommes capitalisées.	292 50
Total.	11,676 15

DÉPENSES.

Les dépenses ont atteint le chiffre de	8,275 25
Correspondance et administration	741 45
Frais d'impression.	5,549 35
Honoraires des auteurs	818 »
Honoraires du secrétaire de la Rédaction	600 »
Sommes capitalisées	566 45
Total.	8,275 25

Le 11^e Exercice (1884) se clôt par un excédent de . . . 3,400 90

12^e EXERCICE (1885).

RECETTES PERÇUES (jusqu'au 30 avril 1887).

Les recettes perçues se sont élevées à la somme de . . .	12,595 »
Excédent du 11 ^e Exercice (1884).	3,400 90
Cotisations	7,439 60
Souscription ministérielle	1,110 »
Ventes par le libraire	329 »
Intérêts des sommes capitalisées	315 50
Total.	12,595 »

RECETTES PRÉVUES.

Les recettes prévues s'élèvent à la somme de	528 50
Cotisations	528 50
Total.	528 50
Total des recettes	13,123 50

DÉPENSES SOLDÉES (jusqu'au 30 avril 1887).

Les dépenses soldées ont atteint le chiffre de	10,812 75
Correspondance et administration	699 30
Frais d'impression.	7,635 15
Honoraires des auteurs	1,316 »
Honoraires du secrétaire de la Rédaction	600 »
Sommes capitalisées	562 30
Total.	10,812 75

DÉPENSES PRÉVUES.

Les dépenses prévues atteignent le chiffre de	60 75
Correspondance et administration	60 75
Total. :	60 75

Total des dépenses 10,873 50

RECETTES.	13,123 50
DÉPENSES.	10,873 50

Le 12^e Exercice (1885) se clora par un excédent de 2,250 »

13^e EXERCICE (1886).

RECETTES PERÇUES (jusqu'au 30 avril 1887).

Les recettes perçues se sont élevées à la somme de	7,854 25
Cotisations	6,400 50
Souscription ministérielle	1,110 »
Intérêts des sommes capitalisées	343 75
Total.	7,854 25

RECETTES PRÉVUES.

Les recettes prévues s'élèvent à la somme de	3,774 »
Excédent prévu du 12 ^e Exercice (1885)	2,250 »
Cotisations	1,374 »
Ventes par le libraire	150 »
Total.	3,774 »

Total des recettes 11,628 25

DÉPENSES SOLDÉES (jusqu'au 30 avril 1887).

Les dépenses soldées ont atteint le chiffre de	2,175 40
Correspondance et administration	809 90
Frais d'impression.	54 40
Honoraires du secrétaire de la Rédaction.	600 »
Sommes capitalisées	711 10
Total.	2,175 40

DÉPENSES PRÉVUES.

Les dépenses prévues atteignent le chiffre de	6,352 85
Correspondance et administration	126 45
Frais d'impression	5,594 40
Honoraires des auteurs	632 »

Total. 6,352 85

Total des dépenses. 8,528 25

RECETTES. 11,628 25

DÉPENSES. 8,528 25

Le 13^e Exercice (1886) se clora par un excédent de . . . 3,100 »

14^e EXERCICE (1887).

RECETTES PERÇUES (jusqu'au 30 avril 1887).

Les recettes perçues se sont élevées à la somme de . . .	990 »
Cotisations	302 »
Souscription ministérielle	600 »
Intérêts des sommes capitalisées	88 »

Total. 990 »

RECETTES PRÉVUES.

Les recettes prévues s'élèvent à la somme de	11,781 60
Excédent prévu du 13 ^e Exercice (1887)	3,100 »
Cotisations	7,757 60
Souscription ministérielle	510 »
Ventes par le libraire	150 »
Intérêts des sommes capitalisées	264 »

Total. 11,781 60

Total des recettes 12,771 60

DÉPENSES SOLDÉES (jusqu'au 30 avril 1887).

Les dépenses soldées ont atteint le chiffre de	118 45
Correspondance et administration	64 05
Frais d'impression.	54 40

Total. 118 45

DÉPENSES PRÉVUES.

Les dépenses prévues atteignent le chiffre de	9,353 15
Correspondance et administration	993 15
Frais d'impression.	6,510 »
Honoraires des auteurs	650 »

Honoraires du secrétaire de la Rédaction	600 »
Sommes à capitaliser.	600 »
Total.	9,353 15
Total des dépenses.	9,471 60
RECETTES.	12,771 60
DÉPENSES.	9,471 60
Le 14 ^e Exercice (1887) se clora par un excédent de	3,300 »

RECETTES	} depuis l'origine de la Société jusqu'au 30 avril 1887.	} 123,857 35 115,524 70
DÉPENSES		
RESTE EN CAISSE au 30 avril 1887		8,332 65

— M. le Président rappelle qu'on a distribué aux membres présents, avec les statuts approuvés par le Gouvernement, le projet de règlement intérieur préparé par le Conseil d'administration en exécution de l'art. 13 des statuts. Ce projet, à part une rectification légère du texte (« aux publications, » *au lieu de* « à la publication de volumes, » en l'art. 7, ancien 14), ne renferme aucune disposition nouvelle; le Conseil y a recueilli les dispositions secondaires de l'ancien règlement qui n'avaient point eu leur place dans les statuts.

M. le Président demande si, dans ces conditions, l'Assemblée désire voter séparément les articles. Sur la demande de plusieurs membres, l'Assemblée décide qu'elle procédera par vote d'ensemble.

M. le Président met aux voix l'ensemble du projet en annonçant qu'il y aura lieu de statuer ensuite sur une disposition additionnelle. L'ensemble du projet est adopté.

M. le Président donne lecture d'une disposition reprise, comme les précédentes, dans l'ancien règlement, et qui avait été omise par erreur matérielle dans le projet. Cette disposition, dont le Conseil demande l'adoption, est ainsi conçue :

« Un Secrétaire adjoint, désigné chaque année par le Conseil d'administration, seconde et, en cas de besoin, supplée le Secrétaire archiviste de la Société. »

La disposition prendrait place, avec le n^o 7, à la suite de l'art. 6 du projet; l'article 7 actuel deviendrait l'art. 8 et ainsi de suite. La disposition additionnelle est adoptée.

Règlement intérieur.

Article 1^{er}. Le Président sortant ne peut être réélu qu'au bout de trois ans.

Art. 2. Le Conseil d'administration est nommé à la majorité des membres présents de l'Assemblée générale.

Art. 3. Le Conseil d'administration se réunit le second mardi de chaque mois pour statuer sur les adhésions et régler, de concert avec le Comité des fonds et le Comité de publication, toutes les questions d'administration.

Tous les membres de la Société peuvent assister aux réunions du Conseil et y faire les communications qui seraient de nature à intéresser la Société.

Art. 4. Le Comité des fonds est composé de quatre membres; il rend compte, tous les mois, de l'état des finances de la Société au Conseil d'administration.

Art. 5. Le Comité de publication est composé de sept membres, auxquels s'adjoignent de droit le Président, le Secrétaire et le Trésorier. Il se prononce, d'après le rapport d'un de ses membres, sur l'admission des travaux présentés.

Art. 6. Toutes les décisions du Conseil d'administration et des Comités sont prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage.

Art. 7. Un secrétaire-adjoint, désigné chaque année par le Conseil d'administration, seconde et, en cas de besoin, supplée le secrétaire de la Société.

Art. 8. Toutes les ressources de la Société sont affectées à des publications auxquelles ont droit tous les membres de la Société.

Art. 9. La Société accorde aux auteurs une rémunération dont le taux est fixé chaque année par le Conseil d'administration.

Art. 10. Les auteurs peuvent faire exécuter à leurs frais des tirages à part des travaux insérés dans le *Recueil* de la Société.

Tout tirage à part porte la mention du volume d'où il est extrait. La couverture de tous les exemplaires des tirages à part doit porter à l'extérieur cette mention : « Les tirages à part de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France ne peuvent être mis en vente. »

Art. 11. Les volumes publiés par la Société peuvent être vendus au prix que fixe chaque année le Conseil d'administration.

Art. 12. Il est tiré, chaque année, sur grand papier, un certain nombre d'exemplaires des volumes publiés par la Société. Les souscripteurs à ces exemplaires devront doubler le chiffre de leur cotisation annuelle ou le chiffre du versement unique.

— L'Assemblée procède à l'élection de douze membres du Conseil en remplacement de MM. Germain Bapst, Pierre Bonnassieux, Léopold Delisle, Gustave Fagniez, Arthur Giry, Siméon Luce, Anatole de Montaiglon, L.-M. Tisserand, Charles Tranchant, Th. Vacquer, Noël Valois, Auguste Vitu, sortants en 1887; Germain Demay et Charles Jourdain, décédés, qui devaient sortir en 1890.

Sont élus : MM. Germain Bapst, Pierre Bonnassieux, Léopold Delisle, Gustave Fagniez, Arthur Giry, Siméon Luce, Anatole de Montaiglon, L.-M. Tisserand, Charles Tranchant, Th. Vacquer, Noël Valois, Auguste Vitu; Alexandre Bruel et Henri-François Delaborde, en remplacement de MM. Germain Demay et Charles Jourdain, qui devaient sortir en 1890.

Communication.

M. L.-M. Tisserand donne lecture d'une note sur l'*Hôtel d'Hercule*.

— La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 10 mai 1887.

Présidence de M. Ch. TRANCHANT, président.

La séance est ouverte à trois heures.

— Le procès-verbal de la séance du 12 avril est lu et adopté.

— M. le Président annonce qu'il vient de recevoir la nouvelle de la mort de M. Ruprich-Robert, architecte du gouvernement, inspecteur général des monuments historiques, membre de la Société. M. Ruprich-Robert est décédé le 7 mai à Cannes. M. le Président rappelle les titres importants qui recommandent M. Ruprich-Robert au souvenir et aux regrets de la Société.

Le Conseil s'associe aux sentiments exprimés par M. le Président.

— Le Conseil prononce l'admission de :

807. M. Henri d'ALLEMAGNE, archiviste paléographe, attaché à la bibliothèque de l'Arsenal, présenté par MM. Pierre Bonnassieux et E. Lelong.

— M. le Président rappelle que, lors de la désignation des délégués au Congrès des Sociétés savantes, en 1887, le secrétaire de la Société, M. Viollet, se trouvant absent, on n'avait point inscrit son nom dans le doute où l'on était sur ses intentions. M. le Président demande que le nom de M. Viollet soit ajouté à la liste. La proposition est adoptée.

— M. A. Dufour demande s'il ne s'est pas produit un malentendu à la dernière séance au sujet des fascicules contenant, par commune, l'état des chemins ruraux du département de Seine-et-Oise; il craint, d'après des indications qu'on lui a données, que la publication n'ait pas le caractère général qu'on lui avait attribué.

M. le Président répond que la publication se fait partiellement, mais se continuera certainement. Conformément à ce qui avait été convenu, il s'est mis en rapports avec l'archiviste du département de Seine-et-Oise, M. Martin Bertrand-Lacabane, pour obtenir que les fascicules soient remis à la Société. M. Bertrand lui a fait savoir que le travail était très peu avancé, mais a ajouté qu'il ferait ses efforts pour donner suite au désir de la Société.

— M. le Président donne lecture d'une circulaire relative à une réception organisée à l'hôtel de la rue des Poitevins par diverses sociétés de Paris à l'occasion du Congrès des sociétés savantes.

Après un échange d'observations entre M. le Président, M. Vitu, M. Paul Lacombe, M. Viollet et M. Edgar Mareuse, le Conseil passe à l'ordre du jour.

— M. le Président fait remarquer que, par suite d'une omission purement matérielle, dans le projet de règlement intérieur qu'il a soumis au Conseil dans la séance du 8 mars, il n'avait pas reproduit la disposition ancienne en vertu de laquelle le Secrétaire archiviste est secondé par un Secrétaire adjoint. Il propose en conséquence d'insérer dans le texte à soumettre à l'Assemblée générale un article ainsi conçu : « Un Secrétaire adjoint désigné, chaque année, par le Conseil « d'administration seconde et, en cas de besoin, supplée le Secrétaire « archiviste de la Société. » — Cet article prendrait le n° 7 ; les articles actuels 7, 8, etc., du projet prendraient les nos 8, 9, etc. La proposition est adoptée.

— M. le Trésorier fait connaître au Conseil les données générales des comptes et du projet de budget à soumettre à l'Assemblée générale aux termes de l'art. 6 des statuts. Le Conseil donne son approbation, après différentes observations échangées entre M. le baron Pichon, président de la commission des fonds, M. le trésorier et d'autres membres.

— La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 17 mai 1887.

Présidence de M. Ch. TRANCHANT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— Le procès-verbal de la séance du Conseil, en date du 10 mai, et celui de l'Assemblée générale de la Société, en date du même jour, sont lus et adoptés.

— Le Conseil prononce l'admission de :

808. M^{me} veuve Louis LAURENT, présentée par MM. P. Viollet et le marquis J. de Laborde.

809. M. MAURY, présenté par MM. Lyon-Caen et P. Viollet.

810. M. le baron Xavier DE BONNAULT D'HOUE, présenté par MM. J. Perrin du Lac et le comte A. de Marsy.

811. M. le comte DE LUÇAY, présenté par MM. A. de Barthélemy et A. Longnon.

— M. le Président donne lecture d'une circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique transmettant un projet d'étude élaboré par le Comité des travaux historiques : « Projet de plan pour l'état descriptif d'une généralité ou d'une région de la France en 1789. » Il appelle l'attention des membres du Conseil sur ce projet que le ministre a adressé à toutes les sociétés savantes, de manière à avoir, s'il est possible, un certain ensemble.

— M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Alfred Maury, directeur général des Archives, fait connaître que, par suite de la réorganisation du service des Archives, le public sera admis, à partir du 1^{er} juin, jusqu'à cinq heures à la salle de travail servant aux séances du Conseil de la Société. Cette mesure va obliger le Conseil à se pourvoir d'une autre salle des séances. M. le Président a écrit à M. Jules Cousin pour lui demander si le Conseil pourrait être autorisé à siéger à l'hôtel Carnavalet. Il donne lecture de la réponse de M. Cousin. Tout en montrant les meilleures dispositions pour aider la Société à obtenir une autorisation, M. Cousin fait remarquer qu'en été la salle de lecture, la seule qui puisse être utilisée par le Conseil, est ouverte jusqu'à cinq heures, ce qui reproduit la difficulté survenue aux Archives.

M. A. Giry fait connaître que le directeur de l'École des chartes, M. Paul Meyer, l'a chargé d'offrir au Conseil, pour ses séances, la salle des cours de l'École, tout en reconnaissant qu'elle ne serait pas d'un usage bien facile.

M. le baron A. de Ruble propose de demander à l'administrateur général de la Bibliothèque nationale, M. Léopold Delisle, l'autorisation de tenir les séances du Conseil dans la salle du cours d'archéologie de la Bibliothèque, salle qui sert déjà pour les Assemblées générales de la Société.

Sur la proposition de M. le Président, le Conseil vote des remerciements à M. le directeur général des archives pour la bienveillante hospitalité qu'il lui a accordée depuis l'origine de la Société, et à M. le directeur de l'École des chartes pour l'offre dont M. Giry a été l'interprète. M. le Président est chargé de transmettre ces remerciements.

— M. le Président rappelle que l'objet principal de la réunion est l'élection du Bureau et des Comités pour l'année 1887-1888. Il ajoute qu'aux termes du règlement le président n'est pas rééligible.

Élection du Bureau. Sont élus : président, M. Auguste Longnon ; vice-président, M. le comte A. Boulay de la Meurthe ; trésorier-bibliothécaire, M. le marquis J. de Laborde ; secrétaire-archiviste, M. Paul Viollet ; secrétaire-adjoint, M. Edgar Mareuse.

Élection du Comité des fonds. Sont élus : MM. le comte Boulay de

la Meurthe, baron Jérôme Pichon, Auguste Vitu, baron de Watteville.

Élection du Comité de publication. Sont élus : MM. Anatole de Barthélemy, Jules Cousin, Léopold Delisle, Paul Lacombe, R. de Lasteyrie, Henri Omont, Siméon Luce.

— La séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 14 juin 1887.

Présidence de MM. le comte BOULAY DE LA MEURTHE, vice-président,
et Auguste LONGNON, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— MM. P. Bonnassieux, L. Delisle et S. Luce s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

— Le Conseil prononce l'admission de :

813. M. GRODET, présenté par MM. Auguste Lafollye et H. Champion.

— M. le Président annonce la mort de MM. le général marquis du Paty de Clam et Edmond Senemaud, archiviste des Ardennes, membres de la Société. Il se fait l'interprète des regrets unanimes que cause au Conseil cette double perte.

— M. Germain Bapst fait part au Conseil du résultat des recherches qu'il avait entreprises sur le vol commis au garde-meuble en 1792 et veut bien promettre de remettre à ce sujet une note au Comité de publication.

— M. Tranchant demande la parole pour un certain nombre de communications se rattachant à l'exercice de sa présidence.

Il fait connaître que, conformément à la décision prise dans la dernière séance, il a demandé à M. Léopold Delisle de vouloir bien accorder au Conseil d'administration l'autorisation de tenir ses séances dans la salle du cours d'archéologie de la Bibliothèque nationale. Il donne lecture de la réponse favorable qu'il a reçue. Sur sa proposition, des remerciements sont votés à M. Delisle; ils seront transmis par M. le Président.

— M. Tranchant fait connaître qu'il a accusé réception à M. le ministre de l'instruction publique de la circulaire lue à la dernière séance. Il a écrit à MM. Alfred Maury et Paul Meyer pour leur transmettre les remerciements du Conseil; il donne lecture de la réponse de M. Meyer.

— M. Tranchant rappelle qu'en exécution de l'art. 13 des statuts, il avait écrit à M. le préfet de la Seine pour soumettre à son approbation le règlement intérieur de la Société. Entre les deux préfets, le préfet de la Seine lui paraissait absolument qualifié pour cette approbation, puisqu'il ne s'agissait pas d'une autorisation, l'autorisation étant donnée par les statuts, mais de l'examen de dispositions complémentaires aux statuts, approuvés sur l'avis du préfet de la Seine. M. Tranchant a été invité à se présenter à la préfecture de Police. Il y a été informé verbalement que le règlement avait été renvoyé au préfet par son collègue le préfet de la Seine, mais que la préfecture de Police pas plus que la préfecture de la Seine ne se considérait comme compétente et laissait en conséquence à la Société le soin de disposer librement de son règlement intérieur.

M. Tranchant considère que la Société n'a qu'à se féliciter de cette solution ; il ne lui reste qu'à prendre acte. Son devoir est accompli puisque, conformément à l'article 13 des statuts, elle a soumis le règlement « à l'approbation de l'autorité préfectorale. »

— M. Tranchant donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Directeur des travaux de Paris, au nom du préfet de la Seine, répond à la lettre par laquelle, comme président de la Société, il avait appelé l'attention de l'administration municipale sur l'intérêt qui s'attache à la conservation de l'amphithéâtre de la Faculté de médecine de l'ancienne Université de Paris (rue de l'Hôtel-Colbert). M. le Directeur des travaux, en reconnaissant l'intérêt qui s'attache à cette conservation, se borne à constater que le monument n'est pas menacé par la prolongation projetée de la rue Monge.

— M. Tranchant fait connaître que le Président de la *Société archéologique de Vervins*, s'adressant à lui comme président de la Société, lui a témoigné le désir de voir la Société de Vervins comprise au nombre des sociétés correspondantes. M. Tranchant fait remarquer que le Conseil a désigné seulement jusqu'ici comme Sociétés correspondantes des Sociétés appartenant au territoire de l'ancien gouvernement de l'Ile-de-France. Il est bon de se tenir dans ce cadre, mais la partie de la Thiérache à laquelle appartenait Vervins s'est rattachée, à certaine époque, au gouvernement de l'Ile-de-France et le Conseil trouvera sans doute là une raison pour donner une suite favorable à la demande.

M. Longnon appuie la demande de la Société de Vervins. Après une discussion à laquelle prennent part MM. de Marsy, Tranchant, Longnon et autres membres, la demande est accueillie.

— M. le comte A. de Marsy appelle l'attention du Conseil sur un congrès que la Société française d'archéologie, dont il est président, doit tenir à Soissons et à Laon, du 23 au 30 juin ; il donne différents

détails sur le programme des travaux du Congrès et exprime l'espoir qu'un certain nombre de membres de la Société pourront y assister.

— La séance est levée à cinq heures et demie.

II. VARIÉTÉS.

SIMON VOSTRE, SIMON HADROT,
LIBRAIRES PARISIENS.

Le document qui suit provient d'un minutier parisien qui nous a été gracieusement ouvert depuis quelques mois ; c'est l'acte de vente par trois des héritiers de Geneviève Lepelletier à un libraire, Simon Hadrot, de leur part « des vignettes, histoyres, matrices, lettres fondues et autres choses à ce servant » provenant du fonds de commerce qu'après la mort de son mari, Simon Vostre, le célèbre libraire parisien, l'un des deux relieurs jurés de l'Université, sa veuve avait continué d'exploiter.

E. COYECQUE.

Marché fait entre Loys Harnault, m^e Jehan Lebreton, Estiene Aufroy d'eungne part, et Symon Hadrot d'autre part, par ansy que led. Loys, m^e Jehan Lebreton, Estiene Aufroy ont vendu et vendent leur part et porcion des vignettes, histoyres, matrices, lettres fondue et autres choses à ce servant, qui leur est venu en succession de Genevieve le Pelletier, en son vivant fame de feu Symon Vostre, à Symon Hadrot, librayre, pour le pris et somme de dix sept escus souleil chascun, pour porcion, moytié à present, l'autre moytiez à Saint Remy prochain venant ; avec ce, led. Hadrot sera tenu sousfrir auditz Harnaut, Lebreton, Aufroy, que quant il fera besoigner desd. hystoyre, il sousfrera mestres la quantité de six mains de papier à chascun d'eulx avec le sien, en paient le papier et façon à l'imprimeur qui fera led. ouvrage ; et led. Hadrot ne pourra bailler lesd. hystoyre et vignettes à autre pour pencer frustrer lesd. de lad. promesse.

En tesmoing de ce ay ycy mis mon signe manuel, le seiz^e jour de juillet mil cinq cens XXIII.

S. HADROT.

(Au dos, la quittance de Louis Harnault.)

LA DEMEURE D'ANTOINE HÉROUET.

Antoine Hérouët, surnommé « la Maison neuve, » d'une famille alliée à celle du chancelier Olivier, fut l'un des meilleurs poètes français du xvr^e siècle. Les succès littéraires de sa jeunesse lui valurent les faveurs de la cour et lui

attirèrent de bonne heure l'amitié de Clément Marot, qui, dans son *églogue* adressée à François I^{er}, en 1539, l'établit déjà juge de son combat pastoral contre Melin de Saint-Gelais. Héroùet renonça de bonne heure à la poésie pour se vouer entièrement à l'état ecclésiastique. Il devint évêque de Digne en 1552 et mourut en 1568.

On a de lui la traduction de l'*Androgyne de Platon*, — *La parfaite amie*, — *La complainte d'une dame nouvellement surprise d'amour*, imprimées à Lyon en 1542 dans un volume de poésies intitulé *Opusculs d'amour*. Dans ses œuvres, Antoine Héroùet traite de l'amour en combinant les théories de Platon avec le spiritualisme chrétien.

Il est fort probable que les poésies d'Héroùet sont peu lues aujourd'hui. Mais, ce qu'on a pu ignorer jusqu'à présent, c'est sa demeure à Paris. Sous ce rapport, le document ci-dessous publié est très important ; il fixe de plus une date dans l'existence de ce poète. C'est le bail de location d'une maison de la rue Bretonnerie, en date du 25 juillet 1532¹.

Ch. SELLIER.

Noble homme et saige maistre Adam Denise, advocat en Parlement, ou nom et comme ayant la garde noble des enfans mineurs d'ans de luy et de feu Guillemette de Besze, jadis sa femme, d'une part, et noble homme maistre Anthoine Herouet, sieur de la Maison Neufve, d'autre part, lesquelles plus confesserent et confessent avoir faict, firent et font entre elles les bail, prinse, promesse et obligations qui s'ensuyvent : c'est assavoir le dict maistre Adam Denise ou dict nom avoir baillé et delaisné à tiltre de loyer d'argent, du jour Saint Martin d'iver prochain venant jusques à deux ans après ensuyvans finiz et accompliz, et promect ou dict nom garantir, etc., au dict Herouet à ce present preneur et qui a prins et retenu du dict bailleur ou dict nom, au dict tiltre, le dict temps durant, une maison, court, jardin estalez derrière et ayant yssue du costé des Blancs-Manteaulx, une chambre haulte, garde-robe et petit grenier, sans y comprendre ce que tient une nommée Marguerite. La dicte maison assise rue de la Bretonnerie, qui jadis appartenoit à feu maistre Regnault de Besze, en son vivant notaire et secretaire du Roy, et depuis aux enfans du dict bailleur, tenant d'une part au Président Nicolay, d'autre part au sieur de Savonnières, pour en joyr, etc. Ces bail et prinse faictz moiennant la somme de soixante-dix livres tournois, que de loyer, pour et par chacune des dictes deux années, le dict preneur en a promis, sera tenu, promect et gaige bailler et paier au dict bailleur ou dict nom ou au porteur, etc., à deux termes esgaulx de demy an en demy an, premier terme de paiement escheant du jour Saint Martin d'iver prochain venant en demy an après. Et ainsi continuer, etc., et sera tenu promect et gaige le dict preneur qui est depuis demourant en la dicte maison, paier la demye année qui escherra au jour Saint

1. Bibl. nat., Cabinet des titres, *Pièces orig.*, Héroùet.

Martin d'iver prochain venant, montant trente-cinq livres tournoys. Et ne pourra le dict preneur bailler ne transporte[r] son marché à autre sans le gré et consentement du dict bailleur, et garnira la dicte maison de biens meubles exploictables pour seureté du dict loyer; et entretiendra le dict jardin en bon estat et valleur; promectant, obligeant ès dicts noms chacun en droit soy, etc., renonçant, etc. Faict et passé double, ceste pour le dict bailleur, l'an mil cinq cens trente-deux, le jeudy vingt cinque jour de juillet.

MAHERET. MONTIGUE.

III.

BIBLIOGRAPHIE.

7. VALOIS (Noël). — Le privilège de Chalo-Saint-Mard. In-8°, 42 pages. Paris, A. Picard (1886).

Extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*.

C'est une bien curieuse histoire que celle du privilège de Chalo-Saint-Mard. « Le roi Philippe I^{er} (si l'on en croit de graves historiens) avait fait le vœu d'aller, armé de toutes pièces, visiter le tombeau du Christ à Jérusalem, de suspendre ses armes dans le temple et de l'enrichir de ses dons... Les prélats et les seigneurs du royaume, prévoyant les maux qu'occasionnerait son absence, s'efforcèrent vivement de le retenir. Alors, un de ses fidèles serviteurs, Eudes Le Maire, dit Chalo-Saint-Mard, né à Étampes, offrit d'entreprendre lui-même le voyage à la place du roi. Il partit à pied, armé comme dans un jour de bataille, et portant dans sa main un cierge qu'il allumait à divers intervalles. Il employa, dit-on, deux années à faire ce pèlerinage. Arrivé enfin au terme de sa course, il déposa ses armes dans le temple du Saint-Sépulcre... Son retour dans sa patrie fut le signal des honneurs dont le roi se plut à le combler. En témoignage d'estime et de satisfaction, il lui accorda l'exemption de tous péages, tributs et autres droits pour lui et toute sa race. »

Cette exemption totale d'impôts, aides, subsides et droits quelconques, dont jouissaient tous les descendants d'Eudes Le Maire, tant par les femmes que par les hommes, devait promptement en multiplier le nombre. Aussi, au commencement du xvi^e siècle, un avocat malveillant pouvait-il dire : « De présent il en y a nombre infini qui se disent de la dicte lignée, et y sont receuz tous en baillant deux escus. »

M. Valois a complètement reconstitué l'histoire de ce privilège, depuis le diplôme faux de 1085 jusqu'aux dernières procédures qui l'ont définitivement ruiné vers 1752, après maint procès dont les Chalo-Saint-Mard étaient jusque-là presque toujours sortis vainqueurs. H. O.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

I.

COMPTE-RENDU DES SÉANCES.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 12 juillet 1887.

Présidence de M. Aug. LONGNON, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— Le procès-verbal de la séance du 14 juin 1887 est lu et adopté.

— M. Bruel s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

— M. Tranchant, complétant les brèves indications contenues dans son discours à la dernière Assemblée générale au sujet de M. Louis Laurent, ancien membre de la Société, donne lecture d'une lettre, en date du 16 juin, par laquelle M^{me} veuve Laurent lui a adressé des détails sur la carrière de son mari. « Sorti d'une famille peu fortunée de Montmorency, M. Louis Laurent, avec l'aide bienveillant d'un curé de cette ville, mais dans des conditions forcément très imparfaites, avait su arriver, au prix des plus dures privations, à une instruction distinguée. Pourvu d'abord du brevet d'instituteur, reçu bachelier, puis licencié ès lettres, il se fit professeur libre. Dévoué à sa ville natale, comme aux parents qui l'entouraient, il a donné, au milieu des préoccupations de son enseignement, le plus utile concours aux intérêts locaux. Plusieurs fois, les habitants de Montmorency l'élurent membre de leur Conseil municipal; on le voit, pendant de longues années, prendre, comme secrétaire, ou comme président, la part la plus active aux travaux de la délégation canto-

nale. Il est mort encore dans la force de l'âge, à cinquante ans, laissant le souvenir d'une existence modeste, mais dignement remplie. »

M. Paul Lacombe déclare qu'il a été l'élève de M. Laurent et qu'il s'associe de la manière la plus complète au témoignage donné à sa mémoire. Il ajoute que M. Laurent avait fait une part sérieuse dans ses études aux questions qui préoccupent la Société et avait acquis une véritable compétence archéologique.

— M. H. Omont donne lecture d'une lettre de notre confrère M. Chazal qui propose de mettre en distribution, cartonnées à l'anglaise, les publications de la Société :

« ... Plus s'augmente notre collection, plus on reconnaît les inconvénients de toute espèce que présentent des volumes brochés, difficiles à prendre sur les rayons, plus difficiles à y faire rentrer. Je suis sûr que la plupart de nos collègues maugréent comme moi chaque jour contre ces inconvénients. Nos volumes ne sont pas des livres de lecture courante, qu'on abandonne après les avoir lus ou parcourus; ce ne sont pas des livres rares ou curieux à faire revêtir de reliures plus ou moins soignées; ce sont des livres de collection et de recherches qu'on doit avoir sous la main et à la main, pouvoir prendre, feuilleter et remettre facilement.

« Aucune reliure ne se prête mieux à ce genre de service que la reliure économique et suffisamment solide dite cartonnage anglais, sous toile bisonne, déjà adopté par tant de publications périodiques. Je demande donc :

« 1^o Que les volumes publiés par la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France soient à l'avenir livrés à tous les souscripteurs cartonnés à l'anglaise, si les ressources de la Société le permettent ;

« 2^o Si ces ressources ne le permettent pas, qu'il soit facultatif de recevoir ces volumes cartonnés à l'anglaise en s'engageant à verser un supplément de cotisation pendant tout le reste de la durée de la cotisation ;

« 3^o Que la Société s'entende avec le relieur qui serait chargé de cartonner les volumes à publier pour que les sociétaires qui le voudraient puissent faire cartonner chez lui, suivant le modèle adopté par la Société et pour un prix fixé d'avance, les volumes déjà publiés et annuellement ensuite les volumes du *Bulletin*. »

Après un échange d'observations entre MM. le Président, Lacombe, de Montaiglon, Omont, Viollet et Vitu, la proposition de M. Chazal est renvoyée au Comité des fonds, qui présentera un rapport à la prochaine séance.

— M. Paul Lacombe signale au Conseil l'excursion organisée par la *Société historique du Vexin* le 26 juin dernier. En outre d'une

visite détaillées de l'église paroissiale de Montmorency, le programme comprenait une conférence de M. Lucien Magne sur les vitraux de cette église, conférence qui a été très goûtée par les assistants. Notre confrère M. Seré-Depoin, président de la Société du Vexin, l'a fait suivre d'un discours dans lequel il a tracé d'excellentes règles pour l'étude de l'histoire locale.

Plusieurs de nos confrères assistaient à cette réunion et ont reçu de M. le Président le plus gracieux accueil.

— La séance est levée à cinq heures.

II.

VARIÉTÉS.

PARTAGE DES BIENS DE PIERRE D'ORGEMONT.

(1387.)

Parmi les pièces justificatives de l'*Histoire de Méry-sur-Oise*, par MM. le comte Edgard de Ségur-Lamoignon et Joseph Depoin, ouvrage encore manuscrit auquel vient d'être attribué le prix Comartin par le Conseil général de Seine-et-Oise, nous relevons le document suivant, que les auteurs ont bien voulu nous permettre de reproduire et qui a pour notre Société le double intérêt de compléter l'étude publiée par Léopold Pannier dans le tome I^{er} des *Mémoires* et de fournir pour la topographie parisienne du xvi^e siècle plusieurs indications utiles.

Le vendredi xix^e jour de mars l'an de grace mil trois cens quatre vins et sept, noble homme mons. Pierre d'Orgemont, chevalier, seigneur de Chantilly et de Mery-sur-Oise, dist et declara à reverent Pere en Dieu Mons. P., par la grace de Dieu evesque de Paris, mons. Almaury, maistre Nicolas et Guillaume d'Orgemont, frères, ses enfens, que de ses terres, possessions, héritages et biens immeubles quelsconques, et de tous ceulz de la succession de feu madame Marguerite, sa femme, mere de sediz enfens, il, de sa certaine science, par grant et meure deliberacion, pour le bien de sediz enfens, et pour paix et amour nourrir entre eulx, et eschever tous debas et descors qui, après son trespassement, peussent estre meus entre eulz sur le fait du partage et division de sa succession et de celle de maditte dame leur mere, et pour plusieurs justes causes et consideracions qui à ce le mouvoient, avoit à chascun de ses diz enfens fait partage et division en la maniere qui s'ensuit.

C'est assavoir que ledit mons. l'evesque de Paris, oultre sa maison des Tournelles, assise à Paris, que il tient, et ses appartenances, aura pour sa part et portion desdites terres, possessions et biens immuebles, tout ce que mondit seigneur son pere a, tient et possède ès villes, terrouers, finages et ès environs de Mery-sur-Oise, de Auvers, de Pontoise, de Ferici, de Machau, de Senz et de Voisines, sa maison de Meleun, et le granche que tient à sa vie Gautier Le Blanc, assise à Paris en la grant rue Saint Anthoine, avecques toutes leurs appartenances et appendances, tant maisons, granches, edifices, justice et *seignorie*, *travers*¹, fiez, arriere fiez, homages, rentes, revenues, prez, terres, vingnes, rivières, boys et aunoys, comme autres choses quelconques.

Item ledit mons. Almaury aura pour sa part et porcion desdites successions des biens immuebles le chastel et terre de Chantilly et les menuz cens de St Leu de Seranz, et tout ce que mondit seigneur son pere a ès environs; le chastel et terre de Chavercy, la terre et seignorie de Thorigny sur Marne, la terre de Courtery, l'ostel où demeure à Paris mondit seigneur son père, ainsi comme il se comporte en lonc et en lé, depuis l'ostel de la Muse jusques à l'ostel du Cine²; et la granche qui est à Paris, en la rue de la fausse poterne de Saint Pol, seant devant l'ostel de monseigneur le chancelier de France; avecques toutes leurs appartenances et appendances, que mondit seigneur son pere tient et possède ès lieux, terrouers et finages dessus dis et ès environs, tant chasteaulx, maisons, granches, edifices, justice, seignorie, fiez, arrierefiez, hommages, rentes, revenues, prez, terres, vingnes, rivières, bois et aunoys, comme autres choses quelconques.

Item, ledit maistre Nicolas aura pour sa part et porcion des dites successions des biens immuebles tout ce que mondit seigneur son pere a, tient et possède ès villes, terrouers, finages et ès environs de Gonnese, de Roissy, de Saint Denis en France, de Monstereul, de Fontenay lez le bois de Vincennes, et de Roussigny, la courtille qui est oultre la bastide du Temple, les vignes, granche et pressouer de Galardon, toutes les rentes et deniers qui sont à Paris, toutes les terres qui sont environ Paris au dehors, et les rentes qui se prennent sur aucunes desdites terres, qui pieça ont esté baillées à rente pour y planter vingne, avecques toutes les appartenances et appendances des choses dessus dites, tant maisons, granches, edifices..... quelconques, sauf et

1. Ces deux mots sont écrits en abrégé et très serrés, sur un endroit du parchemin qui a été gratté. Il ne contenait sans doute auparavant que le mot *seignorie*. *Travers* a été ajouté après coup, parce que c'était une partie fort importante du domaine de Méry.

2. L'hôtel du Cygne.

réserve que lesdites rentes en deniers qui sont à Paris et lesdites terres qui sont au-dehors de Paris avecques les rentes qui se prennent sur aucunes desdites terres seront et demourront chargées de quarante livres parisis de rente annuelle à la vie de seur Alips d'Orgemont, sa tante, et de seur Jehanne, sa cousine, religieuses du Lis, ausquelles, et à la survivant, ledit maistre Nicolas sera tenu de paier lesdictes quarante livres parisis de rente chascun an, tant comme elles vivront, aus quatre termes generalment à Paris acoustumez, et, ou cas que ledit maistre Nicolas deffaudroit de paier lesdictes religieuses ou la survivant de leur dite rente de un terme, elles ou la survivant pourront gaigier et prendre par leur main d'illec en avant leurs dites xl liv. p. de rente sur lesdictes rentes assises à Paris.

Item et ledit Guillaume aura pour sa part et portion desdites successions des biens immuebles, tout ce que mondit seigneur a, tient et possede aus villes, terrouers, finages et environs de Laigny sur Marne et outre ladite riviere de Marne, l'ostel du peage qui est au bout du pont de Laigny, la terre de Cernetain, la granche soubz Montjay, l'ostel neuf, que mondit seigneur son père a fait faire à Paris à l'opposite de celui où il demeure, et la granche qui est prez de la conciergerie de l'ostel de Saint Pol, avecques toutes les appartenances... quelconques, sauf et réservé xix arpens de prez que tient ledit mons. Almaury des appartenances de ladicte granche soubz Montjay, lesquelz prez ledit Mons^r son père lui a pieça baillez et donnez, et lui demourront pour joindre à sa terre du Pin.

Lequel partage ainsi fait et déclaré par ledit mons. Pierre d'Orgemont à ses diz enfens, pour en joir chascun en droit soy, après le trespassement de mondit seigneur leur père, aus charges que les choses doivent, yceulx enfens pleinement et concordablement sanz aucune difficulté accepterent et l'ont eu et ont agreable; et ont promis et accordé à mondit seigneur leur pere, present Jehan Remon l'aisné, general maistre des monnoies du Roy nostre sire, et en la presence de moy, notaire cy-dessous nommé, que ledit partage, en la forme et maniere qu'il est cy dessus escript et divisié, eulx et chascun d'eulx en droit soy tendront fermement sans faire ou venir contre, ores ne ou temps à venir en aucune maniere. Et moy Henry Mauloué, secrétaire et notaire du Roy nostre sire, ay en tesmoing de ce, et à la requeste de mondit seigneur Pierre d'Orgemont, mis mon saing manuel au present partaige; et avec ce, pour plus grant seurté, lui et messeigneurs ses enfens dessus nommez y ont mis leurs propres seaulx¹. Ce fu fait l'an et jour dessus diz.

MAULOUE².

1. Les trois sceaux sont détruits.

2. Archives de Méry-sur-Oise.

UN NOUVEAU DOCUMENT

RELATIF A

JEAN GUTENBERG

ET AUX DÉBUTS DE LA TYPOGRAPHIE A PARIS.

La bibliothèque de l'université de Bâle possède, on le sait, la collection la plus complète qu'il y ait au monde d'incunables de la typographie parisienne. Elle a reçu en effet, avec les collections de la Chartreuse de Bâle, où il avait fini ses jours, la bibliothèque entière de Jean Heynlin (ou de La Pierre), qui, avec Guillaume Fichet, fit venir de Bâle et établit en Sorbonne les trois premiers imprimeurs parisiens : Ulrich Gering, Michel Friburger et Martin Crantz.

En tête de l'exemplaire conservé à Bâle de l'*Orthographia* de Gasparin de Bergame, sorti des ateliers de la Sorbonne, se trouve comme préface une lettre de Guillaume Fichet à Robert Gaguin. A la fin du volume ont aussi été ajoutés les vers que Robert Gaguin avait composés pour la *Rhétorique* de son ami, précédemment publiée.

Cette lettre de Guillaume Fichet, qui, non plus que les vers de R. Gaguin, ne se rencontre dans aucun autre exemplaire de l'*Orthographia* que celui de Bâle, contient un précieux témoignage relatif à Gutenberg. L'importance de ce document n'avait pas échappé au savant bibliothécaire de l'université de Bâle et M. le D^r Louis Sieber, qui avait signalé cette lettre à M. J. Philippe, le dernier historien de la typographie parisienne¹, vient de la réimprimer en une élégante plaquette². Il a bien voulu nous permettre d'en reproduire ici le texte³.

GUILLERMUS FICHETUS, PARISIENSIS, THEOLOGUS DOCTOR,

ROBERTO GAGUINO, VIRO DOCTISSIMO, SALUTEM.

Magna me voluptas capit, eruditissime Roberte, quum Musas et omnes eloquentiae partes, quas prior aetas ignoravit, in hac urbe

1. J. Philippe, *Origine de l'imprimerie à Paris* (1885, pet. in-4^e), p. 172 et suiv. On trouvera dans l'ouvrage de M. J. Philippe (p. 177) le fac-similé de la première page de la lettre de G. Fichet.

2. *Guillermi Ficheti, Parisiensis theologi, quam ad Robertum Gaguinum de Johanne Gutenberg et de artis impressoriae in Gallia primordiis... conscripsit epistola...* denuo edidit Ludovicus Sieber. — Basileae, 1887, petit in-4^e de 16 pages.

3. Rappelons qu'il a déjà été question de la lettre de G. Fichet, en dehors de l'ouvrage cité de M. J. Philippe, dans le *Livre*, 1883, t. IV, p. 369; dans le *Centralblatt für Bibliothekswesen*, 1885, t. II, p. 86; et dans la *Geschichte der Erfindung der Buchdruckkunst* de M. A. von der Linde (1886, in-4^e), t. I, p. 732, 925.

florere conspicio. Nam ut me primum adolescentibus annis Boico ex agro Lutetiam contuli, idque Aristoteleae disciplinae causa, mirabar sane oratorem aut poetam phoenice rariorem Lutetia tota inveniri. Nemo Ciceronem, uti plerique nunc faciunt, nocturna versabat manu, versabat diurna; nemo carmen fingeat legitimum; nemo fictum ab alio caesuris noverat librare suis, desuefacta siquidem a latinitate schola Parisiensis ad sermonis rusticitatem omnis paene deciderat. At lapillo longe meliore dies nostri numerantur, quippe quibus di deaque omnes, ut poetae loquuntur, bene dicendi artes in dies magisque aspirant; siquidem, ut missos faciam alios, tu usque adeo Musis et omni carminis genere praestas, ut si non solum illi quidem vates nobilissimi, Tibullus, Lucretius, Horatius, Naso, Statius, Lucanus, Martialis, Persius, Juvenalis, sed etiam longe princeps Virgilius ab Elysaeis campis ad nos remearent, profecto tuum carmen suum esse arbitrarentur. Quid enim Maroni tuo carmine similis, quod de Ludovico rege nostro fortissimo proximis diebus cecinisti? Quid illo quadratius, quod dialogorum instar unum aut alterum effinxisti? Taceo civitatis Pariseae laudes, quae adeo sunt a te verborum venustate et sententiarum gravitate refertae, ut utrum utri laude praeferatur judicare sit difficile. Praetereo, quae de Galliae Hispaniaeque praestantia soluta oratione scripsisti. Non enim est hujus temporis de tuis studiis praesertim ad te scribere. De studiorum humanitatis restitutione loquor. Quibus, quantum ipse conjectura capio, magnum lumen novorum librariorum genus attulit, quos nostra memoria, sicut quondam equus Troianus, quoquo versus effudit Germania. Ferunt enim illic haud procul a civitate Maguntia Joannem quendam fuisse, cui cognomen Bonemontano, qui primus omnium impressoriam artem excogitaverit, qua non calamo, || ut prisci quidem illi, neque penna, ut nos fingimus, sed aereis litteris libri finguntur, et quidem expedite, polite et pulchre. Dignus sane hic vir fuit, quem omnes Musae, omnes artes omnesque eorum linguae, qui libris delectantur, divinis laudibus ornent, eoque magis dis deabusque anteponant, quo proprius ac praesentius litteris ipsis ac studiosis hominibus suffragium tulit, siquidem deificantur Liber et alma Ceres, ille quippe dona Lyaei invenit poculaque inventis Acheioia miscuit uvis, haec Chaoniam pingui glandem mutavit arista, atque, ut poeta utamur altero, prima Ceres unco glebam dimovit aratro, prima dedit fruges, alimenta mitia terris. At Bonemontanus ille longe gratiora diviniorque invenit, quippe qui litteras eiusmodi exculpsit, quibus quidquid dici aut cogitari potest, propediem scribi ac transcribi et posteritatis mandari memoriae possit. Neque praesertim hoc loco nostro silebo, qui superant iam arte magistrum, quorum Udalricus, Michael ac Martinus principes esse dicuntur, qui iam pridem Gasparini Pergamensis epistolas impresserunt, quas Joannes

Lapildanus emendavit, quin illius auctoris orthographiam, quam hic etiam accurate correxerit, se accingunt perficere : opus mea quidem sententia egregium neque auribus solum juventutis gratissimum, sed doctiorum quoque studiis opportunum. Non enim, quod pace multorum dictum esse velim, res est orthographia fructu parvo ac tenui, verum praegandi, gratissimo, apprime necessario et jucundo, siquidem recte scribendi ratio, quam orthographiae sonat interpretatio, nobis in omni lingua, graeca, latina vernaculaque, suffragatur, qua sine nil emendate ac pure scribi, nil legi, nil nisi contorte efferri possit. Quotum enim quemque, sive grammaticum, sive oratorem, sive philosophum excelluisse invenias, qui non huic divinae arti majorem in modum studuerit? Nempe, ut hinc incipiam, Didymus cum omnem, tum hanc grammaticae partem libris quam plurimis exornavit, quo fit, ut omnibus artis grammaticae professoribus, qui quidem essent ac fuissent, Macrobius eum jure praetulerit. Nigidius quoque, cui Figulo fuit cognomen, Auli Gellii sententia secundum Marcum Varronem locum est consecutus. Cur ita? Nimirum, qui multus in orthographiae praeceptione ¶ fuisset. Quid Antonius Gnipho? Profecto tantus huic est habitus honos vel ab ipso Marco Cicerone, ut etiam illius scholam post exactum forensem laborem hic studiose frequentaret. Hygini quoque grammatici magnum fuit in exponenda recte scribendi scientia studium, utpote qui Romae multa scripsit et docuit. Sed, ne forte in re tristissima sim longior, mitto Valerium Probum, Scaurum, Annaeum, Cascellium, Terentium, Cornutum et alios illius superioris aetatis quam plurimos, qui et ipsi grammatici et recte scribendi studiosi fuerunt. Proximiores et minus antiquos non dicam, Diomedem, Donatum, Servium, Victorinum, quos equidem grammaticosne, an philosophos potissimum dicam nescio. Illud certo scio, non grammaticen modo, sed et rhetoricen et philosophiam eximiae laudi omnibus fuisse. Verum, quandoquidem [in] oratores et philosophos incidimus, ex his paucos et principes testimonio nobis asciscimus. Marcus etenim Tullius, quem principem suae linguae latinus quisque esse voluit, non apposite tantum singula scripsit, sed et ipse quoque per epistolam filium ammonuit, ¶ ut emendatae scriptionis artem perdisceret. Caii Caesaris itidem extant de analogia libri. Cuius Caesaris? Eius qui cum in omni re maxima, et forensi et bellica, praeter caetera gloriam perquisivit, tum in hac parte una et maxima curiosissimus indagator esse voluit, et quod voluit, attigit, et quod attigit, cum forensibus bellicisque laudibus mandavit posteritati. Messala, cuius laudis causa meminit Horatius, non impolitus litterarii ludi scriptor effloruit. Nam praeter fori gloriam, quae ne par quidem in quoquam aequali suo fuit, scite scribendi praecepta conscripsit, quin de nonnullis litteris integros libros confecit. Marcum etiam Varronem, quem sine dubitatione

doctissimum Cicero dixit, ex hac doctrina ingens gloria secuta est, et eo quidem ingentior, quo rem omnem altius fodiendo funditus per-
tigit. De C. Basso, Fabio Quintiliano Plinioque tacere consilium est, qui non minus propter hanc, de qua loquimur, scribendi sapien-
tiam sapientissimi sunt habiti, quam ob eloquentiam et alias artes multas et bonas, quibus eorum quisque excelluit. Sed ego quid ora-
tores philosophosque commemorem? Utique in hoc genere || laudis infiniti succurrunt memoriae, quos non nisi invitus praetereo. Prae-
tereo Papirianum, qui superioris cuiusque praecepta unum in opus artificiose contextuit. Aulus etiam Gellius omitatur, cuius tantus in hac re fuit conatus, immo superfuit, ut ab eo nullae vel minutissimae fibrae relinquantur intactae. Aequalis Gellii Favorinus sileatur, quem doctissimum fuisse scribere Gellius haud dubitavit, neque Sergius, neque Herodianus, neque latinus quisquam, sive grammaticus, sive orator, sive philosophus a me deinceps dicatur. Quid de Graecis inquires? Vereor, ne fortassis eorum fontes illibatos praeteriens non degustatione dignos videar iudicasse, contraque si vel extremis labris attigero, praeter modum evagari ac nescio si rectius dicam debacchari videatur oratio. Itaque modestiae malim, quam loquendi licentiae morigerari, ne si vel Aristotelis, vel Theodectis, vel Porphyrii, vel Appollonii, qui gloriosissime hanc etiam partem aspexerunt, velim exemplis nos hortari, ipsa verborum longitudine potius ipse dehor-
ter. Quas ob res abunde colliquescit, quod initio constitui, neminem unquam vel de grammaticis, || vel de rhetoricis, vel philosophorum institutis bene meritum extitisse, qui non magnopere scribendi doc-
trinae incumberet. Neque aliunde plures errores ne graviores qui-
dem, in litteris, in poetis, oratoribus, historia, medicinis, jure civili, sacris litteris, quavis denique philosophiae particula crediderim emer-
sisse, quam ex unius orthographiae et appositae scriptionis ignora-
tione. Quocirca magis aetati nostrae, quam superiori quidem illi congratulor, quandoquidem video cum studiis, tum libri artificiose scribendi dicentique scientiam assecutum iri quam plurimos, neque nomen, quod longe lateque volitet per orbem, defore quibusque nos-
tris hominibus, modo ipsi sibi non prius defuerint. Vale et epistolae longitudinem tribue amoris nostro quam maximo. Aedibus Sorbonae raptim a me kalendis Januariis diluculo scriptum.

Eiusdem doctoris in superiorem epistolam metrica superscriptio.

Jane pater, ferto nunc munera nostra Roberto
Uni, qui Musis felix eat omnibus aevis.

Patri et praeceptori suo, Guillermo Ficheto, theologo doctori, Robertus Gaguinus, de ordine Sanctae Trinitatis et Captivorum, salutem plurimam dicit.

- Quos luteos homines finxit natura deauras
Et facis eloquio, clare Fichete, deos.
Te digne extulerit praeclara Lutetia caelo,
Cui tua rectiloquos lingua diserta parit.
5 Quae fuit obscura sterili ruditate loquendi,
Fulgida nunc radiis arte polita micat.
Pulverulenta situ et squalore volumina longo
Exiliunt tenebris en revoluta suis.
Per cathedras Cicero, verbi pater, intonat acer
10 Et veterum mille nomina lecta virum,
Quos equidem, si sensa animos retinere putandum est,
Gratari inter se nunc tibi, crede, juvat.
Magnum autem est fama et pulchrum memorarier actis,
Quae probet et coelum, quisque levetur humus.
15 Qui veniet posthac puro sermone latinus,
Esse tuis domitum se feret auspiciis,
Inque sacros aditus, quod semper Graecia fecit,
Dicendi appinget philosophia decus.
Theologi exurgent, quos tot docuisse probaris,
20 Qui se Hieronymis assimilasse velint¹;
Ergo eris in nostris, quod Achivis ille Prometheus,
Qui terrae obstrictos igniit arte viros,
Sive opifex hominum, qui duris cotibus auras
Indidit, illa iubens vivere, Deucalion.
25 Foelix illa quidem tali Sabaudia alumno,
Cuius erit Gallis perpetuatus honor.
Gaude igitur, doctor, habiturus nomen in aevum,
Gaguinumque magis usque benignus ama.

Vale, ex Maturinis, primo die Januarii.

1. Les vers 19-20 et 25-26 manquent dans la réimpression de cette pièce de vers à la fin de l'*Orthographia*; mais la date ne se trouvait pas à la fin de cette même pièce de vers, imprimée précédemment avec la *Rhétorique* de G. Fichet.

UNE ÉVASION DE LA CONCIERGERIE EN 1524.

L'avocat au Parlement Nicolas Versoris, dans son *Journal*, récemment publié par notre confrère M. G. Fagniez¹, raconte l'audacieuse évasion tentée en plein jour, le 11 juin 1524², par l'un des complices du connétable de Bourbon. Deux lettres de rémission conservées dans les registres du Trésor des chartes relatent tout au long ce petit événement parisien. Je les avais signalées au savant éditeur de Versoris, mais ma communication lui arriva trop tard pour qu'il pût l'utiliser. C'est le texte de ces documents qu'on pourra lire ici. La relation y est plus exacte et plus circonstanciée que dans le *Journal*; de plus, elle donne le prénom du sieur Des Cars, qui s'échappa de la Conciergerie, après avoir lié et baillonné son gardien, avec l'aide de son cousin Étienne Du Mas et de deux de ses serviteurs, et se jeta dans un bateau préparé à cet effet pour traverser la Seine et gagner le Louvre, où des chevaux l'attendaient. On peut donc identifier sûrement le héros de cette aventure.

Ce n'est pas, comme on l'avait supposé, Gabriel de Pérusse Des Cars, baron de Ségur, mais François Des Cars, seigneur de la Vauguyon, fils unique de Gautier de Pérusse et de Marie de Montberon. Arrêté au mois d'octobre précédant à Montreuil-sur-mer, parce qu'on le soupçonnait d'être en correspondance avec le connétable, il fut conduit à Lyon, où se trouvait le roi, puis transféré à Paris, la veille de Noël, et emprisonné à la Conciergerie, pendant que le Parlement instruisait son procès. Il n'existait aucune preuve contre lui, mais seulement des présomptions plus ou moins fondées. On prétendait que Lurcy, un complice avéré de Charles de Bourbon, lui avait fait porter des lettres en secret par un nommé Jairouce. Ce messenger ne put être retrouvé. On disait encore qu'on avait entendu Piloux, agent du connétable, tenir à Des Cars des propos compromettants : « C'est vous, lui aurait-il dit, qui avez conseillé à mon maître ce qu'il a fait, et maintenant vous l'abandonnez. Vous êtes un traître³ ! » Ces charges ne parurent pas suffisantes aux juges pour motiver une condamnation, et, malgré son désir de plaire au roi, le premier président de Selve, dans un rapport verbal qu'il fit de cette affaire, le 9 mars 1524, lui remontra qu'on ne pouvait que surseoir à l'arrêt jusqu'à plus ample informé. Mécontent de cette réponse, François I^{er} créa une commission composée de présidents et conseillers des parlements de Bordeaux, Toulouse et Rouen et la saisit de l'affaire. Ce tribunal improvisé effraya fort le prisonnier; il craignit qu'on n'essayât de lui arracher un aveu en lui appliquant la question. C'est ce qui le décida à fuir. Repris et enfermé plus rigoureusement, il resta encore un an à la Conciergerie. Au mois de mai 1525, François Des Cars fut élargi pour un an et sous caution. Plus tard, il rentra complètement en grâce. On le retrouve, à partir de 1530, chambellan du roi, gentilhomme ordinaire de la chambre, capitaine de cinquante hommes

1. *Livre de raison de M^e Nicolas Versoris, avocat au Parlement de Paris*, dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. XII, p. 144-146.

2. Versoris donne la date du 12 juin. Le *Bourgeois de Paris* et les lettres de rémission placent l'événement au 11.

3. Parlement de Paris, reg. du Conseil, X^{te} 1526, fol. 199 et suiv.

d'armes des ordonnances. Il fut aussi chevalier d'honneur et premier écuyer de la reine Éléonore, sénéchal de Bourbonnais, et enfin lieutenant général dans le Lyonnais, le Dauphiné, la Savoie et le Piémont¹.

Paul GUÉRIN.

I.

*Lettres de rémission pour un serviteur de François Des Cars,
complice de l'évasion de son maître.*

FRANÇOIS, etc. Sçavoir, etc. Nous avoir [receu l'umble supplication] de Caillard de Luczon, natif du pays de Gascongne, aagé de trente cinq ans ou envyron, contenant que dès quatre ans a ou envyron il seroit allé demourer au service de François Des Cars, lequel il a tousjours depuis servy bien et honnestement, et avec ledit Des Cars, qui avoit charge et conduite de gens d'armes, a esté tousjours pour le servir, tant en noz guerres de Picardie que ailleurs où ledit Des Cars a esté et s'est trouvé en nostre service, et jusques dix moys a ou envyron que icelluy Des Cars, estant en nostredict service avec sa bande en nostre ville de Monstreul sur la mer, fut prins et constitué prisonnier par nostre ordonnance et mené à Bloys et Loches, et depuis en nostre ville de Paris, èsquelz lieux ledit suppliant l'a tousjours suivy et servy en ses affaires et neccessitez en tout ce qu'il a peu, comme ung bon et loyal serviteur est tenu et doit faire, mesmement quand il veoit son maistre en neccessité. Et au dict service dudict Des Cars a tousjours demeuré jusques le samedy unziesme jour de juing mil V^e XXIII^e dernier passé, envyron l'heure de deux heures après mydy. Et après que ledit suppliant eust servy ledict Des Cars, son maistre, au disner, icelluy Des Cars, qui estoit en la gallerie haulte de nostre Conciergerie, près la Tour carrée, comme tout ennuyé, mary et courrossé, appella ledict Caillard, suppliant, et luy commanda qu'il allast querre le s^r Du Mas, son cousin, pour l'aller veoir, ce que feit ledit suppliant.

Et eulx arrivez en ladicte gallerie, lesdictz Des Cars et Du Mas saluerent l'un l'autre, eulx appellans cousins. Auquel Du Mas ledit Des Cars, en la présence dud. suppliant et d'un nommé Tabourin, aussi serviteur et varlet de chambre d'icelluy Des Cars, se plaignit fort, en luy disant et remonstrant les ennuytz, facheries, neccessitez et pouvretes où il estoit, et comme son procès luy avoit esté fait et veu par nostre court de Parlement, et que on luy vouloit encores faire ung nouveau jugement, et qu'il craignoit fort d'avoir la gehayne, et aussi que nostre Prevost de l'Hostel ne le menast en

1. Voy. le P. Anselme, *Hist. géneal.*, t. II, p. 234, et Beauchet-Filleau, *Dict. hist. des familles de l'ancien Poitou*, t. II, p. 515.

quelque part. Après lesquelles parolles et plainctes, dist et declaira led. Des Cars qu'il avoit delibéré de trouver moyen et tascher de sortir hors de prison ; et, s'il le pavoit faire, qu'il s'en yroit en quelque abbaye ou lieu qui ne seroit en terres des ennemys, et qu'il envoyeroit querir ses parens et amys pour aller en court, affin de faire son appoinctement envers nous. Et aussi dist led. Des Cars qu'il ne se deffioit point du jugement de nostred. court de Parlement, mais qu'il craignoit que ceulx qui avoient demandé sa confiscation luy feissent faire ung mauvais tour. Mais neantmoins fut conclud et delibéré qu'il le feroit.

Après laquelle conclusion et deliberation, fut advisé que led. suppliant yroit querir des cordes pour lyer ung nommé Pierre Roussel, l'un des gardes dud. Des Cars, qui lors estoit seul à le garder, et qu'on luy mectroit ung esteuf en la bouche pour le garder de cryer. A quoy led. suppliant, pour la grant ardeur, amour, desir et affection qu'il avoit aud. Des Cars, son maistre, et de le veoir hors de prison et en liberté, s'accorda ; et incontinent alla querir des cordes, ung esteuf, et aussi fait apprester ung petit bateau près les Estuves de nostre hostel et maison qui sont au bout de nostre jardrin, respondant sur la riviere, où il fait aller ung nommé Picquet, aussi serviteur dud. Des Cars, qu'il alla querir au logis de la femme dud. Des Cars. Aussi y fait aller ung autre nommé Montagrier, qui avoit esté homme d'armes de la bande dud. Des Cars ; ausquelz il donna à entendre que c'estoit pour aller jouer sur l'eue. Et de l'autre costé de lad. riviere, près nostre chasteau du Louvre, fait mener des chevaux pour les attendre, affin de monter dessus quant ilz seroient passés. Après lesquelles choses faictes, retourna led. Caillart, suppliant, en lad. gallerie par devers led. Des Cars, portant lesd. cordes et esteuf. Et incontinent fut prins led. Pierre Roussel par les dessus nommez Du Mas, suppliant et Tabourin, et lyé desd. cordes ; luy fut mis led. esteuf en la bouche. Et aussi luy fut mis par led. Tabourin ung bonnet autre que le sien sur la teste.

Et ce fait, sortirent lesd. Des Cars, Du Mas, Tabourin et suppliant de lad. gallerie haulte et descendirent par les degrez de la salle mons^r Saint Loys, par lesquelz on descent de lad. gallerie en nostre hostel et jardrin, à l'endroit de lad. salle Saint Loys et s'en allerent et sortirent par la porte de devant de nostred. hostel et maison qui estoit ouverte, et passerent par la porte de l'Abreuvoyr qui est à l'endroit et au dessoubz de nostred. hostel, le tout sans faire aucune ouverture ne fraction d'aucuns huys, portes, murailles, fenestres ne claiveures ou serreures ; et s'en allerent monter et eulx mectre dedans ung petit bateau à passer, qui estoit sur l'eue, à l'endroit des Estuves de nostred. hostel et maison, taschans aller gangner le port, à l'endroit de nostred. chasteau du Louvre, pour monter sur leurs che-

vaulx qui là estoient les atendants. Et incontinent qu'ilz furent sur l'eau, commencerent led. Pierre Roussel, qui avoyt esté lyé, et ung nommé Robert Delaunay, aussi l'un des gardes dud. Des Cars, à cryer après eulx. Et ce voyant, le batellier qui les menoit se voullut arrester et atacher son basteau d'une corde atachée au bout dud. bateau. Quoy voyant, led. suppliant, d'une espée qu'il desgaynna, couppa lad. corde. Et fut cryé en telle sorte après eulx que le peuple s'assembla, et furent prins et menez les aucuns ès prisons du Fort l'Evesque, les autres en nostre Chastellet, et les autres en nostred. Conciergerie, en laquelle led. suppliant a tousjours depuis esté, comme encores est à present en grant pouvreté et misere de sa personne. Sur lequel cas il a esté interrogué par aucuns de nos amez et feaulx conseillers en nostred. court, et doubte que pour occasion dud. cas l'on vueille procéder rigoreusement à l'encontre de luy, comme infracteur et briseur de noz prisons, s'il n'avoit sur ce noz lettres de grace, remission et pardon... Pourquoi, etc., etc. Donné à ... ou mois de ...¹ l'an de grace mil V^e XXVI, et de nostre regne le douziesme.

Ainsy signé : Par le Roy, ROBERTET. — Visa. Contentor, DESLANDES.

II.

Lettres de rémission pour Étienne Du Mas, cousin et complice de François Des Cars.

FRANÇOIS, etc. Savoir faisons, etc. Nous avoir [receu l'humble supplication] de Estienne Du Mas, chevalier, seigneur dudit lieu du Mas, ou pays et conté de la Basse Marche, aagé de trente quatre ans ou environ, chargé de femme et quatre petiz enfans, contenant que dès le temps de sa jeunesse il s'est tousjours bien, honnestement, vertueusement et noblement conduit et gouverné, et en cest honneur, vertu et noblesse ce seroit, en ensuyvant ce que aussi avoient et ont tousjours acoustumé faire ses predecesseurs et autres ses parens qui sont yssuz de noble et ancienne lignée, efforcé et mys en avant de suyvre les armes, comme font les nobles et vertueux personnages de nostre royaume, et tellement que, depuys quinze ou seize ans a ou plus, il a ordinairement hanté et fréquenté les guerres, tant deçà que delà les mons, au service de feu nostre très cher seigneur et beau pere le roy Loys dernier decédé, que Dieu absoille, et au nostre, depuys son trespas, où il s'est à chacune journée et bataille tousjours trouvé comme belliqueulx et prest de faire service pour nous et la chose publique, les aucunes foys comme ayant charge de gens d'armes, autres foys comme

1. Les noms de lieu et de mois sont restés en blanc.

porte enseigne et guydon, savoir l'enseigne de nostre amé et feal Charles de Refuge, chevalier, dit Boucard, et le guydon de nostre amé et feal cousin le marquis de Salluces, où il a consommé et employé non seulement sa personne, mais quasi le tout ou la plus grant partie de ses biens; et jusques puy peu de temps en ça que luy, retourné de nostre dit service, seroit allé en nostre ville de Paris pour la poursuite et sollicitacion d'un procès que la dame de Laage, sa belle mere, avoit et a en nostre court de Parlement à l'encontre du s^r d'Availle, et pour autres ses affaires, où il n'avoit auparavant peu vacquer ne entendre, au moyen de son absence.

Et luy arrivé en nostred. ville de Paris, adverty que Ysabeau de Bourbon, femme de François Des Cars¹, y estoit, la seroit allé veoir par plusieurs fois, luy offrant faire plaisir et service, et audit Des Cars, parce qu'il estoit et est son cousin, parent et voysin, et aussi que au moien de la dicte parenté, affinité et proximité de lignaige, frequentacion et congnoissance qu'il avoit tousjours eu et prins avec led. Des Cars, et que au moyen de ce y avoit grant amour et dilection entr'eulx, et tellement que en ceste amour seroit puis six sepmaines ença allé par quelque fois, en la compaignye de lad. de Bourbon, veoir led. Des Cars ès galleries haultes de la Conciergerye de nostre Palais à Paris, où il se promenoit aucune foys après disner. Et le samedy xi^e jour de juing dernier, jour et feste saint Barnabé, led. Du Mas estant en l'hostellerye où pend pour enseigne les *Troys Roys*, rue de la Calendre, environ deux ou III heures après midy, ung nommé Gaillard, serviteur dud. s^r Des Cars, [vint le prier de se rendre près de son maistre, ce qu'il fit; et trouva led. Des Cars²] tout ennuyé et comme espoventé et effroyé, lequel s'adreça au dit suppliant et le salua, luy disant telles ou semblables parolles et propos en effect ou substance : « Cousin, vous vous estes tousjours offert à me faire plaisir et service. Vous voyez la fascherie, ennuy et pouvreté où je suis. Je croy que vous sçavez assez que mon procès m'a esté fait, veu et jugé une foys par ceste court, et toutesfoys on me veult encore faire faire ung autre nouveau jugement par nouveaulx juges qui ne sont pas de ceste court, mais de Bourdeaux, Thoulouse et Rouen, que je ne congnoys, que je treuve fort estrange; car je n'oy jamais dire qu'on reveist ce que la court a fait et jugé une foys. Aussi je crains qu'on ne vueille bailler la

1. Isabelle de Bourbon, dame de Carency, d'Aubigny, etc., fille et héritière de Charles de Bourbon, comte de la Marche, prince de Carency, et de Catherine d'Alègre, sa troisième femme, avait été mariée à François Des Cars, seigneur de la Vauguyon, par contrat du 22 février 1516, passé en présence du duc et de la duchesse de Bourbon (le P. Anselme, t. I, p. 362, 363).

2. Les mots entre crochets sont destinés à suppléer une omission évidente.

geysne, que je ne vouldroye souffrir ne endurer; car j'aymeroyz autant qu'on me feist trancher la teste. D'avantaige on m'a dict que le Prevost de l'Hostel est venu et arryv  en ceste ville, avec grant nombre d'archers. Je ne s ay si c'est pour me mener en quelque part; toutesfois j'en suis si fort estonn  et esbahy que je ne s ay que doy faire. Aussi vous s avez que ma femme et moy ne joyssons plus de riens de noz biens et ne s avons plus de quoy vivre. Et pour ce vous prie que   ceste foyz vous me monstrez si me voullez faire plaisir et si vous estes mon amy. »

Lequel Du Mas, suppliant, demanda aud. Des Cars quel plaisir il entendoit et vouloit qu'il luy feist, luy disant et promectant que, s'il le poyoit faire, qu'il le feroit de corps et de biens. Et lors led. Des Cars luy dist qu'il avoit vouloir et deliber  de trouver moyen et tascher sortir hors de prison, et, s'il le poyoit faire, de s'en aller en quelque lieu qui ne feust en terres des ennemys, affin que nous ne luy en sceussions mauvais gré, et se retirer jusques   ce qu'il eust trouvé moyen par ses parens et amys d'avoir nostre grace, esperant, comme il disoit, d'estre mieulx en nostre dite grace que jamais, et qu'il ne le vouloit faire par deffiance qu'il eust du jugement de nostre dicte court, mais craignant que ceulx qui avoient demandé sa confiscation ne cesseroient qu'ilz ne luy eussent joué quelque mauvais tour. Après lesquelles parolles ledict Du Mas, suppliant, dit et remonstra audit Des Cars qu'il y pensast bien et qu'il croyoit que nostre court ne luy feroit poinct de tort, toutesfoys, veu l'amitié qu'il luy portoit, il n'estoit rien qu'il ne feist pour l'amour de luy. Nonobstant lesquelles remonstrances ledit Des Cars, tout esbahy et esmeu, comme dict est, continua en son propos et vouloit, tellement que pour luy complaire, le dit Du Mas, suppliant, accorda luy aider   ce faire et de l'accompagner où il yroit. Et soudain, en ung instant et chaulde colle, pour mectre le propos   effect et execution, adviserent ensemble, c'est assavoir lesd. Des Cars et Du Mas, suppliant, led. Gaillard et ung nommé Tabourin, serviteurs d'icelluy Des Cars, qu'il failloit avoir ung bateau tout prest sur la rivière, etc.¹. Donné   ... ou moys de ...² l'an de grace mil cinq cens vingt six et de nostre regne le douziesme.

Signé : Par le Roy, ROBERTET. — Visa. Contentor, DESLANDES³.

1. Suit le récit de la tentative d'évasion, dans les mêmes termes qu'aux lettres précédentes.

2. Les noms de lieu et de moys sont restés en blanc.

3. Arch. nat., JJ. 239, né 77 et 78, fol. 21 v.

JOURNAL DU SYNDICAT DE PIERRE AUBOUYN

LIBRAIRE ET IMPRIMEUR PARISIEN.

(1690-1694.)

L'un des libraires parisiens les plus connus de la seconde moitié du xvn^e siècle, Pierre Aubouyn¹, qui fut adjoint, puis syndic de la communauté des libraires et imprimeurs de Paris², avait pris soin de noter au jour le jour les faits les plus remarquables de son syndicat, sur quelques feuillets blancs ajoutés à la fin de son exemplaire de *l'Histoire de l'imprimerie et de la librairie de Paris*, de Jean de la Caille (Paris, 1869, in-4°). Cet exemplaire, qui se trouve aujourd'hui dans la bibliothèque de l'université de Gand, nous a été signalé par l'érudit bibliographe, conservateur de cette bibliothèque, M. Ph. Van der Haegen, et c'est grâce à sa parfaite obligeance que nous pouvons reproduire ici le texte du *Journal* de Pierre Aubouyn.

Relation du syndicat de Pierre Aubouyn, libraire et imprimeur de Mgr le duc de Bourgogne, de Mgr le duc d'Anjou, et de Mgr le duc de Berry.

[1690.]

Élection. — J'ay esté élu syndic des libraires et imprimeurs de Paris le 30^e mai 1690 à 11^e heures du matin, en présence de monsieur de La Reynie, conseiller d'Etat et lieutenant de police de la ville de Paris, M^r le procureur du Roy absent, ayant eü 34 voix de 37.

Adjoints. — J'ay eü pour mes adjoints les s^{rs} Charles Coignard, Helie Josset, Christophe Ballard, et Jean Couterot.

Cette élection n'a esté faite que six ou sept mois après la mort du s^r Jean-B. Coignard, ayant geré la communauté pendant ce temps avec les s^{rs} Pierre Trabouillet et Charles Coignard, en qualité de vice-syndics.

Argenterie. — Deux ou trois jours après nous receumes un ordre du Roy par M^r Cheron, official de l'église de Paris, de porter l'argenterie de nôtre confrairie de Saint-Jean à la Monoye; ce que nous executames, dont on nous donna 685 l. 2 s. 6 d. pour 23 marcs 5 onces, à raison le marc de 29 l.

Godemel. — Nous avons empeché les surprises du s^r Godemel, procureur en Parlement, dans un procez qu'il avoit intenté à la communauté au sujet de quelques livres de contrebande, que le s^r Angot

1. Pierre Aubouyn, reçu libraire en 1666, était le fils de Pierre Aubouyn, aussi libraire et imprimeur parisien depuis 1637.

2. Voyez *l'Inventaire sommaire de la Chambre syndicale de la librairie et imprimerie de Paris* dans le *Bulletin*, 1886, p. 151 et 174.

lui avoit saisis pendant son syndicat. Nos diligences ont fait mourir cette affaire.

1691.

M^r Anisson. — Le 26^e janvier 1691, nous avons reçu maître le s^r Anisson, par arrest du conseil d'Estat du 18^e janvier de la présente année, et après un ordre verbal de M^r de La Reynie. Il y avoit plus d'un an que je faisois traîner cette affaire, et elle n'auroit jamais réussi, s'il s'estoit présenté quelque libraire ou imprimeur de Paris qui eût voulu accepter la direction de l'imprimerie du Louvre, mais tous nos gros libraires ayant manqué de cœur. Ce libraire lyonois, homme de mérite, soutenu des puissans, est venu à bout de ses desins au prejudice des libraires de Paris, car certainement cet homme impose, et est bien capable de remplir un autre poste.

M^{de} Osmond acquitté entièrement la communauté de la somme de 500 l. qu'elle devoit de reste à son époux par une lettre de libraire suivant la cour; la ditte dame à ma considération a remis 100 l. des 500 l. à elle dus.

1692.

M^r Le Guerrier. — Saisies faites de quelques brochures imprimez à Paris contre les Jésuites de Marseille. Cette affaire estoit un rien, mais M^r de La Reynie souhaitant de faire quelque exemple, ce garçon fut condamné par contumace aux galères. Au bout d'un an, il se constitua prisonnier à la Conciergerie; au Parlement il a esté renvoyé absous. Il en couta la vie à son epouse, qui estoit digne d'une toute autre destinée. Je lui ai rendu bon service au Parlement.

Fermier des octroys de Bourgogne. Girard. — Ces fermiers s'estant avisez de vouloir imposer des droits sur les livres allant de Paris à Lyon et de Lyon à Paris, nous soutismes cette affaire avec tant de vigueur et nous fismes valoir nos immunités et exemptions avec tant de force que nous contrainismes ces fermiers à se désister de leurs prétentions et ce par un arrest du Conseil avec depens.

Nota bene que la communauté n'avoit rien payé encor au Roy dans ces temps, ce qui est le beau de cette affaire.

1693.

M^{gr} Boucherat, chancelier. — Le jour des Roys nous fûmes souhaiter la bonne année à ce bon protecteur, les s^{rs} Praslard, Dezallier, Boudot, Guerrier et de Launay s'estoient joints à nous, et lui presenter les œuvres de M^r d'Andilly reliez en veau, armoiries de ses armes, aux dépens de la compagnie des privilèges. Je m'avisai sur le champ de lui faire un petit compliment qui, j'ose le dire, qui lui parut agréable, et qui fit rire quelques personnes de reputation et de

qualité qui estoient avec ce bon seigneur (M^r du Harlay, conseiller d'Estat, et autres). Et comme il m'a attiré depuis ce temps là ses bonnes graces, j'ai jugé à propos de l'écrire : « Monseigneur, à pareil jour qu'aujourd'hui le Roy des roys receût les hommages et les presens des roys de la terre. Il les reçeut, Monseigneur, avec bonté et benignité; c'est la même grace que nous demandons à votre grandeur, et celle encore de vouloir bien nous honorer de sa protection. »

M. de Granmont Vedeau, conseiller au Parlement. — Ce conseiller ayant souscombé dans le procez qu'il avoit contre M. Girou, autre conseiller au Parlement, il s'avisa de faire des satyres en forme de factums contre mess^{rs} du Parlement, ses confrères et ses juges. Ayant receû l'ordre d'arreter l'impression de ces libelles et d'en empecher le progrez de mons^r le Procureur general et de M^r de La Reynie, nous saisimes l'impression chez le s^r Fournet, et cette affaire cessa.

Charges de syndics et d'adjoints. — Dans ce temps là, M. de La Reynie nous ayant mandez, il nous fit l'honneur de nous communiquer une lettre qu'il avoit reçüe de M^r de Pontchartrain, controlleur general pour lors, par laquelle il nous demandoit 60,000 l. pour nos charges de syndic et d'adjoints : et nous ayant sollicité d'y faire reponse, et nous ayant dit qu'il nous donoit trois jours de temps pour le faire, je lui dis qu'il n'en estoit point besoin, qu'elle estoit toute preste, et que comme je ne doutois pas que mes adjoints ne fussent de mon sentiment, que je n'en avois point d'autre à lui faire que celle que je lui allois dire, qui estoit que nos charges ne tenoient pas plus à nous que nos manteaux, et qu'en defaisant le bouton ils tomberoient à terre. Et comme je me mis en estat de deboutonner le mien en même temps, cela le fit rire un espace de temps, après quoi il me dit de lui fournir des raisons pour nous servir auprès du Ministre. Alors lui en ayant fourni en abondance, il nous fit l'honneur de nous dire qu'il les trouvoit bonnes, et que je les lui misse par écrit dès que je serois de retour chez moi. Ce que je fis; et depuis ce temps là nous n'en avons plus entendu parler. Nous devons ce bon service à cet homme de bien, que Dieu conserve.

Nota bene que nous avons seuls évité cette taxe à laquelle toutes les autres communautez de Paris ont succombés.

Le s^r Pardiac, prêtre. — Cet ecclesiastique se meslant du comerce de livres non permis et des disputes du temps contre les Jésuites, je le fis arreter; il a esté un an et demi à la Bastille, et il n'en est sorti au bout de ce temps là que pour se reloguer dans sa province, qui estoit vers le Languedoc.

Le s^r Louvet, comis à la recepte des amendes de Sa Majesté, nous ayant demandés 150 l. pour l'amende à laquelle la communauté avoit esté condamnée pour l'affaire du privilège de S^t François de Sales entre le s^r Leonard et le s^r Martin, dit Gelas, dans laquelle elle estoit

intervenue sous le syndicat du s^r Thierry, le s^r Surreau, praticien, que j'avois chargé de l'inventaire de nos papiers, trouva heureusement dans le cahos de papiers une quittance de paiement fait de cette somme, de sorte que je me fis rendre mon argent par ledit Louvet bien malgré lui.

1694.

Pélissier et Gential. — Nous fîmes arrester ces deux quidams théologiens, qui n'estoient à Paris que pour debaucher des compagnons imprimeurs de la part des libraires d'Hollande et des provinces de France, afin d'avoir des feuilles toutes mouillées des livres qui s'imprimoient à Paris, qu'ils leur envoyoiient. Ils faisoient assez ouvertement le commerce des mauvais livres et des contrefaçons. Cela faisoit un tort très considerable à la communauté. L'un est mort en prison, et l'autre a esté enfermé dans quelque citadelle.

Affaire des nommez L'Archer, Rambaut, Chavances, Viret, Orry, Charon. — Ces quidams estoient des compagnons imprimeurs, relieurs et colporteurs de Lyon et autres provinces. Ils faisoient un commerce de mauvais livres tout ouvertement. Le nommé Chavances, Lyonois, estoit le pire ; il les avoit corrompuz. C'est un hardi pendart et qui est cause de la mort des nomez Rambaut et L'Archer, qui ont esté pendus en place de Greve pour leur mauvais commerce. Ce fripon qui le devoit estre aussi, et qui le méritoit mieux que ces deux malheureux, a évité le supplice par le crédit d'un sieur Orel, carme dechaux, qui a sceu mettre de son coté la cabale devote, qui a fait comuer la peine de mort en une prison perpétuelle ; il est enfermé dans la citadelle de Caën. Si j'avois connu par son nom le nommé L'Archer, qui estoit garçon du s^r Bourdon, nôtre clér, je croi qu'ils auroient évité la mort.

*Le s^r C***.* — Ce Chavance avoit fait imprimer en compagnie et avec un autre libraire de Paris, que je ne nome pas, et que j'ai sauvé, et que j'ai encore receû maître, dont M^r de La Reynie me gronda bien fort, en me disant que si je lui disois que j'avois transplanté les tours de Nôtre-Dame sur mes épaules, qu'il me croiroit plutôt que ce que je lui disois. C'est la première et dernière fois que ce grand magistrat m'ait rien dit. J'avois des raisons très fortes dont je me servis pas, gardant le silence, et même je fus presque tout le caresme sans le voir, et quand j'y retournai, à la Nôtre-Dame de mars, il me fit mil caresses, et il ne me parla de rien.

Ce livre estoit intitulé *les Intrigues amoureuses de la cour de France*. Et comme ils se virent suivis de près, ils s'avisèrent une belle nuit de jeter l'impression de ce livre, qui estoit liée en forme, dans la rivière, au Terrain. Ils furent presque tous repechez entre le pont

de Nôtre-Dame et le pont au Change, par mes soins. J'y courus quelque risque et je les fis porter à nôtre chambre syndicale, dont ayant donez avis à M^r de La Reynie, qui en rendit compte au Roy et à M^r le Chancelier, la première fois que je fus rendre visite à ce seigneur, il me dit en me voyant : Entrez, pécheur, entrez.

FOURNITURES DE GLACES A M. AMELOT.

Notre confrère, M. Fernand de Mély, a trouvé, dans un lot de vieux papiers, deux comptes de glaces fournies en 1709 à Monseigneur Amelot pour son hôtel de la Place Royale, et en 1713 à M. Amelot pour une maison de la rue Saint-Dominique.

Il y a deux Amelot à qui l'on pourrait penser.

L'un est Amelot, seigneur de Chaillou, né en 1689, intendant des Finances en 1726, de l'Académie française en 1727 et mort en 1749 (*La Chesnaye des Bois*, I, col. 435).

L'autre est Michel Amelot, marquis de Gournay, baron de Brunelles, conseiller d'État ordinaire et au Grand Conseil (*La Chesnaye des Bois*, I, col. 432; *Almanach royal*, 1705, p. 33; 1715, p. 52, 65), président en la Grand' Chambre (*Almanach royal*, 1713, p. 101), président du Bureau du Tribunal du Commerce (*La Chesnaye des Bois*), secrétaire d'État en 1695 (*Chevillard*) et ambassadeur, mort le 21 juin 1724.

Les deux pièces ayant été trouvées dans le même lot, il aurait semblé probable qu'elles se rapportaient à la même personne. Il n'en est rien. Pour celle de 1709, il s'agit certainement de l'Amelot de Gournay de la Place Royale, secrétaire d'État et ambassadeur, à qui l'on pouvait, avec la politesse d'un mémoire à présenter au paiement, attribuer l'appellation de « Monseigneur. » Mais, pour celle de 1713, il semble qu'il s'agisse d'Amelot de Chaillou, puisqu'on y distingue d'abord l'appartement de Monsieur et ensuite celui de M. de Gournay.

Ajoutons, sur cette maison de la rue Saint-Dominique, qu'on la trouve, avec cinq planches de plans et élévations, dans l'*Architecture* de Blondel (1753, I, ch. xv, p. 242-4) : « Cet hôtel fut bâti sur les desseins de M. Boffrand par M. Amelot, secrétaire d'État (et qui semblerait plutôt se rapporter à M. de Gournay qu'à M. de Chaillou). Il fut acquis ensuite par Christian-Louis de Montmorency, maréchal de France, connu sous le nom de Prince de Tingry (mort en 1746), et a été vendu depuis à M. le comte de la Guerche, qui l'occupe aujourd'hui. »

Quant aux glaces fournies, il faut remarquer qu'il n'y a pas si longtemps qu'elles étaient encore rares, petites et chères. Dans ma jeu-

nesse, les glaces de cheminées étaient en deux morceaux, et, quand on vendait une maison à Paris, les glaces étaient comptées à part, en dehors et en sus du prix de l'immeuble. Mais ce n'est pas pour le prix et pour la dimension que les deux documents sont un renseignement; les vieux *Barèmes* du prix des glaces, qui ne sont ni communs ni rares, instruisent complètement sur ces deux points. Les seuls renseignements à tirer de ces deux pièces sont la différence du prix du Roi avec le prix du tarif, et le nombre de glaces qui entraient, en 1709 et en 1713, dans la décoration d'un hôtel.

A. DE MONTAIGLON.

Mémoire des glaces qui ont été fournies de la Manufacture Royale pour le service de Monseigneur Amelot, dont partie ont été posées dans son Hôtel, Place Royale, et le restant ont été placés à deux carrosses.

(En marge, écriture moderne au crayon, 1709.)

Hauteur et largeur des glaces.		Prix du tarif ordinaire.	Prix du tarif du Roy.	Prix des dites glaces.	Prix modéré des glaces du carrosse.
<i>Salle d'entrée. Cheminée.</i>					
1 gl. de 70	sur 47 1/2	680 l.	463 l. 12 s. 8 d.	70 l.	
1 gl. de 19	s. 47 1/2	100 l.	100 l. 11 s. 3 d.	20 l.	
<i>Cabinet. Cheminée.</i>					
1 gl. de 62	s. 49	560 l.	388 l. 8 s. » d.	57 l.	
1 gl. de 24	s. 49	158 l.	139 l. 12 s. 9 d.	22 l.	
<i>Trumeau.</i>					
1 gl. de 69	s. 51	720 l.	489 l. 4 s. 8 d.	80 l.	
1 gl. de 27	s. 51	184 l.	162 l. » s. » d.	25 l.	
<i>Cabinet boisé. Cheminée.</i>					
1 gl. de 56	s. 33 1/4	290 l.	245 l. 10 s. 2 d.	35 l.	
1 gl. de 16 1/2	s. 33 1/4	41 l.	23 l. 15 s. » d.	6 l.	
<i>Appartement sur la cour. Cheminée.</i>					
1 gl. de 12	s. 49	405 l.	307 l. 19 s. 4 d.	47 l.	
1 gl. de 12	s. 44	350 l.	276 l. 11 s. » d.	40 l.	
<i>Cabinet. Cheminée.</i>					
1 gl. de 63	s. 38 1/2	430 l.	321 l. 10 s. » d.	40 l.	
<i>Trumeau.</i>					
1 gl. de 69	s. 42	560 l.	402 l. 18 s. » d.	55 l.	
<i>Second estage. Cheminée.</i>					
1 gl. de 28	s. 26	55 l.	23 l. 18 s. » d.	5 l.	
		4,335 l.	3,345 l. 1 s. 10 d.	502 l.	

Carrosse de Monseigneur.

1 gl. de 35	s. 29	112 l.	} pour 340 l.	98 l.
1 gl. de 29	s. 19	68 l.		58 l.
Autre carosse				
1 gl. de 36	s. 31	130 l.		116 l.
		80 l.		68 l.

Prix des glaces 4,923 l. 3,685 l. 1 s. 10 d. 502 l. 340 l.

Prix du tain 502 l. 502 l.

Prix ordinaire des glaces. 5,245 l. 4,187 l. 1 s. 10 d.

Prix diminué 4,187 l. 1 s. 10 d.

Diminution d'un prix à

l'autre 1,237 l. 18 s. 2 d.

Rapport des parties cy contre.

Total des glaces au prix du tarif ordinaire 4,923 l. » s. » d.

Prix du tain 502 l. » s. » d.

5,425 l. » s. » d.

Total des glaces posées à l'Hôtel au prix du Roy,

cy. 3,345 l. 1 s. 10 d. }

Prix du tain 502 l. » s. » d. }

Glaces de carosse 340 l. » s. » d. }

4,187 l. 1 s. 10 d.

Différence. 1,237 l. 12 s. 2 d.

Prix diminué. 4,187 l. 1 s. 10 d.

Frais déboursés par celui qui a posé les glaces :

15 au[nes] frise à. 1 l. 15 s. }

Port de crocheteur » l. 5 s. }

10 d[ouzaines] vises dorées » l. 12 s. }

Journées d'ouvriers » l. 15 s. }

47 l.

Total. 4,234 l. 1 s. 10 d.

Total des prix, modéré et arrêté par la Compagnie, la

somme de 4,234 l. 1 s. 10 d.

Memoire des glaces fournies de la Manufacture Royale et livrées au s^r Drouin, miroittier, pour les poser dans les appartements de l'hôtel de Monsieur Amelot, depuis le septième Juin jusqu'au 25^e Novembre 1713.

(Au crayon : « Rue Saint-Dominique. »)

Antichambre de Monsieur.

Un trumeau en trois glaces :

1 glace de 54 pouces s.	47, 405 l.	Réduite à	48 s. 47.	340 l.	} 652 l.
1 dite de 53 pouces s.	40, 320 l.	—	48 s. 40.	272 l.	
1 dite de 51 pouces s.	8, 44 l.	—	48 s. 8.	40 l.	

Cabinet de Monsieur.

Un trumeau en deux glaces :

1	glace de 50 pouces s. 47, 360 l. Réduite à	50 s. 45.	340 l.	} 540 l.
1	dite de 46 pouces s. 33, 208 l. —	45 s. 33.	200 l.	

Chambre à coucher de Monsieur.

Un trumeau en deux glaces :

1	glace de 54 pouces s. 39, 325 l. Réduite à	54 s. 38.	315 l.	} 510 l.
1	dite de 43 pouces s. 40, 232 l. —	39 s. 36.	195 l.	

Cheminée du salon.

1	glace de 80 pouces s. 51, 130 l. Réduite à	76 s. 51.	880 l.	} 1,036 l.
1	dite de 40 pouces s. 20, 78 l. —	40 s. 20.	78 l.	
1	dite de 43 pouces s. 20, 88 l. —	40 s. 20.	78 l.	

Appartement de Monsieur de Gournay. Antichambre.

1	glace de 41 pouces s. 33, 170 l. Réduite à	40 s. 33.	163 l.	} 321 l.
1	dite de 48 pouces s. 32, 158 l. —	40 s. 32.	158 l.	

Cheminée du Cabinet.

1	glace de 53 pouces s. 43, 350 l. Réduite à	52 s. 42.	330 l.	} 520 l.
1	dite de 44 pouces s. 34, 198 l. —	44 s. 34.	190 l.	
			3,966 l. 16 s.	3,579 l.

Suite et montant du Mémoire commencé en l'autre part.

Montant de la d^{re} colonne, 3,966 l. 16 s. Montant de la 2^e colonne, 3,579 l.

Trumeau du Cabinet.

1	glace de 52 pouces s. 39, 301 l. Réduite à	52 p. s. 39.	301 l.	} 501 l.
1	dite de 41 pouces s. 26, 126 l. —	40 p. s. 26.	122 l.	
1	dite de 43 pouces s. 19, 78 l. —	40 p. s. 20.	78 l.	

Cheminée du Cabinet de Monsieur Amelot.

1	glace de 49 pouces s. 47, 350 l. Réduite à	49 p. s. 47.	350 l.	} 601 l.
1	dite de 48 pouces s. 41, 281 l. —	47 p. s. 38.	251 l.	

Cheminée du Salon de Monsieur de Gournay.

1	glace de 51 pouces s. 46, 360 l. Réduite à	49 p. s. 46.	340 l.	} 718 l.
1	dite de 51 pouces s. 40, 300 l. —	49 p. s. 37.	259 l.	
1	dite de 50 pouces s. 23, 143 l. —	49 p. s. 21.	119 l.	

Premier Trumeau dud. Salon.

1	glace de 52 pouces s. 40, 310 l. Réduite à	49 p. s. 39.	274 l.	} 594 l.
1	dite de 51 pouces s. 41, 310 l. —	46 p. s. 39.	250 l.	
1	dite de 40 pouces s. 42, 73 l. —	39 p. s. 19.	70 l.	

Second Trumeau dud. Salon.

1 glace de 53 pouces s. 39, 310 l. Réduite à 50 p. s. 39.	280 l.	}	603 l.
1 dite de 48 pouces s. 42, 290 l. —	46 p. s. 39. 250 l.		
1 dite de 39 pouces s. 19, 70 l. —	39 p. s. 19. 70 l.		
<u>1,904 l. 16 s.</u>			<u>7,158 l.</u>

Chambre de Madame de Gournay.

1 glace de 49 pouces s. 48, 360 l. Réduite à 48 p. s. 46.	330 l.	}	562 l.
1 dite de 48 pouces s. 33, 222 l. —	46 p. s. 32. 200 l.		
1 dite de 48 pouces s. 10, 50 l. —	39 p. s. 10. 32 l.		

Montant de cy contre :

Premier prix. 7,904 l. 16 s.

Second prix. 7,158 l.

Cheminée de la dite Chambre de Madame.

1 glace de 48 pouces s. 44, 310 l. Réduite à 47 p. s. 44.	300 l.	}	506 l.
1 dite de 49 pouces s. 35, 246 l. —	47 p. s. 31. 196 l.		
2 morceaux de 10 l.	10 l.		

Cheminée du Cabinet de Madame.

1 glace de 53 pouces s. 43, 350 l. Réduite à 53 p. s. 43.	350 l.	}	601 l.
1 dite de 49 pouces s. 39, 274 l. —	47 p. s. 38. 251 l.		

Trumeau dud. Cabinet.

1 glace de 59 pouces s. 39, 380 l. Réduite à 57 p. s. 38.	350 l.	}	512 l.
1 dite de 39 pouces s. 28, 134 l. —	38 p. s. 28. 130 l.		
1 dite de 39 pouces s. 10, 32 l. —	39 p. s. 10. 32 l.		

Chambre à coucher de Monsieur de Gournay.

1 glace de 42 pouces s. 41, 232 l. Réduite à 40 p. s. 39.	200 l.	}	306 l.
1 dite de 40 pouces s. 24, 106 l. —	40 p. s. 24. 106 l.		

Cheminée de Monsieur de Grandval.

1 glace de 43 pouces s. 34, 190 l. Réduite à 40 p. s. 34.	190 l.	
---	--------	--

Premiers prix. 10,168 l. 16 s.

Seconds prix. 9,273 l.

LES TABLEAUX DU PALAIS-ROYAL.

1718-1725.

La lettre suivante du géographe François Robert (1737-1819)¹ donne de curieux détails sur quelques-uns des tableaux réunis au Palais-Royal par le régent, et dispersés ou détruits après sa mort.

1. Voy. *Nouvelle biographie générale* (Didot), t. XLII, p. 382.

M. l'ambassadeur d'Angleterre, Monsieur, qui m'a fait l'honneur de venir chés moi avec Madame l'ambassadrice pour y jouir quelques instans d'un morceau extrêmement précieux et extrêmement intéressant qu'un heureux hazard a conduit entre mes mains, m'a paru désirer de le procurer à Sa Majesté Britannique, et m'a en conséquence invité à vous faire part de l'objet.

C'est un des tableaux capitaux qui appartinrent à la reine Christine de Suède et qui furent achetés à Rome, vers 1718, pour M. le duc d'Orléans, régent. La galerie du Palais-Royal en fut privée, en 1725, par la féroce hypocrisie de son fils, moine de Sainte-Geneviève¹, qui, insensible aux charmes de la belle nature, sans respect pour ces productions immortelles des arts, lacéra et dégrada plus ou moins ces superbes tableaux, qui firent la gloire de l'Italie.

Deux des quatre qu'il attaqua n'ont pu se rétablir et sont détruits : c'étoit la *Léda* et la *Danaé* du Corrège. Le troisième qui étoit l'*Io* du même maître, dont il déchiqueta la tête à coups de canif, restaurée, sans doute bien imparfaitement, fut depuis vendue vingt-sept mille livres dans une vente publique et elle se voit aujourd'hui chés le roi de Prusse, pour qui elle fut achetée.

Le quatrième étoit les *Trois Grâces* du Titien, qu'il creva d'un coup de pied et qu'il relégua avec les autres dans ses greniers.

C'est ce dernier qui est venu en ma possession. Les Grâces, comme vous le savés, sont nues ; celles-ci le sont donc entièrement, et cependant le tableau est décent. L'innocence, la candeur, la timidité sont le voile dont le génie du peintre les a couverts et avec lequel il leur fait pardonner leur nudité.

Les figures sont d'une pureté admirable de dessin, coloriées comme dans l'école de Venise et d'un effet étonnant par les reliefs et la magie des ombres et de la lumière. Elles groupent bien et le Titien y a peint sa femme et sa maîtresse.

Le tableau a six pieds de haut et quatre et demi de large. Il est deux des figures dont les pieds sont refaits, du moins en partie. Mais tel qu'il est ce tableau est fait pour orner le palais des rois. Sans doute il n'est rien d'aussi beau dans celui de Saint-James, et c'est un des plus précieux de l'Europe, en même temps qu'il en est un des plus célèbres.

S'il est vrai, comme je l'entends dire, Monsieur, que c'est le roi d'Angleterre qui a acquis la collection du Palais-Royal, c'est un excel-

1. Louis, duc d'Orléans, s'était retiré à l'abbaye de Sainte-Geneviève quelque temps après la mort de sa femme, en 1731 ; il y vécut dans la retraite jusqu'à sa mort, en 1752.

lent et très agréable service que vous lui aurez rendu d'y faire rentrer ce tableau qui en fit la gloire et l'ornement.

Je suis, avec considération, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

ROBERT,

Géographe ordinaire du Roi, de l'Institut de
Bologne, membre de l'Académie royale des
sciences de Berlin.

A Paris, le 15 février 1791, rue et cul-de-sac Saint-Dominique, près
le Luxembourg, n° 6.

P. S. — On me trouve ordinairement tous les matins jusqu'à onze
heures et l'après-midi depuis trois heures jusqu'au soir¹.

III.

BIBLIOGRAPHIE.

8. COTTIN (Paul). — *Revue rétrospective*. Recueil de pièces intéressantes et de citations curieuses. Paris, aux Bureaux de la Revue, rue de Rivoli, 55, 1884-1886, 5 vol. in-12.

Depuis longtemps déjà nous voulions signaler à nos confrères cette intéressante publication, qui offre à nos yeux le grand mérite de ne publier que des documents, point de polémiques ni de dissertations, mais seulement des pièces rares ou curieuses et presque toujours inédites. L'éditeur a fait preuve, dans le choix de ces documents, d'un excellent esprit de critique, qui donne à ce choix une valeur toute particulière, sur laquelle il est bon d'insister. Toutes les pièces qu'il publie ne rentrent naturellement pas dans le cadre de nos études, et la place nous ferait défaut pour en donner une énumération complète; nous devons nous contenter de n'indiquer ici que celles qui, par un point quelconque, se rattachent à l'histoire de Paris.

La *Revue rétrospective* se publie par livraisons depuis juillet 1884, et chaque semestre, depuis cette époque jusqu'en décembre 1886, forme un volume de 288 pages (soit cinq volumes jusqu'à cette date), soigneusement imprimé et de la plus séduisante apparence.

Le dépouillement que nous donnons ci-après suit l'ordre chronologique de publication.

1. Bibliothèque nationale, ms. français, nouv. acq. 1307, fol. 241-242.

Tome I.

- P. 1-22. — Une relation inédite de la reddition de la Bastille. Détails exacts et véritables.... écrits par un bas officier d'invalides, nommé Guiot de Fléville.

Publié ici d'après le manuscrit original appartenant à la bibliothèque de l'Arsenal. Très peu de temps après l'impression de ce document, nous avons expliqué ailleurs (voy. l'*Intermédiaire*, XVIII, 739; XIX, 50, 91) qu'il avait déjà paru en 1789 sous forme de brochure imprimée, et sous le titre de : *Attaque, défense et reddition de la Bastille*. Mais il est bon de rappeler ici que les deux textes offrent entre eux des différences notables.

- P. 49-96. — Médiocre influence du choléra sur l'ensemble de la mortalité parisienne (1821-1880).
P. 97. — Inscription du volet de Saint-Cloud (janv. 1871).
P. 99-105. — L'Allemagne et la Commune (1871).
P. 121-162. — Un ménage d'artistes sous le premier empire. Un mois du journal de M^{me} Moitte (1806).

Ce journal intime, dans lequel la femme du sculpteur Moitte notait, au jour le jour, ses impressions, ses dépenses, ses visites, etc., constitue un document fort curieux sur la vie bourgeoise de Paris à cette époque.

- P. 169-189. — Invasion de 1870. Journal inédit de M. Boyer, régisseur du palais de Fontainebleau.
P. 241-258. — Les élections de l'Académie française. Période de 1820 à 1830.
P. 259-269. — Le théâtre de l'Opéra (1725-1732). Documents inédits conservés à la bibliothèque de l'Arsenal.
P. 279. — La criminalité parisienne en 1880.

Tome II.

- P. 1-34. — La dernière maladie de Louis XV, par le duc de Liancourt (Arsenal, ms. 6420).
P. 36-42. — La Bibliothèque nationale sauvée en 1793. Lettre inédite, signée : Sion, extraite d'un ms. de l'Arsenal, n° 6432.
P. 60-77. — Notes d'Eugène Demarquay, agent de police (1869).
Intéressant document sur les classes dangereuses à Paris.
P. 77-79. — La canonnade du Mont-Valérien (3 avril 1871). Note inédite d'un officier d'artillerie.
P. 105-114. — La Pompadourique. Ode satirique (1759).
P. 114-116. — Lettres excentriques. Le citoyen Guigon au citoyen Lamartine (février 1848).
P. 148-156 et 169-186. — Archives de la Bastille. Les pots-de-vin au XVIII^e siècle (1737-1743). La police du corps de ballet du Théâtre-Français (1755-1758).
Manuscrit de l'Arsenal. Curieux document sur le demi-monde parisien, les théâtres, etc. Rapports de police.
P. 186. — Le dernier entrechat de la Guimard (1812).
P. 188. — La prise du Bourget (30 oct. 1870).
P. 193-233. — Journal inédit d'un musicien du Vaudeville (1806-1808).
Ce musicien s'appelait Godefroy. Le théâtre du Vaudeville était alors situé rue de Chartres, près du Louvre.
P. 274-287. — Le combat de Châtillon (19 septembre 1870). Souvenirs d'un officier d'artillerie.

Tome III.

- P. 67-72. — Rues et monuments de Paris. Les noms des rues sous la Révolution et les monuments sous la Restauration.

La première partie est extraite du *Nouveau Paris*, de Mercier (Paris, Fuchs, 1800, p. 75 du t. V, ou Paris, Poulet-Malassis, 1862, p. 208 du t. II). La seconde est tirée de l'*Album, Journal des arts*.... (1821-1829), année 1829, p. 88 et 131. Ce journal, rédigé par Grille et J.-D. Magalon, appartenait au parti de l'opposition. Les deux morceaux constituent une critique amère et sensée des changements introduits dans les dénominations des rues et les inscriptions ou emblèmes des monuments par les différents gouvernements qui se sont succédé en France.

- P. 81. — Les grands écrivains panthéonisés.

Cf. Mercier, *Nouveau Paris* (Paris, Fuchs, 1800, t. V, p. 145, ou Paris, Poulet-Malassis, 1862, t. II, p. 387).

- P. 87-94. — La crémation des morts en l'an VIII.

Extraits des projets de Cambry et de Giraud, relatifs à la réorganisation des cimetières de Paris.

- P. 180-185. — Deux lettres de M^{me} Provost-Ponsin et de M^{me} Bartet (artistes du Théâtre-Français, 1885).

- P. 241-257. — Archives de la Bastille. Disgrâce de M^{me} de Prie et du duc de Bourbon. Maladie du roi (1726).

Rapports de police. Manuscrits de l' Arsenal.

- P. 265-270. — Henry Murger. Souvenirs.

- P. 276-282. — Inventaire des diamants de la couronne (1812-1814).

Tome IV.

- P. 58. — Une élection à l'Académie des inscriptions, en 1827.

- P. 63-72. — Une satire anticipée (1761-1886).

Extrait d'une brochure anonyme intitulée : *L'inoculation du bon sens* (Londres, 1761, in-12), dont l'auteur est J.-N. Sélis, ou Jean Soret. La plupart des observations critiques qu'elle renferme sur les mœurs parisiennes présentent des points de comparaison assez piquants avec les mœurs d'aujourd'hui. Cette brochure eut un énorme succès dans son temps, car nous en connaissons quatre éditions différentes sous la même date. Ajoutons que son auteur s'attira une réplique assez vive et qui n'est pas moins curieuse. Celle-ci est intitulée : *le Contre-poison, ou la nation vengée* (Amsterdam, 1761, in-12).

- P. 93. — La dernière entrevue de Louis-Philippe avec l'archevêque de Paris (1847).

- P. 97-105. — Le 14^e régiment d'infanterie aux journées de février 1848.

- P. 114. — La censure théâtrale en 1751. Lettre de Crébillon père.

- P. 145-168 et 193-216. — Archives de la Bastille. Rapports de la police secrète (1724-1726).

Manuscrits de l' Arsenal. On trouve un peu de tout dans ces *Gazetins secrets*, adressés tantôt au lieutenant de police lui-même, tantôt à son secrétaire, des faits divers, des nouvelles de Paris, des bruits de la cour et de la ville, etc., etc.

Tome V.

- P. 1-24 et 97-265. — Mémoires inédits de Restif et de la Bretonne (avec *fac-similé*).

Bien que certains passages la montrent destinée à l'impression, cette œuvre de Restif est restée inédite. Elle provient des archives de la Bastille (Arsenal). Le manuscrit, publié ici pour la première fois, a ceci de particulier qu'il complète et authentique, en quelque sorte, *Monsieur Nicolas*. La reproduction des *inscriptions* dont Restif a parlé dans plusieurs de ses ouvrages, inscriptions dont il prétendait avoir couvert les murs des maisons de l'île Saint-Louis, constitue une des curiosités de ces mémoires, qui nous initient à la vie intime de Restif, le romancier le plus parisien que possède notre littérature.

P. 49. — Lettres de Virginie Déjazet (1855).

P. 96. — Un décrotteur artiste.

Curiosité parisienne extraite du *Journal de Paris*, 5 pluviôse, an XII.

P. 271. — Complainte sur le siège de Paris (1871).

P. 276. — Abolition des visites du nouvel an (1791).

Lettre de Félix Nogaret à un de ses amis. Reproduction d'une pièce imprimée à l'époque (4 p. in-8°), mais devenue fort rare.

La variété des sujets traités dans les articles dont nous venons d'énumérer les titres montre bien tout le profit que les travailleurs et les amateurs de curiosités pourront tirer du recueil que publie M. Paul Cottin. Et encore avons-nous laissé de côté, rappelons-le, les titres des chapitres étrangers aux études de la Société. Si l'éditeur tombe parfois dans l'infiniment petit, comment donc avoir le courage de l'en blâmer ? Ce sont ces épaves qu'il est intéressant de sauver ou de faire revivre, car elles sont, plus que les documents importants, exposées à périr ou à tomber dans l'oubli.

La publication de la *Revue rétrospective* se poursuit; nous avons sous les yeux les quatre premières livraisons de l'année 1887 et nous y rencontrons, sous le titre de *un Gentilhomme polonais à Paris en 1767*, les notes de voyage du comte Michel Mniaszech. Le récit de ce personnage est du plus haut intérêt, et ne manquera certes pas d'intéresser les amateurs d'anciennes descriptions de notre vieux Paris.

P. L.

9. *Le Vieux-Montmartre*. Société d'histoire et d'archéologie du 18^e arrondissement, autorisée par arrêté préfectoral du 26 août 1886. Rapport sur les travaux de la Société pendant le 2^e semestre 1886, par M. J. Mauzin, secrétaire général, approuvé par l'assemblée générale du 26 novembre 1886, suivi de la liste des membres de la Société. Paris, imprimerie Prissette, 1887, in-8°, 16 p.

Si nous devons nous efforcer de tenir les lecteurs de notre *Bulletin* au courant de la publication des travaux émanant de l'initiative individuelle, combien plus ne devons-nous pas leur signaler les tentatives de formation de groupes spéciaux faites en vue d'études locales ou de parties déterminées de la capitale ? La Société « le Vieux-Montmartre » est une nouvelle venue dans le champ d'études qui nous est ouvert à tous et nous devons souhaiter que ses travaux, s'ils sont bien dirigés, viennent s'ajouter aux nôtres et les perfectionner, pour le plus grand avantage des études historiques parisiennes.

Fondée en juin 1886, la société « le Vieux-Montmartre » compte actuellement environ 130 membres, nombre déjà respectable pour une société dont le cadre d'études est relativement restreint. Ses ressources con-

sistent en une cotisation annuelle de 6 francs et seront consacrées à des publications relatives à l'histoire locale, publications dont la forme ne semble pas avoir été dès maintenant déterminée d'une façon définitive. Elle a cependant déjà publié deux fascicules. Le premier est celui dont le titre a été donné en tête de la présente note et qui ne contient que des indications sur l'organisation et le fonctionnement de la Société. Le second fascicule a pour titre : *Le Vieux-Montmartre. Société d'histoire et d'archéologie du XVIII^e arrondissement... 2^e fascicule. Le cahier de 1789 des paroisses de Montmartre et de la Chapelle. Relation du premier banquet du Vieux-Montmartre, le 22 janvier 1887. Extraits du journal le Paris-Montmartre, n^o du 29 janvier et du 5 février 1887.* Paris, imp. Beillet, 1887, in-8°, 32 p.

Sans contester ici l'intérêt qui s'attache aux pièces publiées dans cette brochure, nous devons du moins constater qu'elles ne sont point inédites. *Les Plaintes et doléances de Montmartre* ont été déjà imprimées dans les *Archives parlementaires*, publiées sous la direction de MM. Mavidal et Laurent (Paris, imp. P. Dupont, 1875, gr. in-8°), et se trouvent dans le tome IV de la première série de cette collection, p. 733. Celles de *La Chapelle* se trouvent à la page 631 du même volume.

Pour grouper ici les différentes indications bibliographiques relatives aux travaux de la société du *Vieux-Montmartre*, il convient de citer un certain nombre d'articles qui ont paru dans divers journaux et qui émanent plus ou moins directement de la société elle-même. Voici la liste de ceux de ces articles que nous avons pu réunir et que nous croyons à peu près complète. Parmi les signataires de la plupart de ces articles nous sommes heureux de rencontrer le nom d'un de nos confrères de la Société de l'histoire de Paris, M. Ch. Sellier, dont les recherches zélées sont pleines d'intérêt pour l'histoire de la Butte et de ses alentours.

I. *Paris-Montmartre. Organe du XVIII^e arrondissement* (Journal hebdomadaire, in-fol.).

1. — 13 juin 1886. — La Société du Vieux-Montmartre, par M. Ch. Sellier.
Article relatif à la Société. Voir aussi le n^o du 20 juin, où se trouve le compte-rendu de la séance du 18 (constitution de la Société).
2. — 27 juin 1886. — Une vue de Montmartre au xiv^e siècle, par M. Viggishof. — Le traité de Montmartre (6 février 1662), par le même. — Le vieux La Chapelle, par M. Lucien Gillet.
3. — 4 juillet 1886. — Vues de Montmartre dans les vitraux de la cathédrale de Bourges, par M. Viggishof.
4. — 11 juillet 1886. — Allocution prononcée par M. Ch. Sellier, président de la Société du Vieux-Montmartre, à la réunion générale du 2 juillet.
5. — 1^{er} septembre 1886. — Le traité de Montmartre (6 février 1662), par M. J. Mauzin.
6. — 16 septembre 1886. — Une vue de Montmartre en 1625. — Montmartre, nom patronymique, par M. Ch. Sellier.
7. — 8 octobre 1886. — Les origines de la Société du Vieux-Montmartre, par un témoin [M. Lamquet].
8. — 30 octobre 1885. — Les moulins à vent de Montmartre, par M. Ch. Sellier.

9. — 6 novembre 1886. — Les trois cimetières du XVIII^e arrondissement, par M. Lamquet.

Le cimetière du *Calvaire* avait déjà été décrit par M. Pinard dans une brochure qui est devenue, du reste, introuvable. Le cimetière de *La Chapelle-Marcadet* et celui de *Saint-Vincent* (rue des Saules et rue Saint-Vincent) sont ici décrits pour la première fois.

10. — 13 novembre 1886. — Suite de l'article précédent.

11. — 4 décembre 1886. — Allocution prononcée par M. Ch. Sellier, président de la Société, à l'assemblée du 26 novembre¹.

12. — 11 décembre 1886. — La pierre tombale d'Anne Gayardon, par M. Ch. Sellier.

13. — 18 décembre 1886. — Une borne-limite du règne de Louis XV, par M. Ch. Sellier.

II. *Montmartre-La-Chapelle* (Journal hebdomadaire, in-fol.).

1. — 12 mars 1887. — Compte-rendu d'une séance de la Société, par Desnattes [Lamquet].

2. — 20 mars 1887. — La maison de Trétaigne, par M. Jean Noro.

Notice descriptive de la maison et des œuvres d'art qu'elle contient. On sait que feu M. de Trétaigne, qui habitait rue Marcadet, 122, fut un des historiens de Montmartre.

III. *Le Journal des arts* (in-folio).

1. — 23 juillet 1886. — Le vieux Montmartre, par M. Jean Noro.

2. — 21 janvier 1887. — Le vieux Montmartre, par M. Jean Noro.

3. — 29 avril 1887. — Le vieux Montmartre, par M. Jean Noro.

Ces trois articles contiennent l'analyse de quelques communications faites à la Société par différents membres.

IV. *Le Mot d'ordre* (in-folio).

1. — 5 septembre 1886. — Les bas-reliefs de l'avenue des Tilleuls, par M. Ch. Sellier.

2. — 12 mars 1887. — Dictons montmartrais, par M. Ch. Sellier.

3. — 19 avril 1887. — Les fouilles de Montmartre, à l'emplacement du réservoir, par M. Ch. Sellier.

4. — 6 mai 1887. — Le vieux Clignancourt. L'ancienne manufacture de porcelaine de Monsieur, par M. Ch. Sellier.

V. Journaux divers.

1. — *Le XIX^e siècle*, du 8 janvier 1887. Questions parisiennes. Le vieux Montmartre, par un *Parisien* [F. Bournon].

2. — *Le Radical*, du 10 janvier 1887. — Le vieux Montmartre (*anonyme*).

3. — *Le Parti national*, du 2 février 1887. — Paris qui passe (Montmartre), par M. Abel Hamel.

P. L.

1. M. Ch. Sellier a donné depuis sa démission de président de la Société.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

I.

COMPTE-RENDU DES SÉANCES.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 11 octobre 1887.

Présidences successives de M. TRANCHANT, ancien président,
et de M. LONGNON, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— Étaient présents : MM. Bruel, Delisle, abbé Dufour, Fagniez, Lacombe, Longnon, Mareuse, comte de Marsy, Tranchant, Viollet.

— MM. Boulay de la Meurthe et Omont s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

— Le procès-verbal de la séance du 12 juillet est lu et adopté.

— M. Tranchant, en reconnaissant l'exactitude du procès-verbal pour ce qui concerne ses paroles relatives à M. Louis Laurent, croit devoir faire observer que de légères modifications ont altéré le sens dans le texte imprimé au *Bulletin*. A partir de la ligne 22, *in fine*, de la page 101, le texte doit être rétabli comme suit : « Dévoué à sa ville natale comme aux parents dont il était devenu la providence, il a donné (etc., comme au texte)... On le vit pendant de longues années prendre, comme secrétaire ou comme président, la part la plus active aux travaux de la délégation cantonale ou des petites sociétés de Montmorency. Il est mort (etc., comme au texte). »

— M. le Président annonce la mort de M. Desnoyers, membre du Conseil, et de M. le général marquis du Paty de Clam, membre de la Société. Les regrets unanimes du Conseil accueillent cette communication.

— Le Conseil prononce l'admission de :

814. M. le marquis DU PATY DE CLAM, présenté par MM. Champion et Viollet.

— M. le Président donne lecture d'une circulaire du Ministre de

l'instruction publique, en date du 12 août 1887, à laquelle est joint le programme des questions posées par le Comité des Travaux historiques pour le Congrès des Sociétés savantes de 1888. Le Conseil décide que l'on insérera dans le *Bulletin* celles des questions qui rentrent dans le domaine des études de la Société.

— M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre du commerce et de l'industrie qui demande si la Société a l'intention de participer à l'Exposition universelle de 1889. M. Tranchant se charge de prendre quelques informations au sujet des conditions. Le Conseil ajourne sa réponse à la prochaine séance.

— M. Viollet rend compte de la mission dont il a été chargé dans la séance du 12 juillet, au sujet du cartonnage à l'anglaise d'un certain nombre de volumes de nos publications, cartonnage demandé par un de nos confrères, M. Chazal.

Plusieurs de nos confrères ayant déjà adopté des reliures diverses, le projet ne rencontrerait, dit M. Viollet, qu'un nombre restreint d'adhésions et donnerait lieu à bien des complications pour la livraison des volumes et la comptabilité. En outre, le *Bulletin*, qui paraît tous les deux mois, échapperait toujours à cette combinaison. — Le Conseil n'adopte pas le projet en question.

— M. Tranchant signale à l'intérêt du Conseil les communications faites par M. Henri Baudrillart à l'Académie des sciences morales et politiques, dans ses séances des 3 et 17 septembre, au sujet de la situation matérielle et morale des populations agricoles de l'Île-de-France sous l'ancien régime.

— M. Tranchant appelle l'attention du Conseil sur un travail commencé par M. Germain Demay et dont M. Jules Guiffrey a réveillé le souvenir dans une intéressante notice insérée au dernier *Bulletin archéologique* du Comité des Travaux historiques. Il s'agit du dépouillement des sceaux de l'Île-de-France, suite des travaux entrepris par M. Demay sur la Flandre, la Picardie, l'Artois, la Normandie, et qui ont donné lieu à de si utiles publications. Le travail relatif à l'Île-de-France a été interrompu depuis assez longtemps. Il serait très important de s'assurer de son degré d'avancement et, s'il y avait lieu, de tâcher de provoquer sa reprise et son achèvement. M. Longnon promet de prendre quelques informations sur le degré d'avancement du travail de M. Demay.

— M. l'abbé V. Dufour communique l'un des plats de reliure d'un Missel ayant appartenu à l'église de Saint-Jean-en-Grève et représentant saint Jean-Baptiste et saint Jean l'Évangéliste ; il donne des explications sur sa provenance et veut bien promettre de remettre une note pour le *Bulletin*.

— La séance est levée à cinq heures et demie.

II.

VARIÉTÉS.

LE LAMPADAIRE DE L'ABBAYE DE SAINTE-GENEVIÈVE.

1740.

Les documents que nous publions ici forment l'historique d'une pièce d'orfèvrerie qui fut longtemps un des ornements de Paris au XVIII^e siècle.

En 1740, un froid rigoureux sévissait depuis plus de six mois dans l'Ile-de-France ; pour obtenir la cessation du fléau, la municipalité de Paris avait fait une neuvaine à sainte Geneviève, et peu après, le temps s'étant radouci, la disette avait été évitée.

En souvenir de cet événement, le Bureau de ville passa le contrat suivant avec Thomas Germain, alors échevin de la ville de Paris et le plus célèbre à tous les titres des orfèvres de la capitale.

Du trente may mil sept cent quarante.

Ce jour, nous, Prévoſt des Marchands et eſchevins de la Ville de Paris, aſſemblés au Bureau de la Ville avec le procureur du Roy et de ladite Ville pour les affaires d'icelle, vivement pénétrés de la grande miſéricorde dont le très haut vient de faire éprouver l'effet, non ſeulement aux habitants de cette capitale, mais encore à tous les ſujets du royaume de France, par l'interceſſion de la ſainte Patronne de cette grande Ville, à laquelle nos prédéceſſeurs n'ont jamais recouru en vain, et ne pouvant, ſans effroy, nous repréſenter l'extrémité à laquelle, ſans cette clémence viſible de la toute poiſſance, toutes les terres de la domination du Roy étoient réduites à cauſe de la rigueur exceſſive du froid qui duroit depuis plus de ſix mois, et auquel s'étoit jointe dans les derniers temps une pluye froide, événemens dont il n'y avoit point encore eu d'exemple, et qui avoient empeſché les grains et toutes les autres productions de la terre d'acquérir même le premier degré d'accroissement, nous croyons qu'il eſt de notre devoir de transmettre aux ſiècles à venir une preuve de piété ſincère qui a animé le peuple dans cette occaſion, et de ce que Dieu s'eſt laiſſé fléchir à l'inſtant¹ que ce peuple, et nous, qui le repréſentons, nous ſommes humiliés avec une vraye ſoumiſſion. En effet, le Parlement ayant, ſur nos repréſentations, ordonné par ſon Arrêt du 20 du préſent mois que la châſſe de Sainte Geneviève en

1. L'instance.

déposé dans l'Eglise qui luy est dédiée, qui est desservie par les abbés et religieux de l'ordre de Saint-Augustin, de la congrégation de Sainte-Geneviève, seroit découverte, nous nous serions transportez dans cette Eglise le lendemain samedi 21, où nous aurions assisté à la messe solennellement célébrée par led. sieur Abbé, et, le lendemain, le temps ayant été serain et ayant continué pendant toute la semaine, on auroit veu avec admiration toutes les églises paroissiales et communautés de cette ville et plusieurs des environs, et mêmes de distances éloignées, satisfaire en même temps et par le même acte publique de religion à ce que leur avoit prescrit M. l'Archevêque de Paris, leur pasteur, par son mandement du même jour vingt, et à ce qu'elles devoient d'actions de grâces d'un miracle aussy subit et dont l'effet a deu estre frapant pour les incrédules, puisque, contre l'ordre naturel, les grains et autres plantes ont fait un progrès de production qui a esté sensible aux yeux même; c'est par un aussy grand motif qu'après les neuf jours nous nous sommes encore rendus à cette Eglise le dimanche 29; nous avons pareillement assisté à la célébration des saints mistères et à l'office de l'Eglise l'après midy.

A ces causes, la matière mise en délibération, nous, ouy et ce consentant le procureur du Roy et de la Ville, avons arrêté et délibéré qu'il sera par nous offert, pour et au nom des bourgeois et habitans de cette Ville, à l'Eglise abbatiale et conventuelle de la congrégation de Saint-Augustin, où sont en dépôt les précieuses reliques de Sainte Geneviève, patronne de Paris, un Lampadaire d'orfèvrerie travaillé avec tout l'art dont notre siècle est capable, pour estre placé à perpétuité dans le chœur de ladite Eglise devant l'autel, en mémoire de ce que il a plu à la divine Bonté de permettre que cette capitale et tout le royaume de France échapât à la calamité qui, sans sa toute puissance, auroit occasionné une disette totale.

Ordonnons qu'il sera incessamment fait par nous un marché avec telle personne que nous choisirons pour la confection dudit Lampadaire et la fourniture de la matière d'argent qui sera nécessaire, et que, pour la conservation, de cette offrande à perpétuité, nous conviendrons avec les sieurs Abbé, assistans, prieur, procureur général et religieux de l'abbaye de Sainte-Geneviève des précautions qui devront être prises et qui seront les clauses et conditions du dépôt de ce monument public que nous leur confions, afin qu'il soit inaliénable à perpétuité, qu'il ne puisse estre dénaturé directement ny indirectement, et qu'il ne puisse estre transporté dans aucune autre Eglise que celle où seront toujours exposées les reliques précieuses de cette grande sainte pour quelques raisons et sous quelques prétextes que ce puisse estre.

Fait au Bureau de la Ville, le 30^e jour de may 1740. Signé : Turgot, Le Roy de Feteuil, Germain, Sainfray, L'Enfant et Moriau¹.

Du trois juin mil sept cent quarante.

Ce jour, nous, Prévoist des Marchands et eschevins de la Ville de Paris, assemblés au Bureau de ladite Ville avec le Procureur du Roy et de la Ville

1. Archives nationales, Registre du Bureau de la ville de Paris, H. 1858, fol. 426.

pour les affaires d'icelle, veu notre délibération du 30 may dernier par laquelle, pour les considérations qui y sont expliquées, nous aurions ordonné qu'il seroit par nous offert, pour et au nom de la Ville, à l'église de Sainte-Geneviève, patronne de cette Ville, un Lampadaire d'orfèvrerie travaillé avec l'art le plus parfait, pour l'exécution de laquelle délibération nous sommes convenus avec Thomas Germain, écuyer, orfèvre ordinaire du Roy, échevin de cette Ville, demeurant aux galeries du Louvre, pour ce présent de ce qui suit.

C'est à sçavoir que ledit sieur Germain a promis de faire un Lampadaire d'orfèvrerie du poids de 250 marcs d'argent ou environ, avec tous les ornemens portés au dessein et plan qui est demeuré annexé au présent marché, après avoir été paraphé dudit sieur Germain, de nous et du Procureur du Roy et de la Ville, sera néanmoins permis audit sieur Germain d'y faire les changemens qu'il trouvera nécessaire, pourveu qu'ils soient pour la plus grande perfection de l'ouvrage, pour lequel Lampadaire nous promettons pour et au nom de la Ville de faire payer audit sieur Germain la somme de 21,572 l. 10 s., sçavoir : 13,062 l. 10 s. pour le prix de 250 marcs d'argent à 52 l. 5 s. le marc, qui est le prix actuel, 875 l. pour le contrôle, à raison de 3 l. 10 s. par marc, et 7,635 l. pour la façon de laquelle somme de 21,572 l. 10 s. il en sera présentement payé par Jacques Boucot, écuyer, receveur des domaines, dons, octrois et fortifications de la Ville de Paris, la somme de 13,062 l. 19 s. pour le prix desdits 250 marcs d'argent, et le restant après que le Lampadaire aura esté bien et duement fait parfait et reçu en la manière accoutumée, et au cas que le susdit Lampadaire pezat plus ou moins que le susdit poids de 250 marcs, le susdit prix sera augmenté ou diminué, à ladite raison de 52 l. 5 s. le marc, et de 3 l. 10 s. de contrôle, ne pourra néanmoins le susdit poids estre moindre ou excéder les 250 marcs que de 5 à 6 marcs seulement, lesquelles charges, clauses et conditions cy dessus, ledit sieur Germain a promis et s'est obligé d'exécuter dans leur contenu, a élu son domicile et sa demeure sus déclarée, et a signé avec nous. Fait au Bureau de la Ville, le 3 juin 1740. Signé : Turgot, Le Roy de Feteuil, Germain, Sainfray, L'Enfant et Moriau¹.

Mais, en 1748, avant que le Lampadaire fût achevé, Thomas Germain mourut, et son fils François-Thomas le remplaça comme orfèvre sculpteur du roi. On verra par les pièces suivantes les difficultés qui s'élevèrent à l'occasion de ce Lampadaire entre François-Thomas Germain et le Bureau de ville.

Du 10^e jour de juillet 1749.

Ce jour, nous, Prévost des Marchands et eschevins de la Ville de Paris, assemblés au Bureau avec le Procureur du Roy et de ladite Ville pour les affaires d'icelle, nous avons examiné les représentations contenues au Mémoire qui nous a été présenté par le s^r Germain fils, par lequel il expose :

1. Archives nationales, Registre du Bureau de la ville de Paris, H. 1858, fol. 428 v^o.

Qu'en l'année 1740, nos prédécesseurs, pour et au nom de la Ville de Paris, déterminèrent d'offrir une lampe à l'Eglise de Sainte-Geneviève pour les causes portées en leur délibération du 30 may de la même année; que le s^r Germain, son père, qui en fut chargé, ayant cru que le poids de ce Lampadaire pouvoit être fixé à 250 marcs, suivant le modèle qui en fut agréé, il avoit inutilement voulu se renfermer dans ce poids qui s'est trouvé excédé de 31 marcs au jour de son décès, quoiqu'il reste encore à faire plusieurs parties d'ouvrages qui pèzeront, sçavoir : Onze bassinets 38 marcs, la chaîne de dix-huit pieds de hauteur 100 marcs, le chapiteau avec sa flamme environ 16 marcs, les morceaux non exécutés pour les branches 15 marcs, faisant en total 169 marcs, lesquels joints avec 31 déjà avancés par ledit s^r Germain père, au delà des 250 marcs, formeroient un poids total dudit Lampadaire de 450 marcs.

A l'égard de la façon, le s^r Germain fils représente que, par le marché, elle a été fixée à 7,635 l., à raison de 30 l. 10 s. par marc, et demande qu'elle soit portée à 40 l. aussi par marc, offrant de justifier par les registres du s^r Germain, son père, que cet ouvrage, au degré d'avancement où il est, lui a déjà coûté plus de 9,000 l.

Que, pour éviter toute discussion, il a été convenu par une clause de ce même marché que le poids ne pourroit être moindre ou excéder que de 5 ou 6 marcs; condition bien méditée, tant par la Ville, dont l'objet étoit de faire un présent d'environ 21,000 l., que par le s^r Germain dont la proposition étoit de l'exécuter sur ce pied, et sans laquelle condition le marché n'auroit (*sic*).

En second lieu, que le prix de la façon demandé par le s^r Germain père a été convenu avec luy par le susdit marché à la somme de 7,635 l. qui ne devoit lui être payé qu'après que ce Lampadaire auroit été bien et duement fait, parfait, et reçu en la manière accoutumée.

En troisième lieu, qu'en 1741, et dans la dernière Prévosté de feu M. de Vastan, le s^r Germain père, ayant désiré que le Bureau se transportât dans un des salons du vieux Louvre, à l'effet d'y voir le modèle qui y étoit placé et suspendu à la hauteur que ledit s^r Germain avoit cru convenable, il ne fit dans cette visite aucune représentation; il promit au contraire d'aller en avant autant qu'il lui seroit possible, d'où il paroît bien évident que ledit s^r Germain, qui, sur son premier dessein, s'étoit engagé à former ce Lampadaire du poids qu'il avoit proposé, à la seule différence de 5 à 6 marcs plus ou moins, devoit être, après la confection du modèle, encore plus certain de la suffisance des 250 marcs qui lui avoient été fournis; qu'il en a été véritablement persuadé dans tous les tems, puisqu'il n'a jamais témoigné le moindre doute, ni lors de son marché, ni lors de la représentation de son modèle en grand, ni depuis jusqu'à sa mort.

Que, de plus, le s^r Germain, ayant depuis été chargé par le Bureau de la Ville d'ouvrages de conséquence, et d'une considération digne de ses talents, il les a faits et en a reçu le paiement, sans avoir fait la moindre observation sur le Lampadaire.

Qu'enfin, soit à l'occasion de ces ouvrages, soit dans beaucoup d'autres occasions, où la place d'échevin, que le s^r Germain avoit remplie, le mettoit à portée de voir le Bureau, il lui a souvent été demandé des nouvelles de l'avancement de ce Lampadaire, à quoy il n'a jamais répondu autre chose,

si ce n'est qu'il y travailloit, sans faire la moindre observation qui pût tendre aux demandes dont il s'agit aujourd'hui. Il n'est donc pas possible de penser que le s^r Germain ait jamais ni douté de son obligation, ni voulu paroître un moment en douter vis-à-vis du Bureau qui, s'il en avoit été question, auroit trouvé les moyens de ne point excéder son objet, et d'en renfermer l'exécution dans les justes bornes concertées et dictées par le s^r Germain lui-même, et auxquelles il s'étoit irrévocablement assujetti par son marché.

Qu'en cet état, il ne peut mieux terminer les réflexions que son ministère exige de lui, qu'en nous remettant sous les yeux, et l'inexécution du marché en question depuis neuf années, et l'injustice des prétentions du s^r Germain fils, qui, si elles avoient lieu, porteroient à plus de 41,000 l. une dépense dont l'objet ne devoit être que d'environ 21,000 l. aux termes du marché passé avec ledit s^r Germain père, dont le talent supérieur et la place d'échevin qu'il tenoit alors avoient engagé le Bureau à lui confier l'exécution qu'il désiroit de cet ouvrage.

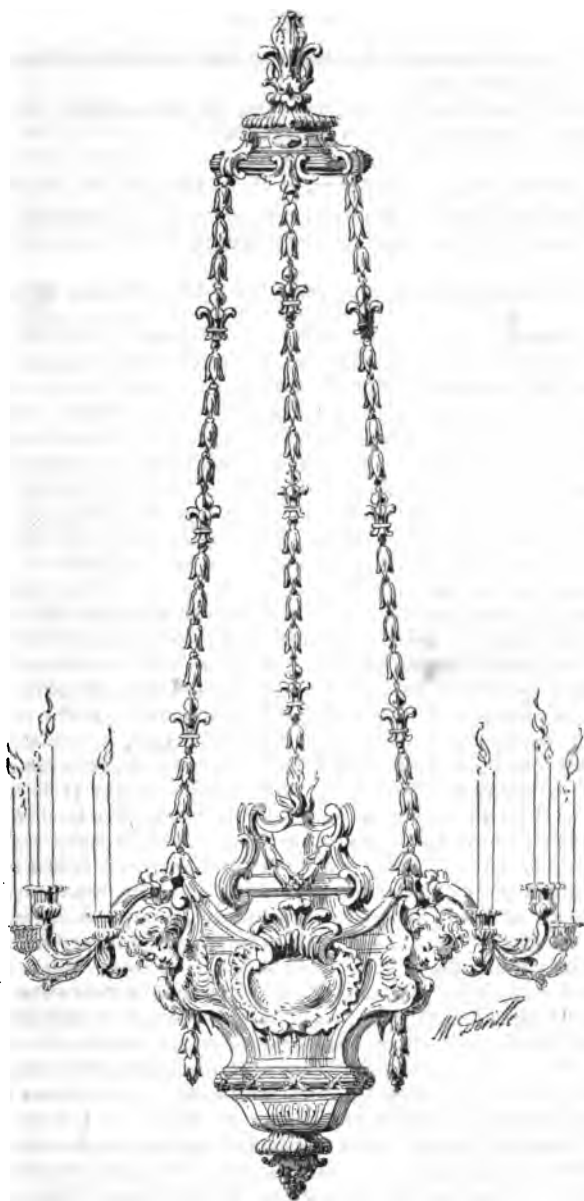
Par ces motifs si puissants, le Procureur du Roy et de la Ville a conclu, en réquerant qu'il nous plaise n'avoir aucun égard aux représentations faites par le s^r Germain fils, ce faisant, qu'il soit délibéré et arrêté que le marché dont est question, fait par le s^r Germain père, sera exécuté dans tout son contenu, sauf au s^r Germain fils, qui sera pour ce agréé, d'y satisfaire dans tel délai que le Bureau trouvera convenable, dont en ce cas ledit s^r Germain fils sera tenu faire sa soumission dans huitaine, sans qu'il en puisse être inféré aucune dérogation, quelle qu'elle puisse être, au recours que la Ville a de droit contre la succession et héritiers dudit s^r Germain père, soit pour ladite exécution, soit à défaut d'icelle pour la remise du poids des matières qui ont été confiées audit s^r Germain père, et tous dommages et intérêts tels que de raison, en sorte que la Ville soit en état de faire tel marché qu'il appartiendra avec tout autre artiste qu'elle jugera à propos de choisir pour la confection d'un Lampadaire, et l'acquittement du vœu que nos prédécesseurs ont fait au nom de cette Capitale, sauf à lui, Procureur du Roy et de la Ville, à se pourvoir pardevant nous et prendre telles conclusions qu'il appartiendra contre lesdits succession et héritiers, faute par le s^r Germain fils de faire la susdite soumission ou de l'exécuter dans le temps prescrit.

Sur quoy, la matière mise en délibération, vû ledit mémoire, ensemble ledit marché, le dessein joint à la minute d'icelui et la délibération énoncée audit marché, nous avons délibéré et arrêté, délibérons et arrêtons, en premier lieu, que, sans avoir égard aux représentations et demandes du sieur Germain fils, contraires au marché passé avec le s^r Germain son père, le 3 juin 1740, lequel doit être exécuté selon sa forme et teneur, le Bureau veut bien néanmoins agréer que le s^r Germain fils satisfasse, si bon lui semble, à l'exécution dudit marché, consentant que l'ouvrage qui auroit dû être fait de la main du s^r Germain son père, le soit par lui, auquel cas il sera tenu d'en faire sa soumission au Bureau dans un mois, portant promesse de se conformer à toutes les clauses et conditions dudit marché, et de rendre le Lampadaire fait et parfait dans le délai de deux années, jusques après l'expiration desquelles et la livraison du Lampadaire, la succession dudit Germain père continuera d'en demeurer chargée.

En second lieu, que faute par ledit s^r Germain fils de faire au Bureau sadite soumission dans ledit terme d'un mois, le Procureur du Roy et de la



DESSIN DU LAMPADAIRE ET COUPE DE THOMAS GERMAIN.



DESSIN DU LAMPADAIRE ET COUPE DE FRANÇOIS-THOMAS
GERMAIN.

Ville se pourvoira contre la succession et héritiers dudit s^r Germain père, ainsi qu'il appartiendra.

Fait au Bureau de la Ville, les jour et an que dessus. Signé : De Bernage, De Santeul, Crestiennot, Cochin et Moriau¹.

Une procédure s'ensuivit entre le Procureur du Roi et de la Ville et les héritiers de Thomas Germain, mais, le 4 décembre 1753, un arrangement eut lieu, ainsi que cela résulte de la pièce ci-après :

Du mardy quatriesme jour de décembre 1753, au Bureau de la Ville.

Ce jour, nous, Prévoist des Marchands et échevins de la Ville de Paris, assemblés au Bureau de la Ville avec le Procureur du Roy et de la Ville pour les affaires d'icelles, veu la délibération du 30 may 1740, le marché fait en conséquence avec le sieur Thomas Germain, vivant écuier, orfèvre ordinaire du Roy et ancien échevin, le 3 juin de la mesme année, notre autre délibération du 10 juillet 1749 et procédures faites en conséquence à la requeste du Procureur du Roy et de la Ville contre la dame veuve et les héritiers dudit sieur Germain décédé, et après avoir ouy le sieur François-Thomas Germain fils, aussey orfèvre ordinaire du Roy, à cet effet présent, tant pour ladite dame sa mère que pour lui et ses cohéritiers en la succession dudit feu sieur son père, suivant, par le pouvoir par lui représenté et qui demeure aussi joint à ces présentes, ensemble le Procureur du Roy et de la Ville en ses conclusions, sommes de son consentement convenus avec ledit sieur Germain ausdits noms, que, sans autrement déroger audit marché, il sera tenu dans six mois, pour toute préfixion et délai, de délivrer à nous pour et au nom de la Ville le Lampadaire mentionné au ausdit marché fait et parfait conformément toutes fois au plan et au dessein nouveaux qu'il nous a présenté, que nous avons agréé et qui demeurera annexé à ces présentes, après avoir esté paraphé par nous, le Procureur du Roy et de la Ville et ledit sieur Germain, tant pour lui qu'ausdits noms, et à la charge que le poids dudit Lampadaire ne pourra excéder 256 marcs qu'en cas d'aucun excédent audit poids, si fort ou si foible qu'il se trouve, lesdits sieur Germain, dame veuve et succession ne pourront prétendre aucun payement de matières ny de façon, sous quelque prétexte que ce puisse estre, sommes encore convenus avec ledit sieur Germain, tant pour lui qu'ausdits noms, que le cas arrivant que le poids dudit Lampadaire rendu fait et parfait se trouveroit moindre de 256 marcs, lui et la succession dudit sieur Germain tiendront compte à la Ville de la matière qui n'aura point esté employée, et ce au prix que la Ville lui en a fait payer lors dudit marché du 3 juin 1740, et suivant iceluy et pareillement feront déduction à ladite Ville du prix et de la façon, suivant la fixation faite par ledit marché, et ce faisant l'instance pendante devant nous entre le Procureur du Roy et de la Ville et lesdits veuve et héritiers dudit feu sieur Germain demeurera éteinte et assoupie, et s'est ledit sieur Germain, tant pour lui qu'ausdits noms, soumis à ce que dessus, et a signé, ainsy que le Procureur du Roy et de la Ville, avec nous :

1. Arch. nat., H. 1863, fol. 145.

De Bernage, Delafrenaye, Andrieu, Paschalis Desbaudot, F.-T. Germain, Moriau¹.

Le 25 mai 1754, le Lampadaire était terminé et livré le même jour par la veuve Thomas Germain au Bureau de la ville avec le mémoire suivant :

Mémoire d'un Lampadaire livré au Bureau de la Ville par Germain, sculpteur, orfèvre du Roy.

Du 25 may 1754.

Le Lampadaire pèse 237 m. 2 o., montant à 52 l. 5 s. le marc, a	
cy	12,396 l. 6 s. 3 d.
Le contrôle à 3 l. 10 s. le marc, a cy	830 7 6
Façon	7,635 » »
	20,861 l. 13 s. 9 d.

La veuve Germain vous supplie, Messieurs, de faire attention à la perte considérable qu'elle fait sur cet ouvrage, les 7,635 l. de façon du Lampadaire suffisant à peine pour rembourser à son fils les frais qu'il vient de faire pour le finir; elle s'en rapporte à l'équité du Bureau².

Le 14 août 1754, en réponse à ce mémoire, le Bureau de la ville se déclara satisfait de l'exécution du Lampadaire, et faisant droit en partie aux réclamations de la veuve Germain, il ordonna un paiement supérieur à celui qui avait été convenu dans le marché du 3 juin 1740 :

Et le 14^e jour d'août 1754, nous, Prévoist des Marchands et Eschevins de la Ville de Paris, assemblés au Bureau de la Ville avec le Procureur du Roy et de la Ville pour les affaires d'icelle, nous estant faits représenter le marché des autres parts du 3 juin 1740, fait entre nos prédécesseurs et le feu sieur Germain père, les plan et dessein y annexés, les actes qui ont suivi depuis son décès et notamment celui cy-dessus du 4 décembre 1753, et les plan et dessein qui y sont pareillement annexés, nous avons reconnu que ledit sieur Germain fils, tant pour la dame veuve sa mère que pour la succession dudit feu sieur Germain père, a fait achever l'exécution dudit Lampadaire conformément ausdits plan et dessein annexés audit acte dudit jour 4 décembre dernier. Avons de plus reconnu par la pezée que nous avons fait faire dudit Lampadaire en notre présence et du Procureur du Roy et de la Ville que le poids d'icelui s'est trouvé monter à la quantité de 241 marcs 6 onces, le prix desquels, à raison de 52 l. 5 s. pour la matière, doit estre fixé à la somme de 12,631 l. 8 s. 9 d., à quoy ajoutant la somme de 846 l. 2 s. 6 d. pour le droit de contrôle, à raison de 3 l. 10 s. par chacun marc, lesdites deux sommes font un total de 13,477 l. 11 s. 3 d., sur laquelle ledit feu sieur Germain ayant reçu lors dudit marché du 3 juin 1740 la somme

1. Arch. nat., K. 1004.

2. Arch. nat., K. 1004.

de 13,062 l. 10 s., il reste deub ausdits dame veuve et succession : 1° la somme de 415 l. 1 s. 3 d. et 2° le prix de la façon dudit Lampadaire qui avoit esté fixé par le premier marché passé avec ledit feu sieur Germain le 3 juin 1740 à la somme de 7,635 l., sur quoy veu d'une part les changements considérables que nous avons désiré que ledit sieur Germain fils apportât dans la forme dudit Lampadaire et d'une autre la perfection de l'ouvrage et la satisfaction que le public en a témoignée depuis que nous l'avons fait placer dans le chœur de l'église de l'abbaye de Sainte-Genevieve, où il nous a paru convenable qu'il fût exposé pendant quelque temps à son jugement avant de déterminer le nôtre, et la matière mise en délibération, ouy et ce consentant le Procureur du Roy et de la Ville, nous avons donné acte auxdits dame veuve et héritiers du feu sieur Germain père de la réception dudit Lampadaire, comme bien et dûement fait avec tout l'art dont il estoit susceptible, conformément au marché du 3 juin 1740 et à l'acte du 4 décembre dernier, et en conséquence avons arrêté et ordonné qu'il sera payé ausdits dame veuve et succession dudit feu sieur Germain : 1° ladite somme de 415 l. 1 s. 3 d. restant deüe, tant pour poids de matière que pour droits de controle de 241 m. 5 o. à quoy monte le poids dudit Lampadaire, et 2° celle de 10,235 l. à laquelle nous avons déterminé et fixé le prix total de la façon dudit Lampadaire et des changements qui y ont esté faits, desquelles deux sommes faisant ensemble celle de 10,650 l. 1 s. 3 d. sera délivré mandement ausdits dame veuve et héritiers dudit feu sieur Germain. Fait au Bureau de la Ville les jours et an que dessus, et a le Procureur du Roy et de la Ville signé avec nous : De Bernage. — De la Frenaye. — Andrieu. — Paschalis Desbaudot. — Caron. — Moriau¹.

Mais, sous le règne de Louis XVI, le Lampadaire était tellement détérioré qu'on dut songer à le réparer, et voici la proposition qui en fut faite en 1777 par le trésorier de l'abbaye de Sainte-Geneviève au Bureau de la ville :

Monsieur,

Sur votre permission et sous vos auspices, j'ai l'honneur d'exposer avec confiance au Bureau de la Ville la nécessité indispensable de réparer un candélabre d'argent que notre église tient de sa piété et de sa libéralité, c'est un monument authentique de sa reconnaissance pour la faveur singulière qu'elle a éprouvée dans la calamité de l'année 1740 par l'intercession de son illustre patronne, c'est le vœu qu'elle fit aux pieds des autels, au nom de tous les citoyens, pour détourner les fléaux de la colère divine. Ces motifs sembloient demander dans l'ouvrage une solidité qui pût perpétuer aux yeux des fidels cet objet précieux de la piété de vos illustres religieux prédécesseurs; contre leur intention sans doute, l'artiste n'a point donné à la matière l'épaisseur nécessaire à l'usage auquel la pièce est destinée. Le poids de dix cierges qu'elle doit porter, quoique réduit à une demie livre chacun, fait une surcharge qui, par le laps de tems, a affoiblis les bras portatifs, de telle sorte qu'ils ne peuvent plus tenir, au centre d'où ils partent, que par le soutien de fils de fer qui déparent la beauté de l'ouvrage.

1. Arch. nat., K. 1004.

Chargé par ma place de veiller à l'entretien et à la conservation de ce présent qui nous est précieux à tant de titres, j'imagine qu'en garnissant de branches de fer toutes les pièces de façon qu'elles se commandent l'une et l'autre en aboutissant au centre, on parviendrait à donner, à peu de frais, à cet ouvrage une solidité qui lui rendrait la durée qu'elle doit avoir. Un artiste habile exécutera facilement ce que j'ai l'honneur, Monsieur, de proposer, ou trouvera dans son art d'autres moyens de se faire honneur en perfectionnant cet ouvrage.

Je soumetts, Monsieur, ces réflexions à votre sagesse et au jugement équitable de Messieurs du Bureau.

Je suis avec le plus profond respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

PELLISSIER,

Trésorier de Sainte-Geneviève.

A l'abbaye de Sainte-Geneviève, le 6 janvier 1777¹.

Poids du Lampadaire.

Avant réparation.		Après réparation.
	Le corps de lampe vers le collet et la	
35 m. 4 o. 6 g.	boule	36 m. 4 o. 6 g.
36 2 2	Le recouvrement avec le grand collet .	38 6 »
	Le pavillon de suspension, le culot et	
37 7 4	3 cartels, 10 bassins	33 2 2
29 6 2	Trois chérubins et la fleur de lys . . .	29 6 2
43 3 2	Les 3 branches et leurs 9 bassinets . .	57 » »
	Les ornements du collet et ceux de des-	
	sous les chérubins, avec les visses et les	
22 2 »	écroux	23 6 2
23 7 4	Les 60 tulipes des 3 chaisnes	26 » »
229 m. 4 o. 4 g.		245 m. 1 o. 4 g.
	La première pesoit	229 4 4
		15 m. 5 o. » g.
	Les 15 m. 5 o. à 50 l. le	
	marc fait la somme de	781 l. 5 s.
	Controlle	73 9
	Façon prifait	2,400 »
		3,254 l. 14 s. 2.

Le 9 janvier 1778, le Bureau de la ville ayant reconnu cette réparation indispensable, prenait la délibération suivante :

Du vendredi, 9 janvier 1778.

Ce jour, nous, Prévôt des Marchands et Échevins de la Ville de Paris, assemblés au Bureau avec le Procureur du Roi et de la Ville, M. le Prévôt

1. Arch. nat., K. 1006.

2. Arch. nat., K. 1006

des Marchands a dit que, sur les représentations qui furent faites au mois de janvier 1777 au Bureau par les abbé, prieur et religieux de l'église de Sainte-Geneviève de cette Ville, sur le mauvais état dans lequel se trouvoit le Lampadaire que nos prédécesseurs ont offert à la Patronne de Paris en actions de grace du secours que cette capitale et le royaume obtinrent du ciel par son intercession, lors des calamités de l'année 1740, le Bureau, pénétré des mêmes sentiments que ses prédécesseurs, et désirant conserver à perpétuité les marques de leur reconnaissance et la sienne, n'a rien eu de plus à cœur que de connoître la cause du mauvais état de ce Lampadaire et d'y remédier; qu'à cet effet il chargea le sieur Levé, échevin, l'un de nous, d'en prendre connoissance pour en rendre compte au Bureau; que le sieur Levé a rempli sa mission avec toute la prudence possible et qu'il alloit lui-même nous rendre compte de ce qui s'étoit passé à ce sujet. Alors M. Levé a dit que, pour répondre à la confiance que le Bureau avoit bien voulu lui témoigner, il avoit, en la présence de personnes très intelligentes en cette partie, fait examiner ce Lampadaire par le s. Moreau, marchand orpèvre en cette Ville et orpèvre ordinaire desdits religieux, homme jouissant de la meilleure réputation; qu'il a été reconnu que ce Lampadaire ne pouvoit plus servir en l'état qu'il étoit; qu'il y avoit beaucoup de pièces cassées, déchirées et enfoncées; que cela étoit procédé de ce que les branches trop foibles et chargées de cierges du poids d'une demie livre seulement avoient fléchi au point de causer ces dommages, et qu'on avoit même été obligé de les soutenir avec du fil de fer; que les personnes qui étoient présentes décidèrent qu'il falloit de nécessité fortifier ces branches, et le s. Moreau proposa de le faire par de nouveaux ornements qui, sans être bien considérables, puisqu'ils ne montoient pas à plus de 15 ou 18 marcs, y donneroient la solidité suffisante; mais en même temps observa qu'il faudroit que la matière qu'on y employeroit fût au titre de 11 deniers pour la rendre plus dure et plus capable de soutenir les pièces auxquelles ces ornements devoient être rapportées, ce que le s. Moreau offrit de faire, et même réparer ou refaire les parties endommagées, brunir, blanchir toutes les parties qui devoient l'être, et enfin remettre ce Lampadaire à neuf, moyennant une somme de 2,400 livres, la matière non comprise, proposition qui fut trouvée raisonnable par les connoisseurs présents; que ledit s. Levé en ayant fait rapport, elle fut agréée par le Bureau qui le chargea de faire faire ces réparations par ledit s. Moreau aux conditions ci-dessus; qu'en conséquence, ce Lampadaire fut transporté chez le s. Moreau où la pesée en fut faite en présence dudit s. Levé, laquelle se trouva monter à 229 marcs 4 onces, 4 gros; que la réparation de ce Lampadaire fut achevée au mois de novembre dernier; que le Lampadaire fut alors examiné par ledit s. Levé et les mêmes personnes qu'il avoit invitées lors de la première visite, et qu'il fut reconnu que les conventions avoient été bien et fidèlement exécutées par ledit s. Moreau et que le tout étoit dans le meilleur état possible; que le s. Levé fit alors peser de nouveau ce Lampadaire, qui se trouva peser 245 marcs, 1 once, 4 gros, ce qui fait 15 marcs 5 onces plus que lors de première pesée; que le s. Levé ayant rendu compte du bon état de ce Lampadaire, le Bureau ordonna qu'il fût placé dans l'église de Sainte-Geneviève pour les fêtes de Noël lors prochaines, avec ordre au s. Moreau de fournir une chaîne de fer pour la suspendre et une enveloppe de serge pour la couvrir, ce qui a été exécuté. Que le s. Moreau a

fourni son mémoire montant à une somme de 3,514 l. 14 s.; savoir 781 l. 5 s., pour les 15 m. 50 de matière fournie, à raison de 50 l. le marc; 73 l. 9 s. pour le contrôle; 2,400 l. pour la façon; 200 l. pour la chaîne de fer et 60 l. pour l'enveloppe de serge; lequel mémoire ledit s. Levé a mis sur le Bureau.

M. le Prévôt des Marchands a ajouté que, d'après le compte que ledit s. Levé venoit de rendre, il ne doutoit pas que le Bureau ne fût sensible aux soins que s'étoit donné le s. Levé, et n'arrêtât qu'acte seroit donné au s. Moreau de la restauration de ce Lampadaire, et qu'il seroit payé du montant de son mémoire, comme conforme aux conventions.

Sur quoy la matière mise en délibération et vû ledit mémoire, oûi et ce consentant le Procureur du Roi et de la Ville,

Nous avons donné acte au s. Moreau de la réception des ouvrages et fournitures par lui faits pour et au sujet de la restauration dudit Lampadaire, comme bien et dument faits, et ordonné qu'il lui sera payé des deniers de la Recette de la Ville la somme de 3,514 l. 14 s. pour le prix de ladite matière d'argent, contrôle, façon, fourniture de chaîne et enveloppe et chose quelconque; de laquelle somme lui sera délivré mandement en la manière accoutumée.

Fait au Bureau de la Ville ledit jour 9 janvier 1778. Signé : De Lamichodière, Levé, Chapuis, Guyot¹.

Ce qui devient plus curieux, c'est la description qui fut faite de cet objet, considéré comme l'un des plus remarquables de la capitale, par les différents historiens de la ville de Paris.

Millin déclare que « c'est le travail le plus beau qu'il y eut à Paris et qu'il étoit encore plus estimé par sa forme, ses ornements et son travail que par la richesse de sa matière. » Il ajoute que « ce chef-d'œuvre d'orfèvrerie du fameux Germain avoit été donné par la ville lors de la convalescence de Louis XV en 1745, après sa maladie. »

Dans l'*Almanach pittoresque* de 1780, Hébert écrit que : « Le candélabre d'argent au milieu du chœur est l'accomplissement du vœu que fit le corps municipal de Paris pour le rétablissement de la santé du feu roi Louis XV, lors de sa maladie à Metz, en 1744. »

Thierry, dans le *Guide des amateurs et des étrangers à Paris*, dit que ce « candélabre a été donné par le corps de la Ville et qu'il est orné des armes du Roy, de celles de la Ville et de celles de l'Abbaye; c'est l'ouvrage de feu Germain, orfèvre du Roi. »

Les documents que nous avons reproduits plus haut suffiront amplement pour démontrer l'erreur dans laquelle sont tombés ces historiographes, à propos de l'événement à l'occasion duquel le Lampadaire a été offert à la Patronne de Paris. Et si l'on vouloir une preuve encore plus positive, on la trouverait dans les cartons conservés aux Archives nationales où existe encore la commande faite par

1. Arch. nat., K. 1006.

le Bureau de la ville de Paris, à un peintre de l'époque, d'un grand tableau destiné à servir d'ex-voto pour la convalescence de Louis XV après sa maladie.

Nous croyons devoir donner ici les deux dessins authentiques de ce Lampadaire que nous avons retrouvés aux Archives nationales¹. Ils sont d'autant plus intéressants que l'un d'eux, celui de Thomas Germain, fait partie des quatre dessins qui existent encore de ce fameux orfèvre; l'autre est le seul dessin de François-Thomas Germain, son fils, connu jusqu'à présent.

Germain BAPST.

LA TOURELLE DE LA RUE VIEILLE-DU-TEMPLE.

(L'HOTEL HÉROUET.)

Jusqu'à présent, on n'a cessé de prétendre que la jolie tourelle située à l'angle des rues Vieille-du-Temple et des Francs-Bourgeois était ce qui restait de l'ancien hôtel Barbette : c'est cependant une erreur que dénonce suffisamment le style de son architecture, et que le document publié ci-après condamne d'une façon définitive².

En effet, si l'on se rappelle que l'ancien manoir d'Étienne Barbette, restauré par les soins de Jean de Montaigu pour la reine Isabeau de Bavière, avait par la suite passé aux mains de Diane de Poitiers, et qu'après la mort de celle-ci, ses filles, les duchesses d'Aumale et de Bouillon, le vendaient à des particuliers, en 1561, pour être aussitôt après démoli, il devient impossible de le confondre désormais avec l'hôtel adjugé au Châtelet, le 30 avril de la même année, à damoiselle Loyse Hérouët, qui en avait fait ordonner la saisie à cause du non-paiement de rentes et sommes lui revenant de la succession de sa parente Marie Malingre, en son vivant épouse de Jean de la Balue et propriétaire de l'immeuble.

Mais, dira-t-on, de ce que le logis de la tourelle ne faisait pas partie des bâtiments de l'hôtel Barbette, il ne s'ensuit pas qu'il n'ait pas été bâti sur quelque dépendance aliénée du manoir royal. Cela est fort possible; on ne peut nullement s'y opposer. Quoi qu'il en soit, nous devons nos plus vifs remerciements à M. Missonier, le propriétaire actuel, pour nous avoir permis de prendre copie de la grosse du décret de l'adjudication du 30 avril 1561, qui est le premier et le plus ancien de ses titres de propriété.

Entre autres personnages mentionnés dans ce document, on trouve, cités en qualité d'experts, trois artistes du xvi^e siècle, jusqu'à présent très peu connus; ce sont les architectes Étienne Grand-Rémy et Guillaume Marchant

1. Les dessins que nous publions sont extraits de l'ouvrage : *Études sur l'orfèvrerie au XVIII^e siècle*, qui paraîtra incessamment.

2. Voyez la *Tourelle de la rue Vieille-du-Temple*, par Charles Sellier (Paris, 1886, in-8°, p. 11-12).

et le sculpteur Étienne Carmoy. Leur visite d'expertise semblerait déjà prêter à la maison une certaine importance.

Il est donc utile, à tous égards, de publier ce document, dont le texte a été entièrement revu et collationné par les soins très obligeants de M. Anatole de Montaiglon.

Charles SELLIER.

Décret d'une maison pour damoiselle Loïse Hérouet, intimidée, contre M^e Nicolas Jullien, au nom qu'il procède, appellant.

A tous ceulx qui ces présentes lectres verront, Anthoine Duprat¹, chevalier, seigneur de Nantouillet, Précy et de Rozay, baron de Thiert et de Thoury, conseiller du Roy nostre sire, gentilhomme ordinaire de sa chambre et garde de la prévosté de Paris, salut.

Comme pour faire exécution et avoir payement des sommes de sept cens cinquante livres tournois, faisant moictyé de la somme de quinze cens livres tournois, huict cens soixante et quinze livres tournois, aussi faisant moictyé de la somme de dix-sept cens cinquante livres tournois d'une part, et six vingts cinq livres tournois de rente faisant moictyé de deux cens cinquante livres tournois de rente et arreraiges escheuz à cause d'icelle d'autre part, deues par Nicolas de Caen, curateur subrogé au lieu de sieur M^e Martin Ragoret, curateur créé par justice aux biens vaccans de feue noble dame Marye Malingre, en son vivant femme de messire Jehan de la Ballue², chevalier et naguères seigneur de Goix, à damoiselle Loyse Hérouet, vefve de

1. Anthoine Duprat, prévôt de Paris de 1553 à 1594, fils d'Anthoine Duprat, qui fut aussi prévôt de Paris (1547), était le petit-fils du cardinal Duprat, seigneur de Nantouillet, chancelier du roi François I^{er}. Ce n'est pas étant prêtre que le cardinal fit souche. On sait qu'il n'embrassa la carrière ecclésiastique qu'après la mort de sa femme, alors qu'il était déjà premier président du Parlement de Paris.

2. Jean de la Balue, le jeune, seigneur de Gouaix, fut émancipé par son père à l'âge de quatorze ans, le 16 mai 1481. Il succéda à son frère puîné ès terres d'Ermet, de la Motte-Bonnot et de Cervolles, et à son aîné en celle de Villepreux. Il fut maître d'hôtel du roi et de la reine de Navarre et écuyer tranchant du dauphin. Le roi lui donna 400 livres de pension pendant dix ans, en considération des bons services qu'il lui avait rendus en Italie. Il en jouissait en 1520. Il avait épousé Marie Malingre, fille de Jean Malingre, conseiller au Parlement. Il eut, de ce mariage, trois enfants, savoir : Louis, Claude et Antoinette (voir le P. Anselme).

Jean de la Balue était, par son père Nicole, neveu du fameux cardinal de la Balue, que Louis XI tint enfermé, pendant onze ans, dans une cage de fer pour le punir de ses trahisons d'État. — Les La Balue étaient de noblesse récente. Le cardinal, lui-même, était fils d'un meunier ou d'un tailleur ; il ne dut qu'au temps de sa faveur d'être anobli ainsi que ses proches, dont il fit la fortune.

feu noble homme maistre Jehan Rivière, en son vivant notaire et secrétaire du Roy, tant en son nom que comme tutrice et curatrice et ayant la garde noble des enfans myneurs d'ans dudict deffunct et d'elle, contenues en certaines lectres de sentence données de nous le sixiesme jour d'aoust l'an mil cinq cens cinquante quatre, et en quoy par nos dictes lectres de sentence le dict de Caen, ou dict nom, auroict et a esté condampné à et envers la dicte damoiselle Loyse Hérouet, ès dicts noms, aux causes contenues en icelles desquelles il nous seroit et est deuement apparu.

Et à l'instance et requeste de la dicte damoiselle Loyse Herouet, vefve susdicte, ès dicts noms, et par vertu de nos dictes lectres de sentence, Claude Delaroche, sergent à verge du Roy nostre sire ou Chastellet de Paris, eust, le dixiesme jour d'octobre mil cinq cens soixante, faict commandement, de par le Roy nostre dit seigneur, au dict Nicolas de Caen, curateur susdict, en parlant à sa personne rue Aubry-le-Boucher, de payer à la dicte Loyse Hérouet, ès dicts noms, les dictes sommes de sept cens cinquante livres tournois, faisant moictyé de la dicte somme de quinze cens livres tournois, et huict cens soixante et quinze livres tournois, aussi faisant moictyé de la dicte somme de dix-sept cens cinquante livres tournois, et oultre de payer à la dicte Hérouet, ès dicts noms, moictyé des arréraiges escheuz depuys l'an cinq cens vingt-quatre jusques à présent, à cause de deux cens cinquante livres tournois de rente et à payer et continuer doresnavant par chacun an à la dicte damoiselle, ès dicts noms, les dictes six-vingt cinq livres tournois de rente, faisans moictyé de deux cens cinquante livres tournois de rente, de telle nature et prérogative qu'estoient les dictes deux cens cinquante livres tournois de rente ceddée par Jehan de la Ballue et Marie Malingre, sa femme, sur le seigneur de Mally, le tout pour les causes contenues en nos dictes lectres de sentence, et, en payant par le dict curateur, ou dict nom, les dictes rentes et arréraiges.

Offroit la dicte damoiselle, ou dict nom, faire cession et transport au dict curateur, pour pareille rente et arréraiges susdicts, contre les héritiers du dict deffunct Anthoine de Mally¹, ou biens tenans, sans

1. Anthoine de Mally, ou plutôt de Mailly, en mouillant les deux *ll*, suivant la prononciation d'alors. — Mais quel Antoine de Mailly? En 1554, on compte quatre seigneurs, de même nom et de même prénom, passés de vie à trépas, depuis le commencement du siècle; ce sont : Antoine de Mailly, seigneur d'Haucourt, tué au combat de la Bicoque en 1552; Antoine de Mailly, seigneur d'Anchy, tué au siège d'Hesdin en 1537; Antoine de Mailly, seigneur d'Auvillers, mort en 1511; Antoine de Mailly, seigneur d'Huyn, mort en 1540. Les lettres de sentence du 6 août 1554, invoquées au bénéfice de Loyse Hérouët, pourraient nous éclairer sur ce point. Mais où trouverait-on ces lettres de sentence?

aucune garendye ne restitution de deniers, lequel de Caen auroict desclairé au dict sergent qu'il avoit esté depuys peu de temps subrogé curateur au lieu de feu M^e Martin Ragoret, et que quant à luy n'avoit pour le présent aucuns biens meubles ne revenus appartenant à la dicte curation. Bien avoit entendu que une maison, assis en ceste ville de Paris en la vieille rue du Temple, tenant d'une part à la dicte damoiselle Herouet, d'aulture part faisant le coing de la rue des Francs-Bourgeois, aultrement rue Barbette¹, aboutissant par derrière en la dicte rue des Francs-Bourgeois et par devant en la vieille rue du Temple, laquelle maison auroict appartenu à la dicte Malingre et lui appartenoit en l'an mil cinq cens vingt-quatre, et partant estoit obligée au deu de la dicte damoiselle sur laquelle maison la dicte damoiselle se pouvoit pourveoir et, quant le dict de Caen sçauroit aultres biens, les indicqueroit volontiers pour estre par la dicte damoiselle satisfaite sur iceulx comme de raison, laquelle responce le dict sergent eust prinse pour reffus, au moyen duquel le dict sergent eust au dict de Caen, curateur susdict desclairé, qu'il saisissoit, arrestoit et mettoit en la main du Roy, nostre dict seigneur, la dicte maison, et que, pour en faire plus ample saisye réelle et actuelle, il, ou aulture sergent royal se transporterait sur les lieux, auquel curateur le dict sergent eust laissée coppie de son exploit ès présences de Marin Yvon et Jehan Camy.

Et le seizeiesme jour du dict moys d'octobre après ensuivant au dict an mil cinq cens soixante, le dict sergent se feust, par vertu de la dicte requeste que dessus et en continuant transporté, en ceste ville de Paris, en et au dedans de la dicte maison, cy devant desclairée, icelle maison assise en ceste ville de Paris en la vieille rue du Temple², tenant d'une part à la dicte damoiselle Hérout, d'aulture

1. Nous trouverons plus loin cette rue, appelée aussi rue des *Poulies*. Cela vérifie parfaitement le dire de Sauval, qui rapporte que la rue des Francs-Bourgeois a successivement porté les noms de *Barbette*, de *Vieille-Barbette*, des *Poulies*, des *Viez-Poulies*, de *Ferri-des-Poulies*, en 1258, et de *Richard-des-Poulies*. D'après cet auteur, les *poulies* étaient un jeu usité alors et qu'on ne connaît plus aujourd'hui, lequel produisait 20 sols parisis de rente, que Jean Gennis et sa femme donnèrent aux Templiers en 1271. Il est certain que, jusqu'au xvi^e siècle, cette rue a continué à s'appeler *des Poulies* (voir Corrozet et le plan de Saint-Victor); mais, jusqu'à présent, nous n'avions point trouvé, autre part que dans Sauval, qu'elle avait été connue aussi sous le nom de *Barbette*. Quant à la dénomination actuelle de la rue *des Francs-Bourgeois*, on sait qu'elle vient d'un hôpital fondé, vers le milieu du xiv^e siècle, par Jean Roussel et Alix, sa femme, pour y recueillir des malheureux qui donnaient chacun 13 deniers en entrant et 1 denier par semaine. Ces peu fortunés bourgeois étaient *francs*, c'est-à-dire exempts de toutes taxes et impositions.

2. Vers l'an 1300, le poète Guillot nomme cette rue tout simplement *du*

part faisant le coing de la rue des Francs-Bourgeois, autrement rue Barbette, aboutissant par derrière à la dicte rue des Francs-Bourgeois et par devant en la dicte vieille rue du Temple, en laquelle estoit de présent demourant ung nommé de La Planche, laquelle maison cy-dessus desclairée le dict sergent eust actuellement prinse, saisye et mise en la main du Roy, nostre dict seigneur, et en cryées et subhastations par les quatre quatorzaines anciennes pour, si mestier estoit, et, en deffault de payement desdictes sommes cy-dessus spécifiées, la dicte maison estre cryée, subhastée, vendue et adjudgée par décret au parc civil du dict Chastellet de Paris, au plus offrant et dernier enchérisseur, en la manière accoustumée.

Au régime et gouvernement de laquelle maison cy-dessus desclairée, le dict sergent eust commis et estably commissaire de par le Roy, nostre dict seigneur, honorable homme Dyrot Jouanne, tapissier, bourgeois de Paris, demourant en la dicte rue du Temple, joignant la dicte maison, parlant à sa personne, qui en auroit prins et accepté le fex et charge, et promis rendre bon compte et rellicqua quant et à qui il appartendroit, et que par justice requis en seroit.

Laquelle saisye, mainmise et établissement de commissaire dessus dict, le dict sergent eust à l'instant signifié et suffisamment fait asçavoir de par le Roy, nostre dict seigneur, au dict de Caen, ou dict nom, parlant à sa dicte personne, estant soubz le Chastellet, de ce qu'il n'en peust cy après prétendre causes d'ignorance et luy eust faites deffences, de par le Roy, nostre dict seigneur, de ne troubler ne empescher le dict commissaire au fait et charge de sa dicte commission, et si l'eust le dict sergent aussi adjourné, parlant comme dessus, à certain jour par devant nous affin de veoir cryer et subhas-ter la dicte maison et procedder en outre comme de raison.

Et, en signe de laquelle saisye, mainmise et cryées, et suivant l'or-

Temple. C'est ainsi qu'elle se serait appelée dès l'origine, parce qu'elle conduisait à la première demeure que les Templiers occupèrent aux environs de Saint-Gervais lors de leur établissement à Paris, c'est-à-dire au commencement du xii^e siècle. Mais, lorsque ces moines-chevaliers eurent installé leur commanderie dans le formidable manoir qu'ils s'étaient fait construire au delà de l'enceinte de la ville, leur ancien domicile fut appelé le *Vieil-Temple*, et l'ancienne rue du Temple devint la rue du *Vieil-Temple*, puis, par transformation, *Vieille-rue-du-Temple* et rue *Vieille-du-Temple*. — Il faut cependant rappeler que cette rue a été également connue à diverses époques sous les noms de la *Couture*, *Culture* et *Clôture-du-Temple*, parce qu'elle conduisait à la *culture*, c'est-à-dire aux *jardins*, et à la *clôture du Temple*; sous celui de l'*Égout-du-Temple*, à cause de l'égout qui y passait; enfin sous ceux de *Porte-Barbette*, *Poterne-Barbette*, *Barbette*, *Vieille-Barbette*, parce qu'elle aboutissait à l'hôtel *Barbette* et à la *Porte-Barbette*, qui y étaient situés.

donnance le dict sergent eust à l'instant mys et apposé, tant à la porte de la dicte maison que à la porte de l'église monseigneur Saint-Gervais, à Paris, affiches et panonceaulx royaulx aux armoyries de France, au dessoubz desquelz estoit escripte la saisye de la dicte maison cy dessus desclairée par tenans et abboutissans, et que icelle maison estoit en cryées et subhastations à la requeste et pour les causes cy-dessus mentionnées ad ce que personne n'en peust cy-après prétendre cause d'ignorance, et auquel de Caen ou dict nom, le dict sergent eust laissée coppie de son exploict ès présence de messire Pierre Courtin, presbtre, et Estienne Garcy.

Auquel jour, suivant l'adjournement cy-dessus faict au dict de Caen ou dict nom, qui fut et eschéoit le samedi dix-neufiesme jour du dict moys d'octobre après ensuivant, au dict an mil cinq cens soixante, par acte et jugement donné de nous le dict jour entre maistre Jacques le Secq, l'aisné, procureur de la dicte damoiselle Loyse Herouet, vefve du dict deffunct M^e Jehan Rivière, en son vivant notaire et secrétaire du Roy nostre sire, au nom et comme tuteur et curateur des enfans, mineurs d'ans, du dict deffunct et d'elle demanderesse, d'une part, et maistre Jehan de Bryon, procureur du dict Nicolas de Caen, curateur subrogé au lieu du dict deffunct M^e Martin Ragoret, curateur aux biens vaccans de la dicte deffuncte dame Marie Malingre, deffenderesse, d'autre part, nous eussions ordonné que la dicte maison cy-dessus desclairée, saisye à la requeste de la dicte demanderesse sur le dict deffendeur, ou dict nom, seroit cryée par les quatre quatorzaines anciennes en la manière accoustumée.

Suivant lequel nostre jugement et par vertu d'icelluy, et à la requeste de la dicte damoiselle Loyse Hérouët ès dicts noms, Jehan Desmaretz, sergent à verge au Chastellet de Paris, eust le lendemain, vingtiesme jour du dict mois d'octobre après ensuivant ou dict an mil cinq cens soixante, en continuant signifié et suffisamment faict assavoir, de par le Roy nostre dict seigneur, au dict de Caen ou dict nom, en parlant à sa personne en son domicile, que la première cryée, proclamation et quatorzaine de la dicte maison cy dessus desclairée se feroit et commenceroit au devant de la principalle porte et entrée de l'église monseigneur Saint-Gervais à Paris, à yssue de grande messe parrochiale du dict lieu, le dimanche vingt-septiesme jour du dict moys d'octobre après ensuivant au dict an mil cinq cens soixante, en laquelle paroisse la dicte maison estoit et est scituée et assise, et que les aultres cryées se continueroient de quatorzaine en quatorzaine, jusques à perfection d'icelles en la manière accoustumée, ad ce que le dict de Caen ou dict nom n'en peust cy après prétendre cause d'ignorance, auquel le dict sergent eust laissée coppie de son exploict de signification ès présences de maistre Pierre Courtin et Jehan Gillet.

Et pour proceder au fait des dites cryées le dict Jehan Desmaretz, sergent à verge dessus nommé, se feust par vertu et à la requeste que dessus et en continuant, le dict jour de dimanche vingt septiesme jour du dict moys d'octobre au dict an mil cinq cens soixante, transporté au devant de la princippalle porte et entrée de la dicte église monseigneur Saint-Gervais à Paris où illecques, à yssue de grande messe parrochiale du dict lieu, et après avoir par luy faicte lecture de la saisye de la dicte maison cy-dessus desclairée par tenans et aboutissans, il eust d'icelle faicte la première cryée, proclamation, et quatorzaine ès présence de Christofle de Mailly, Anthoine Chandelier, Durand Benoist et Jehan Martin.

La seconde cryée et quatorzaine de la dicte maison cy dessus desclairée eust aussi faicte par le dict sergent au devant de la principalle porte et entrée de la dicte église monseigneur Saint-Gervais, à Paris, à yssue de grande messe parrochiale du dict lieu, le dimanche dixiesme jour de novembre après ensuivant, au dict an mil cinq cens soixante, ès présences de Jehan Poilleau, Jehan Hablot, Pierre Bruslé et Jehan Moreau.

La tierce cryée et quatorzaine de la dicte maison cy-dessus desclairée eust aussi esté faicte par le dict sergent au devant de la principalle porte et entrée de la dicte église monseigneur Saint-Gervais à Paris, à yssue de grande messe parrochiale du dict lieu, le dimanche vingt-quatreiesme jour du dict moys de novembre après ensuivant ou dict an mil cinq cens soixante, ès présences de Jehan de Gaillon, Jehan Gillet, Nicolas Choubruslé, Anthoine Ardounier et Pierre Debusca.

Et la quarte cryée et dernière proclamation et quatorzaine de la dicte maison cy-dessus déclairée eust aussi esté fait par le dict sergent au devant de la princippalle porte de la dicte église monseigneur Saint-Gervais, à Paris, à yssue de grande messe parrochiale du dict lieu, le dimanche huictiesme jour de décembre après ensuivant, au dict an mil cinq cens soixante, ès présences de Jehan Trouard, Pierre Cartin, Jehan Vollant, Guillaume Duluc et Jehan Laurens.

En faisant lesquelles cryées et chacune d'icelles le dict sergent eust cryé et publié à haulte voix, et suffisamment fait assavoir, de par le Roy nostre dict seigneur, et nous, à tous en général que la dicte maison cy-dessus déclairée estoit en vente, cryées et subhastations, à la requeste et pour le deub de la dicte damoiselle Loyse Hérouët ès dicts noms, selon et pour les causes cy-dessus récittées, et, pour ce, s'il y avoit aulcun qui la dicte maison vouldist avoir, enchérir ou sur icelle aulcun droit prétendre, réclamer ou demander, viensist avant et apparust, et il y seroit oy et reçu aux us et costumes de France, si comme ces choses nous estoient et sont deuement apparues par les rapportz des dictes saisye, mainmise, cryées, proclamation et exploitiz sur ce faictz.

Lesquelles saisie, mainmise, cryées et proclamations ainsi faictes que dict est, eussent, le lundy vingtroisiesme jour de décembre après ensuivant ou dict an mil cinq cens soixante, ès dictes rapportées en jugement devant nous ou Chastellet de Paris, jour ordinaire de play-doyrie, heure de plaids iceulx tenans, séant en siège noble homme et saige M^e Guy Appollo, conseiller du Roy nostre dict seigneur ou dict Chastellet de Paris, par honorables hommes et saiges maistres Jehan de Saintcyon et Jehan Borse, advocatz ou dict Chastellet; oy lequel rapport et eu sur ce l'advis et oppinion des conseillers, advocatz, procureurs et praticiens assistans en icelluy Chastellet, nous les dictes cryées eussions déclairées bonnes et valables, bien et deuement faictes, continuées et parfaites selon l'ordonnance et commune observance de la ville, prévosté et vicomté de Paris, dont et desquelles choses le dict maistre Jacques le Secq, l'aisné, au nom et comme procureur de la dicte damoiselle Loyse Hérouët, ès dicts noms, nous eust requis et demandé lectres, lesquelles le dict jour luy eussions octroyées pour servir et valloir à icelle damoiselle en temps et lieu que de raison.

Depuis lesquelz, par acte et jugement donné de nous le samedi unzeiesme jour de janvier après en suivant, au dict an mil cinq cens soixante, entre le dict M^e Jacques le Secq, l'aisné, procureur de la dicte damoiselle Loyse Hérouët, vefve du dict deffunct messire Jehan Rivière, en son vivant secrétaire du Roy, tant en son nom que comme tutrice et ayant la garde noble des enfans, myneurs d'ans du dict deffunct et d'elle, demanderesse d'une part, et le dict maistre Jehan de Bryon, procureur du dict Nicolas de Caen, curateur aux biens vaccans de la dicte deffuncte dame Marye Malingre, en son vivant femme du dict messire Jehan de la Ballue, chevalier, seigneur de Villepreux, deffenderesse, d'autre part, nous, parties oyés, après que le dict de Brion ou dict nom auroict dict, veu le rapport et mainmise des héritaiges dont estoit question, procès-verbal et cryées d'iceulx, et aussi qu'il n'avoit mémoyres du dict de Caen pour empescher la dicte requeste, et se rapportoit à nous d'en ordonner, eussions ordonné que la dicte maison et appartenances, assise à Paris, vieille rue du Temple, saisye et mise en cryées et subhastations à la requeste d'icelle damoiselle sur le dict curateur cy-dessus et en la main mise et exploités des dictes cryées plus à plain déclairée, seroit vendue, baillée et adjudgée par décret au parc civil du dict Chastellet de Paris, au plus offrant et dernier enchérisseur, en la manière accoustumée, et seroient toutes personnes reçues à y mettre enchère, et néantmoins eussions dict que le dict Le Secq, ou dict nom, bailleroit coppie au dict de Bryon ou dict nom du procès-verbal des dictes cryées.

Et par aultre acte et jugement, donné de nous le vendredy vingt-

ungiesme jour de mars, l'an mil cinq cens soixante avant Pasques, et veue certaine sentence de nous donnée le jeudy vingtiesme jour de febvrier dernier passé, entre le procureur du Roy nostre sire ou Chastellet de Paris, d'une part, et messire Pierre Courtin, clerc de chapelle de la royne de Navarre¹, tenant à loyer la dicte maison, assise à Paris, vieille rue du Temple, faisant le coing de la rue des Poullies, dicte des Francs-Bourgeois, qui fut à dame Marye Malingre, femme en premières noces du seigneur de Carrières², requérant par le dict procureur du Roy que la dicte maison feust retranchée suivant l'alignement par cy-devant prins et le retranchement fait des aultres places d'icelle rue d'autre part, par laquelle sentence eussions ordonné entre aultres choses, après avoir oyés les partyes que le dict Courtin et le dict Nicolas de Caen, curateur aux biens vaccans de la dicte dame Marye Malingre, feroient voir et visiter la dicte maison dedans la huictaine ensuivant, en nostre présence et du dict procureur du Roy, par Estienne Grand-Rémy³ et Guillaume Mar-

1. Marguerite de Navarre, sœur de François I^{er} et mère de Jeanne d'Albret, était morte en 1530; mais, comme Marguerite, fille de Catherine de Médicis, n'épousa le jeune roi de Navarre, fils de Jeanne d'Albret, qu'en 1572, Pierre Courtin ne peut avoir été clerc de chapelle que de la première.

2. D'où il semble résulter que cette maison avait été le bien propre de Marie Malingre et qu'elle dut faire partie de sa dot, lorsqu'elle épousa, en secondes noccs, Jean de la Balue. On verra d'ailleurs, un peu plus loin, qu'ils en étaient possesseurs en 1515.

Jusqu'à présent, Marie Malingre et son premier mari, le seigneur de Carrières, sont les premiers propriétaires connus de cette maison, dont le style est en parfait rapport avec leur temps, c'est-à-dire avec la fin du x^v siècle et le commencement du xvi^e. Il est même très probable qu'elle fut construite pour eux.

Nous expliquerons ci-après quel pouvait bien être ce seigneur de Carrières par rapport à Loyse Hérout.

3. On ne savait encore sur le compte d'Étienne Grand-Rémy que ce qu'en dit le *Dictionnaire des Architectes français* de Lance (t. I^{er}, p. 324) : « Le « maréchal de Cossé ayant acquis de la sœur de Philibert de l'Orme une « maison sise à Paris, rue Saint-Antoine, connue sous le nom d'hôtel ou de « logis d'Étampes, » sur l'emplacement de laquelle on a, depuis, construit l'hôtel de Mayenne, « plusieurs architectes, au nombre desquels se trouvait « Grand-Rémy, furent chargés de constater l'état de cette maison et d'indiquer les réparations que cet état pouvait exiger. Dans le rapport des « experts, daté du 8 juin 1572, Grand-Rémy est qualifié de *Maistre général des œuvres de maçonnerie du Roy*. » Ce rapport a été publié, en 1862, dans la *Deuxième série des Archives de l'Art français*, t. II, pp. 320-336.

Étienne Grand-Rémy est encore signalé, comme maître maçon, dans les *Comptes des Bâtimens royaux* de 1568 et de 1573 pour divers travaux de maçonnerie exécutés au Louvre. Voir la *Renaissance des arts à la cour de*

chant¹, commis du voyer de Paris, tant pour sçavoir si elle devoit estre retranchée et aussi que sur la vallidité et estimation d'icelle maison, incommodité de la récompense, que pourroient prétendre les propriétaires et créanciers, laquelle visitation auroict été faicte, en nostre présence et du dict procureur du Roy, par les dicts Estienne Grand-Rémy, Guillaume Marchant, Oudin Gougeron, mestre-maçon, et Estienne Carmoy², sculpteur, qui de ce en auroient faict leur rapport par escript; veu par nous, lequel rapport de visitation sur le retranchement, tant de la dicte maison que aultres de la rue des Francs-Bourgeois, en dacte de l'an mil cinq cens cinquante, le mercredi vingt-cinquesme jour de febvrier, la requeste à nous présentée par le dict Nicolas de Caen, curateur de la dicte damoiselle Loyse Hérout, vefve du dict deffunct maistre Jehan Rivière, en son vivant notaire et secrétaire du Roy, ès noms qu'elle proccède, et aultres pièces par eulx mises par devers nous.

Nous, par délibération du Conseil, eussions dict et ordonné que

France, études sur le xvi^e siècle, par de Laborde. Paris, 1850, tome I^{er}.

Ce passage du manuscrit de M. Missonier est peut-être le seul document existant, en dehors de ceux que nous venons de rappeler, sur le compte d'Étienne Grand-Rémy.

1. Guillaume Marchant est né en 1531. Par lettres patentes, datées de Gonesse, le 15 septembre 1590, Henri IV lui donna l'office de maître général des œuvres de maçonnerie et édifices royaux de la ville, prévôté et vicomté de Paris, en remplacement de Nicolas Guillot, qui venait de mourir. En 1594, il était l'architecte du nouveau château de Saint-Germain, dont il ne reste plus que les terrasses avec leurs murs de soutènement et le pavillon Henri IV, qui était la chapelle de cette résidence royale. Il mourut en 1605 et fut inhumé dans l'église Saint-Gervais, à Paris. En 1596, son fils, Louis Marchant, obtenait la survivance de son père, qui s'était démis de ses fonctions en sa faveur. — Guillaume Marchant était le frère de Charles Marchant, maître charpentier de la ville, qui construisit en 1609 le Pont-aux-Oiseaux, appelé aussi pont Marchant, en remplacement du Pont-aux-Meuniers, détruit en 1596. — Voir le *Dictionnaire des Architectes français* de Lance, t. II, pp. 113-114.

2. Le sculpteur Étienne Carmoy peut bien être fils, frère ou neveu de Charles Carmoy, peintre du roi François I^{er}, cité par Rabelais, sous la qualification de « peintre du roy Megiste, » au chap. II du livre IV de Pantagruel, le même que de Laborde a retrouvé dans les *Comptes des Bâtiments royaux*, de 1537 à 1540 et de 1540 à 1550, pour divers travaux exécutés au palais de Fontainebleau. Étienne Carmoy est également signalé dans les *Comptes des Bâtiments royaux*, de 1540 à 1550, comme sculpteur imager attaché à divers travaux de réparation de sculpture au palais de Fontainebleau, à raison de 18 livres par mois. De 1558 à 1568, il figure encore dans les mêmes *Comptes* pour divers autres travaux de sculpture exécutés au Louvre par ordre de l'architecte Pierre Lescot.

la dicte maison dessus déclarée seroit retranchée et recouppée pour l'accroissement et l'élargissement de la dicte rue des Poullies, suivant l'alignement par cy devant prins tant pour la beauté et décoration de la ville que pour la commodité, proffict et utilité de la chose publique pour obvier aux inconvéniens qui pourroient souldre et advenir tant d'eauës qui regorgeoient en la dicte rue des Poullies et ne pouvoient avoir leurs cours, comme des couldes et recoings qui y estoient où l'on se pouvoit lattiter et musser, à la charge toutes fois que les propriétaires et créanciers d'icelle maison seroient préalablement récompensés de tels dommaiges et intérêts qu'ils auroient et pourroient avoir à cause du dict retranchement par telles personnes qu'il appartiendrait et sans despens de l'instance¹.

Auxquelles cryées, et en faisant icelles, se feussent opposées les personnes cy-après nommées et lesquelles eussent esleuz leurs domicilles, ainsi qu'il appert par les causes d'opposition par celles baillées par escript et transcriptes au vingtroiesme volume des cryées du dict Chastellet, fueillet troys cens cinquante et ung, dont les teneurs ensuivant :

« Du huictiesme jour de janvier l'an mil cinq cens soixante, maistre Jacques le Secq, l'aisné, procureur ou Chastellet de Paris et procureur de nostre damoiselle Loyse Hérouët, vefve de feu noble homme maistre Jehan Rivière, en son vivant notaire et secrétaire du Roy, tant en son nom que comme tutrice et ayant la garde noble des enfans, mineurs d'ans, du dict deffunct et d'elle, sont pour lui conserver et garder six vingts-cinq livres tournoys de rente, faisant moictyé de deux cens cinquante livres tournoys de rente, de telle nature, qualité et prérogative que estoient les dictes deux cens cinquante livres tournoys de rente, ceddées par messire Jehan de la Ballue et la dicte deffuncte Marye Malingre, sa femme, annuelle et perpétuelle, qu'elle a droict de prendre et percevoir par chacun an sur les dicts lieux de la condition qu'elle est, et pour estre payée de sept cens cinquante livres tournoys, faisans moictyé de quinze cens livres tournoys, et huit cent soixante quinze livres tournoys, aussi faisans moictyé de dix-sept cens cinquante livres tournoys, et oultre pour estre

1. Ce retranchement ne devait certainement pas s'appliquer à la tourelle, mais aux saillies et recoins du rez-de-chaussée, qui, depuis, ont disparu. Les alignements des rues étaient alors donnés par le voyer de Paris ou ses commis. Pendant plusieurs siècles, le prévôt de Paris, siégeant au Châtelet, remplit les fonctions de voyer dans toute l'étendue de la vicomté; mais, par un édit de 1604, l'administration de la voirie fut distraite de la prévôté pour être unie à l'office de grand voyer créé en faveur de Sully, en 1599. Les premiers réglemens connus sur les retranchements des saillies des maisons datent de Henri II, mai 1554. Voir les *Lois du Bâtiment*, publiées par la Société centrale des architectes, tome III, pages 5-32.

payée de la moictyé des arréraiges escheuz depuis l'année mil cinq cens vingt-quatre jusques au remboursement des sommes dessus dictes, à cause des dictz deux cens cinquante livres de rente, et à payer et continuer doresnavant par chacun an à la dicte demanderesse, ès dictz noms, les dictz six vingts-cinq livres tournoys dessus déclairés, ensemble des despens, fraiz, mises et loyaux cousts, et oultre pour luy conserver et garder tout tel droict d'ipothecque, recours de garendye, noms, raisons et action qu'elle, ès dictz noms, a et peult avoir sur les dictz lieux criez, domicile en l'hostel du dict Le Secq, l'aisné, rue de la Coustellerie, du vingt-cinquiemes jour de febvrier mil cinq cens soixante. »

Le dict Le Secq l'aisné, procureur de noble homme et saige M^e Jehan le Bellot, conseiller du Roy nostre sire, et maistre ordinaire en sa Chambre des comptes à Paris, sont pour estre payés et mis en ordre de la somme de huict livres six sous huict deniers tournois de rente constituée par le dict de la Ballue et la dicte deffuncte Marye Malingre au curé de Saint-Benoist, le tout sur la dicte maison scituée vielle rue du Temple, faisant le coing de la rue des Poullies, aultrement dicte des Francs-Bourgeois, dès le quinzeiesme jour de septembre mil cinq cens quinze, duquel curé le dict Bellot a cession du penultime jour de mars mil cinq cens quarante-six, et oultre de cinquante livres tournois de rente, constituée par les dictz de La Ballue et Malingre à deffunct M^e Jehan Prévost le neufiesme jour de may mil cinq cens seize, de laquelle rente et arréraiges le dict Bellot a cession dès le quinzeiesme avril mil cinq cens quarante-cinq, et encores de quarante-deux livres d'aultre rente constituée par les dessus dictz sur la dicte maison, le dernier jour de mars mil cinq cens vingt et ung¹ à M^e Jehan Brachet, duquel le dict Bellot a semblablement cession et transport dès le seizeiesme juillet mil cinq cens quarante-six, et, pour les arréraiges des dictes rentes escheuez et qui escherront, despens, frais, mises et loyaux cousts et aultre pour luy conserver et garder tout tel droict d'ipothecque,

1. Il est important de constater que, dès le 15 septembre 1515, Jean de la Balue et son épouse, Marie Malingre, étaient propriétaires de cette maison, et qu'ils l'étaient encore en 1516 et 1521. Ce document a, en outre, l'avantage de préciser, pour la première fois, trois dates de l'existence de ces deux personnages. Jusqu'à présent, on savait seulement, par Moréri et le P. Anselme, que Jean de la Balue vivait vers 1520. D'ailleurs, on a vu plus haut que ladite maison appartenait encore à Marie Malingre en 1524, laquelle année peut bien être celle de sa mort, puisque les arrérages dus à Loyse Herouët partaient de cette époque. — Le curé de Saint-Benoît, renté par Marie Malingre et son époux, nous remet en mémoire que le frère aîné de celui-ci était, en 1510, curé de Saint-Eustache à Paris; il s'appelait aussi Jean de la Balue et mourut en 1528.

recours de garendye, noms, raisons et actions qu'il, ès dicts noms, a et peult avoir sur les dicts lieux criez, domicile du dict Bellot en sa maison, rue de Paradis¹.

Et par acte et jugement donné de nous le mercredi vingt-troisiesme jour d'octobre mil cinq cens soixante, en proceddant au fait de la licitation du louaige de la dicte maison, assise en la dicte ville de Paris, en la dicte vieille rue du Temple, saisye et mise en cryées sur le dict Nicolas de Caen, curateur aux biens vaccans de la dicte defuncte Marye Malingre, à la requeste de la dicte damoiselle Loyse Hérouët, la dicte licitation poursuyvie par Cyrot Jouanne, commissaire estably au régime et gouvernement de la dicte maison, le dict maistre Jacques Le Secq, procureur de la dicte damoiselle Loyse Hérouët, auroict déclaré, comme il disoit, avoir par cy-devant fait que en la dicte maison estoit une chambre encloze, appartenant et estant du propre de la dicte damoiselle, laquelle chambre le dict Le Secq, ou dict nom, auroict requis estre distraicte et mise hors des dictes cryées pour en joyr par elle comme elle disoit avoir par cy-devant fait, et à ceste fin auroict fait appeler devant nous maistre Jehan de Bryon, procureur du dict Nicolas de Caen, oudict nom de curateur, et a luy sommé et interpellé qu'il eust à dire ce qui voudroit contre la dicte requeste d'une part, et le dict de Bryon, procureur du dict Nicolas de Caen, ou dict nom, qui auroict dict en avoir adverti le dict de Caen, en suivant la procuration spécialement à luy passée par le dict de Caen, sa partye, du dimanche vingtiesme jour du dict moys d'octobre mil cinq cens soixante dernier passé, auroict dict qu'il n'avoit moyens pour empescher la dicte requeste de distraction après soy estre informé du droict par la dicte damoiselle en la dicte chambre d'autre part.

Partyes oyes, nous eussions dict que la dicte chambre cy-dessus, comprinse en la dicte cryée, seroit distraicte et mise hors d'icelles cryées au proffit de la dicte damoiselle Loyse Hérouët pour en joyr par elle comme à elle appartenant et seroit faite ouverture d'icelle chambre².

1. Rue de Paradis-au-Maraïs, partie actuelle de la rue des Francs-Bourgeois comprise entre la rue Vieille-du-Temple et les Archives nationales.

2. La jouissance de cette chambre, de même que les rentes dues à Loyse Hérouët par M^e Nicolas de Caen, curateur aux biens vacants de Marie Malingre, constituent évidemment une part de la succession de celle-ci. Quelque lien de parenté devait donc exister entre ces deux femmes. On peut encore en retrouver la trace.

On a vu précédemment que Marie Malingre avait épousé en premières noces un certain seigneur de Carrières, lequel a dû mourir avant l'an 1515, époque où Marie Malingre avait déjà pour deuxième époux Jean de la Balue. Or, on trouve dans le P. Anselme (tome VI, page 483 c) qu'une cousine

Pendant lesquelles cryées et proceddeures ainsi faictes ainsi que dict est, et, après que Jehan Gervais, aussi sergent à verge au dict Chastellet eust, à la requeste de la dicte damoiselle Loyse Hérouët, ès dicts noms, ès présences de Jehan Planche, Anthoine Pollet et Jehan Gillet, le troisiemes jour d'apvril ou dict an mil cinq cens soixante avant Pasques, mys et apposé affiches et escripteaux aux lieux

germaine du chancelier Olivier, Madeleine Olivier, épousa, en 1528, un seigneur de Carrières, secrétaire du Roi, du nom de Georges Hérouët, et dont l'existence est encore confirmée par la « *Coppie du Rolle et Estat de l'hostel du Roy* » pour les années 1528 et 1529, publiée par Leroux de Lincy à la suite de l'*Heptaméron de la reine de Navarre* (tome III, page 273 de l'édition de la Société des bibliophiles, Paris, 1853), et où ce personnage figure comme secrétaire ordinaire de la chambre, avec une allocation de 400 livres.

Pour nous, il est hors de doute que le seigneur de Carrières, premier époux de Marie Malingre, fut le père ou tout au moins l'oncle de Georges Hérouët.

Il s'en faut de beaucoup que le nom d'Hérouët soit ignoré dans l'histoire. On sait qu'un des meilleurs poètes de la Renaissance fut Antoine Hérouët, ami de Clément Marot, et mort évêque de Digne en 1568. Nous avons déjà signalé la demeure du poète Antoine Hérouët, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, en 1532, dans le *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*, 1887, p. 98-100. — Voir la *Biographie universelle de Michaud* et les *Siècles littéraires de la France ou le Nouveau Dictionnaire historique, critique et bibliographique de tous les écrivains français jusqu'au XVIII^e siècle*, par Desessarts (Paris, 1800), dans lesquels il est dit qu'Antoine Hérouët était d'une famille alliée à celle du chancelier Olivier. D'où il résulte que Georges et Antoine Hérouët seraient très proches parents, sinon frères. Ils touchaient probablement d'aussi près l'héroïne de la xxii^e nouvelle de l'*Heptaméron de la reine de Navarre*, cette vertueuse Marie Hérouët qui « fut faicte abbesse, par le don du Roy, de l'abbaye nommée Giy, près de Montargis. » — La plupart des contes de Marguerite d'Angoulême ont une valeur historique qu'il importe de ne pas dédaigner.

La relation des seigneurs de Carrières avec le nom des Hérouët étant bien établie, la parenté de Marie Malingre avec Loyse Hérouët devient certaine, et l'on peut conclure que celle-ci est la nièce ou petite-nièce de celle-là, sinon fille ou petite-fille de premier lit. Quant à son nom, on le retrouve dans le Procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres, clergé, noblesse et bourgeoisie, convoqués à Paris le 22 février 1580, pour la revision définitive de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris ; il figure parmi ceux de la noblesse de la façon suivante : « Damoiselle Louïse Hérouët, dame d'Othissous-Dampmartin, représentée par Philippe l'Ange, son procureur. » La veuve de Jean Rivière, secrétaire du Roi, était donc dame. Le même Procès-verbal fait aussi mention, parmi les membres de la bourgeoisie, d'un certain Nicolas Hérouët, bourgeois de Paris. Bref, tous ces Hérouët font partie d'une même famille de bourgeoisie, devenue très importante dès le commencement du xvr^e siècle ; la plupart, jouissant des faveurs royales, ont été pourvus de bénéfices et de charges, voire même de titres de noblesse.

et places cy-après déclairés, c'est assavoir à la dicte maison, assise vieille rue du Temple, à la porte de l'église monseigneur Saint-Gervais, à la porte et entrée du Chastellet de Paris et au parc civil du dict Chastellet, qui contenoient que le mercredy seizeiesme jour du dict moys d'avril, l'an mil cinq cens soixante ung, après Quasimodo, la dicte maison, cy-dessus déclairée, seroit vendue, baillée, délivrée et adjugée, par décret au parc civil du dict Chastellet de Paris, au plus offrant et dernier enchérisseur, en la manière accoustumée, et seroient toutes personnes reçues à y mettre enchère, ad ce que aucun n'en peust cy-après prétendre cause d'ignorance.

Le procès de criées de la dicte maison, cy-dessus déclairée, auroict et a esté leu et publié en jugement devant nous au dict Chastellet par plusieurs et diverses journées et mesmement le dict jour de mercredy seizeiesme jour du dict moys d'avril ou dict an mil cinq cens soixante et ung, après Quasimodo.

Auquel jour le dict maistre Jacques le Secq l'aisné, procureur de la dicte damoiselle Loyse Hérouët, vefve du dict deffunct messire Rivière, en son vivant notaire et secrétaire du Roy en son Conseil, tant en son nom que comme tutrice et curatrice des enfans myneurs d'ans, du dict deffunct et d'elle, eust enchéry et mys à prix la dicte maison, assise à Paris, vieille rue du Temple, tenant d'une part à la dicte damoiselle, d'autre part faisant le coing de la rue des Francs-Bourgeois, dicte la rue des Poullies, aboutissant par derrière à la dicte rue des Francs-Bourgeois et par devant à la dicte rue du Temple, laquelle maison fut et appartient à la dicte deffuncte Marye Malingre, en son vivant femme du dict messire Jehan de la Ballue, chevalier, naguères seigneur de Goix, cryée sur le curateur aux biens vaccans de la dicte deffuncte Marye Malingre, à la charge des droicts seigneuriaux et arréraiges d'iceulx et du retranchement et recouppement qui se pourra faire d'icelle maison pour l'accroissement et eslargissement de la dicte rue des Poullies, suivant l'alignement par cy-devant faict et prins ainsi que contenu est en la sentence donnée de nous ou nostre lieutenant, le vingt ungiesme mars mil cinq cens soixante, à la charge toutes foyz que l'achepteur et dernier enchérisseur de la dicte maison sera préallablement récompensé de tels dommaiges et interestz qu'il aura et pourra avoir à cause du dict retranchement, à telles personnes qu'il appartiendra suivant la dicte sentence et des despens des dictes cryées et outre de la somme de deux mille livres tournoys pour une fois à distribuer à qui il appartiendra, et ne seroit et n'est apparu aucun enchérisseur.

Ce faict Nicolas Addie, audiencier du Roy, nostre sire, ou Chastellet de Paris, eust le dict jour de mercredy seizeiesme du dict moys d'avril ou dict an, ès présences de Jehan Hubert et François Simon, mis et apposé en affiche et escripteau aultant de l'abbrégé enchère et

publication cy-dessus contre la porte et entrée du parc et auditoire civil du dit Chastellet, lieu accoustumé pour ce faire, suivant l'ordonnance contenant que le mercredy trenteiesme jour du dict moys d'apvril, après en suivant, au dict an mil cinq cens soixante et ung, jour et dacte de ces présentes la dicte maison cy-dessus déclairée seroit vendue, baillée, délivrée et adjudée par décret au parc civil du dict Chastellet de Paris, au plus offrant et dernier enchérisseur, en la manière accoustumée, et seroient toutes personnes reçues à y mettre enchère.

Auquel jour la dicte enchère auroict esté de rechef leue et publiée en jugement devant nous ou dict Chastellet.

Et auroict la dicte maison esté renchérie par le dict Jacques le Secq, l'aisné, à deux mil deux cens livres tournois, par maistre Gabriel Rivière à deux mil cinq cens livres tournois par le dict Le Secq l'aisné, à deux mil huit cens livres tournois, par le dict Rivière à troys mil livres tournois, et par le dict maistre Jacques le Secq l'aisné, ou nom et comme procureur de la dicte damoiselle Loyse Hérouët à trois mil cinquante livres tournois pour une fois, et pour ce que, oultre et par dessus les pris et charges cy-dessus déclairées, aulcun ne se seroit apparu que la dicte maison cy-dessus déclairée eust plus voullu donner que la dicte damoiselle Loyse Hérouët, persévérant en sa dicte enchère, nous eust instamment requis que la luy voulsissions bailler et adjudger par décret comme la plus offrant et dernier enchérisseur, disant par elle que ainsi faire le debvons, veu et considéré ce que dict est.

Sçavoir faisons que, oye de nous la dicte requeste qui nous eust semblé et semble juste, civile et raisonnable, attendu que en faisant les dictes cryées ne se seroient apparuz aultres opposans que les dessus nommés, ne aultre enchérisseur oultre et par dessus la dicte Hérouët, gardées en ce les solempnitez pour ce deues et en telz cas requises et accoustumées, et tout veu et considéré ce que faisoit à veoir et considérer en ceste partye.

Nous à la dicte damoiselle Loyse Hérouët, ce requérant comme la plus offrant et dernier enchérisseur, avons adjudée, vendue, baillée et délivrée, adjugeons, vendons, baillons et délivrons par décret par ces présentes la dicte maison cy-dessus déclairée moyennant les pris et charges que dessus et partant, pour lequel pris d'icelle adjudication recepvoyr, nous avons commis et connectons nostre amé M^e Siméon Bruslé, examinateur de par le Roy nostre sire au Chastellet de Paris, et pour faire la distribution du dict pris, taxer les despens des dictes cryées, y appeler le greffier de la dicte prévosté de Paris et faire en oultre ce que au cas appartiendra; connectons nostre amé maistre Jacques de Sens, aussi examinateur ou dict Chastellet, et, parmy ce, nous la dicte vente et adjudication, ainsi par nous

faicte à la dicte damoiselle Loyse Hérouët, avons louée, grée, ratti-
fiée et approuvée, louons, gréons, rattiffions et approuvons par ces
dictes présentes, et, par interposition de nostre décret et auctorité
judiciaire, avons confirmée et confirmons en tant que à nous appar-
tient et que faire le pouvons et debvons pour raison et à cause de
nostre office.

Ordonnons en mandement au seigneur ou seigneur de et soubz qui
la dicte maison, cy dessus mise a pris et adjudgée, est scituée et assise,
tenue et mouvante, que icelle damoiselle Loyse Hérouët ils en mettent
et instituent ou facent mettre et instituer en bonne et suffisante pos-
session et saysine réelle et corporelle, et de ce que dict est la facent,
souffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement en faisant
et payant par luy les droicts et debvoirs pour ce deubs et en telz cas
requis et accoustumez.

En tesmoing de ce nous avons faict mettre à ces présentes le scel
de la dicte prévosté de Paris. Ce fut faict et adjudgé en jugement ou
dict Chastellet, le mercredy trenteiesme jour d'apvril, l'an mil cinq
cens soixante et ung.

LE SECQ (l'aisné).

GOYER.

BLANCHART.

J.-B. MORDANT.

Enregistré et scellé par nous, Martin Le Roy, garde du scel de la
prévosté de Paris, le jeudy quinzeiesme jour de may, l'an mil cinq
cens soixante et ung.

M. LE ROY.

Je, frère Pierre Genyer, religieux de l'ordre de Saint-Jean de Jérú-
salem, procureur et recepveur de noble et révérend seigneur frère
Pierre de La Fontaine, chevalier du dict ordre, grand prieur de
France et commandeur du Temple à Paris, certifie avoir saisy et vestu
damoyselle Loyse Hérouët, adjudicataire des maison et lieux conte-
nus au présent décret, de laquelle j'ay reçu les lotz et ventes pour
ce deubs et accoustumés, à la charge de dix-huit soulz six deniers
parisis, tant cens que rente foncière, deubz par chacun an à la dicte
Commanderie le jour de Pasques, et sauf en toute aultre chose les
droicts de la dicte Commanderie et l'autrui. Faict sous mon seing cy
mis le quinziesme jour de mars mil cinq cens soixante huit¹.

F. GENYER.

1. Ce qui prouve que la maison de la tourelle appartenait encore à Loyse
Hérouët en 1568, et qu'on ne peut désormais la confondre avec l'hôtel
Barbette, démoli en 1561.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

I.

COMPTE-RENDU DES SÉANCES.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 15 novembre 1887.

Présidence de M. Auguste LONGNON, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— MM. P. Bonnassieux et le comte A. Boulay de la Meurthe s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

— Le procès-verbal de la séance du 11 octobre 1887 est lu et adopté.

— M. l'abbé V. Dufour communique au Conseil le texte manuscrit du prospectus de la *Description historique et chronologique de l'église métropolitaine de Paris*, de Charpentier (1757). M. l'abbé Dufour veut bien promettre de remettre à ce sujet une note au Comité de publication.

— La séance est levée à cinq heures.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue à la Bibliothèque nationale le 13 décembre 1887.

Présidence de M. Auguste LONGNON, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

— MM. Ch. Tranchant et le comte A. de Marsy s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

— Le procès-verbal de la séance du 15 novembre est lu et adopté.

— M. le Président donne lecture d'une note de notre confrère M. H. de Curzon, relative à l'état des travaux du regretté Germain Demay sur les sceaux de l'Ile-de-France, dont il avait été question à la séance d'octobre :

« M. Demay avait moulé, dans les archives de Seine-et-Oise et d'Eure-et-Loir, un certain nombre de sceaux qu'il n'avait pas inventoriés et dont il n'avait pu continuer la collection.

« Nous en avons retrouvé : pour *Seine-et-Oise*, 437; pour *Eure-et-Loir*, 123. Ces moulages ont été fondus et catalogués dans le *Supplément général* qui est en préparation et où le total des matrices de sceaux est actuellement de 3,060 (non compris ceux de la collection nouvellement entreprise des sceaux du fonds latin de la Bibliothèque nationale). »

— M. Léopold Delisle signale la publication récente par le D^r Max Spirgatis d'une liste des membres du corps de l'Université de Paris en 1464 (*Beihefte zum Centralblatt für Bibliothekswesen*, I), déjà signalée dans le *Bulletin* de la Société (1886, p. 113), et fait ressortir toute l'importance de ce document dans lequel sont mentionnés Guillaume Fichet, Jean de La Pierre, etc.

— M. H. Omont dépose, au nom de M. l'abbé Alliot, curé de Bures (Seine-et-Oise), un *Compte de l'abbaye de Notre-Dame-du-Val de Gif* (1384-1388). Ce document est renvoyé au Comité de publication.

— M. H. Omont communique au nom de M. le marquis de Monclar, consul général de France à Amsterdam, une note sur une *Vue des Tuileries en 1813*, peinte par Bouhot. M. le marquis de Monclar a bien voulu remettre à ce sujet une note au Comité de publication.

— La séance est levée à cinq heures.

II.

VARIÉTÉS.

PAPIERS DES MARNEFS,

LIBRAIRES PARISIENS DU COMMENCEMENT DU XVI^e SIÈCLE.

Il n'est pas rare de trouver dans les anciennes reliures du xv^e et du xvi^e siècle des correspondances et des actes de procédure qui ont été agglutinés pour former les plats de certains volumes. Ce sont le plus souvent des documents insignifiants, relatifs à des personnages tout à fait incon-

nus. Il faut cependant toujours les examiner avec une scrupuleuse attention. De temps en temps, on y rencontre des noms dignes d'être recueillis et des particularités vraiment intéressantes. C'est ce qui m'est arrivé récemment en examinant les débris imprimés et manuscrits dont un relieur parisien du xvi^e siècle avait formé les cartons d'un volume in-folio, dépourvu d'ailleurs de toute importance. J'y ai trouvé trois lettres originales adressées à Geoffroi et à Enguilbert de Marnef et quelques notes d'une maison de librairie, probablement celle des Marnef, qui a longtemps joui d'une grande réputation dans le commerce des livres à Paris et à Poitiers.

La première lettre, adressée à Geoffroi de Marnef, au mois de mai 1506, est relative à des balles de livres, envoyées probablement de Lyon à Paris et dont le port devait être payé à raison de 25 sous par cent livres pesant; ces livres devaient être mis en sûreté jusqu'à l'arrivée à Paris d'un certain Pierre Martin.

La deuxième lettre contient de curieux détails sur la famille des Marnef. Elle a été écrite à Poitiers, le 11 septembre 1515, par Jeanne Boyseau, sœur d'Enguilbert et de Geoffroi de Marnef. On y voit que le père et la mère des frères de Marnef étaient restés à Poitiers, où leur sœur s'occupait du commerce des livres.

La troisième lettre doit avoir été écrite par un libraire de province, pour recommander à un des Marnef son jeune fils, qu'il envoyait à Paris s'exercer au commerce de la librairie.

Les notes qui accompagnaient les trois lettres précédentes se rapportent : 1^o au prix de différents volumes vendus ou à vendre; — 2^o aux feuillets qu'il fallait réclamer à certains imprimeurs ou éditeurs pour combler des lacunes dans des exemplaires incomplets; — 3^o à une vente de livres faite au ministre des Mathurins de Paris; — 4^o au nombre de cahiers et de feuillets d'une édition de la Passion et d'une édition de l'Ancien Testament; — 5^o aux grandes initiales qui devaient être enluminées en or dans un missel.

Ces documents qui nous font pénétrer dans la famille et dans l'atelier de célèbres libraires de Paris, au temps de Louis XII et de François I^{er}, m'ont paru dignes d'être sauvés de la destruction. Ils forment aujourd'hui les premiers feuillets du n^o 6146 du fonds français des Nouvelles acquisitions à la Bibliothèque nationale.

L. DELISLE.

I.

Sirre Geoffreys, chier amys, je me recommande à vous de l'... || ja vous ay envoyez deux grosses balles de livres, aincy que... || et de rechié vous envoie par le present pourteur deux autres... || ferés mettre en lieu sur, qu'elle ne ce gastent pa... || de par delà en bref, au plaisir de Nostre Seigneur. Et sy vous playse... || present pourteur à vings et sings soz pour cent pezant... || Pierre Martin cera de par

1. A chaque bout de ligne, que j'ai marqué par des ||, il manque la valeur de deux ou trois mots.

delà, il vous rendra tout... || moy, et je recognoytray envers vostre frère... || avés fays et faites, et aucy c'yl y a qui v... || commandement, et à ce ne veullés fallir de fayre metre... || que elle ne ce gaste juque que le dit Martin soit d... || satisfassion. Vray est que je suys bien peynez de... || je vous fays. Dieu vuille que je le puyssse recognoy[tre]... || voiturier xxv s. pour cent pezant. Cy vous plaix, ne l... || ce qui monterat au dit pris de xxv s. le cent. En bref c... || que Dieu vous doyet ce que vostre cuer desire. Amen. Se... || jour du moys de may 1506. Par le tout vostre serviteur... || Lyon.

(Suscription :) *A mon chier amys sire Geoffreys, frère de maistre Anglibert, librayre de Parys. Et deux balles de livres.*

II.

+ *Jhesus Maria*. 1515, le 11y^e jour de septembre.

Mon frère Enguilebert, humblement à vostre bonne grace me recommande, et ausi à nostre frère Gefray, et à ma seur. Et ausi fait mon père et ma mère, et tous ceulx de par d[e]çà. Mon frère, je ouy dire que Pierre vostre serviteur a..... Liege. Je vous prie que, si ainsi estoit, que mandisiés a..... Arnoul se y n'a point de souvenence des livres que y bai..... à madame de La Garde; car nous en sommes en discention; car elle ne veust payer, et pour ce que y [me] mande ainsi comme il l'en va, et y me fera grant plai[sir]. Mon frère, je vous euses envoyé la cedula de maistre Pierre de La Haye; mays pour ce que y veust pran[dre] encoure des livres et de l'argent, je [a]tendray en[coure] et vous envoyré le tout par la p.....

Escrit se jour à Poictiers, par la....

JHANNE BOYSEAU.

(Suscription :) *A Paris, à mon frère Enguilebert de Marnef, au Pellican.*

(Au-dessous de cette adresse est figurée une croix de saint André fixée sur un poteau, telle qu'on la voit sur la marque de Marnef, reproduite dans le *Manuel* de Brunet, I, 810.)

III.

... facteurs et pourrés estre cause de son bien touchant de venir à perfection, s'il... || ... quelque chouse une fois le mois pour le solagier, vous luy baillerés ung... || ... sairvenir à ces petites negoces; et s'il estoit malade ou aultre necessité, je le vous... || ... comme vostre propre filz, en vous restituant tout ce que y mettrés. Touchant vostre serviteur... || ... st esté pour deçà, je luy ay baillé environ huit frans de livres, desquelz n'ay... || ... lu cedula; car je me fie en vous de

plus grant chouse. Je vous prie que [vous] || vous entretenés joyeusement, et vous gardez de quelque inconvenient; car des hors en avant... || ... oy seront dangereux; pour quoy il nous fault entretenir ou mieulx que... || ... pourront. J'entends que avés ung nepveu, lequell est assez prudent et saige...

(Suscription :) ... *libraire en la rue saint Jacques, à Paris.*

IV.

- 1 Baldus super C. 2 v.
- 1 Baldus super FF. 4 f.
- 1 Jo. Fabri super Institut. 15 s.
- 1 Decretales Mathis.
- 1 Panorme. 4 f. 15 s.
- 1 R. papier pour Liege.
- 1 Nestor vocabulista. 10 s.
- 2 Marcialis, commento. 10 s.
- 1 Valerius, commento. 10 s.
- 1 Claudianus, commento.
- 1 Epistole Jeronimi. 25 s.
- 3 Repertorium Milis. 6 s.
- 3 Sermones Vincencii. 15 s.
- 3 Alphabetum juris. 3 s. t.
- 3 Tractatus Cepola. 7 s.
- 3 Viatoriums juris. 2 s.
- 3 Breves regule¹ parve, 10 s.
- 3 Vitas patrum 5 g.
- 2 de Voragine.
- 3 br. Limouge².
- 1 d. li.
- 4 Postilla tocius anni.
- 1 Strabo 10 s. 6 d.

V.

*Memoire à mon compère André d'envoyer les imperfections
qui s'ansuit :*

Et premierement H de Triomphe des dames.

Fault au Gudon Q secundo R (?).

Fault à ung Suetone textus E, de Nicolas Berault.

Fault les trois premieres T à ung Catolicon parvon.

1. Le ms. porte *br. Rre* avec des signes d'abréviation sur chacun de ces deux mots.

2. La lecture de ce mot est douteuse.

Memoire de se que me ranvoira Gabriel :

Sur les Santanses quarton Santansias.

Sermones Paumeneri.

6 Pratica Masueri.

50 coloque.

Trois semy.

50 rudiman. Dispoteri.

50 deirivatie parve.

Confideaur Pepain.

Pramadtica santion.

*Memoire à mon compère Andry, de m'envoyer les imperfections
qui s'ensuivent :*

1 Guidon en fault G, de Philippe le Noir. Fault Q 2^m, folio lxxviii,
par (?) abece.

1 Triumphe des dames, fault h, de Philippe le Noir.

1 Sermones Dicipuli, fault GG primum, qui est la premiere feille
de De Sanctis, et SS primum, de maistre Nicole de la Barre.

1 Suetonis textus de Beral, fault E.

1 Salustius textus, fault J.

1 Instituta maistre Pierre Gromos, fault le premier caier.

1 psalterium Fabri imprimé à Caen, fault depuis le caier M jusques
à la fin.

1 Confiteor Pepin de François Regnault, fault les deux premières
feilles a b, commence q; ille.

1 Elucidarius car... fault depuis L caier jusques à la fin.

1 sintaxis..... de Gale Le Bret.

25 catholicons parvon.

VI.

Au ministre des Mathurins.

1 Sermones de Litio complet R.

1 Sermones de Voragine.

1 Quadragesimale aureum.

1 Sermones Dicipuli.

1 Sermones Denise.

VII.

La Passion : ont 44 caiers, 176 feuelles.

Viel Testamen : 40 caiers, 160 feuelles.

VIII.

Letre d'or pour bouter dens les messes.

A primum. Dominica prima aventus folio primo	A.
A sextum. In die nativitatis, <i>Puer</i> , folio sexto	P.
A octavum. In die Epiphanie, folio octavo	E.
B tertium. Dominica in septuagesima, folio xi.	C.
B quintum. Feria 4 in capite jejunii, folio xiii.	E.
.	.

L'ORFÈVREURIE ET LA LINGERIE PARISIENNES EN ITALIE

AU XV^e SIÈCLE.

A l'époque de la première Renaissance, il n'est guère d'inventaire de collection italienne qui ne mentionne des pièces d'orfèvrerie *alla parigina*, à la façon de Paris. Il me suffira, parmi tant d'exemples, de citer, dans les collections des Médicis, les quatre articles suivants :

Tazze xii bollate alla parigina di libbre..... (Inventaire de Pierre de Médicis, 1456.) Due achiere parigine di peso di libr. 6. (Inventaire de Pierre de Médicis, 1463.) Duè acquiere parigine di lib. vi, vi, fiorini 100. (Inventaire de Pierre de Médicis, 1465; cet article est peut-être identique au précédent.) Una tazetta chol pie smaltata a uso pargino (parigino) d'ariento e da rovescio orlo e pie d'ariento, fiorini 10. (Inventaire de Laurent le Magnifique, 1492.)

Ces ouvrages à la façon de Paris s'exécutaient d'ailleurs aussi bien en Italie qu'en France, comme le prouvent les deux documents suivants, tirés des comptes du pape Nicolas V, année 1454 :

A Paulo di Giordano horafo apresso a Bichiragli duc. 26 di camera, sono per manifattura di 6 tazze alla paresina dorato con nostro oro e con li mesi dentro.

A Antonio Archamone di Roma duc. 25 di camera, sono per manifattura di 6 tazze a la paresina con smalti dentro con certi fogliami.

(Suit la mention de deux autres paiements faits à deux autres orfèvres italiens pour le même genre de travail¹.)

En 1519 encore, dans les comptes de Léon X, il est question de « sei scudelle d'argento alla francese ha[v]uti da Strozzi, » du prix de 115 ducats 2 carlins².

1. Voyez les *Arts à la cour des Papes*, t. I.

2. Archives d'État de Rome, Reg. Car. 1519-1520, fol. 142.

Une plaquette imprimée à Lucques, il y a une quinzaine d'années déjà¹, mais qui semble avoir échappé aux archéologues ou historiens d'art, nous fournit sur l'habileté de nos orfèvres des informations que je crois intéressant de placer sous les yeux de mes confrères de la Société de l'histoire de Paris. Nous y trouvons à la fois la description d'un émail à la parisienne et de douze tasses en argent de Paris appartenant à Paolo Guinigi, seigneur de Lucques (chassé en 1430), puis une lettre lui proposant l'achat d'une importante pièce d'orfèvrerie conservée à Paris. Voici d'abord les mentions extraites de l'inventaire de Guinigi (sans date) :

Uno diamante puncta² legato in verga d'oro, smaltato alla parigina, in uno chuoio.

Dodici tasse grandi segnate d'argento parigino.

Voici, d'autre part, la lettre relative à l'offre d'une pièce d'orfèvrerie : en 1408, Lorenzo Trenta, marchand lucquois habitant Paris, où les œuvres d'art étaient à bas prix à cette époque, écrivait au secrétaire de Paolo Guinigi pour lui offrir une nef du prix de 3,100 francs³, contenant pour 2,900 ou 2,950 francs d'or :

Dite al Signore, se avesse l'animo al più bel gioiello del pregio che vedesse mai, di pregio di franchi 3100, a denari contanti; farò l'arà. Et questa è una nave, in che è marchi 48 d'oro fino, e marchi 44 ariento, che, a romperla, se n'arà alla Moneta franchi 2900, et anco 50 più. Et quanti orfèvi à al mondo, a farla e non guadagnare denari, non faranno la manifattura sola per franchi 900, o 1000. Et se ci ha l'animo, mandi denari, perchè s'avanzarà 4 per cento che a trarli..... E alsì altre argenterie di ariento e ariento dorato ci capita tutto di giulivissime, che sempre vi drà su del martello, non ne perdrà de' xx denari l'uno vale la manifattura. Si che, se nulla vuole, comandi, che allegrezza grande mi fi servirlo. Et vi dissi per altra, se volea istagnate pari di quelle li mandai, mandi le dipinture⁴ perchè il maestro non si ricorda a punto della fazione di quelle, et arà presto.....

Je suis d'ailleurs en mesure d'établir la présence en Italie, pendant l'époque qui nous occupe, d'un orfèvre parisien : de 1438 à 1441, « Balduino di Carlo (c'est-à-dire Baudoin, fils de Charles) da Parigi » travaille à Ferrare pour la cour d'Este; sa spécialité était de faire et

1. Salvatore Bongi, *Di Paolo Guinigi e delle sue ricchezze*. Lucques, 1871, in-8°.

2. Un diamant taillé en pointe.

3. D'après M. Bongi, le franc d'alors représentait exactement la valeur du florin ou ducat de Lucques. Le florin italien de cette époque pesait en moyenne trois grammes et demi, soit environ onze francs comme valeur intrinsèque. Pour ce qui est de la valeur relative, je ne serais pas éloigné de la fixer à 50 francs de notre monnaie.

4. Les cartons ou les patrons.

de réparer les tasses¹. Voilà un nom à inscrire au livre d'or des métiers parisiens.

Les différentes branches de l'art textile français n'étaient pas moins brillamment représentées dans les coffres de Guinigi, qui était peut-être le plus riche des Italiens de son temps. C'étaient d'abord deux curieuses tapisseries d'Arras (« uno panno d'Arasso verde fiorito, con oro fino tra esso, con figura d'una donna con arco et d'un huomo ferito, — uno panno d'Arasso da uscio² con una donna dentro »), puis les toiles de Reims, qui ont donné naissance au mot Rensa ou Renso, comme les tentures d'Arras ont donné naissance au mot Arazzo, puis des toiles de Bourgogne (« uno panno lino di Borgogna »), enfin et surtout une abondance de linge parisien, telle que je ne me souviens pas d'en avoir jamais rencontré. On en jugera par les extraits suivants :

Una tovallia mezzana parigina.

Una guardanappa mezzana parigina, b. 3 $\frac{3}{4}$ }

Una tovalliola di braccia 5 $\frac{3}{4}$ }

Parigini.

Uno tovalliole braccia 3 $\frac{3}{4}$

Una guardanappa mezzana parigina, di braccia 4.

Un' altra simile.

Un' altra simile.

Un' altra simile.

Una guardanappa mezzana parigina.

Una tovallia parigina. (Etc., etc.)

Tre cavessi, videlicet una tovallia parigina con due guardanappe.

Una guardanappa parigina, braccia 12.

Otto tovalliole parigine mezzane, braccia 3 $\frac{3}{4}$.

Una guardanappa mezzana parigina, braccia 6 $\frac{2}{3}$.

Tre chavessi di tovallie parigine mezzane.

Una tovalliola parigina.

Una guardanappa parigina. (Etc.)

Una tovallia parigina sottile, braccia 34 $\frac{1}{2}$.

Uno pesso di tovallia grande parigina, senza poliza.

Una tovallia parigina mezzana, con sua guardanappa, br. 10.

Uno telo di tovallia parigina fina, braccia 20.

Una tovallia parigina, braccia 41 $\frac{1}{4}$.

Una tovallia parigina, braccia 26.

Uno telo di tovallie parigine fine, braccia 36.

Una tovallia parigina grossa, braccia 20 $\frac{3}{4}$.

Dodici salvietti parigini listati sottili.

1. J'emprunte cette notice à un très intéressant mémoire de M. A. Venturi, *I Primordi del Rinascimento artistico a Ferrara*; Turin, 1884, p. 36.

2. Une portière.

Una tovallia parigina.
Uno cavesso di tovallia parigina, braccia 64.
Una tovallia parigina sottilissima, braccia 34.
Una tovallia parigina sottile.
Due guardanappe parigine sottilissime in due cavessi.
Tre tovalliole sottilissime parigine, in uno telo.
Salvietti xviii in due teli.
Una guardanappa mezzana parigina.
Una guardanapetta mezzana parigina.
Due tovalliole parigine.
Una guardanapetta parigina.
Una tovallia parigina.
Un' altra tovallia parigina.
Due guardanappe parigine.
Una tovalliola parigina.
Una tovallia parigina usata.
Una tovallia parigina grossa.
Una tovallia parigina usata.
Una guardanappa parigina usata.
Una tovallia parigina usata.
Uno telo die tovallie parigine mezzane, di braccia 51 $\frac{3}{4}$.
Uno telo di dicte tovallie tondette, di braccia 56.
Quattro guardanappe francesche, listate, br. 8 $\frac{1}{3}$ l'una.
Sei salvietti listati gentili, belli et sottilissimi, parigini.
Due guardanappe parigine sottilissime, con nappe.
Ventidue salvietti parigini.
Uno telo di salvietti parigini.
Una guardanappa parigina, lunga braccia 12 $\frac{6}{2}$.
Una tovallia parigina sottilissima, braccia 18.
Una guardanappa parigina sottilissima, braccia 18.
Tre tovallie, tre tovalliole, tre salvietti parigini piccholi, da apparecchiare a fanciulli.
Due tovallie, due tovalliole, due salvietti mezzani parigini.
Quattro tovallie, quattro tovalliole, quattro salvietti listati parigini, fine et grandi.
Due tovallie e otto tovalliole mezzane parigine.
Sei salvietti grandi parigini, un uno masso.
Sei salvietti parigini piccholi con liste, in uno masso.
Due tovallie parigine grandi.

Les calamités qui fondirent sur Paris pendant la deuxième partie du règne de Charles VI semblent avoir mis fin à cette exportation. Dans les inventaires des Médicis (1456, 1463, etc.), il n'est plus question que de toiles de Flandre (de Hollande).

L'exportation des tapisseries parisiennes n'était pas moins importante au début du xv^e siècle que celle des toiles. Aux exemples que

j'ai rapportés ailleurs¹, j'ajouterai un certain nombre de documents extraits des inventaires des marquis de Mantoue² :

Inventaire de 1406.

Unum apparamentum parysinum album sine cortinis laboratum ad arbores cum insignio de Gonzaga et de Boemia

Banchalia duo alba in simili forma et modo, ut supra.

Cosini sex albi laborati ut supra.

Unum apparamentum parysinum rubeum laboratum ad foyamen cum insigniis de Gonzaga et Boemia intus.

Banchalia duo ut supra.

Cosini sex rubei modo quo supra.

Cortine tres zameloti rubei de revo.

Una seza parisina de viridi laborat. ad foyamen cum rosis et floribus albis longit. brach. 9.

Seza una ut supra viridis laborat. simili modo longit. brach. 7. (Suivent huit autres « seze » de même nature.)

Cortina una parisina viridis laborata ad foyamina cum rosis et floribus albis longa brach. 9, pro sedia.

Cortina una parisina viridis similis supraste longa brach. 7 pro sedia.

Banchale unum parysinum viride laboratum ad foliamina florum cum arma Boemie et Gonzague, long. brach. 16 1/4.

Pour terminer cette notice sur les relations de nos industries d'art parisiennes avec l'Italie pendant le xv^e siècle, je rapporterai trois documents relatifs à des achats de manuscrits, probablement enluminés, faits à Paris par ordre du pape Nicolas V³. Ces documents, perdus dans le volume que j'ai consacré, en collaboration avec M. Paul Fabre, à l'histoire de la Bibliothèque du Vatican pendant

1. Voyez entre autres le *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*, t. III, p. 164-165.

2. J'emprunte ces documents à un volume du chanoine Braghirolli, volume tiré à 100 exemplaires seulement : *Sulle Manifatture di arazzi in Mantova*. Mantoue, 1879. On y trouvera (p. 17) de curieux détails sur le séjour de François Gonzague à Paris, en 1389.

3. Sur les miniatures commandées à Paris pour le comte Amédée VIII de Savoie, voyez Cibrario, *Della Economia politica del medio evo*, 4^e édition, p. 310. — Les ouvrages écrits en français, comme d'ailleurs tous les ouvrages écrits dans une langue vivante, étaient systématiquement exclus de la Bibliothèque du Vatican. On trouve par contre de nombreux manuscrits français dans les bibliothèques de Mantoue (1407 : *Romania*, t. IX, p. 497-514), de Ferrare (*Romania*, t. II, p. 49), de Pavie (1426 : d'Adda, *Indagini..... sulla Libreria Visconteo-Sforzesca*). La bibliothèque de Paolo Guinigi ne contenait que les deux ouvrages suivants écrits dans notre langue : « Liber Sidrac in francioso, in membranis, mediocris voluminis, foderatus ut supra. — Alius liber in francioso et in membranis, mediocris voluminis, foderatus ut supra [cum tabellis ligneis foderatis]. »

le ^{xv}^e siècle, pourraient facilement échapper aux savants ou amateurs curieux des choses parisiennes :

1448. 30 mars. Retineri faciatis florenos auri de camera centum pro totidem quos ipse depositarius solvi procuravit in civitate Pariensi magistro Donato de Podio, ordinis Minorum, pro emendis libris S^m dñō ñro papa. — Archives Secrètes du Vatican; Diversorum Nicolai V, 1447-1452, fol. 68.

1448. 5 avril. Ducati 308 di Camera..... per ducati 100 facemmo pagare a maestro Donato dal Pozzo per libri comperò a Parigi e per fregi da pianete e più altre cose facemo comperare a Vinegia et a Napoli.

1449. 5 août..... Fior. trentadue di Camera ritenemo annoj per mandato del detto fatto a di 2 detto per tandi paghamo a Francescho Fanucci (?) abitante a Parigi, per 2 libri ebbe Nostro Signore piu fa per nostre mani. — Archives d'État de Rome; Depositeria de' Medici, 1448-1449, fol. 57 v^o.

Eugène Müntz.

NOTICE SUR L'ANCIEN COLLÈGE DES DIX-HUIT.

(1180-1529.)

En 1180 était de passage à Paris un riche Anglais, Josse de Londres, de retour de Jérusalem; comme tous les pèlerins d'alors, il visite l'Hôtel-Dieu; le doyen de Notre-Dame, Barbe-d'Or, et le chancelier, Hilduin, qui l'accompagnent, le conduisent à la chambre où, de toute antiquité, l'on reçoit quelques pauvres clercs, étudiants de Notre-Dame ou du Petit-Pont; la pièce est étroite, insuffisante, et la literie bien mauvaise; il faudrait à chaque écolier sa chambrette, sans parler d'une salle commune où l'on travaillerait ensemble et d'une autre qui servirait de réfectoire; la réforme est urgente, sans doute, mais l'argent fait défaut; Josse comprend; en quittant l'Hôtel-Dieu, il se rend à Notre-Dame où l'on dresse en bonne et due forme ce que l'on peut appeler l'acte de fondation du collège des Dix-Huit: il fixe à ce chiffre le nombre des écoliers qu'on recevra à l'avenir; grâce aux 52 livres qu'il donne, on pourra leur fournir de bons lits et leur distribuer chaque mois 12 deniers; les Dix-Huit, en revanche, accompagneront au cimetière les morts de l'hôpital, portant la croix et l'eau bénite; chaque nuit, ils réciteront des prières et chanteront des psaumes¹.

Le don qui venait de leur être fait permettait aux Dix-Huit de songer à quitter l'Hôtel-Dieu pour s'installer dans une maison qui leur fût exclusivement consacrée; ils n'attendirent pas longtemps :

1. *Cartulaire général de Paris*, publié par R. de Lasteyrie dans la collection de l'*Histoire générale de Paris*.

une maison près de Saint-Christophe est mise en vente, ils l'achètent et l'aménagent; nous les y trouvons dès 1231¹. Bientôt ils donneront leur nom à la ruelle où s'élevait leur collège, entre l'Épée de la rue de Venise et la Huchette du Parvis Notre-Dame.

En 1526 (15 mars), un prêtre, bachelier de la Faculté de théologie, Jean Deschamps, est prêt à céder sa maison de la rue des Poirées pour 22 l. p. de rente annuelle; c'est une occasion : les gouverneurs de l'Hôtel-Dieu la saisissent, persuadés de la nécessité qu'il y a de transférer le collège des Dix-Huit; Jean Deschamps ne leur demande que 16 l. 10 s.². Deux ans plus tard (18 février 1528), ils achètent à un autre prêtre, Pierre Bonnet, pour un obit par an, « une place ou mesure estant des appartenances d'une maison et jardin en laquelle ledit Bonnet estoit et est demourant....., assise à Paris, en la rue des Cordiers, en laquelle place y a une grant porte et yssue en la rue des Poirées, contenant icelle place six toises et demye de long ou environ et trois toises deux piedz ou environ de large, tenant d'une part laditte place au jardin d'une maison appartenant audit collège des Dix-Huit, d'autre part à une ruelle estant au long du collège de Clugny et à une maison estant dudit collège, sur laditte ruelle, en maniere de traverse, aboutissant d'un bout en partie à une petite enclave et entrée estant au jardin dudit hostel dudit Bonnet, et en autre partie à ung jardin estant dudit collège de Clugny, et d'autre bout en laditte rue des Poirées et faisant le coing de laditte traverse, pour de laditte place et mesure..... joyr..... à la charge qu'ilz seront tenuz faire à leurs despens ung mur d'espoisseur et haulteur souffisante pour separer de laditte place une allée au long dudit jardin de Clugny, laquelle allée sera de trois piedz dedans œuvre, qui servira d'issue dudit jardin dudit Bonnet en laditte ruelle de Clugny, lequel mur se prendra depuis le mur faisant separacion de laditte place ou mesure et le jardin desdiz maistre, procureur, bourgeois et escolliers dudit collège des Dix-Huit, jusques au mur de laditte ruelle de Clugny, et en icelle ruelle faire une huisserie de laditte largeur de trois piedz ou environ et y faire mettre ung huys ferré et fermant comme il appartient³. »

Voilà les Dix-Huit propriétaires de deux maisons; c'était plus qu'il ne leur en fallait pour se loger à l'aise; jamais, du reste, ils n'avaient été si riches; durant tout le moyen âge, quels avaient été leurs reve-

1. Charte n° 266 des *Archives de l'Hôtel-Dieu*, cartulaire publié par L. Brière dans la *Collection des documents inédits*. — Voir Arch. nat., M. 121¹⁰; Arch. de l'Assistance publique, liasses 131 et 145.

2. Arch. nat., M. 121¹⁸.

3. Arch. nat., M. 121¹⁹.

nus? 20 l. p. de rente sur le Trésor royal¹ et 12 s. p. sur une maison de la rue Sainte-Oportune². Il n'y avait plus qu'à déménager; on en demanda l'autorisation, on l'obtint³ et on alla passer l'été de 1529 sur les hauteurs de l'Université.

1. Achetées en mai 1301 (Arch. nat., M. 1214, K. 179¹⁴⁴).

2. Donnés le 2 juin 1324 par un prêtre bénéficiaire de Notre-Dame, Guillaume « de Plebedyri » (Arch. nat., M. 1214⁶).

3. « Cum ipsi procurator et bursarii pro bono et utilitate dicti collegii et scoliarium bursariorum ejusdem pro nunc et qui in futurum pro tempore erunt, sub beneplacito tamen et benevolentia nostris, certum tractatum et permutationem inierunt cum provisoribus laicis prefate Domus Dei Parisiensis de domo seu hospicio et cameris quas ipsi procurator et bursarii ab antiquo inhabitaverunt et adhuc de presenti inhabitant, sitis Parisius, in Civitate, juxta et super ruellam ecclesie nostre parochialis S. Christofori, contiguas et inclavatis inter domos ipsius Domus Dei Parisiensis, ad certam domum cum orto et loco, sicut se comportant, in Universitate Parisiensi, in vico Corderiorum, sub domibus conventus fratrum Predicatorum et juxta collegia de Calvy et Cluniacense situatam, per dictos provisos laicos Domus Dei Parisiensis et pro ipsa Domo Dei de novo acquisitam a magistro Petro Bonnet, tenentem ex una parte cuidam parvo orto spectanti collegio Cluniacensi et heredibus seu causam habentibus defuncti Egidii Luillier, aboutissantem ex uno buto domui, curti et ortis domus spectantis dictis bursariis octodecim et ex alio buto, a parte introitus ipsius domus, dicto vico des Cordiers..... nobisque exposuerunt quod dicta domus cum ejus cameris, quas pro nunc inhabitant, non est nec esse potest apta ad studendum nec in studio proficiendum, considerata illius situatione et angustia loci cum ab Universitate Parisiensi nimium distet, nec solum nec bassum habens, sed a superis inter alias domos ipsius Domus Dei angustiatam et undique circumsepta, quodque dicta domus quam dicti provisos prefate Domus Dei Parisiensis eisdem procuratori et bursariis per permutationem, ut premititur, tradiderunt, erat multum spaciosa, cameris et aliis edificiis seu commoditatibus munita, in Universitate et inter alia collegia constituta et ideo valde commoda et apta ad studendum et in studio proficiendum,... omnia et singula in eisdem litteris permutationis contenta, narrata et specificata laudavimus,... ita tamen et cum hac condicione et non alias quod dicti octodecim bursarii pauperes scolares a modo et imperpetuum maneant et sint sub presidio, protectione, jurisdictione, visitatione, reformatione et auctoritate nostris et ecclesie nostre ac nobis decano et capitulo subjecti, sicut ab antiquo fuerunt et sunt de presenti; collatio quoque et institutio ipsorum octodecim bursariorum ac bursarum suarum, dum vacabunt, nobis decano Parisiensi spectet et pertineat, sicut ab antiquo pertinuit et spectavit ac de presenti spectat et pertinet; nec poterunt prefati procurator et bursarii seu eorum successores numerum bursariorum aut quicumque aliud in dicti collegii augmentatione, reformatione seu quavis alia mutatione absque nostris licentia, auctoritate et assensu immutare;

De par son origine le collège des Dix-Huit dépendait à la fois du chapitre de Notre-Dame et de l'Hôtel-Dieu¹.

Les règlements du xiii^e et du xiv^e siècle² furent promulgués par les chanoines qui conservèrent longtemps les archives du collège dans leur trésor³; le doyen devait visiter le collège, s'assurer de l'exécution des statuts, des bonnes mœurs des écoliers⁴; c'est lui qui nommait les boursiers quand des vacances se produisaient, ce qui arrivait plusieurs fois l'an : la plupart avaient pour cause le décès du titulaire; tel démissionnait à qui l'on offrait un poste avantageux⁵ ou dont le fils était en âge de remplacer son père⁶; tel autre perdait sa bourse pour être parti sans permission ou pour n'être pas rentré, son congé expiré⁷; celui-ci se voyait chassé pour mauvaise conduite, celui-là mené à la prison capitulaire, qui avait battu un prêtre en pleine église ou introduit dans la maison une grisette de Glatigny ou du port Saint-Landry⁸; bref, les vacances étaient fréquentes et les candidats nombreux; sans compter ceux du chapitre, il en arrivait des quatre coins de la France, avec force recommandations de monseigneur l'archevêque, de messire le prévôt⁹, etc., ils passaient un examen¹⁰; le lauréat recevait bientôt sa nomination¹¹; le jour de sa réception, il jurait d'observer les statuts et payait 3 s. p. pour acheter les livres de la bibliothèque commune; désormais il était, comme ses camarades, sous la sauvegarde du roi, dont les « panonceaux et bastons royaux » auraient été placés sur les propriétés du collège, s'il en avait eu¹².

visitabunturque a nobis seu nostris deputatis quotiens oportunum videbitur. » (30 avril 1529. Arch. nat., M. 121⁹. Orig. parch.)

1. Voir pièces II et III.

2. Voir pièce I. L. Brièle, *ouvr. cité*, n° 266.

3. 10 novembre 1445 : « Tradantur scollaribus collegii XVIII scoliarum eorum statuta, littere et libri, et ponantur in una archa sub tribus clavibus in dicto collegio quarum capitulum habebit unam..... » (Arch. nat., LL. 219, p. 94.)

4. Arch. nat., LL. 217, p. 260.

5. Arch. nat., LL. 215, p. 208, 249, 438, etc.; LL. 217, p. 199 (24 février 1436) : « Burse collegii XVIII scoliarum Parisiensis quas nuper obtinebat magister Martinus, ad presens per dimissionem seu longam absenciam dicti magistri Martini, nunc residentis in partibus Almanie cum domino Imperatore cujus est capellanus..... »

6. Arch. nat., LL. 215, p. 391.

7. *Ibid.*, LL. 215, p. 171, 178, 209.

8. *Ibid.*, LL. 212^a, p. 407; LL. 225, p. 309; LL. 236, p. 118.

9. *Ibid.*, LL. 215, p. 178, 220, 223, 242, 249, etc.

10. *Ibid.*, LL. 219, p. 533.

11. Bibl. nat., ms. lat. 17740, fol. 46.

12. Arch. nat., M. 121⁸.

La part de l'Hôtel-Dieu dans l'administration du collège des Dix-Huit était plus modeste et plus onéreuse; le maître devait nourrir les écoliers et entretenir leur maison¹, la prieuse leur fournir robes, chaperons, pourpoints, chausses, etc., leur donner des draps et des couvertures qu'ils ne se faisaient pas faute de « gaster et desirer » ou d'emporter quand ils partaient en congé²; à elle le soin de visiter et réparer la literie, qu'elle trouvait toujours dans un déplorable état. Car, en dépit des proviseurs que les chanoines élaient tous les ans au chapitre général de juin pour surveiller le collège³, les statuts n'étaient guère observés par les Dix-Huit; les proviseurs n'étaient pas toujours là; restait le procureur: ce personnage, élu par les boursiers, prêtait serment au chapitre, promettant de tenir exactement ses comptes, d'obéir aux chanoines et de leur dénoncer les fautes commises par les écoliers: ceux-ci avaient eu bien soin de choisir un homme d'humeur facile et qui laissait tout faire⁴.

Une telle organisation produisit au xv^e siècle tous les résultats qu'on pouvait en attendre; le collège était presque abandonné, la plupart des boursiers habitaient en ville ou avaient quitté Paris; ceux qui restaient, malgré leur petit nombre, se querellaient et se battaient sans cesse; ce n'était plus un collège, mais un enfer, « non collegium sed spelunca latronum⁵ »; l'histoire moderne du collège des Dix-Huit allait s'ouvrir par le même événement que celle de l'Hôtel-Dieu, par une réforme.

ERN. COYEQUE.

1. Arch. nat., LL. 219, p. 672, 751; LL. 220, p. 241. Archives de l'Assistance publique, Comptes de l'Hôtel-Dieu, III, 147; XI, 147; XII, 121.

2. Comptes de l'Hôtel-Dieu, XIX, 128; Arch. nat., LL. 239, p. 222.

3. *Ibid.*, LL. 217, p. 123; LL. 219, p. 181.

4. *Ibid.*, M. 121¹¹; LL. 216, p. 187; 219, p. 122.

5. Extrait d'une enquête sur le collège des XVIII, 23 septembre 1530 (Arch. nat., M. 121¹¹).

« N. dicit quod sunt leves rixe que inter eos sine judicis auxilio terminantur....

« N. dicit quod solum sunt septem vel octo residentes et alii manent in urbe.

« N. interrogatus si in ipso collegio resident et moretur ac litteris operam det, dicit se in eodem collegio minime residere ac litteris vacare quia domus est pauperrima et nullos, saltim paucos, redditus habet ex quibus moram in ipso collegio per eum trahendo vivere possit.

« Item interrogatus cui vacationi intendat, dicit se praxi apud Palatium Parisius incumbere, cupiens ac tendens effici procurator in dicto Parlamento.

« Interrogatus quot preterierunt anni quibus in eodem collegio non resedit, dicit quod sunt decem anni (il était boursier depuis douze ans)....

I.

Fragment des statuts du collège des Dix-Huit.

Catalogue de la bibliothèque.

(14 mai 1330.)

-
1. Item bursa datur pro septimana sequen[ti]... et septi.. die dominica.
2. Item infirmi non astringuntur ad ista neque ad sequancia, dum tamen sint in domo.
3. Item [custo]dire istum librum ... legere constitutionesbit alii ia¹.

« N. interrogatus et primo si sit graduatus in aliqua facultate, dicit quod est graduatus in Artium facultate.

« Item interrogatus cui studio vacet, dicit quod est clericus parrochie S. Petri de Arcisiis in civitate Parisiensi ac rector scolarium ejusdem.....

« N. dicit quod residet in dicto collegio et frequentat lectiones decretorum et grammatices, et pro grammatica adiit collegium Calvicum.....

« N. interrogatus si adeptus fuerit gradum in aliqua facultate, dicit quod est graduatus in facultate Artium, et a tempore gradus per eum suscepti tam in Preslarum quam de presenti in Calvico collegiis rexit.....

« Dicit quod..... quidam, Ruffus Courret nuncupatus, qui est rixosus, seditiosus et processivus, qui et collegii et juvenum utilitati ne consulatur sepius Primarium impedivit necnon eundem Beurrier multoties injuriosis verbis laccessivit et provocavit.....

« N. dicit se Calvicum collegium et quartam ipsius collegii classem adire.....

« N. interrogatus quod collegium adeat ac libros audiat, dicit collegium Calvicum adire et in eo Bucolicum Virgilii audire.....

« N. nunc autem frequentat lectiones magistri nostri Bertoul; cui quesitum est que fuit ejus ultima lectio, dicit quod fuit : *Utrum libellus repudii erat licitus in lege Mosaica*.....

« Interrogatus eciam dominus Franciscus, presbiter, primo per dominos..... si sit in aliqua facultate graduatus, qui respondit quod non;

« Item cujus sit etatis, respondit quod est etatis quadraginta quinque annorum vel circiter;

« Item si alicui studio litteratorio incumbat, dicit quod non pro presenti, sed alias frequentavit lectiones defuncti magistri de Quercu.....

« N. proposuit..... quod nisi eidem collegio de remedio provideatur oportuno, non collegium sed spelunca latronum efficietur propter nonnullos rixosos et seditiosos. »

1. On a fait disparaître, en les grattant, quelques-uns des articles de ce règlement, et ceux qui étaient écrits au verso ont été souvent détruits en même temps.

C'est peut-être de ces ratures qu'il s'agit dans une délibération capitulaire du 22 novembre 1451 : « Vadant provisores collegii XVIII scolarium Pari-

4. Item quicumque franget cruchiam istius domus vel alia utensilia, immediate solvet duas.

5. Item quod nullus frangat ligna sua in aula nec in gradibus nec in fenestris, nisi sint aliqua malefracta inferius ad usum combustionis, et tunc potest frangere, et si aliter fecerit, tunc solvet unum denarium.

6. Item quod nullus suum in Domo Dei sub pena burse, et quod nullus habeat nisi sit in villa.

7. Item quod nullus intrans de novo domum gaudeat de bonis domus, donec jurabit servare [constituciones] et satisfecerit de hiis sociis nec bursam lucr.....

8. Item qui duas ... immediate preceden.. amittet distribuciones....

9. Item qui qua pro.....ctet et id.....

10. Item illisstis interligend..... [gra]maticis.

11. Item quod nullus conqueratur de aliquo socio vel de aliquibus nostris sociis nisi provisoribus nostris, et quod non conqueratur illis nisi propter defectum juris a sociis, ita quod primo debet co[n]quiri sociis.

12. Item quod quilibet servet honestatem sociorum quantum poterit, nec revelet secreta ipsorum, nec ante exitum nec post exitum. Est interligendum quod distribuciones et marelis reputantur pro die pro qua recipiuntur.

13. Item quod nullus faciat tumultum neque brigam in aula, dum dicuntur septem psalmi ¹, sub pena unius veteris parisiensis.

14. Item quod nullus aducat secum aliquem socium extraneum ad incendium in domo ista, nisi fuerit dispensatum a sociis qui sunt in aula die sabbati de sero.

15. Item quod nullus faciat aliquem socium extraneum commedere secum, illud quod scimus, et quicumque ultra istas duas constituciones [venerit], solvet de qualibet viii denarios.

16. Item quod nullus ponat aliquas immundicias in aula nec in foraminibus nec in lavatoria nec retro hostium secundum domus, nec dim[i]ttat hostium apertum cammere private, sub pena unius denarii bone monete.

17. procur..... par. de in qua erimus ...tibus nostris.

18. Item quod socii de domo ista teneantur quolibet anno celebrare tres missas cum suis vigiliis, primam scilicet in crastino Convers(acionis sancti Pauli apostoli, pro quinque solidis annui redditus, receptis in capitulo Parisiensi, pro anima Guillelmi, cancellarii quondam Parisiensis;

secundam, die lune post Purificacionem beate Marie Virginis, pro magistro Juliano qui nobis legavit quandam pecunie(m) summam, de qua habemus xx^{li} libras annui redditus in;

terciam, die lune post Ascensionem Domini, pro Jancio de Londonis, qui fundavit domum istam.

19. Item quod omnes socii, in villa existentes, intersint in vigiliis et in missis duabus ultimis; in vigiliis quicumque non venerit ante finem prime

siensis ad dictum collegium ad se informandum de quadam rasura per procuratorem dicti collegii, ut dicitur, facta in statutis dicti collegii et provideant cele[be]rrime. » (Arch. nat., LL. 220, p. 134.)

1. Voir l'acte de fondation.

leccionis, perdet tres denarios bone monete; in missa, ante finem Epistole vel leccionis, amittet tres denarios bone monete.

20. Item quicunque non erit in vigilia prime misse, hora predicta, amittet medietatem partis sue de predictis quinque solidis, et qui non erit in missa, hora predicta, perdet aliam medietatem.

21. Item quod quicunque socius intraverit de novo domum, teneatur solvere tres solidos communitati pro libris emendis.

22. Item eciam eme.....nantur ad istum usum.....

23. Item quod quicunque jacuerit per tres noctes extra domum in septimana, amittet bursas et distribuciones.

24. Item nullus accommodet libros de communi domus istius alicui extraneo, sub pena vi d.

25. Item quod nullus mingat per fenestras aule superioris vel inferioris sub pena duorum denariorum.

26. Item quod nullus faciat incurialitatem supra tabulam camere private, sub pena quatuor denariis (sic).

27. Item quod nullus pulcet campanam communitatis indebite, sub pena vi d. parisiensium bone monete.

28. Item quod nullus nostrum amittat locum suum nisi fuerit absens per annum, et quod alii socii presentes teneantur custodire locum absentis per iuramenta sua.

Hic nominantur [libri] et precium cujuslibet hic ponitur : quicunque aliquem istorum amiserit, precium quod ponitur, solvat integrum.

1. Vetus logica, cum Prisciano	vii s.	iiii d. p.
2. Liber thopicorum et elenchorum	iii s.	viii d. p.
3. Liber priorum et elenchorum, cum libro de morte et vita	iiii s.	vi d. p.
4.stiorum per se		 cum dimidio.
5. Item liber de anima	ii s. p.	
6. Item scripta supra veterem logicam, cum quibusdam sophimatibus, precii	ii s. p.	
7. Item liber phisicorum	v s. p.	
8. Item vetus logica alia	iii s. p.	
9. Item servitium sancte Katherine		x d. p.
10. Item duo paria vigilliarum, precii	viii s. p.	
11. Item pervi libri naturales, cum ceteris, in uno volumine, litteris aureis, precio	xxxvi s. p.	
12. Liber Prisciani minoris		xviii d. p.
13. Liber de generacione et corrupcione, simul,		xxvi d. p.
14. Item metaphisica, precio	xvi s. p.	
15. Item liber phisi[corum], cum libro de generacione et corrupcione, cum li[bro de] sensu et sensato et de memoria et re[miniscentia]	x s. p.	
16. Item commantator supra librum de anima, de substantia orbis,	xx s.	vi d. p. ob.

17. Item liber de celo et mundo, precio	III s. p.
18. Item summule, precio trium solidorum,	III s. p.
19. Item librum ethicarum cum libro de anima, de generacione et corrupcione, precio	XIII s. p.
Supra, capitulum pro...	

Somme	VI l.	XII s.	VI d. ob.
	[VII l.	III s.	VI d. ob. ¹ .]

a. Et habuerunt archam, tabulam, trestellos, formas, craticulam, tripedem, patellas, morterium cum petello et treagam sociorum scolarium, et plures alii fuerunt presentes quando decanus et penitenciaris ordinaverunt quod haberent beneficium per unum vel per duos de minoribus in absentia ipsorum.

b. Scolares Domus Dei Parisiensis habent unam archam in th[es]auro capituli Parisiensis, in qua sunt littere ac cartule de redditibus nostris.

c. Item quod nullus jactet aliqua madicia in vico nostro nec mi[n]gat, sub pena VI denariorum.

Iste constitutiones fuerunt reparate anno Domini millesimo CCC^o XXX^o, in die lune ante Ascencionem. Amen².

II.

Défense par le chapitre de Notre-Dame aux Dix-Huit de nourrir et loger de faux étudiants, non boursiers du collège.

(5 novembre 1407.)

Decanus et capitulum ecclesie Parisiensis, ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, dilecto nostro procuratori ceterisque scolaribus collegii nostri decem et octo scolarium Parisiensis, in spiritualibus et temporalibus nobis immediate subjecti, combursalibus, salutem in Domino et mandatis nostris firmiter obedire.

Quia nonnullorum fida relacione recepimus quod, licet in dicto collegio a sui prima fundacione et institucione pro dono scientie liberius acquirendo, vos decem et octo scolares fueritis instituti, congruis vobis et cuilibet vestrum, ad studii exercicium, domo atque cameris assignatis, nichilominus tamen vos extra numerum vestrum nonnullos scolares hospites, auctoritate vestra, ymo pocius temeritate, sub quadam studii simulacione, recepistis, et de die in diem recipitis ipsos in dictis domo et cameris, ac mensa communi recipientes, quorum tamen nonnulli vitam ducunt inhonestam, alii autem, actus scolasticos pigri non exercentes, vos vel aliquos vestrum ad similia vel deteriora provocant, quod cedit in dicti collegii prejudicium vestrique dedecus ac scandalum plurimorum, hinc est quod vobis tenore presencium

1. Sans compter l'art. 4.

2. Arch. nat., M. 121¹⁰. Cahier de 4 feuillets, papier.

mandamus quatinus omnes hujusmodi extraneos et hospites ac non tenentes bursas infra festum Beati Martini Hyemalis proxime futurum a dicto collegio et consorcio vestro expellatis; alioquin, si premissa non adimpleveritis vel implere distuleritis, nos contra vos et ipsos ad penas graviores procedemus.

In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum die sabbati post festum Omnium Sanctorum, quinta mensis novembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septimo.

G. Picardi¹.

III.

Inventaire et prise de la bibliothèque d'un étudiant au XV^e siècle.

Anno Domini M^o CCCC^o XXX^o, die lune xiiii mensis aprilis post Pascha², ad requestam venerabilium virorum magistrorum Johannis Francici, magistri in artibus et bachalarii in theologia, Martini Belet et Johannis Fabri, in artibus magistrorum, executorum testamenti defuncti magistri Jeronimi Secundi, eciam magistri in artibus, bursarii collegii decem et octo scholarium Parisiensis, a Domo Dei Parisiensi deppendentis, in temporalitate et spiritualitate ecclesie Parisiensis constituti, per me Nicolaum Sallarii, presbiterum, venerabilis capituli Parisiensis notarium, fuit factum inve[n]tarium de bonis ad ipsum defunctum pertinentibus et in camera sua, in dicto collegio existente, repertis; et primo de libris per Juvianum de l'Anglee, librarium juratum Universitatis Parisiensis, appreciatis et hic vulgarter declaratis prout sequitur :

1. Et primo ung livre de Phisique naturelle, commençant ou 11^e feuille *quidam*, et finissant ou penultime feuille *principium*, prisé Lx s. p.
2. Item ung vielz teste de Logique, commençant ou 11^e feuille *et dentibus* et fenissant ou p. fe. *utique* : x s. p.
3. Item exposicionem d'Almageste, commençant ou 11^e fe. *per demonstrationem* et fenissant ou pe. fe. *dum* : xvi s. p.
4. Item compendium de medicine, commençant ou 11^e fe. *fe* et fenissant ou pe. fe. *sublimetur* : xii s. p.
5. Item unes tables d'Alfonses, commençant ou 11^e fe., en lettre rouge, *IIII^e*, et fenissant ou penultime *ro.*, incomplettes : xii s. p.
6. Item ung texte de Thopiques commençant ou 11^e feullet *sanabit* : ii s. p.
7. Item i texte de Metafizique commençant ou 11^e fe. *nam* : iiiii s. p.
8. Item summa Ysorele de grantmaire, commençant ou 11^e fe. *parte* : ii s. p.
9. Item i comment. sur damnacione, commençant ou 11^e fe. *utrum* : v s. p.
10. Item i modum significandi, commençant ou 11^e fe. *considerat* : xii d.
11. Item la somme de Transcret, commençant ou 11^e fe. *ym* : xii d. p.

1. Arch. nat., M. 1217A. Original, parchemin.

2. Voir Arch. nat., LL. 216, p. 198.

12. Item 1 petit Boisse, commençant ou 11^e fe. — : 11 s. p.
13. Item une exposition sur le Donnet, commençant ou 11^e fe. *talis* : 11 s. p.
14. Item ungs canons sur unes tables, commençant ou 11^e fe. 10 *gradus* : 11 s.
15. Item Bruttus, commençant ou 11^e fe. *moratus*; en papier, couvert de cuir vert : v s. p.
16. Item le quart de Some, en papier, commençant ou 11^e fe. *et supra* : viii s. p.
17. Item plusieurs petis traittiez de Ysodorye, mis ensemble en un petit volume, commençant ou 11^e fe. *ra* : v s. p.
18. Item une petite pratique de astrologie, commençant ou 11^e fe. *figure* : 11 s.
19. Item unes vielles tables de astrologie, commençant ou 11^e fe. *nudiando* : 11 s. p.
20. Item unes vielles exposicions de Posteres, commençant ou 11^e fe. *et* : 11 s. p.
21. Item 1 texte de Ethiques, commençant ou 11^e fe. *superficie* : viii s. p.
22. Item unes exposicions de Thopiques, en parchemin, commençant ou 11^e fe. *rege* : 11 s. p.
23. Item ung livre... commençant ou 11^e fe. *nandi* : xii d.
24. Item 1 comment sur Alkabicion, non complect, commençant ou 11^e fe. *que accidunt*, en parchemin : 11 s. p.
25. Item 1 Alkabisis incomplect, en papier, commençant ou 11^e fe. *humida* : xii d.
26. Item 1 de spere, commençant ou 11^e fe. *ab ea* : 11 s. p.
27. Item ung livre nomme de lumine, commençant ou 11^e fe. *possit*, couvert de vert, 11 s. p.
28. Item ung vielz breviaire, de petite valeur, commençant ou 11^e fe. *merito* : v s. p.
29. Item unes vielles heures, commençant ou 11^e fe. *deum* : xvi d.
30. Item plusieurs livres et caiers tant en papier que en parchemin, de petite valeur, tous prisés ensemble xvi s. p.

Je, Colin Chastenetz, certifie ce compte ycy estre vray, tesmoing mon saing manuel cy mys, le vi^e jour de septembre mil IIII^e XLIX.

Chastenetz.

Somme	ix l. xv s. iii d. p.
Somme total	xvi l. iii s. x d. p. (faux).
	[xvi l. xviii s. x d. ob. p. ⁴ .]

UN DOCUMENT NOUVEAU

RELATIF

A LA FONDATION DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Les historiens de l'Imprimerie nationale, F.-A. Duprat et Auguste Bernard¹, ne semblent pas avoir connu un *Plan de l'établissement d'une manufacture royale d'imprimerie*, qui fut sans doute présenté au roi vers le milieu du XVII^e siècle, à l'époque de la création de l'imprimerie royale du Louvre. C'est d'après une copie contemporaine, conservée à la Bibliothèque nationale, dans un des volumes des *Archives de la chambre syndicale de la Librairie*² (ms. français 21819, fol. 36-37), que nous le publions ici.

H. O.

Plan de l'établissement d'une manufacture royale d'imprimerie.

Elle sera d'abord composée de vingt presses, avec les caractères, ustanciles, presses de taille-douce et relieurs, papiers, nombre d'ouvriers, correcteurs et toutes les autres choses nécessaires, à proportion de ladite quantité de presses, laquelle augmentera par la suite et à mesure du travail.

Pour subvenir aux frais de cet établissement, faire subsister l'imprimerie et la rendre digne de l'honneur de son tiltre, il plaira à Sa Majesté d'accorder :

1. Un lieu propre, commode et clair, qui est une des principales choses pour l'arengement des caractères et l'impression des beaux ouvrages.

2. La permission d'avoir deux boutiques pour le débit de l'impression ; l'une au Palais, l'autre en la rue Saint-Jacques.

3. De faire à la manufacture les mêmes avances qu'elle a cy-devant accordées aux autres manufactures les plus considérables et aux mesmes conditions.

4. La permission d'avoir une fonderie de lettres pour l'assortir et l'entretenir de tous les caractères dont elle aura besoin.

5. Le privilège spécial et particulier de toutes les Déclarations, Ordonnances, Arrests du Conseil, Arrests et Ordonnances de Police, et autres imprimez concernant les affaires de S. M., à l'exclusion de tous les imprimeurs, mesme de ceux qui prétendent la qualité d'im-

1. F.-A. Duprat, *Précis historique de l'Imprimerie nationale*. Paris, 1848, in-8°. — Aug. Bernard, *Histoire de l'imprimerie royale du Louvre*. Paris, 1867, in-8°.

2. Voy. le *Bulletin* de 1886, p. 153.

primeurs du Roy, dont la pluspart n'ont point d'imprimerie et sont seulement marchands libraires, qui ont eu cette qualité à prix d'argent et sans mérite, laquelle qualité n'a deu estre vendue de particulier à particulier, devant estre une liberale concession de Sa Majesté.

6. Le privilège spécial et particulier d'imprimer seul dans Paris, à l'exclusion de tous autres imprimeurs, tous les factums, sentences, arrests, billets d'enterrements, thèses et generally tous les papiers volans, dont l'on ne demande ny privilège, ny permission, lesquels petits ouvrages aideront à faire subsister ladite manufacture, et payer journellement les ouvriers, parce que les grands ouvrages qui seront entrepris n'auront pas un si prompt débit, n'estant pas de l'argent si contant et si journalier que ces sortes d'ouvrages volans, attendu aussi que les livres les plus rares, et dont la despense est plus grande ne sont pas propres à tout le monde et ne se vendent pas tous les jours. Ce privilège sera utile au public et ne pourra préjudicier au particulier, tant à cause du prix qui sera modicq, que le secret des parties qui s'observera inviolablement, que de la prompte et exacte exécution. Cela ne pourra non plus nuire aux autres imprimeurs, lesquels, destachez de ces petits ouvrages, s'occuperont d'en faire de considérables selon l'intention de S. M., qui veut dans son royaume n'avoir que des imprimeurs capables. Et à l'égard de ceux qui n'auront pas toute la capacité pour les grands ouvrages, [ils] n'auront pas non plus sujet de se plaindre, puisqu'ils auront un moyen de subsister plus asseurement et plus doucement dans ladite manufacture, où ils seront reçus à travailler. Il est encore à remarquer que ce privilège détruira la facilité d'imprimer des libelles difamatoires sous le nom de Factums.

Cette manufacture ainsi établie par l'autorité de S. M., composée d'habiles hommes pour la conduite des ouvrages, de bons ouvriers pour l'exécution, et de sçavans correcteurs pour l'exactitude, sera un chef-d'œuvre d'imprimerie qui relèvera toute la splendeur passée presque esteinte, dont les estrangers ont profité ainsi qu'il se veoit en Hollande, mesme pourra donner pour cinquante mille escuts de livres au public, et dans la suite estendre encore plus loin le fruit de son travail pource que la manufacture sera non seulement en estat d'imprimer tous les livres anciens et rares, mais encore d'entreprendre tous les nouveaux, les autheurs pouvant tirer de ladite manufacture autant de profit qu'ils en pourroient tirer des libraires, lesquels libraires trouveront aussi de l'utilité dans ladite manufacture d'autant que tous les ouvrages y seront taxez et réglez par feuille à un prix si modique et si raisonnable que tout le monde y trouvera du profit et que personne n'y sera surpris dans les grands et petits ouvrages.

LETTRE DE FRATERNITÉ DE MICHIELLE LEBRASSEUR,

« RENDUE » A L'HOPITAL SAINT-PHILIPPE ET SAINT-GRATIEN DE CAEN,
MEMBRE DÉPENDANT DES QUINZE-VINGTS DE PARIS.

La congrégation des aveugles de Caen ayant été réunie en 1399 à l'hôpital des Quinze-Vingts, ses archives furent transportées à Paris. Elles ont malheureusement péri presque entièrement; il est donc intéressant de recueillir les quelques documents qui ont échappé à la destruction. C'est à ce titre que nous publions la pièce suivante, que nous avons déjà signalée en 1884, dans notre *Rapport sur les archives du Calvados*. Elle montre que le mode d'admission à l'« Aveuglerie » de Caen était le même qu'à l'établissement parisien auquel Saint-Philippe fut uni jusqu'en 1717.

Eug. CHATEL.

Extrait du *Registre du tabellionage de Caen*, fol. 76 v^o (1471-1472).

Du 5 mars 1471.

Michielle, veufve de feu Raoul Lebrasseur, demeurant à Saint-Gille de Caen, et natifve de la paroisse de Encourt¹, près le Pont-Trenepiart², en païs de Caux, vers les parties de Dieppe, fille de feu Mahiet Courey, considérant que désormais elle estoit foible et d'ancien aage, confessa soy estre rendue et donnée de tout son corps, biens, meubles et héritages présens et advenir à l'ostel de monseigneur Saint-Philippe et Saint-Gracien de Caen, membre deppendant des Quinze-Vingts de Paris, que fonda monseigneur Saint Loys, jadis roy de France, et jouira ladite femme et demourra saisye de ses dits biens meubles, sa vie durant, et après son déceps, ses dits biens, meubles et héritages seront et demourront au proffit et utillité d'icellui hostel des Quinze-Vingts de Caen, à ce présent, en acceptant ledit don et rendue, en nom que dessus, recueilly ladite femme en icelluy hostel des Quinze-Vingts de Saint-Philippe et Saint-Gacien, et luy accorda que, la vie d'elle durant, elle jouisse et use des previleges, droictures, revenus, dons, questes, franchises, libertés et choses appartenant à icelluy hostel, pareillement et ainsi en sa portion comme les autres frères et sœurs, qui se sont donnés et rendus audit hostel, et que, la vie d'elle durant, elle ait, tienge et jouisse une chambre, qui est la basse chambre du milieu de trois basses chambres, qui sont en la grant maison dudit hostel, à prendre icelle portion vers l'ostel Henry Gaugain; mesme qu'elle ait, sa vie durant, ung loquet

1. Ancourt.

2. Pont-Trancard, dont le château résista, en 1472, aux Bourguignons de Charles le Téméraire se dirigeant sur Arques et sur Dieppe.

de la porte de devant dudit hostel, voulant ladite femme, en nom que dessus, que de ce présent don et rendue l'en puisse joyr et user après son trépas au profit et utilité d'icelle maison et hostel de Saint-Philippe. Et à ce tenir et accomplir, sans venir encontre, icelle femme obligea ses biens et héritages et de ses hoirs, et icellui administrateur et gouverneur, en nom que dessus, en son regard, en obligea les biens et revenus d'icellui hostel, en tant, etc., par vertu du pover à lui donné. Tesmoins : Jehan Delalande et Jehan Lebrasseur.

PROGRAMME DU CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES

A LA SORBONNE EN 1888¹.

Section d'histoire et de philologie.

3° Origine et organisation des anciennes corporations d'arts et métiers.

4° Origine, importance et durée des anciennes foires.

5° Anciens livres de raison et de comptes et journaux de famille.

6° Liturgies locales antérieures au xvii^e siècle.

7° Étude des anciens calendriers.

8° Origine et règlements des confréries et établissements charitables antérieurs au xvii^e siècle.

11° Objet, division et plan d'une bibliographie départementale.

12° Du rôle des milices et des gardes bourgeoises avant la Révolution.

14° Étudier l'origine, la composition territoriale et les démembrements successifs des fiefs épiscopaux au moyen âge.

15° Rechercher à quelle époque, selon les lieux, les idiomes vulgaires se sont substitués au latin dans la rédaction des documents administratifs. Distinguer entre l'emploi de l'idiome local et celui du français.

16° Étudier les cadastres ou compoïds antérieurs au xvi^e siècle, leur composition et leur utilité pour la répartition de l'impôt.

17° Jeux et divertissements publics ayant un caractère de périodicité régulière et se rattachant à des coutumes anciennes, religieuses ou profanes, tels que la fête des fous ou des innocents, les feux de la Saint-Jean, etc.

18° Établissements ayant pour objet le traitement des maladies con-

1. Nous reproduisons ici les questions du programme officiel qui rentrent dans le cadre des études de la Société.

tagieuses, et mesures d'ordre public prises pour prévenir leur propagation.

19° Étudier quels ont été les noms de baptême usités suivant les époques dans une localité ou dans une région ; en donner autant que possible la forme exacte et rechercher quelle peut avoir été la cause de leur vogue plus ou moins longue.

20° Étude sur le culte des saints, la fréquentation des pèlerinages et l'observation de diverses pratiques religieuses au point de vue de la guérison de certaines maladies.

III.

BIBLIOGRAPHIE.

10. BOURNON (Fernand). — Paris. Histoire, monuments, administration ; Environs de Paris. Gr. in-8°, v-385 pages, fig. et 13 plans. Paris, A. Colin, 1888.

Il semble qu'on ne puisse faire tenir en un volume de moins de quatre cents pages toute l'histoire de Paris depuis l'époque gauloise jusqu'à nos jours, alors qu'une bibliographie parisienne exigerait peut-être dix volumes de même format que celui dont on vient de lire le titre. Le récent volume de la *Bibliographie parisienne* de notre confrère M. Lacombe permet au reste d'en juger.

La difficulté de l'entreprise n'a pas arrêté M. F. Bournon, qui nous retrace à grands traits, en un élégant volume rempli de gravures heureusement choisies, tous les événements dont Paris a été le théâtre jusqu'en 1870. Dans la seconde partie de son livre, l'auteur passe en revue, en suivant l'ordre chronologique, les différents monuments de Paris qui existent encore ou qui ont disparu : palais, églises, maisons, rues, anciennes enceintes, etc. ; la troisième partie est un résumé de l'histoire administrative de Paris, et nous initie aux dessous de la grande ville. Quelques notes sur les environs de Paris terminent le volume.

Nous ne ferons qu'un reproche au *Paris* de M. Bournon, c'est de n'avoir point un index alphabétique ; une seconde édition, en affirmant le succès de son livre, lui permettra bientôt de l'ajouter. H. O.

11. CORLIEU (Dr A.). — Les jetons des doyens de l'ancienne Faculté de médecine de Paris, d'après le médaillier de la Faculté. Lecture faite à l'Académie de médecine, le 28 juin 1887. In-8°, 14 pages. Paris, J.-B. Baillière, 1887.

La Faculté de médecine possède une collection de jetons de ses anciens doyens, depuis Jean Merlet (1644-1646) jusqu'à Claude Bourru, le dernier doyen (1788-1792). Ces jetons, décrits dans la notice de M. le Dr Corlieu, sont au nombre de 138, mais leur série n'est point com-

plète, non plus que celle de la Bibliothèque nationale qui possède 156 jetons des anciens doyens de la Faculté de médecine.

12. DOLOT (G.). — Note historique sur la place Vendôme et sur l'Hôtel du gouverneur militaire de Paris. Gr. in-8°, 11 ff.-24 pages, 1 plan et 5 planches. Paris, Quantin, 1887.

La plaquette publiée par M. le capitaine Dolot comprend deux parties. Dans la première, l'auteur nous fait connaître les modifications successives subies par la place Vendôme dans l'espace de plus de deux siècles, depuis le règne de Louis XIV jusqu'à nos jours, c'est-à-dire jusqu'à la restauration de la colonne, en 1875. La seconde partie est spécialement consacrée à l'*Hôtel du gouverneur militaire de Paris*, depuis 1685, hôtel qui a jusqu'à présent conservé la même destination. Il faut louer l'auteur de la précision avec laquelle il a coordonné les résultats de ses recherches, mais il faut regretter aussi la concision un peu trop étudiée de certaines parties de son travail. La foire Saint-Ovide (1665-1771), la Bourse (1720), les Bals de Bois (1745), les Fêtes Roulantes (1747) pouvaient être pour l'historien l'occasion de nous retracer des tableaux curieux ou peu connus. Mais M. Dolot a préféré laisser à son travail le cachet un peu sévère d'un document : nous n'avons pas le courage de l'en blâmer, puisqu'il a réussi à nous donner, — malgré tout, — un travail intéressant et utile. Le plan de la place Vendôme, composé de quatre parties superposées, représentant l'aspect de la place à diverses époques, est bon à signaler, ainsi que certaines des planches qui accompagnent le texte de M. Dolot ; mais pourquoi faut-il regretter l'absence des magnifiques planches qui nous ont conservé la physionomie de la place, lors des fêtes des deux mariages successifs du Dauphin, en 1745 et 1747 ? Ces gravures n'ont été jusqu'à présent que très imparfaitement reproduites et elles sont suffisamment rares pour que les éditeurs n'eussent pas dû négliger de nous en donner de bonnes réductions. Leur savoir-faire et les moyens dont ils disposent eussent été certainement couronnés d'un plein succès. P. L.

13. FRANKLIN (Alfred). — La vie privée d'autrefois. Arts et métiers ; modes, mœurs, usages des Parisiens du xii^e au xviii^e siècle, d'après des documents originaux ou inédits. — L'annonce et la réclame ; les cris de Paris. — Les soins de toilette ; le savoir-vivre. In-12, 240 et 4 pages ; 220 et 16 pages ; gravures. Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}. 1887.

Le premier des deux nouveaux livres de M. Franklin contient une étude aussi instructive qu'attachante sur les *Crieurs de corps et de vin* depuis le xiii^e jusqu'à la fin du xviii^e siècle, et, incidemment, sur les enterrements pendant la même période. Dans une seconde partie du livre sont réunis : les *Crieries de Paris*, par Guillaume de la Ville-neuve (xiii^e siècle) ; les *Cris de Paris* (xvi^e siècle), déjà reproduits par M. J. Cousin ; et différentes pièces curieuses du xvi^e siècle, relatives au même sujet.

Les *soins de la toilette* forment un piquant commentaire de la *Civilité*, dans lequel les étuves, aux xiv^e et xv^e siècles, les perruques, aux xvii^e et xviii^e siècles, les bains sur la Seine, à la même époque, ont trouvé place. A la fin, M. Franklin a groupé différents extraits de la *Civilité* de Jean Sulpice, d'Erasme, d'Ant. de Courtin, d'un Missionnaire et de J.-B. de la Salle.

De nombreuses reproductions d'estampes ou de dessins anciens augmentent encore l'intérêt de ces deux volumes.. H. O.

14. HUBERT (Jean). — Notice sur les maisons du peintre Charles Le Brun, rue du Cardinal-Lemoine (anciennement des Fossés-Saint-Victor). In-8°, 46 pages, fig. et plan. Paris, L. Cerf, 1887.

On savait que le neveu du grand peintre Le Brun avait fait édifier un hôtel, situé au n° 49 de la rue du Cardinal-Lemoine, et y avait fait graver une inscription en l'honneur de son oncle : CAROLO LEBRUN, EQUITI, PRIMO REGIS PICTORI, ANNO MVIIC. M. J. Hubert a suivi en détail dans sa Notice l'histoire des différentes maisons possédées par Le Brun, aux n° 49, 51, 53 et 55 de la rue du Cardinal-Lemoine, et a établi qu'il avait habité au n° 51. Un plan de ces maisons et des fac-similés des signatures de Le Brun et de sa femme terminent cette élégante plaquette.

15. LA TRÉMOILLE (Louis DE). — Livre de comptes (1595-1406). — Guy de la Trémoille et Marie de Sully. In-4°, II et 276 pages. Nantes, Émile Grimaud, 1887.

Ces comptes ont été réunis, en 1398, pour Marie de Sully, veuve de Guy VI de la Trémoille, qui était mort, en 1397, à Rhodes, des suites de blessures reçues à la bataille de Nicopolis. Le manuscrit fait partie du chartrier de Thouars. A la fin des comptes se trouvent quelques détails relatifs à des dépenses personnelles à Marie de Sully et à son second mari, Charles d'Albret, connétable de France. Le livre fut rédigé par « Dyne et Jacques Raponde, marchands et bourgeois de Paris, procureurs... de Monseigneur de la Trémoille. » A la suite des comptes, l'éminent éditeur a placé un certain nombre de pièces annexes tirées aussi, au moins pour partie, du chartrier de Thouars. En dehors de l'intérêt général qu'il présente au point de vue historique et économique, le livre de comptes de Guy de la Trémoille et de Marie de Sully offre un intérêt très particulier au point de vue spécial des souvenirs parisiens, produits et commerce de la ville, prix des objets, édifices divers, personnages.

Les comptes et les pièces annexes renferment, comme c'est naturel, des indications relatives aux domaines que les La Trémoille possédaient à Paris ou aux alentours au XIV^e siècle : l'hôtel de Galays, rue de la Platrière; l'hôtel de la Trémoille, rue des Bourdonnais; l'hôtel de la Trémoille à la Ville-l'Évêque.

On peut citer les pièces annexes suivantes comme ayant un intérêt très spécial au point de vue de l'histoire de Paris ou de ses environs :

Acte, en date du 29 août 1374, par lequel le roi Charles V accorde rémission à Pierre de la Trémoille qui, dans une rixe, avait blessé mortellement Jean de Saint-Yon, boucher à Paris (p. 149-151);

Acte, en date du mois de juin 1383, par lequel le roi Charles VI donne à Guillaume de la Trémoille « les maisons des Bruières lez Paris et une maison ou mote appelée la Folie Nicolas Quipié, assise près des dites maisons, avec toutes les terres arables, vignes, boys, faussoies, jardins, rentes, revenus et autres héritaiges et possessions quelconques appartenans ou appendens aux dites maisons des Bruières jusques à la valeur de cent livres de rente par an, lesquelles furent jadis Jehan des Marez, naguaires exécuté pour ses démérites » (p. 173-174);

Acte, en date du 31 mai 1387, par lequel le roi Charles VI donne à Guillaume de la Trémoille « l'hostel nommé le chastel de Galays, assis à Paris en la rue de la Platrière, tenant, dit le Roi, d'une part, à la maison de nostre dit chambellan (Guillaume de la Trémoille), et,

d'autre part, à Jehan de Senliz, près de nostre séjour » (p. 185-186); Acte, en date du mois de janvier 1387, par lequel le roi Charles VI concède à Guy de la Trémoille une prise d'eau aux fontaines de la ville de Paris, « le gros du ront d'un pois, » pour son hôtel de la rue aux Bourdonnais, « aux fraiz, missions et despens, dit le Roi, de nostre ville de Paris » (p. 188-189).

On trouve groupés dans la Table des matières, à la suite des renvois, des détails sur les articles les plus dignes d'intérêt.

La publication n'a pas été mise dans le commerce; elle est un nouveau témoignage du zèle éclairé que montre M. le duc de la Trémoille pour l'histoire de son pays et du soin généreux qu'il met à faire profiter le public des richesses accumulées dans les archives de sa famille.

Ch. TRANCHANT.

16. MARLET (Léon). — Correspondance d'Odet de Coligny, cardinal de Châtillon (1537-1568). In-8°, xv-94 pages. Paris, Picard, 1885.

Documents publiés par la Société historique et archéologique du Gatinais. I.

A côté de ses *Annales*, qui ont déjà été analysées ici, la *Société du Gatinais* a entrepris la publication d'une série de *Documents* dont le premier fascicule est consacré à la *Correspondance du cardinal de Châtillon*. L'éditeur, M. L. Marlet, y a réuni soixante-dix-huit lettres du Cardinal, de 1537 à 1568; un second fascicule, qui comprendra les lettres d'Odet de Coligny durant son séjour en Angleterre jusqu'à sa mort (1568-1571), complétera cette publication, qui fait honneur à l'éditeur et à la jeune Société qui l'a entreprise.

17. POTTET (Eugène). — La Conciergerie du Palais de Paris. Histoire de la Conciergerie du Palais de Paris depuis les origines jusqu'à nos jours (1031-1886). In-8°, 272 pages; gravures. Paris, Maison Quantin.

Le livre de M. Eug. Pottet est divisé en quatre parties : 1° Le Palais; origines de la Conciergerie. 2° La Conciergerie pendant la Révolution française. 3° Marie-Antoinette. 4° La Conciergerie depuis le Directoire jusqu'à nos jours; la seconde partie est de beaucoup la plus développée. C'est une monographie complète et qu'on lira avec intérêt de cette prison fameuse.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS

Pour l'année 1887.

Statuts de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France.	1
Règlement intérieur	5
Liste des membres au 1 ^{er} janvier 1887	7
Liste des membres du Conseil d'administration	23, 92
Composition du Bureau et des Comités	23, 95
Jours des séances	24
Assemblée générale.	69
Compte-rendu des séances. . . 29, 31, 37, 39, 93, 94, 95, 101, 133, 165	
Bibliographie	65, 100, 127, 191

COMMUNICATIONS.

De M. Paul Lacombe sur une description de Paris en vers latins, par Antoine de Rombise (1639).	31
De M. le comte A. de Marsy relative à une description de Paris, dans le <i>Cabinet ou la Bibliothèque des Grands</i> , par Gédéon Pontier (1681).	33
De MM. Edgar Mareuse et le baron A. de Ruble au sujet de la maison où est mort l'amiral de Coligny.	38
De M. Pichard sur les restes de l'église de Saint-Étienne-des-Grès.	39
De M. A. Giry au sujet de quittances et de comptes d'achats et de reliures de livres du collège d'Autun au xv ^e siècle	39
De M. l'abbé V. Dufour relative à la reliure d'un Missel de l'église de Saint-Jean-en-Grève	134
De M. l'abbé V. Dufour relative au prospectus de la <i>Description de l'église métropolitaine de Paris</i> , de Charpentier (1757)	165
De M. L. Delisle sur la publication récente d'une liste des membres de l'Université de Paris en 1464.	166
De M. l'abbé Alliot sur un Compte de l'abbaye de Gif (1384-1388). . . .	166
De M. le marquis de Monclar sur une vue des Tuileries en 1813. . . .	166

VARIÉTÉS.

Note sur la date des actes de Maurice de Sully, évêque de Paris (1160-1196), par V. Mortet	34
Les Nautes [P ou R?] à l'amphithéâtre de Nîmes, par Paul Viollet.	41
Testament d'une bourgeoise de Paris (1316); publ. par L. Le Grand.	42
Extraits des Mémoires de la Chambre des comptes de Paris.	
Notice du ms. 5870 de la collection Leber à la bibliothèque de Rouen; publiée par H. Omont	48
Un trousseau sous le Directoire, par P. Bonnassieux	58
Programme du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne en 1887.	65
Simon Vostre, Simon Hadrot, libraires parisiens, par Ern. Coyecque	98
La demeure d'Antoine Hérouet, par Ch. Sellier.	98
Partage des biens de Pierre d'Orgemont (1387); communication de M. J. Depoin.	103
Un nouveau document relatif à Jean Gutenberg et aux débuts de la typographie à Paris; communication de M. le Dr L. Sieber.	106
Une évasion de la Conciergerie en 1524, par P. Guérin	111
Journal du syndicat de Pierre Aubouyn, libraire et imprimeur parisien (1690-1694); communication de M. Ph. Van der Haeghen.	117
Fournitures de glaces à M. Amelot; communication de M. A. de Montaiglon	121
Les tableaux du Palais-Royal (1718-1725).	125
Le lampadaire de l'abbaye de Sainte-Geneviève (1740), par Germain Bapst	135
La tourelle de la rue Vieille-du-Temple (l'Hôtel Hérouet), par Ch. Sellier	148
Papiers des Marnefs, libraires parisiens du commencement du xvi ^e siècle; publiés par L. Delisle	166
L'orfèvrerie et la lingerie parisiennes en Italie au xv ^e siècle, par Eugène Müntz	171
Notice sur l'ancien collège des Dix-Huit (1180-1529), par Ern. Coyecque	176
Un document nouveau relatif à la fondation de l'Imprimerie nationale; publié par H. Omont	187
Lettre de fraternité de Michielle Lebrasseur, « rendue » à l'hôpital SS. Philippe et Gratien de Caen, dépendant des Quinze-Vingts; publié par Eug. Chatel	189
Programme du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne en 1888.	190



